



# BULLETIN N° 4/2014 en date du 27 janvier 2013

***Je ne juge pas... je livre, sommairement triés et compilés, les médias tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion, les articles n'engagent que leurs auteurs.***

## Planification des Thèmes & Sujets

1 – Lois & Décrets	c) – Armée de l'Air
2 – Nécrologies & Mémoires	d) - Gendarmerie Nationale
3 – Décorations & Commémorations	e) - Service de Santé
4 – Autorités, Etats-Majors	f) – Renseignement
5 – Chroniques & Libres propos	h) – Forces Prépositionnées
6 – Actualités internationales	11 – France : Armements & Industries
7 – OPEX	12 – Le Monde : Modernisations & Equipements
8 – MISSINT	13 – Rubriques divers (Conférences, Sports, etc)
9 – Défense de par le Monde	14 – Livres & Publications
10 – Nos Forces Armées	15 - Société
a) – Armée de Terre	
b) – Marine Nationale	

## Le mot du président de l'UOROI



Chers amis

Cette semaine est marquée par :

- les tractations et tergiversations concernant une intervention européenne en Centrafrique.
- La conférence « Genève 2 », à Montreux, sur la Syrie, où Bachar El Assad paraît en position de force face à une opposition en pleine déliquescence.
- L'intervention du chef spirituel d'al qaida pour faire cesser les combats « fratricides » entre les différentes factions djihadistes en Syrie.

- La situation complexe et dangereuse en Egypte, en Thaïlande et en Ukraine.
- Les menaces terroristes proférées à l'encontre des jeux Olympiques d'hiver de Sotchi.
- L'adoption de la constitution en Tunisie

etc

Le colonel ® Dominique BERTRAND  
Président de l'UOROI

# 1 – Lois et décrets

## MINISTRE DE L'INTERIEUR

**Arrêté du 17 janvier 2014 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478692&dateTexte=&categorieLien=id>

**Décret du 16 janvier 2014 portant nomination dans la réserve opérationnelle**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479163&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 6 janvier 2014 relatif à l'organisation et au service de la gendarmerie de l'air**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028494099&dateTexte=&categorieLien=id>

**Avis de vacance d'un emploi d'un chef de service « assurance qualité » au sein de la gendarmerie nationale**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028508885&dateTexte=&categorieLien=id>

## MINISTRE DE LA DEFENSE

**Arrêté du 20 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 5 juin 2013 portant ouverture de l'agrafe « Sahel » sur la médaille d'outre-mer**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478853&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 20 décembre 2013 fixant les taux de promotion du corps des infirmiers de la défense du ministère de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478859&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 20 décembre 2013 fixant les taux de promotion du corps des adjoints administratifs du ministère de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478869&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 6 janvier 2014 accordant aux militaires participant à des opérations extérieures sur les territoires de la République du Kenya, de la Somalie, de la République du Yémen, de la République de Djibouti, du Sultanat d'Oman, de la République de Tanzanie, du Mozambique, de Madagascar et leurs eaux avoisinantes ainsi que les eaux de la mer Rouge le bénéfice des dispositions de l'article L. 4123-4 du code de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478879&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 6 janvier 2014 accordant aux militaires participant à des opérations extérieures sur les territoires de l'Afghanistan et des pays et eaux avoisinants le bénéfice des dispositions de l'article L. 4123-4 du code de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478884&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 6 janvier 2014 accordant aux militaires participant à des opérations extérieures sur le territoire du Kosovo le bénéfice des dispositions de l'article L. 4123-4 du code de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478889&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 6 janvier 2014 accordant aux militaires participant à des opérations extérieures sur les territoires du Tchad et des pays avoisinants le bénéfice des dispositions de l'article L. 4123-4 du code de la défense**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478894&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 7 janvier 2014 relatif aux conditions d'application aux personnels civils titulaires et non titulaires du ministère de la défense des dispositions du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 modifié fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028478899&dateTexte=&categorieLien=id>

**Décision du 16 décembre 2013 portant attribution du brevet technique option « études administratives militaires supérieures de la gendarmerie »**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479192&dateTexte=&categorieLien=id>

**Décision du 30 décembre 2013 portant inscription au tableau d'avancement pour l'année 2013 (réserve)**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479194&dateTexte=&categorieLien=id>

**Décision du 8 janvier 2014 portant attribution du brevet technique des officiers de réserve**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479196&dateTexte=&categorieLien=id>

**Avis de vacance d'emplois dans le personnel enseignant de l'Ecole polytechnique**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479302&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 17 janvier 2014 portant nomination du secrétaire général de l'Ecole polytechnique**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479471&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 5 novembre 2013 portant apposition de la mention « Mort en déportation » sur les actes et jugements déclaratifs de décès**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028494421&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 3 décembre 2013 portant apposition de la mention « Mort en déportation » sur les actes et jugements déclaratifs de décès**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028494424&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 10 janvier 2014 pris en application des articles 36 et 38 de la loi n° 2013-1168 du 18 décembre 2013 relative à la programmation militaire pour les années 2014 à 2019 et portant diverses dispositions concernant la défense et la sécurité nationale**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028499532&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 12 décembre 2013 fixant au titre de l'année 2014 le nombre de places offertes à l'admission par concours à l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (cycles de formation d'ingénieurs SUPAERO et ENSICA)**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028506050&dateTexte=&categorieLien=id>

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

**Arrêté du 19 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 1er mars 2011 portant création de banques d'épreuves écrites communes aux concours d'admission à l'École polytechnique et aux écoles normales supérieures par les filières mathématiques et physique (MP) et physique et chimie (PC)**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479014&dateTexte=&categorieLien=id>

**Arrêté du 13 janvier 2014 fixant la liste des écoles habilitées à délivrer un titre d'ingénieur diplômé**

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028479027&dateTexte=&categorieLien=id>

## **2 – Nécrologies & Mémoires**

### **Eulogie de Charly**

Ambalavao – 13 janvier 2014 Publié le 17 janvier 2014 Source : <http://www.ambafrance-mada.org/>



"Mes chers amis, le défunt que nous pleurons, et dont la disparition jette dans le deuil une famille et une école mises durement à l'épreuve et toute une communauté, profondément attachée, est de ceux qui n'ont pas besoin qu'on les loue. Leurs œuvres suffisent à cette tâche. Mais en prenant ici la parole au nom de tous, c'est à l'homme bon et à l'ami sûr que je veux apporter le tribut d'une affection qui survivra à la triste séparation. Je veux rappeler, en quelques mots, Charly à votre reconnaissance, pour avoir ensuite le droit d'y faire appel au profit de sa mémoire.

C'est dans la ville-frontière de Strasbourg que naquit, le 13 novembre 1931, Charles Henri DIEBOLD, d'une famille alsacienne, où le sens du devoir marchait de pair avec des principes de vie profondément chrétienne. Il allait en particulier y recevoir cette empreinte de patriotisme dont le parfum va embaumer toute sa vie et fera l'édification de tous ceux qui l'approcheront par la suite. Car cette famille alsacienne avait été chassée par la guerre, s'était engagée dans la Résistance, avait combattu avec la France Libre et avait été meurtrie par la déportation. Charles Henri, affectueusement appelé Charly, a vécu tout cela. Héritier d'une culture humaniste, chrétienne et patriotique forte, Charly a donc démarré sa vie d'homme avec ce viatique : servir son pays. Ce fut alors l'Indochine et Madagascar dans les rangs des commandos parachutistes, le Sahara dans les Affaires sahariennes, les océans dans la Marine marchande, une vie d'aventures immergée dans les valeurs solidaires. Car Charly avait ce don particulier pour entretenir l'amitié, c'est la caractéristique même de toute sa vie où elle était comme une fonction nécessaire de son existence. Toute sa vie, Charly a ignoré la haine, jamais je ne l'ai entendu manifester envers quiconque d'autre sentiment que de l'admiration ou de la bienveillance. Un homme de cœur. Bien sûr comme tout le monde, il a aussi cheminé de certitudes en erreurs. Nous savons tous que la réalisation de soi est longue, complexe, jamais achevée, qu'elle demande un effort constant pour voyager au-delà des évidences, des certitudes pour se recentrer sur l'essentiel. Alors au crépuscule d'une vie professionnelle d'une trentaine d'années tellement actives dans la logistique qu'il n'avait pas vu grandir ses propres enfants, il aurait pu vivre repu, pourvu du nécessaire, sans se préoccuper d'autres valeurs, mais il avait caché au fond de lui cette question essentielle : « à qui va servir ton existence ? » La solidarité était toujours au centre de sa vie. En pensant à l'immensité des démunis, à ces marges où il reste possible de construire de l'humain, il a alors multiplié les actions d'entraide à Madagascar : convois humanitaires, expédition de lait, soutien d'interventions chirurgicales, réalisation de puits, campagnes d'électrification, ... Mais ne pas être indifférent aux hommes commence surtout par promettre un monde meilleur aux enfants ... ce fut l'école des Bambins.

Un passionné, que dire de plus sincère et de plus vrai que ce mot. Charly était passionné par son école des Bambins. Voici quatorze ans, il avait ouvert avec sa femme Josée une petite école francophone pour les « enfants des rizières », orphelins ou issus des familles les plus démunies de la ville d'Ambalavao. S'engageant avec la naïveté généreuse et inconsciente de ceux qui ont la foi dans leur projet, ils n'avaient au début qu'une quarantaine d'enfants mais aujourd'hui leur école ouverte à tous en regroupe six cents cinquante ! Rien n'a été facile et rien n'est encore facile. Les revenus personnels de Charly étant depuis longtemps insuffisants pour tous les nourrir, les soigner et les éduquer, il devait en permanence mobiliser pour son école des associations, des institutions, des bonnes volontés et des cœurs charitables car avec Josée l'avenir de ces enfants, bâti sur des fondations saines est restée leur boussole.

Sa modestie était un paravent et sous ses airs apaisés de bon grand-père octogénaire on devinait mal qu'il avait reçu son éducation de tant d'aventures et de tant d'épreuves. Charly savait ce qu'il aimait et pourquoi. Il savait d'où il venait, où il voulait encore aller et il a fait ce qu'il aimait sans jamais tourner le dos à son exigence : ouvrir un avenir à ses enfants d'Ambalavao.

Si Charly a créé cette œuvre, c'est justement parce qu'il avait du cœur, c'est parce qu'il écoutait son cœur et qu'il savait traduire tout ce que ce dernier lui inspirait. Son cœur a été la clef de son œuvre. C'est avec son cœur qu'il s'est toujours consacré, à l'éducation et à la formation des enfants d'Ambalavao. Si bien que c'est à "ses Bambins", qu'il a donné le reliquat de ses forces laissé par l'usure latente d'une maladie sans rémission. Malheureusement aujourd'hui il faut dire à ses enfants, et à vous, chers amis, un adieu définitif à Charly...

Saint-Michel, là-haut, a dû favorablement accueillir notre ancien parachutiste qui voyait dans son école un excellent moyen de raviver et de maintenir dans les âmes les plus jeunes la flamme d'un espoir pour l'avenir. Ayant accompli sa tâche, Charles Henri DIEBOLD, en bon chrétien, s'en est retourné près de Dieu cueillir la récompense ; et de là-haut, il nous inspirera sans cesse l'importance du service aux autres qui tend à faire de nous de vrais hommes et femmes de bien. Pour nous, chers amis de Charly, la reconnaissance nous fait un devoir d'adresser à Dieu, pour celui qui passant parmi nous y a semé tant de bienfaits, nos plus ardentes supplications. Que la pleine lumière de l'éternité luise bien vite à son âme, et qu'un reflet de cette lumière tombe sur tous nos cœurs afin d'en adoucir les peines et d'y raviver cette espérance : que son école continue sans lui.

"Rappelez dans votre Éloge, disait Cicéron, la noble naissance de votre héros, sa beauté ; sa force, ses richesses ; si de tels avantages sont par eux-mêmes peu dignes de louange, c'est un mérite d'en avoir bien usé ; vantez ses vertus, et celles qui furent surtout utiles à lui-même, et celles qui tournèrent au profit des autres hommes, les unes parce qu'elles produisent l'admiration, les autres parce qu'elles excitent la reconnaissance ; célébrez surtout les belles actions accomplies par le courage sans espoir de récompense ; louez même le bonheur comme un don des immortels." Merci Charly, avec notre admiration et notre reconnaissance pour ton courage et le bonheur que tu as donné aux autres. Adieu notre ami.

*Colonel Nicolas GRAFF Attaché de défense*



## **3 – Décorations & Commémorations**

### **Elizabeth II et le prince Charles seront en Normandie pour le D-Day**

Home Actualité International lefigaro.fr Par Florentin Collomp Publié le 19/01/2014 à 13:23



**Les commémorations du débarquement allié pourraient être le dernier voyage officiel de la reine Elizabeth à l'étranger. La passation des pouvoirs au prince Charles se met en place. De notre correspondant à Londres**

La reine Elizabeth effectuera peut-être son dernier déplacement officiel à l'étranger lorsqu'elle se rendra en France pour les célébrations du 70e anniversaire du débarquement allié le 6 juin. La souveraine sera l'invitée d'honneur en Normandie aux côtés de François Hollande et d'une quinzaine de chefs d'État dont Barack Obama. Buckingham Palace avait très mal pris le fait de ne pas avoir été invité aux commémorations du 65e anniversaire, en 2009.

Malgré de nombreuses sollicitations, l'agenda d'Elizabeth II ne contient pas d'autre visite à l'étranger. «On nous a laissé entendre que cela sera probablement sa dernière visite officielle», confie une source gouvernementale française au *Sunday Times*. Buckingham avait annoncé l'an dernier la nécessité de réduire les voyages lointains de la reine.

#### **Pas question de parler d'abdication ou de régence**

Celle-ci, qui aura 88 ans en avril, a entamé une transition en douceur avec le prince Charles. Après avoir représenté sa mère au sommet du Commonwealth au Sri Lanka en novembre et aux funérailles de Nelson Mandela, il sera à ses côtés en Normandie. Il avait également été convié à l'ouverture de la session du Parlement à Westminster en mai. Nouveau signe de l'évolution en cours, le service de presse de l'héritier va fusionner avec celui de Buckingham Palace. Charles va donc remplir de plus en plus d'engagements officiels au nom de sa mère.

Pas question pourtant de parler d'abdication ou de régence, ce qui soulèverait une série de problèmes constitutionnels. À Buckingham Palace, on préfère évoquer une «passation des pouvoirs» en douceur. Les conseillers de la famille royale sont maîtres dans la planification d'évolutions de long terme sur plusieurs années. Dans cette nouvelle organisation qui se met en place, le prince William, deuxième dans l'ordre de succession au trône, voit son nouveau rôle se dessiner peu à peu.

Après avoir quitté son job de pilote d'hélicoptère de sauvetage en mer, il suit en ce moment un séminaire sur l'agriculture à Cambridge pour se préparer à la gestion du duché de Cornouailles dont il héritera de son père. En avril, il doit effectuer, accompagné de Kate et du prince George, une longue tournée en Australie et en Nouvelle-Zélande.

## **4 – Autorités, Etats-Majors**

### **Avec le général Pierre de Villiers, la continuité va prévaloir à la tête des armées**

Un portrait du nouveau chef d'état-major des armées

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le mardi 21 janvier à 18h05 Jean-Dominique Merchet

*(Une version précédente de cet article est parue le mardi 14 janvier dans L'Opinion. Les articles de l'opinion.fr sont en accès gratuit à J+5)*



Changement à la tête des armées, avec la nomination du général d'armée Pierre de Villiers, comme cela. Pierre de Villiers ? Cet officier est le frère cadet de Philippe de Villiers, le dirigeant vendéen du Mouvement pour la France (droite souverainiste). Depuis près de quatre ans, il est Major général, c'est-à-dire numéro deux des Armées et premier collaborateur du chef d'état-major. C'est donc la continuité qui va prévaloir, alors que les Armées sont sous la vague de réformes douloureuses.

Cette succession arrive un peu plus tôt que prévue. L'amiral Guillaud pouvait en effet rester à son poste jusqu'à son soixante-et-unième anniversaire, en juillet prochain. Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a toutefois souhaité presser le pas, afin de ne pas bloquer la machine dans une interminable guerre de succession. 2013 a été une année charnière pour la défense, avec la publication d'un nouveau Livre blanc, l'adoption d'une loi de programmation et la décision d'en finir avec le logiciel Louvois qui ne parvient pas à payer normalement les soldes des militaires. Sans compter des opérations extérieures : intervention au Mali et en Centrafrique, retrait d'Afghanistan et préparatifs de frappes en Syrie, annulées in extremis. Autant de dossiers auxquels Pierre de Villiers a été l'un des grands acteurs.

Comme nouveau Cema, il devra poursuivre les réformes, notamment la suppression de 34 000 postes, et profiter, début 2015, du déménagement à Balard, où le ministère de la Défense va s'installer, pour achever la mise en place d'une nouvelle gouvernance. Telle est la feuille de route que lui a dressé le ministre de la Défense et qui justifie sa nomination.

S'il est souvent catalogué comme « tradi » - cavalier, aristocrate, Vendéen, catholique pratiquant et « père de six enfants », comme le précise sa biographie officielle -, Pierre Le Jolis de Villiers de Saintignon n'en est pas moins un partisan convaincu d'un nouveau modèle d'armée, plus resserré et plus musclé. Depuis l'été dernier, il siège au sein d'une petite instance ministérielle, le C4 (comité de cohérence de conduite du changement) qui a lancé trente chantiers en matière de ressources humaines. Avec un leitmotiv: faire autrement. Comme il nous le confiait, avec humour : « Il y a trop de cheveux blancs et de penseurs dans notre armée. Et pas assez de combattants ».

S'ils ne sont pas blancs, les cheveux de ce cavalier de 57 ans grisonnent et cet homme discret, qui ne se donne pas en spectacle sur le front de troupes, a la réputation d'un « penseur » pondéré. Combattant, il le fut au Kosovo et en Afghanistan, même s'il n'appartient pas à la catégorie des grands baroudeurs qui ont fait le coup de feu depuis leur sortie de Coëtquidan.

Saint-cyrien, Pierre de Villiers est un officier qui a fait ses premières armes dans l'armée de terre de la guerre froide, celle qui montait la garde dans l'Est de la France face au Pacte de Varsovie. Il opte pour la « lourde », c'est-à-dire les chars de combat. Alors que certains de ses camarades guerroyaient en Afrique, il sert à Hagenau, au Valdahon, à Mourmelon. Il commande ensuite des unités prestigieuses : le 501-503e régiment de chars de combat, le « Royal Cambouis », sur char Leclerc, puis la 2e Brigade blindée, descendante de la 2e DB de Leclerc. Avec elle, il entre au Kosovo à l'été 1999, lorsque l'Otan en chasse l'armée serbe. En 2006-07, il part commander un secteur en Afghanistan, à un moment encore relativement tranquille. Comme tous les officiers à haut potentiel, il alterne avec des postes en état-major, avant d'être nommé chef du cabinet militaire du Premier ministre, François Fillon, de 2008 à 2010. Il y découvre les joies et les chausse-trappes du politico-militaire, qu'il ne quittera plus.

En 2010, il est ainsi victime d'une mésaventure très blessante. Donné favori pour le poste de chef d'état-major particulier du président de la République, il est même reçu par Nicolas Sarkozy et l'Élysée laisse filtrer l'information. Nicolas Sarkozy change brutalement d'avis et au terme de dix

jours de vacance du poste - du jamais vu - désigne finalement le général Benoît Puga. Meurtri, Pierre de Villiers est « récupéré » par l'amiral Guillaud, qui en fait son numéro deux.

Il lui cède aujourd'hui son poste, satisfait du tour que prend sa succession. Un autre officier était en lice pour le poste de cema, le général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air. Plus jeune de trois ans que Pierre de Villiers, il sera encore dans la course dans quelques années...

Quant à l'amiral Edouard Guillaud, il quittera le bord à la mi-fevrier. Selon nos informations, il devrait être nommé prochainement PDG d'Odas, une société discrète créée par l'Etat et les grands groupes de l'armement, spécialisée dans les contrats avec l'Arabie saoudite. La France espère en conclure plusieurs, notamment un portant sur la marine saoudienne, qui pourrait dépasser dix milliards d'euros. Depuis octobre 2006, Edouard Guillaud est au sommet du pouvoir militaire, d'abord comme chef d'état major particulier du président, puis comme chef d'état-major des armées. A ces postes - et avec trois présidents, il aura été aux prises avec les grandes opérations militaires: Afghanistan, Côte d'Ivoire, lutte contre la piraterie, Libye, Mali et Centrafrique.

Avec l'arrivée des socialistes au pouvoir, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a souhaité redevenir un vrai patron, alors que, sous le quinquennat précédent, les Armées traitaient souvent directement avec l'Elysée, laissant au ministre le soin de gérer l'intendance. Pour le chef d'état-major, ce nouveau cours a été douloureux. Son successeur connaît, d'entrée, la nouvelle règle du jeu. Pierre de Villiers sait qu'il est un « grand subordonné » du ministre.

## **CEMA : rencontre avec le ministre de la Défense azerbaïdjanais**

Mise à jour : 21/01/2014 15:40

Le 14 janvier 2014, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a rencontré le ministre de la Défense azerbaïdjanais, le général Zakir Hassanov.



Cette rencontre était organisée dans le cadre du déplacement à Paris du général Hassanov venu pour signer un accord formalisant la coopération de Défense entre la France et l'Azerbaïdjan.

Au cours de son entrevue avec le CEMA, le général Hassanov a insisté sur l'importance que revêtait cette coopération de Défense pour son pays. Dans un contexte régional parfois instable, et alors que l'Azerbaïdjan souhaite consolider son outil de défense, la mise en œuvre du savoir-faire militaire française et l'échange d'expertise font l'objet d'un intérêt partagé.

Cette visite confirme le dynamisme notre relation bilatérale, dans la continuité du dialogue entre états-majors qui s'est tenu à Bakou en décembre dernier.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **Cédric Lewandowski, le directeur de cabinet de Jean-Yves Le Drian, sur le départ ?**

Actualité Éditos Défense Ouverte Jean Guisnel Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 09:42

Le très puissant directeur des cabinets civil et militaire du ministre de la Défense serait sur le départ. Rumeur ou ballon d'essai ?



Cédric Lewandowski. © Lionel Bonaventure / AFP

La rumeur court avec insistance depuis plusieurs mois dans le microcosme militaro-politique : le très actif directeur de cabinet du ministre de la Défense, Cédric Lewandowski, serait sur le départ. Non pas pour retourner à EDF, où il exerçait jusqu'en mai 2012 les fonctions de directeur de la division collectivités territoriales, mais pour prendre des fonctions dirigeantes dans une grande entreprise à capitaux d'État. Les premières indiscretions faisaient état de la société DCNS, qui fournit et entretient les navires de la marine nationale, en exporte d'autres et se diversifie dans le nucléaire civil et les énergies marines renouvelables. Le départ du bras droit de Jean-Yves Le Drian, pour un poste dans cette entreprise, ne relevait pourtant que de la rumeur infondée. Ce qui n'était certes pas suffisant pour ne pas en voir naître une autre.

Cette fois, le bruit en circulation concerne un départ "avant l'été" de Cédric Lewandowski pour Areva, où il pourrait viser un poste de direction. La rumeur avance, avec, comme à chaque fois, le détail qui fait mouche, les échos entendus dans l'entreprise elle-même, les réactions bien réelles de dirigeants faisant état de leur connaissance du bruit circulant en boucle. Au ministère de la Défense lui-même, le fouineur entend que la perspective d'un départ vers cette entreprise ne serait "pas absurde", entre autres...

### **L'horizon du printemps 2015**

Pour qu'une rumeur prenne de la consistance, afin de finir par se transformer en information au bénéfice de ceux qui l'ont lancée, il faut des arguments. Ceux que l'on entend autour d'un éventuel départ de Cédric Lewandowski sont de plusieurs ordres. L'un d'entre eux évoque le fait que celui-ci est l'un des très rares directeurs de cabinet nommés en mai 2012 et toujours en poste aujourd'hui. Un autre évoque l'inimitié notoire du directeur de cabinet du Premier ministre, Christophe Chantepy, envers un collègue qui n'appartient pas à un grand corps de l'État et qu'il verrait volontiers partir sous d'autres cieux.

Renseignement pris, la rumeur est infondée à ce stade. Tant que Jean-Yves Le Drian sera ministre de la Défense, Cédric Lewandowski restera à ses côtés. Pour l'heure, le ministre de la Défense ne fait pas mystère de son désir de repartir au printemps 2015 à la conquête de la région Bretagne, dont il vise à nouveau la présidence. Tel est le terme qu'il fixe aujourd'hui à sa fonction ministérielle, avec un bémol : il faudrait que François Hollande soit d'accord. Ce qui n'est absolument pas gagné au regard des excellents états de service de Le Drian, qui a encore du temps avant de lui poser la question. Mais d'ici là, le ministre et Lewandowski pédalent sur le même tandem. En place avant, Le Drian tient le guidon. Sur la selle arrière, Lewandowski donne du jarret, qu'il a sec et nerveux. Conclusion : ce n'est pas demain la veille du changement d'une équipe qui gagne...

## **5 – Chroniques & Libres propos**

### **Libre opinion : Défense. Notre armée tient dans le Stade de France**

<http://www.asafrance.fr/> Mardi, 21 Janvier 2014 16:39 Par Frédéric Pons - "Valeurs Actuelles", le 21.01.2013.....

**Déclin.** Un général avait prophétisé, voici quelques années, que l'armée de terre tiendrait bientôt dans le Stade de France (80 000 places).

C'est fait. Après la perte de 82 000 hommes en dix ans, l'armée de terre compte 100 000 militaires, dont 66 000 opérationnels. La France a dû s'adapter à l'évolution des menaces depuis la fin de la guerre froide, comme aux contraintes économiques. Les effectifs ont baissé, les armements ont diminué, les structures sont rationalisées ou mutualisées.

Mais à force de servir de variable d'ajustement budgétaire — aucune loi de programmation militaire n'a jamais été respectée —, la défense (31,4 milliards d'euros de crédits cette année) s'est réduite comme peau de chagrin. En cinquante ans, l'effort de défense est passé de 5,44 (1960) à 1,56 % (2012) du PIB. En 2020, ce sera 1,26 %, alors que le seuil plancher de la puissance française se situe à 1,5 % !

La cohérence globale de l'outil est maintenue mais les capacités sont dégradées, avec le strict minimum à peu près partout et une pénurie réelle pour les hélicoptères, les blindés, les avions de transport, la flotte de surface, le maintien en condition. Faute d'avoir su garder un budget militaire décent au regard de son ambition stratégique, la France aligne une armée d'échantillons. Les récents engagements opérationnels réussis atténuent un peu cette impression de déclin.

**Mais au prix de sacrifices et d'acrobaties inquiétants pour l'avenir, désastreux pour le moral des troupes.**

Frédéric PONS (*Valeurs actuelles*)

## Libre opinion : Comprendre la mécanique djihadiste

Mardi, 21 Janvier 2014 15:54 Par Marc-Antoine Brillant – « La voie de l'Épée »  
(<http://lavoiedelepee.blogspot.fr>)....

*« Le véritable danger de ce phénomène [1] pour nos intérêts se situe dans le retour de ces combattants sur le territoire français. Tous, quand ils se rendent en Syrie, marquent leur volonté de combattre au sein d'organisations djihadistes telles le Front Al-Nosra, l'État Islamique en Irak et au Levant (L'EEIL), c'est-à-dire des organisations classifiées comme terroristes. Il est là le danger puisque, le retour, s'ils avaient des velléités d'organiser des attentats en France, est particulièrement délicat. C'est le plus grave danger pour les prochaines années ».*

Cette affirmation du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, au sujet du retour des combattants français djihadistes en Syrie témoigne d'une réelle inquiétude face à un phénomène encore difficilement parable. Cela pose une problématique à trois branches : détecter, suivre et neutraliser avant le passage à l'acte sur le territoire national.

Pour combattre, il faut avant tout comprendre ce qui pousse des jeunes, bien souvent en perte de repères, à choisir la voie extrémiste plutôt que celle de la République.

### Qu'est-ce que le djihad ?

Selon le Coran, il existerait plusieurs formes de djihad, le plus connu étant celui par les armes, « *par l'épée* ». Même si pour la majorité de la communauté des croyants (la *oumma*) le djihad est avant tout une lutte au sens spirituel afin de s'améliorer soi-même et d'améliorer la société, une frange de plus en plus importante semble davantage « *séduite* » par l'aspect guerrier de la cause ; la violence devenant alors un maelstrom inextricable.

Les textes saints imposent la réunion d'un certain nombre de conditions pour décréter la guerre sainte et appeler ainsi les croyants à prendre les armes : quand des non-musulmans envahissent une terre musulmane, quand un imam appelle une personne ou un peuple pour se lancer au combat, quand des non-musulmans capturent et emprisonnent un groupe de musulmans.

Si le conflit israélo-palestinien a été le ferment des premiers appels à la guerre sainte, sa non-résolution aujourd'hui ne peut être présentée comme la seule et unique raison de l'explosion des foyers de djihad. Si l'on s'arrête sur les guerres les plus violentes en ce début d'année 2014 (Irak,

Syrie, Somalie pour ne citer qu'elles), ce sont surtout les musulmans qui s'affrontent entre eux au nom de leurs divisions.

### **Sunnite et chiite**

Le cœur de ce que l'on peut appeler pudiquement un antagonisme est lié à l'absence d'héritier désigné à la disparition de Mahomet. L'héritage religieux du Prophète s'est alors retrouvé au cœur d'une vraie bataille de succession.

D'un côté, les sunnites (environ 85% des musulmans dans le monde) reconnaissent comme légitimes les trois premiers califes qui ont suivi la mort de Mahomet (Abou Bekr, Omar et Osman).

De l'autre côté, les chiites (principalement en Iran, Syrie, Irak, Bahreïn et Liban) ne font commencer le califat qu'avec Ali, gendre du Prophète. Ils considèrent que l'on peut commenter le texte du livre sacré avec les moyens que l'humain peut puiser dans son intelligence, sans avoir besoin de se référer à la Sunna (ensemble de traditions prophétiques), contrairement aux sunnites.

Cette divergence de vision, instrumentalisée par les uns et les autres, est devenue au fil des siècles une guerre ouverte. Sans se positionner sur le plan théologique, qu'est-ce qui distingue ces deux courants majoritaires de l'Islam ? L'absence ou non de clergé. En effet, chez les chiites, il existe un clergé hiérarchisé, symbolisé par les mollah et l'ayatollah iranien Khamenei. Pour les sunnites, le croyant est potentiellement son propre prêtre. Certes, il existe des oulémas chez les sunnites mais qui n'ont pas les mêmes obligations savantes que les mollahs.

### **Une nébuleuse aux stratégies multiples**

Cette absence de clergé chez les sunnites n'est pas anecdotique. Le fait de ne pas avoir de leader reconnu et accepté, comme chez les chiites, permet d'expliquer la multiplication des groupes djihadistes aux chefs autoproclamés. Même si certains d'entre eux ont fait allégeance à Al Qaïda, devenue une espèce de franchise attribuant des labels de bonne pratique du djihad, la plupart garde leur propre agenda et leur propre stratégie.

Certes, tous parlent de la lutte contre « *les mécréants, les juifs et les croisés* ». Tous évoquent la mise en place d'un califat unique fédérant l'ensemble des pays musulmans. Mais, lorsqu'il s'agit de dessiner les contours de ce califat, les premières dissensions apparaissent. Lorsqu'il s'agit de partager le pouvoir ou de reconnaître un maître, les armes parlent.

La mort d'Oussama Ben Laden en mai 2011 avait laissé penser qu'Al Qaïda centrale avait été lourdement touchée et aurait bien du mal à poursuivre la diffusion de son idéologie. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Avec Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), Al Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA) et l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) pour ne citer que les plus tristement célèbres, la dynamique djihadiste n'est pas morte. Rien qu'en Syrie, les experts estiment que plusieurs dizaines de groupes se côtoient et parfois même s'affrontent...

### **La frustration nourrit la violence**

Les discours des prédicateurs et recruteurs sont diablement efficaces. Pourquoi ? Parce qu'ils mettent en lumière les failles du modèle de société choisi, et exacerbent la colère de ceux qui s'en sentent exclus. En 2011, le sociologue français Gilles Kepel donnait déjà une très bonne explication à l'explosion de ce phénomène dans nos banlieues. Dans les cités défavorisées et laissées pour compte, la croyance religieuse est jugée plus structurante que la croyance républicaine. L'Islam a fourni une compensation au sentiment d'indignité sociale, politique et économique. Selon lui, il est évident que l'Etat social a failli dans son rôle d'éducation et de socialisation par le travail, puis par l'école.

Et cette situation explosive, Al Qaïda l'a bien saisie et a choisi d'en tirer profit. Au sein des pays occidentaux, sa stratégie est de prendre en otage la communauté musulmane, de la retrancher de la communauté nationale et de susciter le déchaînement d'un cycle de violence raciste.

## L'ennemi intérieur aguerri à l'extérieur

Le ministre de l'Intérieur a donné des chiffres inquiétants. Près de 700 Français seraient aujourd'hui impliqués dans le conflit en Syrie, dont 12 mineurs.

Comment se passera le retour en France de ces hommes, militairement expérimentés et fanatisés ? Potentiellement, les services de sécurité pourraient avoir à faire face à plusieurs centaines de « loups solitaires », comme pouvait l'être Mohammed Merah, dont le passage à l'acte est très difficile à anticiper.

La force d'une République repose avant tout sur la loi et la protection des libertés fondamentales. Mais cela devient une vulnérabilité lorsque l'impératif de sécurité se heurte à la sauvegarde de ces mêmes libertés. Nos propres règles, érigées comme des garde-fous pour dirigeants, deviennent les menottes de ces mêmes dirigeants quand ce sont des nationaux qui deviennent la menace.

### Comment lutter ?

Tout d'abord, les décideurs politiques doivent tenir un discours de vérité. Ce n'est pas l'Islam qui pose problème en France mais bien le recul de la République, tant dans certains territoires, que sur le plan des idées. Le vide laissé est alors habilement récupéré et exploité par ceux qui combattent nos valeurs et le vivre ensemble. C'est la nouvelle forme d'aliénation de l'être humain, non plus basée sur l'exploitation par le travail mais sur l'exclusion, ou tout du moins le sentiment d'exclusion.

Ensuite, il faut mener une véritable introspection et notamment comprendre les raisons pour lesquelles l'école ne garantit plus la fabrication de jeunes citoyens conscients de leurs droits et devoirs. Il ne faut pas s'y tromper, c'est par bien l'éducation des jeunes générations que l'on évitera le choc des civilisations.

**Face à cette stratégie**, la meilleure riposte est:

**de criminaliser les attaques terroristes** et de ne surtout pas les investir d'une quelconque dimension politique. N'oublions pas qu'un mouvement terroriste ne peut subsister qu'en cherchant la légitimité.

Enfin, **il ne faudra laisser aucune zone grise sans surveillance**. En effet, ces groupes extrémistes profitent des Etats faillis pour se répandre, en Afrique notamment.

**Militairement, l'outil de combat des nations occidentales devra être souple, rapide, et surtout légal**. Il est en effet devenu quasi impossible de faire entendre raison à ceux qui ont déjà combattu et qui ne conçoivent pas que l'on puisse penser et vivre autrement que selon leurs règles.

[1] *Ce phénomène est entendu comme étant la radicalisation de jeunes Français, notamment par le biais d'internet, et leur départ pour le combattre au nom du djihad en Syrie.* **6** —

## Actualités internationale

### Islam: Pourquoi le sunnisme et le chiisme s'opposent-ils?

<http://www.20minutes.fr/> Créé le 19/01/2014 à 22h39 Par Bérénice Dubuc



La grande mosquée de Paris située dans le 5e arrondissement de la capitale. ALFRED/SIPA

## **DÉCRYPTAGE - Le conflit millénaire qui oppose les deux principaux courants de l'islam -le sunnisme et le chiisme- continue chaque jour à avoir des répercussions sanglantes au Proche et au Moyen-Orient...**

Attentats au Liban, combats sanglants au Yémen, hausse du nombre de victimes d'attaques interconfessionnelles dans des attentats au Pakistan en 2013 et dans d'autres pays du Moyen-Orient (Irak et Syrie notamment)... Le conflit millénaire qui oppose les deux principaux courants de l'islam -le sunnisme et le chiisme- continue chaque jour à avoir des répercussions sanglantes. Quelles sont les différences entre ces deux branches de la même religion? Pourquoi s'opposent-elles ? Eléments de réponse.

### **Quelles sont les différentes «branches» de l'islam ?**

Les trois principales branches de l'islam sont le sunnisme, le chiisme et le kharidjisme. Le sunnisme et le chiisme sont les deux principaux courants, représentant respectivement entre 80% et 15% des fidèles.

### **Pourquoi y a-t-il une scission entre sunnites et chiites ?**

A la mort du prophète Mahomet en 632, la question de sa succession n'est pas réglée. «Ceux qui deviendront les chiites estiment qu'il faut choisir son successeur dans sa lignée en désignant son cousin et gendre Ali, alors que ceux qui deviendront les sunnites pensent que Mahomet n'a pas désigné de successeur pour laisser volontairement le choix parmi ses compagnons», explique Laurence Louër, chargée de recherches Sciences Po-Ceri-CNRS.

Ces derniers l'emportent et Abou Bakr est nommé premier «calife» («successeur» en arabe). En 646, l'assassinat du troisième calife permettra finalement à Ali d'accéder au pouvoir. Il est à son tour assassiné en 661. Ce conflit de succession engendre une scission fondamentale au sein de l'islam: les chiites d'un côté, qui reconnaissent Ali comme premier successeur de Mahomet, les sunnites de l'autre, qui ne voient en Ali que le quatrième calife à qui succède la dynastie des Omeyyades.

### **Quelles sont les principales différences entre les deux courants ?**

«Le chiisme a une importante dimension messianique, qui est résiduelle dans le sunnisme», souligne Laurence Louër. La spécialiste explique que les chiites duodécimains (majoritaires) attendent le retour du douzième imam («guide» en arabe), qui a disparu en 874 de la vue des hommes pour revenir à la fin des temps et restaurer la justice et la vérité.

Sur le plan doctrinal aussi, les deux courants divergent: les chiites considèrent que les successeurs de Mahomet sont des guides politiques et religieux, qui ont accès au sens caché du message divin, alors que les sunnites considèrent que le calife est seulement doté de compétences politiques. Enfin, les pratiques religieuses diffèrent également, les chiites pratiquant par exemple des rituels de mortification pendant l'Achoura.

### **Quels sont les pays chiites et sunnites ?**

Les différents courants chiites -divisés selon la lignée des imams dont ils reconnaissent l'autorité- sont majoritaires en Iran, en Irak, au Liban, au Bahreïn et en Syrie. Cependant, un pays où une majorité de musulmans est chiite ou sunnite ne signifie pas pour autant que l'autorité politique est détenue par cette majorité.

Les monarchies du Golfe ont en effet toutes un pouvoir sunnite, les alaouites -branche dissidente du chiisme- du clan Al-Assad dirigent en Syrie, pays à majorité sunnite, et au Liban, les chiites doivent partager le pouvoir avec les autres groupes confessionnels (musulmans sunnites, druzes et chrétiens). «L'Iran est le seul pays où la religion d'Etat est le chiisme», rappelle Laurence Louër. En Irak, les chiites sont majoritaires et au pouvoir, mais la religion est l'islam.

La rivalité entre sunnisme et chiisme s'incarne depuis la révolution iranienne de 1979 dans l'opposition entre les deux grandes puissances de la région: Arabie Saoudite et Iran, respectivement soutenues par l'Occident pour la première et un axe russo-chinois pour la seconde.

# AFGHANISTAN

## **Afghanistan : le bilan s'alourdit à 21 morts dans l'attaque d'un restaurant à Kaboul**

Monde Source : Kaboul (AFP) - Publié le 18/01/2014 à 10h59



Un policier afghan sur les lieux d'une attaque meurtrière contre un restaurant libanais, le 18 janvier 2014 à Kaboul © AFP - Johannes Eisele

**Au moins 21 personnes ont été tuées par un commando taliban dans un restaurant de Kaboul fréquenté par les expatriés, selon un bilan revu à la hausse samedi matin par la police, une attaque unanimement condamnée par la communauté internationale.**

"Le dernier bilan indique que 21 personnes ont été tuées, 13 étrangers et huit Afghans", a déclaré à l'AFP le chef de la police de Kaboul, Mohammad Zahir, précisant que l'attaque perpétrée vendredi soir avait fait également cinq blessés.

Le précédent bilan fourni par les autorités afghanes, dans la nuit de vendredi à samedi, faisait état de 14 morts.

Quatre membres de la mission des Nations unies en Afghanistan (Unama) ont été tués dans l'attaque, ainsi qu'un représentant du Fonds monétaire international (FMI) basé à Kaboul. Deux Canadiens et deux Britanniques font également partie des tués.

L'attaque a visé "La Taverne du Liban", un restaurant du centre de Kaboul prisé par les diplomates, consultants, travailleurs humanitaires et autres représentants de la communauté expatriée qui vit dans la capitale afghane.

Vendredi soir, peu après 19H00 (14H30 GMT), un kamikaze s'est fait exploser devant les portes blindées de l'établissement.

Profitant de la confusion provoquée par la puissante détonation, qui a résonné dans tout le centre-ville de Kaboul, deux autres assaillants armés ont réussi à s'introduire dans le restaurant et ont ouvert le feu sur les clients, avant d'être eux-mêmes abattus par les forces spéciales afghanes.

Atiqullah, un des chefs de la Taverne, avait réussi à s'échapper en empruntant la porte de service. "Vers une heure du matin, la police nous a ramenés dans le restaurant pour identifier nos proches", a-t-il raconté à l'AFP.

"Il y avait du sang partout, sur les tables, les chaises. Apparemment, les assaillants ont tiré à bout portant", a-t-il estimé.

### **Un acte de "vengeance" des talibans**

Samedi matin, une forte présence policière était toujours visible autour de l'établissement, dont l'entrée a été déchiquetée par l'explosion, a constaté un journaliste de l'AFP.

La rue longeant le restaurant, une allée calme et bordée de villas cossues, était couverte de débris et de bouts de verre, et plusieurs voitures stationnées dans la zone étaient endommagées.

Les talibans lancent régulièrement des attaques à Kaboul, en particulier contre les symboles du pouvoir, mais beaucoup plus rarement contre des endroits publics fréquentés par des civils occidentaux.

Leur porte-parole, Zabihullah Mujahid, a affirmé que l'attaque contre "La Taverne du Liban" était destinée à "venger" la mort de civils afghans lors d'affrontements survenus mercredi dans la province de Parwan, au nord de Kaboul, entre les talibans et les forces afghanes et de l'Otan.

La présidence afghane a accusé les forces américaines d'avoir tué huit civils, dont sept enfants, à cette occasion.

L'attaque de vendredi soir a été unanimement condamnée par la communauté internationale.

"Ces attaques ciblées contre les civils sont totalement inacceptables et sont une violation flagrante du droit humanitaire international", a déclaré le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon.

"Ceux qui ont commis cet acte de violence et ceux qui appuient les talibans qui ont revendiqué la responsabilité de l'attentat, doivent rendre des comptes", a dit de son côté le ministre des Affaires étrangères canadien, John Baird.

Pour le chef de la Force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf), le général américain Joseph Dunford, cette attaque "montre une fois encore le mépris des talibans pour les vies humaines et donne une idée de leurs intentions pour l'avenir de l'Afghanistan".

Chassés du pouvoir en 2001 par une coalition internationale dirigée par les Américains, les rebelles mènent une insurrection meurtrière en Afghanistan, et les tentatives de négociations de paix n'ont pour le moment débouché sur aucun résultat concret.

Ces violences persistantes suscitent l'inquiétude, l'Isaf devant retirer ses troupes d'ici à la fin de l'année. Ce retrait doit s'effectuer de surcroît dans un contexte politique sensible, une élection présidentielle étant prévue le 5 avril.

## En Afghanistan, les talibans privés de motos

Actualité International Le Point.fr - Publié le 18/01/2014 à 09:36 Par Marie de Douhet (à Kaboul)

La moto, véhicule préféré des talibans ? Son usage, accusé de faciliter les assassinats, est interdit dans plusieurs provinces d'Afghanistan.



En Afghanistan, la moto est le moyen de transport le plus répandu. L'interdire paraît impossible. © Marai Shah/AFP

Les Guignols ne pourront plus se moquer du Mollah Omar sur sa mobylette : depuis quelques mois, pour des raisons de sécurité, circuler en moto est interdit dans 5 des 34 provinces d'Afghanistan. "Certains crimes, en particulier les prises d'otages et les assassinats ciblés, sont le plus souvent l'œuvre d'hommes à moto", explique le général Rahmatullah Safi, chef de la police provinciale d'Herat (ouest), à l'édition en ligne du *Wall Street Journal*. Selon lui, circuler en moto facilite le travail des criminels. L'engin permet de se faufiler, de s'approcher d'une cible, puis de filer après l'avoir éliminée.

La répartition des rôles est simple : l'un des hommes conduit, ce qui permet à l'autre de tirer en toute tranquillité. "La moto est un engin pas cher, que l'on trouve partout et que l'on peut maîtriser facilement, explique Ziaullah, un jeune Afghan expatrié aux États-Unis contacté par *Le Point*. Ces atouts intéressent donc forcément les personnes qui souhaitent en faire un mauvais usage !"

Herat n'est pas la seule province où il a été jugé prudent d'interdire les motos : à Wardak (centre), Zabul (sud), Paktika et Ghazni (est), des mesures ont également été adoptées pour pénaliser les motocyclistes. L'interdiction est plus ou moins stricte selon les provinces : à Herat, les familles ont encore le droit d'utiliser des motos, mais les hommes devront se contenter d'un vélo. Ailleurs, l'interdiction est intégrale. "Deux hommes sur une moto, c'est louche", confie Sayed Fazlullah Wahidi, le gouverneur d'Herat, au *Wall Street Journal*.

### "Il en faut plus pour arrêter les talibans"

Furieux, les insurgés ont riposté en fermant arbitrairement des écoles dans plusieurs provinces, notamment à Ghazni. Zabihullah Mujahid, un porte-parole des talibans, a beau déclarer au *Wall Street Journal* que l'interdiction ne les affecte pas, leur réaction semble prouver le contraire.

Mais ils ne sont pas les seuls à être touchés : en Afghanistan, la moto est l'un des moyens de locomotion les plus répandus. À Kaboul, il n'est pas rare de voir quatre ou cinq personnes sur un même engin. "La voiture est bien trop chère pour la plupart des gens, continue Ziaullah, pour qui une interdiction totale n'est pas viable. Ils ont besoin de leur moto pour travailler, se déplacer, aller à l'hôpital... Ça me paraît impossible de les interdire complètement !"

Autre problème : Herat est une région riche en usines d'assemblage de motos. Parwiz Faqiri, directeur de Pamir Cyclet, constructeur de motos dans cette province, est inquiet. "S'ils maintiennent l'interdiction des motos, cela mettrait beaucoup de monde au chômage", explique-t-il au *Wall Street Journal*. Pour Habiba Sarabi, l'ancienne gouverneur de Bamiyan contactée par *Le Point*, la mesure est contre-productive. Quand elle était encore au pouvoir, elle avait jugé inutile d'interdire les motos dans sa province. "Il en faut plus pour arrêter les talibans, soupire-t-elle. La plupart du temps, cela ne fait que compliquer la vie des honnêtes gens."

## **ALGERIE**

### **Algérie - Présidentielle : un saut dans l'inconnu**

Actualité Éditos Chroniques de l'Afrique et du Proche-Orient Mireille Duteil Le Point.fr - Publié le 19/01/2014 à 09:37

Bouteflika, très affaibli, pourrait ne pas se représenter. Une ère d'incertitude s'ouvre, où l'armée n'est plus forcément la seule faiseuse de rois.



Abdelaziz Bouteflika reçoit son premier ministre Abdelmalek Sellal (à droite) en juin 2013 lors de son hospitalisation à Paris. © AFP/APS

L'élection présidentielle algérienne aura lieu le 17 avril. Abdelaziz Bouteflika, rentré du Val-de-Grâce à Paris aussi discrètement qu'il était parti - sans que personne le voie, et surtout pas les journalistes -, a signé, le 17 janvier, le décret convoquant le corps électoral dans 90 jours.

Alger est parcourue de rumeurs : le président algérien va-t-il se présenter pour un quatrième mandat ? Le veut-il ? Le peut-il depuis l'AVC qui l'a obligé à rester près de trois mois dans un hôpital parisien ? À l'exception du FLN, le parti au pouvoir, très divisé, qui l'a choisi comme candidat, personne n'y croit. On dit que les puissants services de sécurité ne le veulent pas.

Abdelaziz Bouteflika, lui, reste silencieux. Légalement, comme les autres aspirants présidents, il dispose de 45 jours pour présenter sa candidature et recueillir 60 000 signatures de grands électeurs répartis dans 25 des 48 wilayas (régions). Il est au pouvoir depuis 1999, et les Algériens aspirent en majorité au changement. Ils veulent que le pays évolue et se modernise. Ils se souviennent d'une déclaration que le chef de l'État avait faite lors de son dernier discours officiel prononcé en mai 2012, à Sétif. "Notre génération a fait son temps", avait-il déclaré.

#### **LIRE notre article "Et si Bouteflika ne se présentait pas"**

##### **Incertitude**

Une petite phrase qui semblait signifier qu'il ne souhaitait pas se représenter. D'autant plus que c'était avant son problème de santé et qu'il est aujourd'hui physiquement diminué. Il n'a convoqué qu'à deux reprises le conseil des ministres depuis son retour du Val-de-Grâce le 16 juillet, mais, pour être honnête, il n'en a réuni que très peu durant tout son troisième mandat. L'actuel chef du gouvernement, Abdelmalek Sellal, fait tourner le pays, apparemment au ralenti.

Mais, faute d'informations sérieuses sur son état de santé, les spéculations vont bon train. Les Algériens constatent juste que le président, invisible, reçoit peu, à l'exception du chef d'état-major et du ministre des Affaires étrangères. Il voit aussi les chefs d'État et les visiteurs étrangers qui viennent à Alger. Ainsi, il a reçu Jean-Marc Ayrault et Bertrand Delanoë, le maire de Paris. Mais

les journalistes sont soigneusement tenus à l'écart, Abdelaziz Bouteflika ayant des difficultés à se déplacer et parlant à voix basse. Les Algériens se demandent donc comment le chef de l'État pourrait assumer une nouvelle campagne électorale, même à minima.

Qui pourrait donc lui succéder ? Trois mois avant l'élection présidentielle, l'incertitude - et partant l'inquiétude des Algériens - n'a jamais été aussi grande. Car, pour une fois, c'est le saut dans l'inconnu. Les candidats sont nombreux - ils sont déjà une dizaine en lice -, mais deux semblent, dans l'immédiat, les mieux placés.

### **Une situation inédite**

Le premier est Abdelmalek Sellal, actuel Premier ministre. Il serait le candidat du président et de la "famille", c'est-à-dire les deux jeunes frères d'Abdelaziz Bouteflika, en particulier Saïd, conseiller spécial à la présidence et véritable numéro deux du pays. Mais le Premier ministre aurait un handicap : il n'aurait pas le soutien de toute l'armée, en particulier des officiers supérieurs les plus jeunes.

Deuxième candidat de poids : Ali Benflis. Ce n'est pas un inconnu. Avocat, magistrat, il fut ministre de la Justice et Premier ministre de Bouteflika de 2000 à 2003. Il fut même son directeur de campagne en 1999, lorsqu'Abdelaziz Bouteflika revint en politique après sa longue traversée du désert. Benflis a un handicap : lors de la présidentielle de 2004, alors que Bouteflika se présentait pour un second mandat, il fut son rival. Une partie de l'armée le soutenait, au moins au début. Bouteflika ne le lui a jamais pardonné. Benflis n'a remporté que 6,4 % des voix, mais depuis, pour le chef de l'État, il est devenu le candidat à abattre. "Bouteflika préférera se présenter à un quatrième mandat plutôt que de prendre le risque de voir Benflis lui succéder", affirme un bon observateur de la classe politique algérienne. L'avenir le dira. Dans l'immédiat, Ali Benflis a décidé d'annoncer sa candidature le 19 janvier. Et son état-major de campagne est fin prêt pour gagner la présidentielle. Mais, en Algérie, ce n'est pas nécessairement suffisant.

"Nous sommes cependant dans une situation inédite", explique un journaliste algérien. Pour la première fois, on a l'impression que l'armée ou les services ne seront pas les faiseurs de rois comme par le passé. Ils n'ont plus la légitimité d'autrefois."

### **Un vent nouveau venu de la diaspora**

En fait, d'autres candidats de poids pourraient surgir. Ahmed Ouyahia, Premier ministre à deux reprises (jusqu'en 2012), est l'un d'eux. Il serait en concurrence directe avec Sellal. De même, Mouloud Hamrouche, Premier ministre réformiste des années 90, aurait un temps songé à se présenter. Il est un des rares à avoir la volonté de moderniser le pays. Mais il a aussi un handicap : ancien militaire, il est celui qui a voulu mettre les services au pas. Ils ne l'ont probablement pas oublié, même si l'histoire a près d'un quart de siècle.

Il y a pourtant une nouveauté dans cette période préélectorale algérienne : pour la première fois, trois candidats sont des binationaux issus de la diaspora. Deux sont des banquiers. L'un, Kamel Benkoussa, est né à Charleville-Mézières et gère aujourd'hui un fonds d'investissement à la City de Londres. L'autre, Ali Benouari, banquier et ancien ministre du Trésor des années 90, est président d'un établissement bancaire de conseils aux entreprises à Genève. Ils ne gagneront pas (et devront abandonner leur autre nationalité pour être candidat), mais ils devraient permettre de dépoussiérer un peu la campagne électorale en apportant des thématiques modernes. En attendant leur tour.

Algérie, Bouteflika, Benflis, Sellal, FLN, présidentielle algérienne

## **Algérie : et si Bouteflika ne se présentait pas ?**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 17/01/2014 à 19:17

À 3 mois de la présidentielle, l'incertitude règne sur la participation du président dont la santé vacille. Alors qu'au FLN les rivalités s'aiguisent.



Le président Bouteflika, âgé de 76 ans, pourrait briguer un 4e mandat. © FAROUK BATICHE / AFP

L'objectif est enfin en vue pour les candidats à la future élection présidentielle algérienne. Le chef de L'État, Abdelaziz Bouteflika, a fixé par décret au 17 avril 2014 la tenue du scrutin. Une annonce qui survient après le retour de l'homme politique, hospitalisé au Val-de-Grâce en France pour une "visite médicale routinière de contrôle". Si la date est actée et que déjà une quinzaine de personnalités ont fait part de leurs velléités présidentielles, la grande inconnue pour les Algériens reste la participation ou non du président sortant.

À 76 ans, Bouteflika aurait pourtant déjà "été désigné par le Front de libération nationale (parti au pouvoir depuis l'indépendance en 1962, NDLR) pour briguer un quatrième mandat", estime le quotidien algérien *El Watan*. Une candidature à sa propre succession également confirmée par un proche du président qui augure, "courant de la première semaine de février", l'annonce officielle, selon Reuters. Malgré une longévité record à la tête de l'Algérie (quatorze ans au pouvoir), Abdelaziz Bouteflika semble accuser le poids des années et multiplie les séjours médicaux au Val-de-Grâce. En 2005, hospitalisé dans l'établissement parisien, Bouteflika survit miraculeusement, selon ses mots, à un ulcère à l'estomac. Huit ans plus tard, en 2013, il doit quitter son pays pour être soigné après un AVC. De longues absences qui valent au leader les railleries de certains compatriotes, qui qualifient ses retours de "visite officielle en Algérie".

### **Semer la confusion pour préparer la succession**

Ces antécédents médicaux aiguisent logiquement les appétits de la classe politique algérienne, d'autant qu'au sein du FLN les luttes de pouvoir s'intensifient. "Il est inimaginable qu'il se présente", clame Abderrazak Makri, chef de file du Mouvement de la société pour la paix (opposant islamiste). "Les gens ne parlent que de sa maladie, alors qu'ailleurs les gens parlent de l'action d'un président, de son bilan." Selon le quotidien arabophone *El Khabar*, Bouteflika "ne peut même pas faire entendre sa voix ou se mettre debout".

Mais alors qui pour se présenter à sa place ? Au jeu des pronostics, le régime se garde bien d'évoquer ouvertement la succession et préfère lancer des "ballons d'essai, pour prendre la température", explique Geoff Porter, directeur de North Africa Risk Consulting. Un avis partagé par Kader Abderrahim, spécialiste de l'Algérie à l'Iris (Institut des relations internationales et stratégiques) : "Toutes les semaines, des proches du régime sortent de nouveaux noms de leur chapeau. Le but est de semer la confusion dans l'opinion pour gagner du temps et pouvoir travailler efficacement sur la succession."

### **Dauphins**

En haut de la liste des dauphins : Abdelmalek Sellal, Premier ministre en poste et membre du FLN. "C'est un candidat du compromis, issu de l'administration, apprécié du corps politique et surtout très proche de Bouteflika", analyse le spécialiste de l'Iris. Si Sellal semblait faire l'unanimité en coulisse, ces dernières semaines, un autre nom a fait irruption dans les pronostics : Ramtane Lamamra.

Dans le milieu des affaires algérien (secteur-clé et très influent dans le pays, NDLR), le CV de l'actuel ministre des Affaires étrangères séduit. Ancien ambassadeur de l'Algérie aux États-Unis et auprès de l'ONU, Ramtane Lamamra jouit en effet d'un crédit international indéniable et l'homme est également un familier du clan Bouteflika. Le site Almanach l'a d'ailleurs placé à la quatrième place de son classement des personnalités les plus influentes du pays.

### **Garantir la tranquillité du clan Bouteflika**

Dans cette valse des noms figurent également ceux de l'ancien Premier ministre Ali Benflis (FLN) - qui devrait annoncer sa candidature dimanche - ou d'Ahmed Benbitour, lui aussi chef du gouvernement à la fin des années 1990. Également proche du pouvoir et hypothétique candidat :

Ahmed Ouyahia, leader du Rassemblement national démocratique (mouvance alliée au FLN). Ce sera une "compétition dans le système", estime Mourad Hachid, rédacteur en chef du quotidien *El Watan*. L'opposition - largement affaiblie par la politique d'ouverture de Bouteflika depuis les années 1990 - reste pour l'instant bien silencieuse.

"Le nom importe peu au final, estime Kader Abderrahim. Le candidat, quel qu'il soit, devra garantir la tranquillité du clan Bouteflika - notamment le frère du président - et de plusieurs acteurs du monde des affaires." Un secteur intimement lié au régime, "premier pourvoyeur de marchés", notamment dans les secteurs du BTP ou des hydrocarbures (un marché lucratif pour l'Algérie qui est le quatrième exportateur de gaz au monde, NDLR).

L'objectif pour l'État algérien : éviter que le futur président ne vienne "fouiller" dans ce riche pré carré. Le régime a toujours en tête les opérations anti-corruption diligentées par les services de renseignements algériens (DRS) à l'encontre de plusieurs proches du régime en 2010. Début janvier 2014, la présidence algérienne a d'ailleurs décidé de faire le ménage au sein du DRS en faisant tomber plusieurs têtes à la direction.

### **Regagner la confiance des Algériens**

Des recadrages qui laissent penser que le vieux leader n'en a pas tout à fait fini avec la politique. "Bouteflika se voit en père de l'Algérie moderne et il estime que son travail n'est pas terminé", selon Geoff Porter. L'homme devra faire oublier sa santé fragile ou trouver une parade s'il veut signer pour un quatrième mandat. Depuis plusieurs mois, il avance l'idée que le futur président puisse être épaulé par "deux vice-présidents". Deux hommes qui pourront soutenir le président sortant lors de sa campagne, voire le remplacer en cas de complications.

Une façon de "rassurer les électeurs", estime le directeur de North Africa Risk Consulting. Outre le fait de les rassurer, le FLN devra également faire revenir les Algériens dans les bureaux de vote, s'il veut se maintenir, rappelle Mourad Hachid. "Lassés par la corruption" et "conscients de l'emprise" du Front sur les rouages du pouvoir, les électeurs boudent les scrutins successifs. En Algérie, aujourd'hui, "on dépasse rarement 30 % de participation".

## **CENTRAFRIQUE**

### **Centrafrique : «La situation sanitaire dans les camps est déplorable»**

Home Actualite International lefigaro.fr Par Anne-Laure Frémont Publié le 17/01/2014 à 17:36



**INTERVIEW - Thomas Curbillon est chef de mission MSF en Centrafrique, où Médecins Sans Frontières est sans doute l'ONG la plus présente. Il revient sur les difficultés d'opérer sur des sites anarchiques, où la population livrée à elle-même, vit dans la peur permanente des violences et des épidémies.**

**LE FIGARO. - La situation s'est-elle selon améliorée sur le terrain, comme l'estime l'armée française ?**

**Thomas CURBILLON. -** On constate une certaine amélioration à Bangui. C'est assez cyclique, il n'y a pas d'affrontements généralisés mais des pics de violences suivis de périodes de calme, et ainsi de suite. Aujourd'hui, la vie reprend peu à peu son cours, les commerces et les petits marchés rouvrent dans la plupart des quartiers, la circulation reprend sur les principales artères de la capitale centrafricaine. Les déplacés retournent chez eux la journée pour voir si leur maison n'a pas été pillée, font quelques courses et rentrent dormir dans leur camp de fortune le soir.

## **Comment MSF opère-t-elle dans la capitale centrafricaine ?**

Nous avons deux types de structures: sur les sites de déplacés, nous avons mis en place des dispensaires où tout le monde peut venir pour une consultation. On traite surtout le paludisme, les maladies respiratoires et diarrhéiques dues au manque d'hygiène dans les camps. Les blessés sont quant à eux transférés à l'hôpital communautaire, le principal de Bangui: 90% des patients sont des blessés par arme à feu, armes blanches, explosifs... On en reçoit ainsi une vingtaine par jour en moyenne.

## **Comment gérez-vous l'aide médicale dans les camps ?**

Il faut savoir que plus de la moitié des habitants de la capitale, c'est au dire au moins 400.000 personnes, ont trouvé refuge dans l'un des quelque 50 camps qui se sont constitués en ville. Le plus gros étant celui qui se trouve près de l'aéroport et qui abrite plus de 100.000 personnes. Les gens s'y entassent car ils estiment qu'ils sont plus en sécurité là, l'aéroport M'Poko étant sécurisé par l'armée française et le siège de la Misca (la force africaine, ndlr) se trouvant à proximité. Mais dans ces camps, les conditions sanitaires sont déplorables. Celui de l'aéroport est le pire. On est encore loin de pouvoir y acheminer toute l'eau nécessaire, il y a très peu de latrines, quasiment pas de douches. Aujourd'hui, ces gens vivent dans leur urine et leurs excréments.

## **Vous dénoncez le mois dernier dans une lettre ouverte le manque de réactivité des agences de l'ONU face à l'urgence dans ce camp: vous sentez-vous moins seuls aujourd'hui ?**

Il y a beaucoup d'ONG à Bangui, mais l'aide a tardé à se mettre en place dans les camps ouverts et anarchiques comme celui de l'aéroport. Le HCR a notamment longtemps brillé par son absence, il vient à peine de commencer à œuvrer sur le site, mais MSF et le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) restent les seuls sur place pour le moment. Les autres ONG ne s'y risquent pas, en raison du danger, de la taille du camp et des problèmes de gestion de la distribution. Les besoins restent donc énormes.

## **Craignez-vous les épidémies ?**

Nous avons eu une épidémie de rougeole, la campagne de vaccination est toujours en cours dans plusieurs camps. De nombreux cas de diarrhée aussi, en raison des mauvaises conditions sanitaires, mais pour l'instant, les tests confirment qu'il n'y a pas de cas de choléra. Toutes les conditions sont cependant réunies pour qu'il se développe...

## **On parle beaucoup de Bangui, mais que se passe-t-il dans le reste du pays ?**

Toute l'attention est en effet focalisée sur la capitale alors qu'il existe également de grosses tensions dans certaines zones du pays, en particulier dans les régions centrales et du nord-ouest de la RCA. Il y a certains camps dans des villes, comme à Bossangoa (nord-ouest), où des dizaines de milliers de personnes sont rassemblées. Pour ces camps urbains, MSF met en place des cliniques mobiles qui se déplacent à la journée. Mais hors des villes, les habitants se réfugient dans la brousse, loin des grands axes routiers car ils ont peur des exactions. Ceux-là - et ils sont des centaines de milliers - n'ont pas accès à l'aide humanitaire et on ne sait pas dans quelles conditions ils vivent. C'est d'ailleurs notre prochain objectif: leur apporter de l'aide. On estime qu'il y a plus d'un million de déplacés dans le pays.

## **Craignez-vous que l'élection d'un nouveau président prévue lundi ne rende la situation encore plus instable ?**

On ne peut pas dire que nous sommes optimistes. Ces dernières semaines nous ont montré que chaque changement générerait des pics de violences. J'espère qu'un nouveau président apaisera les esprits, mais nous nous préparons, au cas où cela dégénère.

## **Centrafrique : des localités du nord et de l'ouest en proie à des violences**

Monde Source : Bangui (AFP) - Publié le 18/01/2014 à 13h00



Des civils montent dans un véhicule pour fuir les combats, le 16 janvier 2014 à Bangui, en Centrafrique © AFP - Eric Feferberg

**Plusieurs localités au nord et à l'ouest de Bangui sont en proie à des violences, ont rapporté samedi des témoins à l'AFP, notamment à Sibut, à 160 km au nord de la capitale centrafricaine, où les habitants se terrent ou se sont enfuis en brousse.**

"Je lance un cri d'alarme. Ça tire encore et nous sommes terrorisés", a déclaré à l'AFP un habitant de Sibut. Des pillages et des violences étaient également signalés dans la localité de Bossemtélé, proche de la frontière camerounaise, à l'ouest.

## **Centrafrique : attaque meurtrière d'un convoi**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 18/01/2014 à 11:51 Source AFP

Au moins 23 civils musulmans, dont 3 enfants, ont été tués et une cinquantaine blessés dans l'attaque de leur convoi près de Bouar.



Photo d'illustration. © Rebecca Blackwell / AP/SIPA

Plusieurs localités de province étaient en proie à des violences samedi et des habitants appelaient au secours les forces internationales à l'avant-veille de l'élection d'un nouveau président censée stabiliser la Centrafrique après dix mois de chaos.

"Il y a des violences un peu partout, à Bouar (dans l'ouest, près de la frontière camerounaise), Sibut (au nord de Bangui), Boali (dans le nord-ouest)", a reconnu un officier de la Misca, la force africaine. "Les gens sont dans une situation de désespoir, et plus on va aller vers l'élection, plus ça va aller crescendo. Notre hotline est saturée, on essaye de faire ce qu'on peut, mais on ne peut pas mettre un militaire dans chaque maison", a-t-il ajouté.

### **"Les enfants sont en danger"**

Au moins 23 civils musulmans, dont 3 enfants, ont été tués et une cinquantaine blessés vendredi dans l'attaque de leur convoi près de Bouar, non loin de la frontière avec le Cameroun, a rapporté samedi l'ONG Save the Children dans un communiqué. "L'attaque a visé un convoi transportant des musulmans près du village de Vakap, à une trentaine de kilomètres de Bouar. Elle a fait au moins dix morts, dont trois enfants", selon l'ONG, précisant que le convoi transportait des familles qui fuyaient les violences dans la zone. Ces violences s'ajoutent à des incidents meurtriers signalés dans plusieurs localités en province ces derniers jours.

Selon un responsable de Save the Children à Bangui, Mike McCusker, il s'agirait d'une attaque à la grenade. Selon les premiers éléments rapportés par l'équipe de l'ONG, présente à Bouar, les civils fuyaient la zone rurale de Vacap pour aller probablement vers le Cameroun. "Cette attaque prouve encore une fois à quel point les enfants et les femmes sont en danger. C'est inacceptable", a déclaré Mike McCusker.

Quelque 4 400 hommes de la Misca et 1 600 soldats français de l'opération Sangaris tentent de rétablir l'ordre en Centrafrique, plongée dans la violence et la haine intercommunautaire depuis que les ex-rebelles Seleka ont pris le pouvoir en mars 2013.

### **"Je lance un cri d'alarme"**

Mais ils sont essentiellement déployés à Bangui, où le parlement provisoire enregistré samedi les dernières candidatures à la désignation d'un président de transition. Le vote prévu lundi doit combler le vide laissé par la démission le 11 janvier de Michel Djotodia, accusé par la communauté internationale de passivité face aux violences.

"Je lance un cri d'alarme. Ça tire et nous sommes terrorisés", a déclaré un habitant de Sibut, à 160 kilomètres au nord de la capitale, contacté par téléphone. "Les Seleka règnent en seigneurs de guerre dans la ville et il n'y a aucune force étrangère pour nous protéger", a-t-il ajouté. Selon lui, "la majorité des habitants se sont réfugiés en brousse".

La gare routière et le marché ont été ravagés et les violences qui ont commencé vendredi matin ont fait au moins trois morts, "mais il y en a certainement plus dans les quartiers", a-t-il ajouté. Selon une source religieuse à Bangui, la paroisse de Sibut a également été attaquée par les Seleka, les anciens rebelles qui avaient pris le pouvoir en mars dernier.

"On a tenté de joindre la Misca et Sangaris pour un secours rapide, mais pour le moment, il n'y a personne", a ajouté le religieux. Contactée, la Misca a indiqué qu'une de ses unités faisait route vers Sibut. Toujours selon la source religieuse, d'autres incidents sont en cours à Bossemptélé, près de la frontière camerounaise à l'ouest, où la paroisse a été saccagée et pillée.

### **Fin du dépôt des candidatures**

Mais, dans un pays grand comme une fois et demie la France, il est presque impossible aux forces internationales de se déployer dans les zones reculées. Pendant ce temps, à Bangui, les parlementaires ont clôturé le dépôt des candidatures - dont la liste sera publiée dimanche - à l'élection du futur président.

Au moins une dizaine de candidats ont déposé leurs dossiers, dont la maire de Bangui Catherine Samba Panza, mais aussi Sylvain Patassé et Désiré Kolingba, respectivement fils des présidents Ange-Felix Patassé, au pouvoir de 1993 à 2003, et André Kolingba, de 1985 à 1993.

## **L'Union européenne approuve l'envoi de soldats en Centrafrique**

Les ministres européens des Affaires étrangères ont approuvé une opération militaire pour aider les forces africaine et française à sécuriser Bangui.



Des soldats français patrouillent dans Bangui, la capitale centrafricaine, le 14 janvier 2014. (SIEGFRIED MODOLA / REUTERS)

Par Francetv info avec AFP, publié le 20/01/2014 | 13:32

Au moins 500 soldats européens pourraient rejoindre la Centrafrique. Les ministres européens des Affaires étrangères ont approuvé, lundi 20 janvier, le lancement d'une opération militaire de l'Union européenne en Centrafrique, pour appuyer les forces africaine et française, indique une source officielle.

Les soldats européens aideraient notamment à sécuriser Bangui et la zone de l'aéroport. "*Nous avons clairement besoin d'une force de l'UE pour aider à la stabilisation*" de la Centrafrique, avait déclaré, plus tôt dans la journée, le ministre suédois, Carl Bildt, à l'ouverture de la réunion mensuelle des chefs de la diplomatie des 28 à Bruxelles.

Déjà engagée avec 1 600 hommes sur le terrain, la France a proposé d'être la "*nation-cadre*" de cette mission européenne et devrait donc y participer au niveau de l'état-major et des effectifs.

# Centrafrique : Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, élue présidente de transition

Elle remplace l'ex-président Michel Djotodia, contraint à la démission début janvier.



Catherine Samba-Panza, la maire de Bangui, a été élue présidente de transition de la Centrafrique, le 20 janvier 2014. (FRANCE 3 NORD PAS-DE-CALAIS / FRANCETV INFO )

Par Francetv info avec AFP, publié le 20/01/2014 | 14:59

Une femme prend la tête de la Centrafrique. Catherine Samba-Panza, la maire de Bangui, a été élue présidente de transition du pays, par le parlement réuni en séance publique, lundi 20 janvier. Elle remplace l'ancien président Michel Djotodia, poussé à la démission en raison de son incapacité à mettre fin aux tueries interreligieuses qui secouent le pays.

Catherine Samba-Panza a emporté le second tour qui l'opposait à Désiré Kolingba, fils d'un ancien chef de l'Etat, en recueillant 75 voix contre 53, selon les résultats lus dans la salle. L'annonce de sa victoire a été suivie d'applaudissements de la part de l'assistance qui a entonné l'hymne national centrafricain.

## L'Onu évoque un risque de génocide en Centrafrique

Actualité Reuters - LePoint.fr Publié le 23/01/2014 à 08:07 par Michelle Nichols - Pierre Sérurier pour le service français de Reuters

NATIONS UNIES (Reuters) - Au moins 6.000 enfants ont été enrôlés par des groupes armés en République centrafricaine (RCA) et sont contraints de commettre des atrocités dans un conflit interreligieux entre ex-rebelles de la Séléka, en majorité musulmans, et milices chrétiennes qui menace de se transformer en génocide.

Plus d'un million de personnes ont fui depuis que les hommes de la Séléka ont pris le pouvoir en mars 2013 et renversé le président François Bozizé lors d'un coup d'Etat.

Des groupes d'auto-défense chrétiens, baptisés "anti-balaka", se sont constitués et ont mené des représailles contre les rebelles musulmans, faisant plusieurs milliers de morts, selon un décompte des Nations unies.

"L'impact du conflit sur les enfants est dramatique avec des niveaux de brutalité sans précédent", a dit l'émissaire Leila Zerrougui devant le Conseil de sécurité de l'Onu. "Des enfants ont été agressés, mutilés, tués et décapités", a-t-elle ajouté.

Les estimations récentes, a-t-elle précisé, montrent qu'au moins 6.000 enfants seraient impliqués dans des groupes armés. "Ils ont été manipulés par les deux camps suivant les appartenances religieuses", a poursuivi Leila Zerrougui.

Adam Dieng, conseiller spécial de l'Onu sur la prévention des génocides, a admis avoir été choqué par la violence de la haine entre chrétiens et musulmans.

"Les attaques généralisées et incontrôlées des ex-Séléka et des milices anti-balaka, ainsi que des civils armés qui les soutiennent, contre des civils en raison de leur religion ou de leur appartenance ethnique constitue un crime contre l'humanité. S'il n'y est pas mis fin, il existe un risque de génocide", a-t-il estimé.

Dieng s'est rendu en RCA avec Leila Zerrougui au mois de décembre et avec une représentante spécialiste des violences sexuelles commises lors de conflit, Zainab Bangura.

Les milices anti-balaka, a-t-il dit, sont de mieux en mieux organisées et ont intégré certains anciens soldats partisans de François Bozizé.

"Ces anciens militaires ont joué, selon des informations, un rôle moteur dans l'organisation d'attaques contre des civils musulmans", a précisé Dieng.

Selon des résidents de Bangui, interrogés lors de ce voyage, les anti-bakala et les milices chrétiennes se sont déployés dans l'ensemble des 16 provinces du pays afin d'organiser une mobilisation contre les musulmans.

### **Une mission de l'ONU ?**

L'envoi de 1.600 soldats français et de 5.000 casques bleus de l'Union africaine n'a pas réussi à faire cesser les violences. L'Union européenne a décidé de dépêcher 500 militaires supplémentaires.

Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, doit s'exprimer devant le Conseil de sécurité à propos de la situation en RCA le mois prochain sur l'éventualité de transformer la mission africaine en une opération onusienne dans les six prochains mois.

Des diplomates occidentaux et des responsables de l'Onu ont précisé que l'UA souhaitait se voir accorder un délai d'un an pour maîtriser la situation sur le terrain, une tâche dont ils doutent qu'elle soit capable.

De nouveaux affrontements interreligieux ont fait sept morts à Bangui mercredi, a rapporté Human Rights Watch (HRW).

La Croix-Rouge a pour sa part annoncé la découverte cette semaine dans la capitale centrafricaine de onze corps, la plupart carbonisés, victimes des affrontements entre les ex-Séléka et les "anti-balaka".

De source militaire française, on dit par ailleurs que des soldats de la mission "Sangaris" ont été engagés dans des affrontements à Bangui dans la nuit de mardi à mercredi, après avoir été attaqués par des hommes non identifiés.

## **Catherine Samba-Panza : «Il n'y a pas assez de soldats en Centrafrique»**

Actualité International Propos recueillis par Ava Djamshidi | Publié le 23.01.2014, 07h17

**EXCLUSIF. Catherine Samba-Panza devient aujourd'hui officiellement la présidente de la Centrafrique. Elle évoque sa priorité, la pacification du pays.**



Bangui (Centrafrique), mardi. La réconciliation entre les chrétiens et les musulmans passera par « le dialogue intercommunautaire et l'implication des leaders religieux », affirme Catherine Samba-Panza. | **(AFP/Issouf Sanogo.)**

Elle va prêter serment aujourd'hui. Catherine Samba-Panza, 59 ans, devient présidente de transition de la Centrafrique. A la veille du grand jour, elle évoque les missions qui l'attendent.

### **Quelle sera votre première mesure en tant que présidente ?**

**CATHERINE SAMBA-PANZA.** Essayer de remettre les gens au travail et m'employer à faire revenir la sécurité non seulement à Bangui mais dans tout le pays.

Ce serait déjà un grand pas.

### **Avec quelle marge de manœuvre ?**

Je ne peux pas faire autrement que de travailler avec la Misca (*NDLR : la force africaine de l'ONU qui compte 4400 militaires*), les hommes de Sangaris (*NDLR : environ 1600 Français*) et surtout les forces de défense et de sécurité nationale. Il faut absolument les réhabiliter. Pour le moment,

ils sont éparpillés sur toute l'étendue du territoire, craignant pour leur sécurité. Il faut les rassurer, les faire sortir, et qu'ils regagnent leurs rangs.

### **Pour rétablir la sécurité, faut-il étoffer le dispositif militaire dans le pays ?**

C'est incontestable si on veut rétablir la paix sur toute l'étendue du territoire. Le nombre de soldats actuel ne suffit même pas à remettre de l'ordre à Bangui. Il n'y a pas assez de soldats en Centrafrique. Je me réjouis qu'au niveau de l'Union européenne des engagements forts aient été pris (*NDLR : 500 hommes environ*) et que ces pays suivent l'exemple de la France.

### **Combien de militaires faudrait-il ?**

Mes collaborateurs vont effectuer une analyse pour déterminer les besoins réels.

### **Comment comptez-vous réconcilier chrétiens et musulmans qui s'entre-tuent depuis des mois ?**

Par le dialogue intercommunautaire et l'implication des leaders religieux pour essayer de rassembler les frères qui vivaient ensemble il y a quelques années et qui sont aujourd'hui divisés.

### **Ces messages de paix se multiplient depuis des mois et ils n'ont pourtant rien changé...**

Il faut être plus actif et ne pas se contenter de lancer des appels dans les médias. Il faut être sur le terrain, et peut-être organiser des rencontres pour crever l'abcès, savoir ce que l'on reproche à l'autre, se parler un langage de vérité et prendre conscience que l'on est dans la mauvaise direction.

### **Les femmes auront-elles un rôle particulier à jouer dans ce processus de réconciliation ?**

Les femmes font déjà beaucoup! Chefs de famille, elles tiennent les cordons de la bourse à la maison par leurs petits travaux et ce sont elles qui rassemblent. Il faut qu'elles continuent à jouer ce rôle. La paix commence au sein des familles. D'autant que du fait de ces crises, l'éducation ne fonctionne plus.

### **L'école pourra bientôt reprendre ?**

Oui, si on arrive à faire revenir les déplacés et les enseignants dans leurs zones initiales d'habitation. Les jeunes s'ennuient et il faut éviter qu'ils ne retombent dans des travers qui sont préjudiciables pour la communauté et pour eux-mêmes.

### **Avez-vous repris le contrôle des ressources de pétrole et de diamants, actuellement aux mains des rebelles de la Séléka ?**

Pas encore! Je n'ai même pas encore prêté serment! Mais nous avons besoin de ressources propres. Nous ne pouvons pas vivre indéfiniment de l'appui des pays amis. Il faut mobiliser nos ressources pour assumer nos obligations.

## **Centrafrique : pas de renforts français, avertit Le Drian**

Actualité International LeParisien.fr avec l'AFP Publié le 23.01.2014, 09h33



↳Télé (Issy-les-Moulineaux, Hauts-de-Seine), jeudi. Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, n'envisage pas d'envoyer plus de soldats français en Centrafrique pour l'instant. |DOCUMENT I>TELE

La France n'a pas l'intention de renforcer sa présence militaire en Centrafrique. «Ce n'est pas notre intention dans l'état actuel des choses», a déclaré ce jeudi Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, sur i>Télé.

«Il y a une montée en puissance» de la force d'interposition africaine Misca, «une meilleure coordination, l'arrivée de la force européenne, avec un espoir politique», même si des risques persistent comme «le risque de partition» qu'il faut «absolument éviter».

«Il y a un mandat des Nations unies qui prévoit en particulier que les forces africaines de la Misca se renforcent pour arriver à 6 000 militaires. Elles sont en train de se constituer, même si ça a pris un peu de temps. Et je pense qu'avec l'arrivée des soldats rwandais, des soldats du Burundi, on aura là une force significative», a expliqué le ministre. «Elle va beaucoup nous alléger, ce qui permettra aux forces françaises et africaines de se déployer sur le territoire», selon Jean-Yves Le Drian. Le ministre a aussi qualifié d'«avancée significative» la mission militaire décidée par l'Union Européenne, qui aura pour mission principale de sécuriser l'aéroport de Bangui, la capitale.

En Centrafrique, où la France est intervenue le 5 décembre, Jean-Yves Le Drian a toutefois reconnu de très grosses difficultés. «Nous avons sous-estimé l'état de haine et l'esprit revancharde, l'esprit de représailles», a-t-il admis. «Il y a des actes guerriers», a-t-il dit. Ce jeudi matin, après des violences ayant fait la veille au moins dix morts, la capitale présente de nouveau un semblant de normalité. En province, la «majorité» du territoire reste sous la coupe de chefs de guerre, ont rappelé mercredi à Paris l'archevêque et l'imam de Bangui, Dieudonné Nzapalainga et Oumar Kobine Layama.

Dans «le Parisien» - «Aujourd'hui en France» ce jeudi, Catherine Samba Panza, la présidente centrafricaine par intérim, demande des renforts et assure que «le nombre de soldats actuel ne suffit même pas à remettre de l'ordre à Bangui». «Si on veut rétablir la paix sur toute l'étendue du territoire», il faut plus de militaires, ajoute-t-elle. L'opération française Sangaris compte actuellement 1 600 hommes.

Catherine Samba Panza prête serment ce jeudi en présence, notamment, du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius. La nouvelle présidente, la première femme à la tête du pays depuis son indépendance de la France en 1960, devrait ensuite nommer rapidement son Premier ministre.

## **Centrafrique : la nouvelle présidente prépare son gouvernement dans l'urgence**

Monde Source : Bangui (AFP) - Publié le 24/01/2014 à 14h58



Des soldats rwandais de la Misca en patrouille à Bangui après une attaque de miliciens chrétiens anti-balaka, le 22 janvier 2014 en Centrafrique © AFP - Issouf Sanogo

**La présidente centrafricaine s'emploie vendredi, au premier jour de son entrée en fonction, à former son équipe gouvernementale dont la mission sera de désamorcer dans l'urgence la haine qui ronge le pays après des mois de violences entre chrétiens et musulmans.**

Après sa prestation de serment devant les magistrats de la Cour constitutionnelle jeudi, Catherine Samba Panza s'installe dès ce vendredi au palais présidentiel pour travailler.

Une brève cérémonie de passation des pouvoirs devait s'y tenir avec le président du Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire), Alexandre-Ferdinand Nguendet, qui a assuré l'intérim de l'exécutif depuis la démission, le 10 janvier et sous la pression internationale, de Michel Djotodia, a-t-on indiqué de source officielle.

La nouvelle présidente devait ensuite avoir une série d'entretiens "avec les différentes couches de la société", selon la même source, avant de nommer rapidement son Premier ministre et un gouvernement qu'elle dit vouloir "resserré" et composé de "technocrates".

Elle va ainsi recevoir notamment "les corps constitués", des représentants des partis politiques, de la société civile, du mouvement associatif, etc...

Selon des sources politiques et diplomatiques, la présidente devrait ensuite annoncer le nom de son Premier ministre, d'ici la fin de la semaine, puis dans la foulée la composition d'un gouvernement qui devra être prêt immédiatement à relever le défi de restaurer la paix après des mois de haines intercommunautaires.

"Aux combattants des ex-Séléka partisans musulmans de M. Djotodia) et aux anti-balaka (milices chrétiennes), je leur demande avec insistance d'observer un comportement patriotique en déposant les armes", a demandé une nouvelle fois Mme Samba Panza lors de sa prestation de serment.

### **Règlements de compte**

M. Djotodia, qui avait renversé le régime de François Bozizé en mars 2013 à la tête de sa coalition rebelle Séléka, a été contraint à la démission pour son incapacité à arrêter les tueries entre chrétiens et musulmans.

Vendredi matin, dans le quartier du PK-12, à la sortie nord de la capitale, ces appels à l'apaisement n'ont pas été entendus par les pillards, qui comme les jours précédents, continuaient de s'en prendre aux biens des civils musulmans, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Un cadavre gisait dans une brouette. Selon des témoins, il s'agissait d'un "règlement de comptes" entre pillards. De jeunes hommes emportaient tôles, charpentes de maisons désertées par des familles musulmanes qui ont fui les violences.

Les soldats français de l'opération Sangaris étaient déployés dans le quartier pour empêcher que les pillages ne dégénèrent en tueries.

Des miliciens anti-balaka étaient également visibles. A quelques centaines de mètres de là, la vie paraissait normale.

Ces violences au quotidien soulignent que rien n'est réglé en Centrafrique pour l'instant, même si l'élection de Mme Samba Panza a été favorablement accueillie par la population et la communauté internationale, qui a lui a promis son soutien financier.

La Banque mondiale a ainsi annoncé jeudi une aide d'urgence de 100 millions de dollars. L'Union européenne va envoyer une force d'environ 500 hommes à Bangui pour soutenir les 1.600 soldats français de Sangaris et les quelques 5.000 hommes de la force africaine (Misca) déjà sur le terrain.

En province, la "majorité" du territoire reste sous la coupe implacable de chefs de guerre, ont rappelé mercredi l'archevêque et l'imam de Bangui, Dieudonné Nzapalainga et Oumar Kobine Layama, qui depuis des mois appellent en vain leurs concitoyens à la paix.

Ces mois de violences ont provoqué un désastre humanitaire en Centrafrique, déjà l'un des pays les plus pauvres du continent, en dépit de son potentiel agricole et minier.

La crise affecte directement la moitié des quelque 4,6 millions de Centrafricains, avec des centaines de milliers de déplacés des violences, dont 400.000 dans la seule capitale.

## **CHINE**

### **Chine : croissance de 7,7% en 2013**

Home Economie Flash Eco Par lefigaro.fr avec agences Publié le 20/01/2014 à 06:28

La croissance de l'économie chinoise s'est stabilisée à 7,7% en 2013, une progression en ligne avec les attentes et la même qu'en 2012, qui constituait sa plus faible performance en 13 ans, a annoncé lundi le gouvernement.

Sur le quatrième trimestre, le produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale a progressé de 7,7%, marquant un ralentissement après l'encourageant regain de vigueur du trimestre précédent (+7,8%), a précisé le Bureau national des Statistiques (BNS).

Le chiffre de la croissance pour l'année 2013 ressort parfaitement en ligne avec la prévision médiane d'un panel de 14 économistes interrogés la semaine précédente par l'AFP.

### **Au-dessus de l'objectif gouvernemental**

Il ressort au-dessus de l'objectif de croissance annuelle que s'était fixé le gouvernement, à 7,5%, le même que l'année précédente.

Le PIB chinois a cependant progressé plus qu'attendu par le marché sur les trois derniers mois de 2013, les experts interrogés par l'AFP ayant tablé sur une croissance de 7,6% seulement pour cette période.

"De façon générale, l'économie chinoise a fait preuve d'une dynamique encourageante avec une croissance stable et modérée en 2013, ce qui est une performance obtenue au prix de durs efforts", a commenté Ma Jiantang, directeur du BNS.

"Cependant, nous devons garder à l'esprit que les problèmes de fond qui se sont accumulés au cours du temps restent à résoudre de façon satisfaisante, alors que l'économie chinoise fait face à une période cruciale" de son développement, a-t-il tempéré.

### **Statistiques mitigées**

De fait, alors même que Pékin affiche sa volonté de résorber les déséquilibres de la croissance économique, des statistiques économiques pour décembre, à l'instar de celles pour l'ensemble du quatrième trimestre, offrent un tableau mitigé.

La production industrielle chinoise, un indicateur permettant de jauger l'activité des usines et ateliers, a enregistré en décembre une hausse de 9,7% sur un an, a indiqué le BNS lundi, en deçà des attentes des analystes, et enregistrant un sensible ralentissement par rapport à la progression de 10,0% de novembre.

Les ventes de détail ont quant à elle augmenté de 13,6% sur un an en décembre, décélérant là-aussi par rapport au mois précédent.

## **COREES**

### **La Corée du Nord s'agite avant des manœuvres entre la Corée du Sud et les Etats-Unis**

Actualité International AFP - Publié le 24/01/2014 à 08:07

La Corée du Nord a appelé vendredi la Corée du Sud à la "réconciliation" tout en exigeant la fin des exercices militaires avec les Etats-Unis, une condition inacceptable annonçant une possible provocation, selon les experts.

Dans une lettre ouverte envoyée sur ordre de son numéro un Kim Jong-Un pour promouvoir "la réconciliation et l'unité", la Corée du Nord a souhaité l'arrêt de toutes les hostilités avec Séoul.

"Ce qui est important pour (...) améliorer les relations entre le Nord et le Sud c'est de prendre une décision courageuse afin d'arrêter toutes les actions militaires hostiles", a indiqué la lettre émanant de la Commission Nationale de Défense (NDC), la principale institution militaire de Corée du Nord.

La semaine passée, la NDC a fait une série de propositions appelant la Corée du sud à annuler ses manœuvres militaires conjointes avec les États-Unis, prévues en février, et à mettre un terme à la surenchère d'insultes entre les deux pays.

Séoul a rejeté ces offres les taxant de "fallacieux" exercice de propagande, et averti que Pyongyang pourrait au contraire préparer le terrain à une nouvelle provocation visant à déclencher une confrontation entre les deux Corée.

"Il est regrettable que les autorités sud-coréennes campent sur une attitude incorrecte et une position négative, a réagi la NDC dans la lettre ouverte.

Le Sud "ne devrait pas mettre en doute (notre proposition) sans réfléchir, mal interpréter et rejeter précipitamment notre sérieuse et sincère proposition", a-t-elle ajouté.

Pyongyang ne demande pas à ce que la Corée du Sud mette un terme à ses manœuvres ordinaires mais lui demande de "stopper ses exercices en vue d'une guerre avec l'appui de forces extérieures", selon ce courrier.

La semaine dernière, les Nord-Coréens avaient annoncé "un holocauste défiant l'imagination" si les exercices avaient bien lieu.

### **"Les motivations cachées de l'ennemi"**

Le ministère sud-coréen de l'Unification, responsable des relations intercoréennes, a fait savoir qu'il réagirait vendredi dans la journée. Le ministère de la Défense a de son côté mis en garde contre les "motivations cachées de l'ennemi".

Traditionnellement, la température monte dans la péninsule coréenne quelque temps avant les manœuvres américano-sud-coréennes que Pyongyang condamne comme un entraînement à l'invasion du nord.

L'an dernier a été marqué par de fortes tensions, la Corée du nord menaçant de réaliser des tirs nucléaires préventifs alors que des bombardiers nucléaires américains effectuaient des entraînements au dessus de la péninsule.

De nombreux experts doutent de la sincérité des dernières déclarations nord-coréennes, notant que par le passé, les mains tendues de Pyongyang à Séoul ont souvent précédé des provocations militaires.

Par ailleurs le régime nord-coréen sait pertinemment qu'il ne peut demander à la Corée du Sud, compte tenu des tensions persistantes sur la péninsule, de renoncer à ses entraînements avec les forces américaines.

Pour Kim Yong-Hyun, de l'université Dongguk à Séoul, le Nord cherche simplement à faire porter au Sud la responsabilité d'une éventuelle confrontation.

La Corée du Nord "veut faire croire au monde que le Sud refuse le dialogue alors que le Nord s'efforce d'améliorer les relations" entre les deux pays séparés depuis la guerre (1950-1953), analyse-t-il.

La présidente sud-coréenne Park Geun-Hye se dit disposée à rencontrer Kim Jong-Un au moment opportun mais insiste sur l'abandon par Pyongyang de son programme nucléaire.

La Corée du Nord, qui menace à l'envi les Etats-Unis et nombre de ses voisins en Asie de guerre totale, a procédé l'an dernier à son troisième essai nucléaire souterrain, défiant les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

## **EGYPTE**

### **Égypte : la nouvelle Constitution approuvée à 98,1 %**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 18/01/2014 à 18:11 Source AFP

La commission électorale a annoncé que le oui l'a emporté par 98,1 %, avec 38,6 % de participation, lors du référendum constitutionnel en Égypte.



Les résultats du référendum constitutionnel sont tombés en Égypte. © Tarek Wajeh / Citizenside.com

Le oui l'a emporté par 98,1 %, avec 38,6 % de participation, lors du référendum constitutionnel en Égypte, a annoncé samedi la commission électorale, le pouvoir dirigé par les militaires ayant considéré par avance qu'un tel résultat légitimerait la destitution du président islamiste Mohamed Morsi.

Le gouvernement mis en place par les militaires avait averti qu'il considérerait un taux de participation supérieur à celui du référendum constitutionnel de 2012 (32,9 %), lorsque Mohamed Morsi était au pouvoir, comme une "victoire" qui justifierait dans les urnes la destitution et l'arrestation du seul président jamais élu démocratiquement en Égypte. Les pro-Morsi accusent les militaires d'avoir perpétré un "coup d'État" le 3 juillet dernier.

Le nouvel et populaire homme fort de l'Égypte, le général Abdel Fattah al-Sissi, avait lié son sort à la participation à ce référendum, organisé mardi et mercredi, en annonçant trois jours avant le scrutin qu'il se présenterait à la présidentielle de 2014 "si le peuple le réclame". La consultation populaire avait donc pris la forme d'un plébiscite, en pleine vague de répression sanglante visant les partisans de Mohamed Morsi, les Frères musulmans en particulier.

## **Egypte : cinq policiers tués dans une attaque au sud du Caire**

Monde Source : Le Caire (AFP) - Publié le 23/01/2014 à 11h31



Des policiers au Caire, le 8 janvier 2014 © AFP/Archives - Khaled Desouki

**Des hommes armés ont tué cinq policiers jeudi à un poste de contrôle au sud du Caire, les attaques visant les forces de l'ordre se multipliant en Egypte depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, selon le gouvernement.**

Deux autres policiers ont également été blessés dans cette attaque survenue à Beni Suef, à une centaine de km au sud de la capitale. Depuis la destitution de M. Morsi, le seul président jamais élu démocratiquement en Egypte, les soldats et policiers ont tué plus d'un millier de ses partisans dans des manifestations, mais ont essuyé des dizaines d'attentats.

Tôt dans la matinée, des inconnus arrivés sur deux motos ont ouvert le feu à l'arme automatique sur le poste de contrôle routier, tuant cinq policiers et blessant deux autres, a expliqué dans un communiqué le ministère de l'Intérieur.

Plusieurs dizaines de policiers et soldats ont été tués ces six derniers mois dans des attaques similaires ou des attentats à la bombe dans tout le pays, en particulier dans la péninsule du Sinaï où, déjà avant la chute du pouvoir islamiste le 3 juillet, les forces de l'ordre étaient fréquemment visées par des groupes jihadistes dont certains liés à Al-Qaïda.

Ces derniers ont revendiqué la quasi-totalité de ces attaques ces derniers mois, souvent en représailles selon eux à la vague de répression très sanglante qui vise les partisans de M. Morsi depuis que l'armée a déposé et arrêté le chef de l'Etat. Mais le gouvernement dirigé de facto par les militaires accuse les Frères musulmans, la confrérie de M. Morsi qui avait remporté toutes les élections depuis la chute du régime de Hosni Moubarak début 2011, d'être derrière ces attaques et attentats.

Depuis mi-août, plus d'un millier de partisans de M. Morsi ont été tués par les forces de l'ordre dans des manifestations quasi-quotidiennes et plusieurs milliers de Frères musulmans ont été arrêtés, dont la quasi-totalité de leurs leaders qui, à l'instar de M. Morsi en personne, encourrent la peine de mort dans divers procès.

## **Egypte: 4 morts, 50 blessés dans un attentat visant la police au Caire**

Actualité International AFP - Publié le 24/01/2014 à 08:26

Quatre personnes ont été tuées et plus de 50 blessées vendredi dans un attentat à la voiture piégée visant la police au Caire, à la veille des célébrations du troisième anniversaire de la révolte ayant chassé Hosni Moubarak du pouvoir.

L'Egypte s'apprête à célébrer samedi l'anniversaire de la "révolution du 25 Janvier", lancée en 2011 dans le tumulte du Printemps arabe. En préparation de cette journée qui s'annonce sous haute tension dans un pays profondément divisé, policiers et soldats se déploient à travers le pays et notamment dans le centre du Caire, où se trouve l'emblématique place Tahrir.

Les attaques contre les forces de l'ordre se sont multipliées depuis que l'armée a destitué le président islamiste Mohamed Morsi le 3 juillet. Jeudi encore, cinq policiers sont morts dans l'attaque d'un poste de contrôle routier à Beni Suef, à une centaine de kilomètres au sud du Caire.

Des dizaines de policiers et de soldats ont été tués dans ces attaques, revendiquées pour nombre d'entre elles par des groupes jihadistes qui affirment agir en représailles à la sanglante répression des pro-Morsi par les autorités dirigées de facto par les militaires.

L'un de ces groupes, qui dit s'inspirer d'Al-Qaïda, a revendiqué les attentats les plus spectaculaires, dont le dernier en date, fin décembre, avait fait 15 morts dans l'explosion d'une voiture piégée devant un QG de la police dans le nord du pays.

Bien que revendiquée par ce mouvement basé dans le Sinaï et sans lien connu avec les Frères musulmans de M. Morsi, les autorités ont attribué cette attaque à l'influente confrérie, la déclarant dans la foulée "organisation terroriste". Depuis, ses dirigeants encourrent la peine capitale et ses centaines de milliers de membres risquent des peines d'emprisonnement s'ils manifestent ou possèdent des écrits ou enregistrements de leur mouvement.

### **Appels à manifester**

Vendredi, peu après l'attentat, au milieu des débris de verre, de fer et de bois, des dizaines d'habitants se sont réunis pour conspuer les Frères musulmans, comme cela a été le cas lors des récentes attaques. Plusieurs brandissaient des portraits du chef de l'armée, le général Abdel Fattah al-Sissi, le très populaire homme fort du pays qui avait annoncé à la télévision la destitution de M. Morsi.

Sous leurs pieds, l'explosion de la voiture piégée avait creusé un profond cratère dans la chaussée, détruit en partie la façade du QG de la police et celle du musée islamique situé en face, dans le centre du Caire, a constaté un journaliste de l'AFP.

D'une part, les pro-Morsi, emmenés par les Frères musulmans, appellent à manifester durant 18 jours, soit la durée de la révolte populaire qui a mis fin, le 11 février 2011, à trois décennies de pouvoir absolu de Hosni Moubarak.

Aussitôt après le soulèvement et le départ du raïs déchu, l'armée prenait les rênes du pouvoir pour seize mois avant de les remettre à Mohamed Morsi. Un an plus tard, elle déposait le seul président jamais élu démocratiquement d'Egypte et depuis, les autorités qu'elle a installées répriment dans un bain de sang ses partisans.

Samedi, en plus des islamistes, les opposants à l'armée issus des mouvements de la jeunesse et des courants progressistes devraient également manifester.

Et le gouvernement intérimaire, cherchant à contrer le mouvement, a appelé ses partisans à manifester en masse samedi pour contrer "le plan des Frères musulmans de semer le chaos".

Par ailleurs, des responsables du gouvernement, et même de l'armée, annoncent à demi-mot depuis plusieurs jours que les manifestations pro-régime de samedi serviront aussi à légitimer encore un peu plus la très probable candidature du général Sissi à l'élection présidentielle promise pour 2014.

## **ETATS-UNIS**

### **Scandale de la NSA : ce qu'a promis Obama**

Le président des Etats-Unis a annoncé une série de mesures visant à réduire les pouvoirs des services de renseignements américains.



Le président des Etats-Unis Barack Obama, le 17 janvier 2014 à Washington. (SAUL LOEB / AFP)

Par Francetv info avec AFP et Reuters, publié le 17/01/2014 | 17:24

L'espionnage des dirigeants alliés par l'agence américaine NSA, c'est fini. Barack Obama vient de l'assurer au cours d'une conférence de presse très attendue, vendredi 17 janvier à Washington, au département de la Justice, en réaction à l'émoi suscité par les révélations d'Edward Snowden.

*"J'ai été très clair vis-à-vis de la communauté du renseignement : à moins que notre sécurité nationale soit en jeu, nous n'espionnerons pas les communications des dirigeants de nos alliés proches et de nos amis"*, a-t-il déclaré. La polémique sur la NSA a atteint son paroxysme lorsqu'il a été révélé qu'elle avait espionné la chancelière allemande, Angela Merkel, et la président brésilienne, Dilma Roussef.

Tandis que Bruxelles reste suspicieuse et attend la concrétisation de ces promesses, francetv info vous résume les principales annonces du président américain.

#### **Plus d'écoute des dirigeants alliés**

Barack Obama a annoncé qu'il interdisait aux services secrets américains d'espionner des dizaines de dirigeants étrangers considérés comme les plus proches alliés des Etats-Unis. *"Les dirigeants des pays amis et alliés doivent savoir que si je veux apprendre ce qu'ils pensent sur un sujet particulier, je décrocherai mon téléphone et je les appellerai – plutôt que les faire surveiller"*, a souligné Barack Obama.

#### **Mais l'espionnage continue**

Il a cependant souligné que les services de renseignements américains, comme c'est leur mission, continueraient à recueillir des informations sur les intentions des gouvernements étrangers et n'avaient pas à s'excuser auprès de qui que ce soit pour leur efficacité.

#### **Pas de dossier sur les appels des Américains**

L'objectif pour Barack Obama était aussi de rassurer ses compatriotes. *"Avec les réformes que je propose aujourd'hui, les Américains doivent savoir que leurs droits sont protégés, même si le renseignement et la police conservent les instruments nécessaires pour assurer notre sécurité"*, a dit le président américain.

Les agences de renseignements n'auront plus le droit de conserver des enregistrements des conversations des Américains, explique le *Washington Post*. Barack Obama a en effet reconnu que le gouvernement n'avait pas à détenir une telle masse d'informations téléphoniques – une décision qui risque de provoquer le mécontentement des responsables du renseignement. Le

programme de la NSA, tel que décrit par Edward Snowden, va donc disparaître, explique le journal américain.

### **Mais la NSA pourra toujours conserver les métadonnées**

Le président a cependant insisté sur le fait que conserver les métadonnées téléphoniques constituait une arme essentielle dans la lutte contre le terrorisme. Ces métadonnées sont comparables à ce qu'on trouve sur une facture téléphonique : numéro appelé, durée de l'appel, horaire. Mais elles n'incluent ni le nom de l'abonné, ni l'enregistrement des conversations.

*"Etre capable d'examiner les connections téléphoniques pour établir si un réseau existe est crucial", a-t-il plaidé. Donc cette collecte continuera, a souligné Barack Obama, énonçant la nécessité d'"établir un mécanisme qui préserve les capacités dont nous avons besoin, sans que le gouvernement détienne ces métadonnées".*

### **Et la réforme reste floue**

Il a chargé les renseignements et le ministre de la Justice de mettre au point une réforme à cet effet, sans se prononcer sur quelle entité devrait être dépositaire des informations. Les entreprises de télécommunications ont déjà fait part de leur réticence à s'investir dans de telles opérations

## **NSA : l'espionnage va continuer, sauf pour Angela Merkel**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 19/01/2014 à 09:36 Source AFP

L'espionnage américain va se poursuivre, mais Angela Merkel sera épargnée, a déclaré samedi Barack Obama dans une interview à la télévision allemande.



Dans une interview à la télévision allemande diffusée samedi, Barack Obama a fait savoir que l'espionnage de la NSA allait continuer, même s'il a promis qu'Angela Merkel serait épargnée. © NICHOLAS KAMM / AFP

Nous allons continuer à espionner : après avoir annoncé vendredi une réforme limitée des opérations de surveillance, Barack Obama a enfoncé le clou samedi dans une interview à une télévision d'Allemagne, où les révélations sur des écoutes font scandale depuis des mois.

Tout juste a-t-il concédé à l'égard d'Angela Merkel que ces activités seraient telles qu'elles n'affecteraient pas leurs relations, alors qu'un portable de la chancelière aurait été écouté par la NSA selon Edward Snowden, l'ancien consultant de cette agence de renseignement qui distille depuis l'été des documents confidentiels.

"Tant que je suis président des États-Unis, la chancelière allemande n'aura pas à s'inquiéter", a déclaré le président américain dans cette interview à la chaîne publique ZDF enregistrée vendredi à Washington et diffusée samedi soir. Il insiste sur la relation "d'amitié et de confiance" qu'entretiennent les deux pays.

### **Les Allemands sceptiques**

Le portable de la chancelière elle-même sera peut-être épargné, mais de manière générale, il n'est aucunement question de renoncer à des pratiques qui servent "nos objectifs diplomatiques et politiques", a précisé le président américain. "Nos agences de renseignement, comme les agences allemandes et toutes les autres, vont continuer à s'intéresser aux intentions des gouvernements de par le monde, cela ne va pas changer", a-t-il souligné.

Une affirmation en droite ligne avec les annonces faites vendredi à Washington. Le président a promis une réforme de la collecte des données téléphoniques, et de ne plus espionner les dirigeants des pays étrangers. Comme à Bruxelles, où l'Union européenne "attend de voir se concrétiser" les engagements américains, le discours de Barack Obama a reçu un accueil réservé

en Allemagne, pays dont la relation traditionnellement très forte avec le partenaire américain a été profondément déstabilisée par les révélations d'Edward Snowden.

Le président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag (chambre basse du Parlement), Norbert Röttgen, issu du parti conservateur CDU de la chancelière, a estimé que les annonces du président américain étaient "techniques" et ne répondaient "malheureusement pas au véritable problème", évoquant dans les colonnes du quotidien *Tagesspiegel* samedi une "divergence transatlantique" dans la pondération de liberté et sécurité.

### **Berlin veut un accord de non-espionnage**

Plus que d'autres Européens peut-être, les Allemands, marqués par l'expérience du Troisième Reich puis de la dictature communiste dans l'ancienne RDA, sont très pointilleux sur le respect de la vie privée et des données personnelles.

La confiance de l'Allemagne dans son partenaire américain ne sera restaurée que "quand nous aurons signé un accord qui protège de manière juridiquement contraignante les données de tous les citoyens", a déclaré au journal *Bild am Sonntag* à paraître dimanche le ministre de la Justice, le social-démocrate Heiko Maas.

Au-delà d'ajustements à la marge sur les méthodes de travail de la NSA, Berlin voudrait conclure un accord de non-espionnage ("no-spy agreement") avec les Américains, une revendication à laquelle Washington fait la sourde oreille. Barack Obama a d'ailleurs expliqué à la chaîne ZDF pourquoi : "Ce n'est pas la peine d'avoir un service de renseignement s'il se limite à (collecter) ce qu'on peut lire dans le (quotidien américain) *New York Times* ou dans (le magazine allemand) *Der Spiegel*. La vérité, c'est que par définition le travail du renseignement est de découvrir : 'que pensent les gens ? que font-ils ?' ".

Le président américain est attendu à Bruxelles le 26 mars, une visite qui sera l'occasion pour lui d'exposer ses positions de vive voix à ses partenaires européens. "La confiance dans l'utilisation des flux de données par les États-Unis a été ébranlée par les révélations sur les programmes d'espionnage et a besoin d'être rétablie", a expliqué vendredi la Commission européenne.

## **Tokyo coince le "pivot" d'Obama**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 21/01/2014 à 08:05 De notre correspondant à Séoul, Sébastien Falletti

Le Japon du très nationaliste Shinzo Abe perturbe les plans d'Obama dans la région Asie-Pacifique. Analyse.



Barack Obama et Shinzo Abe, ici en septembre 2013. © Jewel Samad / AFP

"America is back." C'est le message de Barack Obama à l'Asie-Pacifique en général et à la Chine en particulier depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Après une décennie d'obsession terroriste, les yeux rivés sur l'Afghanistan et le Moyen-Orient, Washington affirme revenir en force dans la région où doit se jouer le XXI<sup>e</sup> siècle. La stratégie du "pivot asiatique" vise à rassurer les alliés et marquer Pékin à la culotte en signalant à grand renfort de publicité un relatif redéploiement des forces américaines vers le front asiatique. Mais un mandat plus tard, l'habile manœuvre de la Maison-Blanche se complique en Asie du Nord-Est.

Ironie de l'histoire, c'est le premier partenaire des États-Unis dans la région qui met aujourd'hui à l'épreuve leur nouvelle stratégie. Le Japon du très nationaliste Shinzo Abe expose au grand jour les lignes de faille du Pivot en Asie du Nord-Est. En se rendant le 26 décembre au sanctuaire de Yasukuni où sont honorés des criminels de guerre nippons, le Premier ministre n'a pas seulement déclenché l'indignation de ses voisins chinois et coréen. Il a également mis dans l'embarras le

protecteur américain de l'Archipel, qui a dû condamner, une fois n'est pas coutume, l'initiative de son allié.

## **Le spectre des îles Senkaku**

Depuis son retour aux affaires il y a un an, le "faucon" Abe a accéléré le réarmement du Japon et promis de modifier la constitution pacifiste de l'Archipel. Des réformes soutenues en sous-main par Washington, qui souhaite une plus grande implication en matière de sécurité de la troisième économie du monde afin de se délester d'une partie du fardeau. Un amendement de la Constitution permettrait à Tokyo de se doter officiellement d'une armée qui pourrait participer à des opérations internationales et prendre une plus grande part dans le dispositif de défense du Pacifique.

Mais ce grand plan est menacé par la nouvelle escalade des tensions entre le Japon et ses voisins. La visite à Yasukuni a fait l'effet d'un chiffon rouge à Pékin et accroît encore le risque de dérapage sur les îles disputées de Senkaku, réclamées par la Chine sous le nom de Diaoyu. Un différend territorial qui s'envenime encore depuis l'annonce par Pékin d'une zone aérienne englobant ce petit archipel, et rejetée par Tokyo. Désormais, la perspective d'un conflit déclenché suite à une erreur de calcul au large de ces îlots battus par le vent n'est plus de la science-fiction.

## **Souverainetés**

Un scénario catastrophe pris très au sérieux par le Pentagone, puisqu'un traité d'assistance militaire établi avec le Japon oblige les États-Unis à défendre les Senkaku et pourrait donc les forcer à entrer en guerre contre la Chine. Dans ce contexte, Washington appelle Abe à jouer l'apaisement mais avec un succès limité. Et la détermination de Pékin à réaffirmer sa souveraineté dans le Pacifique devrait nourrir encore les risques de dérapage. Le 2 janvier, un jeune nationaliste chinois a tenté de se poser avec une montgolfière sur les îles de la discorde, appelant ses compatriotes à défendre la souveraineté nationale "dent pour dent".

Le nationalisme de Shinzo Abe enfonce également un coin dans la muraille américaine bâtie face à Pyongyang et Pékin. La visite au controversé sanctuaire shintoïste a ravivé les blessures de l'histoire en Corée du Sud, ancienne colonie nipponne, détériorant un peu plus les relations Séoul-Tokyo. Le gouvernement sud-coréen a fait part de sa "colère" et la présidente Park Geun-hye refuse de rencontrer le leader nippon tant que celui-ci n'aura pas fait un geste pour cicatriser les douleurs du passé. Un casse-tête supplémentaire pour Obama qui voit ses deux principaux alliés asiatiques s'invectiver à l'heure où Washington appelle à serrer les rangs face à Kim Jong-un... et Pékin.

"La région et le monde ne peuvent se payer le luxe d'un antagonisme entre la Corée et le Japon", a averti, préoccupé, Daniel Russel, l'un des adjoints de John Kerry. Un antagonisme qui se traduit même dans les investissements de défense de Séoul. La Corée du Sud vient d'opter pour l'achat de très coûteux chasseurs F-35, comme Tokyo, pour parer à un éventuel conflit futur avec son ancien colonisateur. Cette semaine, un autre haut diplomate américain a été envoyé dans la région pour colmater les brèches. Lundi, le Deputy Secretary William Burns a entamé à Séoul une tournée régionale qui le conduira ensuite à Pékin et Tokyo. L'Amérique voulait cantonner Pékin, elle doit désormais également rabibocher ses alliés.

## **Tyler, 8 ans, héros de l'Amérique**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 24/01/2014 à 11:38

Un petit garçon du nord-ouest des États-Unis a sauvé presque toute sa famille d'un incendie, avant de périr. Son histoire fait le tour du monde.



Tyler, 8 ans, a sauvé des membres de sa famille. © DR

Il est cinq heures du matin, lundi dernier, quand un spectaculaire incendie se déclare dans une caravane installée à Penfield, une ville située à 500 kilomètres à l'ouest de New York. Tyler, un jeune garçon de 8 ans, se rend compte du drame qui se joue et se précipite auprès de sa grand-mère, de son oncle et de ses cousins, dont deux âgés de 4 et 6 ans, qui dorment paisiblement. Il les réveille et parvient à les faire sortir de la caravane.

Une fois dehors, le jeune garçon décide de retourner dans la caravane en feu pour porter secours à son grand-père et à son oncle handicapé. "Il a entendu mon père crier à l'aide", a expliqué sa mère au micro de NBC. "Il a couru à l'intérieur pour le sortir de là. Ma soeur a tenté de l'extirper de la caravane en l'attrapant par la fenêtre, mais il voulait à tout prix aider son grand-père." Ce geste lui a coûté la vie. Les secours ont retrouvé le corps du jeune garçon près du lit de son oncle handicapé.

### **L'hommage des anonymes**

Depuis lundi, les hommages affluent de toutes parts. Des milliers d'anonymes veulent rendre hommage au petit garçon. "Tyler, tu es un héros. Puisse ton acte de pur amour être une source d'inspiration pour les autres et puisse-t-il aider ta famille dans cette difficile période de deuil", peut-on notamment lire sur Twitter. Mais également des messages de soutien à la famille. "Je suis une mère de trois enfants et je ne peux qu'imaginer la douleur. Cette histoire est une histoire de courage, d'empathie et de sacrifice. J'en parlerai à mes enfants âgés de 7 et 10 ans et nous prierons ensemble pour Tyler et sa famille", témoigne une autre personne.

Une collecte de fonds en ligne a été lancée afin de financer les obsèques du jeune garçon et des deux membres de sa famille. Ce matin, le site YouCaring.com pour Tyler Doohan affirmait même que près de 56 000 dollars avaient déjà été collectés. Il reste huit jours de collecte.

## **EUROPE**

### **UE: La Serbie sur la route "semée d'embûches" de l'adhésion**

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 13:38

La Serbie a franchi mardi une étape symbolique mais décisive dans son rapprochement avec l'Union européenne mais les négociations d'adhésion qui débutent s'annoncent ardues en raison des divergences sur le Kosovo.

"C'est un jour historique pour la Serbie", probablement "le plus important depuis la Deuxième Guerre mondiale", a lancé le Premier ministre serbe, Ivica Dacic.

"Quelle fierté de voir le drapeau serbe flotter à Bruxelles!", a renchéri le vice-Premier ministre Alexandre Vucic après le lancement officiel des négociations d'adhésion.

Les deux dirigeants serbes se sont montrés très optimistes en fixant à 2018 la fin du processus d'accession et à 2020 l'entrée de leur pays "dans la grande famille européenne".

"Nous savons que la route ne sera pas simple et qu'elle sera semée d'embûches, mais nous sommes prêts à relever les défis", a affirmé M. Dacic.

A Bruxelles, les experts jugent que quatre années ne seront pas suffisantes pour mener à bien le processus, complexe et technique, menant à l'adhésion, d'autant que les critères ont été durcis ces dernières années.

"Il a fallu plus de huit ans pour la Croatie", devenue en juillet 2013 le 28e membre de l'UE, rappelle un diplomate.

En attendant, les dirigeants serbes se félicitent du changement de regard porté par le reste de l'Europe sur leur pays, traité comme un paria après les conflits de Bosnie et du Kosovo des années 1990.

### **"Leader de l'intégration"**

"Lorsqu'on parle aujourd'hui de la Serbie, c'est en des termes positifs et encourageants", s'est félicité M. Dacic.

"La Serbie est passée du rôle de franc-tireur régional à celui de leader de l'intégration", a récemment salué Jelko Kacin, auteur d'un rapport sur ce pays au Parlement européen.

L'image de Belgrade s'est nettement améliorée avec l'accord jugé "historique" du printemps 2013 sur la normalisation des relations avec le Kosovo, son ancienne province à majorité albanaise.

L'ouverture des négociations d'adhésion est "la reconnaissance des efforts consentis durant plusieurs années par la Serbie", notamment vis à vis du Kosovo, a souligné le commissaire à l'Elargissement, Stefan Füle.

Mais il a aussitôt appelé à "la poursuite de ces efforts" sur ce dossier sensible au sein même de l'UE, dont cinq pays ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo proclamée en 2008.

Belgrade reste aussi sur cette ligne et "personne n'a exigé que nous changions de position", a insisté M. Dacic.

### **Dossiers difficiles**

Il a rappelé s'être déplacé "vingt fois" à Bruxelles pour y négocier avec son homologue kosovar, Hashim Thaçi, sous l'égide de l'UE. La prochaine rencontre est prévue le 27 janvier.

En attendant des avancées sur ce dossier, les pourparlers UE-Serbie débiteront par des dossiers particulièrement difficiles, portant sur la justice, l'Etat de droit, la lutte contre la corruption et les droits fondamentaux.

"La nouvelle phase sera extrêmement exigeante", a souligné M. Füle.

La Serbie affiche en effet des retards dans ce domaine et ne se place qu'à la 72e place dans "l'indice de perception de la corruption" de l'ONG Transparency International.

Parmi les autres défis à relever par Belgrade pour répondre aux critères fixés par les 28 figurent la réforme d'un secteur public pléthorique et la restructuration d'une économie sinistrée.

Le déficit budgétaire est supérieur à 7% du PIB pour la quatrième année consécutive, la dette dépasse les 60% du PIB et le chômage atteint 20%.

A Bruxelles, les experts s'inquiètent par ailleurs des signes d'instabilité politique à Belgrade, qui pourraient déboucher sur des élections législatives anticipées au printemps, moins de deux ans après la formation du gouvernement Dacic.

## **Le parrain Toto Riina condamne un juge à mort !**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 21/01/2014 à 14:17 De notre correspondant à Rome, Dominique Dunglas

Du fond de la prison où il est enfermé depuis 20 ans, Toto Riina, le parrain des parrains de Corleone, a demandé la tête d'un magistrat palermitain.



Photo non datée de Toto Riina, réalisée par la police au moment de son hospitalisation en 2003. © AP/Sipa

Toto Riina, le parrain des parrains de Cosa Nostra incarcéré depuis vingt ans, avait fait du silence une règle de vie. Mais les policiers qui le surveillent dans les quartiers de haute sécurité de sa prison milanaise ont enregistré ses conversations avec un autre détenu. Et les menaces proférées par le boss de la coupole mafieuse contre un magistrat ont réveillé le spectre des attentats contre les juges Falcone et Borsellino.

C'est durant l'heure de sortie, entre le 17 octobre et le 18 novembre dernier, que Toto Riina s'est confié à Alberto Lorusso, un membre de la sacra Corona Unita, la mafia des Pouilles. Le boss de Corleone s'en prend au magistrat Nino Di Matteo. "Il ose me regarder dans les yeux, s'indigne le vieux mafieux. Mais il ne m'intimide pas, il ne fait que me mettre davantage en colère. Je le tuerai comme un thon. Il me le paiera. Tu sais comment il va finir sa carrière ? Comme le juge Scaglione (tué à Palerme par Cosa Nostra en 1970, NDLR). Il faut organiser ça au plus vite."

## **Tabou**

Le magistrat Di Matteo est responsable du dossier sur les négociations qui eurent lieu entre Cosa Nostra et l'État italien durant les années 90. "C'est une affaire très importante pour Riina, car l'instruction risque de dévoiler qui ont été les politiciens complices de Cosa Nostra, explique au Point Claudio Fava, vice-président de la commission parlementaire anti-mafia. Or la mafia compte sur ces hommes qu'elle peut encore faire chanter pour influencer la politique. S'ils sont découverts, Cosa Nostra ne pourra plus compter sur eux."

Décidément en veine de confidences, le parrain viole un tabou de Cosa Nostra en revendiquant les attentats contre les juges Falcone et Borsellino. "Ils pensaient (les deux juges, NDLR) que j'étais un pauvre analphabète, ça a été encore plus dur pour eux. On a commencé à suivre Falcone à Rome. On avait des informations. Mais on a choisi Palerme. Pour Borsellino, on a su qu'il allait chez sa mère le dimanche. J'ai demandé qu'on ajoute quelques centaines de kilos d'explosifs en plus. Si j'étais resté libre, j'aurais continué le massacre au plus haut niveau."

## **Un message à la Cosa Nostra ?**

Mais Toto Riina ne vit pas que dans le passé. Il s'intéresse également à l'avenir de Cosa Nostra et désavoue Matteo Messina Denaro, le plus grand parrain encore en liberté, qu'il accuse de ne penser qu'aux affaires et d'oublier les mafiosi en prison. "Messina ne pense qu'aux poteaux de la lumière (allusion à l'énergie éolienne dans laquelle Messina a beaucoup investi), mais je vais les lui mettre dans le c..., les poteaux de la lumière." Et en racontant à Lorusso l'intention des magistrats de Palerme de manifester leur solidarité au juge Di Matteo, information qui n'était pas parue dans la presse, il démontre en outre que, malgré son isolement, il a accès à des informations réservées.

Reste à savoir si les propos de Toto Riina sont les confessions imprudentes d'un vieillard de 84 ans, incarcéré depuis vingt ans et condamné à dix peines de réclusion à perpétuité, ou un message destiné à ses troupes. "Riina savait très bien qu'il serait écouté, explique Claudio Fava. Bien qu'emprisonné, il reste le véritable patron de la mafia sicilienne. Depuis son arrestation en 1993, la coupole de Cosa Nostra ne s'est jamais réunie parce que seul le boss peut la présider. Il a lancé un "contrat" sur la tête de Di Matteo et en se confiant à un mafieux qui n'appartient pas à Cosa Nostra, il a invité les autres mafias à se joindre à ce projet."

Un avertissement pris très au sérieux par les autorités. Ce sont désormais 35 policiers qui veillent jour et nuit sur la sécurité Nino Di Matteo.

## **L'avenir de l'Europe se joue aussi à Kiev**



<http://www.lopinion.fr/> Editorial Publié le jeudi 23 janvier à 20h38 Par Luc de Barochez, Rédacteur en chef numérique

L'Union européenne aurait grand tort d'ignorer les événements sanglants de Kiev car de leur issue dépendra, aussi, notre liberté. L'Ukraine est un pays de 45 millions d'habitants au bord de la faillite, miné par la corruption et encore engoncé dans des structures qui datent de l'époque communiste. Pour son malheur, elle occupe une position de tampon (et de couloir énergétique)

entre la Russie et l'Union européenne. Elle est victime du bras de fer engagé par Vladimir Poutine pour restaurer la puissance perdue de la Russie et reconstituer petit à petit l'empire soviétique sur ses marches européennes. Moscou a abattu une carte maîtresse en Ukraine, en poussant le gouvernement pro-russe à stopper net le processus de rapprochement avec l'Europe, et en promettant en échange à Kiev un prêt de 15 milliards de dollars et un gaz à meilleur prix.

Ce brutal mouvement de pivot vers l'Est, fin novembre, a déclenché « l'euroévolution » parmi les jeunes et les classes moyennes de l'Ouest du pays. Le président Viktor Ianoukovitch a depuis lors poursuivi l'escalade répressive. Il a engagé son pays dans une voie autocratique en faisant voter à la mi-janvier une série de lois restreignant la liberté d'expression et de manifestation, puis en faisant tirer, le 22 janvier, sur des manifestants. Le pays est proche de l'explosion. Moscou a-t-il poussé son avantage trop loin ?

L'intérêt stratégique de l'Europe réside dans une Ukraine indépendante, stable et ouverte au commerce. L'Union européenne doit surmonter ses divisions, proposer à Kiev un partenariat attrayant et reprendre la main face à la Russie. A deux semaines des Jeux olympiques d'hiver de Sotchi, Vladimir Poutine serait lui aussi bien inspiré d'œuvrer à éviter une catastrophe à Kiev.

## **HAÏTI**

### **Haïti : des proches de l'ex-président Aristide inculpés dans le meurtre d'un journaliste**

Monde Source : Port-au-Prince (AFP) - Publié le 18/01/2014 à 13h21



Manifestation à Port-au-Prince le 3 avril 2009 marquer le 9e anniversaire de l'assassinat du journaliste Jean Dominique © AFP/Archives - Thony Belizaire

**Plusieurs proches de l'ex-président haïtien Jean-Bertrand Aristide ont été inculpés vendredi du meurtre en 2000 du journaliste Jean Dominique tué dans la cour de sa station de radio Haïti Inter ainsi que pour celui d'un gardien, ont indiqué des sources judiciaires.**

Vendredi, le magistrat chargé de l'enquête a remis son rapport à la Cour d'appel de Port-au-Prince.

"L'enquête est terminée. Nous avons déposé officiellement notre rapport", a déclaré à l'AFP le juge Yvikel Dabrézil chargé du dossier.

"L'ancien président Aristide n'est pas inculpé", a précisé le magistrat.

"Au moins neuf personnes dont une ancienne sénatrice, très proche de M. Aristide, et un ancien maire de Port-au-Prince sont inculpés", a indiqué le journaliste Guy Delva ancien secrétaire d'état à la communication de l'actuel gouvernement.

Toutefois, l'un des nombreux témoins interrogés dans le cadre de cette affaire aurait indiqué au juge d'instruction que M. Aristide avait dit qu'"on devait faire taire Jean Dominique", a révélé M. Delva.

Le journaliste Jean Dominique célèbre pour ses éditoriaux et ancien exilé sous la dictature des Duvalier avait été abattu le 3 avril 2000 par des inconnus armés alors qu'il s'apprêtait à présenter son journal matinal.

Depuis 13 ans, plus d'une douzaine de juges ont été désignés dans le cadre de l'enquête ouverte au lendemain du meurtre.

En mai 2013, alors qu'il venait d'hériter de l'affaire, le juge Yvikel Dabrézil avait entendu comme témoins les anciens présidents René Préal et Jean-Bertrand Aristide.

La convocation de M. Aristide avait provoqué une violente manifestation de ses partisans dans les rues de la capitale haïtienne.

"La justice doit aller jusqu'au bout dans ce dossier. Nous ne devons pas cautionner l'impunité par le silence, sinon d'autres journalistes pourront être assassinés en Haïti", a encore déclaré M. Delva responsable de l'organisation SOS journaliste qui militait en faveur de l'aboutissement de l'enquête.

Il a exigé le retour en Haïti d'un personnage clé dans cette affaire, l'ancienne sénatrice Myrlande Lubérisse présentée dans les conclusions de l'enquête du juge comme l'"auteur intellectuel" du meurtre.

"Nous exigeons le retour au pays de Madame Lubérisse-qui réside actuellement aux Etats-Unis-pour répondre aux questions de la justice", a soutenu M. Delva. Jean-Bertrand Aristide a dirigé Haïti à deux reprises : une première fois entre 1991 et 1996, mais son mandat a été interrompu dès la première année par un coup d'état militaire. Après trois années d'exil aux Etats-Unis, il a été rétabli en 1994.

Il est ensuite revenu à la tête du pays en 2001 mais a été contraint de démissionner en 2004 avant de passer sept ans en exil en Afrique du Sud.

Il est revenu en Haïti en mars 2011.

## **INDE**

### **Inde : une femme violée sur ordre d'un conseil de village**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 23/01/2014 à 10:10 Source AFP

La jeune femme a été punie pour avoir entretenu une relation amoureuse avec un homme d'une autre communauté.



Photo d'illustration. © Sajjad Hussein / AFP

Une jeune femme de 20 ans a été victime d'un viol en réunion dans l'est de l'Inde sur ordre d'un conseil de village, en punition d'une relation amoureuse, a annoncé jeudi un responsable de la police. Treize hommes ont été arrêtés, selon la police, pour cette agression sexuelle survenue mardi soir dans un village du Bengale occidental après que la jeune femme de 20 ans eut été découverte avec un homme d'une autre communauté.

Le conseil de village avait initialement imposé une amende de 25 000 roupies (300 euros) pour cette relation interdite mais les parents de la jeune femme ont dit être incapables de la payer. "La jeune fille a été victime d'un viol en réunion pour une relation amoureuse avec un jeune d'une autre communauté et pour n'avoir pu payer l'amende imposée par le conseil de village", a dit à l'AFP le responsable policier du district, C. Sudhakar. "Treize hommes, dont le chef du conseil de village, ont été désignés dans la plainte, ils ont tous été arrêtés", a-t-il ajouté.

Les conseils de village, composés des habitants les plus âgés, exercent une influence importante sur la vie sociale dans les régions rurales, en particulier dans le nord de l'Inde, imposant fréquemment des diktats pour de supposées fautes morales. Cette agression braque à nouveau les projecteurs sur les violences sexuelles subies par les femmes en Inde, un peu plus d'un an après le viol en réunion à New Delhi d'une étudiante, morte de ses blessures.

#### **"Crimes d'honneur"**

Le viol subi mardi par la jeune femme s'est déroulé dans le village de Subalpur, à 240 km à l'ouest de Kolkata (anciennement Calcutta), après que le couple eut été découvert lundi. "Le chef de

village a convoqué une réunion en urgence mardi sur la place du village à laquelle la fille et son amant ont été convoqués", a dit le policier. "La jeune fille et son amoureux ont été attachés à deux arbres différents et condamnés à une amende de 25 000 roupies chacun pour avoir eu une liaison".

"Les parents de la jeune fille étaient aussi présents à cette réunion et ont dit être dans l'incapacité de payer, aussi le chef du conseil de village a ordonné en punition qu'elle soit violée par les habitants", a-t-il ajouté. La jeune femme a été hospitalisée dans un hôpital du district de Birbhum et a pu identifier les 13 agresseurs, qui devraient comparaître devant un tribunal jeudi soir, selon la police.

En 2002, une femme au Pakistan avait été violée sur l'ordre d'un conseil de village pour laver un "crime d'honneur" attribué à un frère de 12 ans. Six hommes avaient été condamnés à mort pour son viol, dans une décision de justice qui avait fait grand bruit. Mais cinq ont été ensuite acquittés, et le principal accusé a vu sa condamnation commuée en prison à vie. En dépit d'un durcissement des lois et d'efforts pour modifier les comportements envers les femmes dans une société profondément patriarcale, le nombre de crimes sexuels continue d'augmenter en Inde.

## **Inde : les hommes ont fui le village où une femme a été violée sur ordre des anciens**

Monde Source : Subalpur (India) (AFP) - Publié le 24/01/2014 à 15h00



Des suspects du viol collectif sont emmenés par la police, près de Subalpur en Inde le 23 janvier 2014 © AFP

**Les hommes désertaient vendredi Subalpur, village de l'est de l'Inde, théâtre du viol collectif d'une jeune femme de 20 ans ordonné par le conseil des anciens, qui a suscité l'indignation des défenseurs des droits des femmes.**

Treize hommes ont été arrêtés après le viol en réunion de cette femme en représailles d'une relation amoureuse qui aurait "deshonoré" sa communauté, installée dans une poignée de huttes en terre au milieu de palmiers et de rizières.

La victime a été emmenée dans la nuit de mardi à mercredi dans une cabane de chaume et violée à plusieurs reprises.

Ses voisins décrivent une charmante jeune femme qui prévoyait de se marier avec son compagnon musulman.

"Elle était charmante et bien élevée", déclare Laxmi Murmu, une voisine de 45 ans vivant à proximité.

"Le garçon avait promis de se marier bientôt avec elle. Mais le conseil du village s'y opposait parce que le garçon est un musulman", ajoute-t-elle.

Selon la police du district, une région située à cinq heures de la capitale de l'Etat Kolkata (Calcutta), la foule s'est formée devant chez elle après le crime et a menacé de nouvelles violences si elle décidait de parler.

### **"Conséquences terribles"**

"Les membres du conseil de village l'ont menacée de conséquences terribles si elle décidait de déposer plainte" a déclaré Kazi Mohammad Hossain, un responsable de la police de Labphur, à l'AFP.

"Les villageois ont encerclé sa maison mais mercredi après-midi, elle a réussi à s'échapper et est venue porter plainte au poste de police".

"Elle boitait et saignait lorsqu'elle est arrivée", a-t-il expliqué.

La plupart des hommes avaient fui le village lors de la visite de l'AFP vendredi matin, laissant seuls femmes et enfants, peu enclins à parler des événements de la nuit de mardi.

Une douzaine de policiers se tenaient à l'entrée de la petite cabane en bambou et toit de chaume où s'est déroulée l'agression sexuelle. Selon les voisins, cette structure servait de cuisine au chef du village.

A l'intérieur, un journaliste de l'AFP a trouvé un lit de fortune en bois, une moustiquaire et des ustensiles de cuisine.

### **Défaillances dans la prévention des crimes sexuels**

Ce crime a mis à nouveau en lumière les défaillances de l'Inde dans la prévention des crimes sexuels, alors que le viol en réunion en décembre 2012 à New Delhi d'une étudiante, morte de ses blessures, avait déclenché des manifestations de colère dans tout le pays.

A Subalpur, selon ses voisins, la jeune femme tranquille vivait avec sa mère et travaillait comme ouvrière agricole, payée une misère.

Selon la voisine Laxmi Murmu, le conseil de village régent la vie quotidienne du village, n'hésitant pas à punir tout forfait, comme un vol.

Les anciens siégeant à ce conseil avaient initialement condamné la famille de la victime à une amende de 25.000 roupies (300 euros) pour cette liaison interdite, une somme dont elle ne pouvait s'acquitter vu son peu de moyens, selon la police.

Ces conseils de village, composés des habitants les plus âgés, exercent une influence importante sur la vie sociale dans les régions rurales, en particulier dans le nord de l'Inde. Leur influence est dénoncée par les ONG de défense des droits des femmes.

Les relations amoureuses sont un sujet très sensible dans ces zones rurales, où les relations sexuelles avant le mariage sont taboues et les mariages fréquemment arrangés au sein d'une même caste ou d'un même groupe religieux.

La victime était toujours hospitalisée vendredi, selon un responsable de l'hôpital local de Suri Sadar.

## **IRAN**

### **Nucléaire iranien: l'accord de Genève est entré en application**

Actualité International AFP - Publié le 20/01/2014 à 11:59

L'Iran a gelé lundi une partie de ses activités nucléaires pour six mois, en échange d'une levée partielle des sanctions qui frappent son économie, première étape vers la négociation d'un compromis global sur le programme controversé de Téhéran.

La suspension du programme d'enrichissement d'uranium à 20%, mesure phare de l'accord conclu à Genève en novembre entre Téhéran et les grandes puissances, a débuté à la mi-journée en présence des inspecteurs de l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de faire un rapport sur les opérations.

Le pas est mesuré, mais l'objectif final est ambitieux: mettre fin à dix années de bras de fer entre l'Iran et les grandes puissances à propos du programme nucléaire de Téhéran. Même si le chemin à parcourir durant les six prochains mois est semé de nombreux écueils, alors que les discussions sur un accord global sont limitées à un an.

"L'Iran a suspendu la production d'uranium enrichi à 20% (...) sur les sites de Natanz et Fordo", a déclaré Mohammad Amiri, directeur général chargé des garanties au sein de l'Organisation iranienne de l'énergie nucléaire, cité par l'agence officielle Irna.

"Le processus de dilution et de transformation du stock de 196 kg d'uranium à 20% en oxyde a également commencé", a-t-il ajouté.

L'agence onusienne basée à Vienne a confirmé que "toutes les exigences ont été remplies", selon un diplomate occidental, confirmant d'autres déclarations diplomatiques.

La porte-parole du Département d'Etat américain, Marie Arf, n'a pas commenté cette première mesure iranienne, affirmant que "les Etats-Unis, nos partenaires du 5+1 (Chine, France, Royaume-Uni, Russie et Allemagne) et l'Union européenne sont en train d'étudier le rapport" de l'AIEA.

L'enrichissement, effectué à l'aide de centrifugeuses, est au centre des inquiétudes de la communauté internationale, car un uranium hautement enrichi peut servir à la fabrication d'une bombe atomique, même si la République islamique a toujours nié vouloir se doter d'un arsenal nucléaire.

L'Iran s'est engagé à limiter l'enrichissement d'uranium à 5%, transformer son stock d'uranium à 20%, geler à leur niveau actuel ses activités dans les sites de Natanz et Fordo ainsi qu'au réacteur à eau lourde d'Arak, et à mettre un terme à l'installation de nouvelles centrifugeuses dans ces sites.

En échange, les six puissances diplomatiques vont lever, sur six mois, une partie de leurs sanctions équivalent à près de 7 milliards de dollars (plus de 5 milliards d'euros).

Cela inclut notamment la levée des restrictions sur les exportations pétrochimiques, le commerce de l'or, le maintien des exportations de pétrole à leur niveau actuel, la levée des sanctions contre l'industrie automobile et le déblocage graduel de 4,2 milliards de dollars des avoirs iraniens gelés dans le monde.

### **La partie émergée de l'iceberg**

L'essentiel des sanctions, maintenu pour le moment, va toutefois priver l'Iran de 30 milliards de dollars de revenus provenant du pétrole pendant les six mois, tandis que la plupart des avoirs iraniens à l'étranger (près de 100 milliards de dollars) resteront gelés, a souligné la Maison Blanche.

Pour pouvoir accéder à ces fonds, et pour une levée totale des sanctions, Téhéran devra accepter des restrictions plus importantes et permanentes de ses activités nucléaires.

Selon Mark Fitzpatrick, ancien responsable au Département d'Etat américain et désormais analyste à l'Institut international d'études stratégiques (IISS), les puissances occidentales voudront une réduction drastique du nombre de centrifugeuses à 3.000 ou 4.000, contre 19.000 actuellement.

Elles devraient également demander l'arrêt définitif de la centrale d'enrichissement de Fordo, des modifications du réacteur à eau lourde d'Arak actuellement en construction pour qu'il ne puisse pas produire du plutonium utilisé pour une bombe nucléaire, et la réduction du stock d'uranium enrichi jusqu'à 5% de sorte qu'il soit insuffisant à la fabrication d'une bombe.

Les tenants de la ligne dure en Iran, où le programme nucléaire est vu comme une source de fierté nationale, pourraient considérer ces exigences comme trop importantes.

Dès lundi, le quotidien conservateur Vatan-Emrouz qualifiait les premières mesures d'"Holocauste nucléaire dans lequel la majorité des activités nucléaires de l'Iran seront stoppées".

Mohammad Amiri a également prévenu que l'Iran reprendrait son programme d'enrichissement si "l'autre partie ne respecte pas sa part de l'accord".

De l'autre côté, les exigences pourraient être vues comme bien trop tièdes aux Etats-Unis et en Israël.

Le président américain Barack Obama, qui essaie de persuader les élus américains de ne pas voter de nouvelles sanctions, a estimé en décembre à "50-50" les chances de conclure un accord.

## Une cellule liée à al-Qaida démantelée à Jérusalem

Home Actualité International lefigaro.fr Par Cyrille Louis Publié le 22/01/2014 à 18:53

**Un porte-parole du premier ministre israélien a précisé que cette cellule «planifiait notamment un attentat à la bombe contre l'ambassade des États-Unis».**

*De notre correspondant à Jérusalem*

Les services de sécurité israéliens ont annoncé mercredi avoir démantelé une cellule terroriste liée à al-Qaida qui, selon les indications livrées par trois suspects, envisageait de commettre des attentats à Tel-Aviv et Jérusalem. Selon le Shin Beth, ces hommes âgés de 22 à 31 ans auraient été recrutés sur Internet par un cadre de la nébuleuse djihadiste opérant depuis la bande de Gaza. Ces révélations interviennent alors que Benyamin Nétanyahou a menacé mardi de frapper militairement l'enclave palestinienne, afin de mettre un terme aux tirs de roquette qui se multiplient depuis quelques semaines contre le sud d'Israël.

Selon les informations communiquées par le Shin Beth, le «donneur d'ordres» Arib al-Sham aurait approché les trois suspects sur ordre direct du numéro un d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri. Deux d'entre eux, Iyad Abu Saara et Roubeen al-Najama, vivaient à Jérusalem-Est et disposaient d'un permis de résidence leur permettant de se déplacer librement en Israël. Le troisième, Alaa Ranem, résidait dans les environs de Jénine (Cisjordanie). Leur recrutement se serait fait via Skype et Facebook, ainsi qu'au moyen d'un logiciel permettant de crypter les communications.

Un porte-parole du premier ministre israélien a précisé que cette cellule «planifiait notamment un attentat à la bombe contre l'ambassade des États-Unis». Selon l'agence israélienne de contre-espionnage, ils auraient aussi envisagé de mener des attentats suicides contre un centre de conférence à Tel-Aviv. Iyad Abu Saara aurait notamment été chargé de convoier sur le sol israélien cinq terroristes munis de faux papiers russes, ainsi que de leur fournir des ceintures d'explosifs. Il aurait aussi été envisagé de kidnapper un soldat israélien, d'attaquer un bus reliant le centre de Jérusalem à la colonie de Maale Adumim ou encore de faire exploser un immeuble dans le quartier résidentiel d'Abou Tor, non loin de la vieille ville.

### **Mise en garde de Nétanyahou**

Les autorités israéliennes, qui ont lancé leur coup de filet le 25 décembre et ont ensuite attendu près d'un mois avant de le rendre public, n'ont pas précisé si une procédure judiciaire avait d'ores et déjà été engagée contre les suspects. On ne sait pas davantage sur quels éléments de preuve repose leur mise en cause, ni s'ils ont reçu l'assistance d'un avocat. Certaines associations de défense des libertés civiles dénoncent régulièrement les conditions dans lesquelles sont recueillis les aveux en matière de lutte antiterroriste.

Selon le Shin Beth, quoi qu'il en soit, ces arrestations constituent une nouvelle preuve qu'al-Qaida, longtemps tenu à l'écart du conflit palestinien, cherche désormais à s'implanter en Cisjordanie. Au printemps 2013, un appel au djihad contre Israël a été lancé par Ayman al-Zawahiri. En novembre, l'État hébreu a annoncé avoir abattu trois combattants liés à l'organisation Majlis al-Choura al-Mudjahideen, proche d'al-Qaida.

**«Si le Hamas et les autres organisations terroristes ont oublié la leçon, celle-ci leur sera rappelée de façon brutale très prochainement»** Benyamin Nétanyahou

Mercredi, un porte-parole du Hamas, la formation islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza, a accusé le gouvernement israélien d'avoir «fabriqué» les dernières arrestations pour mieux justifier une opération militaire contre Gaza. Ces dernières semaines, la situation n'a cessé de se tendre aux abords d'enclave palestinienne. Un ouvrier israélien y a été tué par un sniper à la veille de Noël et les tirs de roquettes, souvent suivis de raids israéliens, se sont depuis lors multipliés.

Mardi, Benyamin Nétanyahou s'est fendu d'une mise en garde éloquente à l'intention des différents groupes armés de Gaza. «Si le Hamas et les autres organisations terroristes ont oublié

la leçon, celle-ci leur sera rappelée de façon brutale très prochainement», a menacé le premier ministre. Dans la foulée, le Hamas a annoncé avoir déployé plusieurs centaines d'hommes aux abords de la frontière afin d'empêcher les tirs, souvent attribués à des groupes concurrents.

Dans la nuit de mardi à mercredi, deux Palestiniens de Gaza ont été tués par une frappe israélienne. L'un d'eux était soupçonné d'avoir tiré une roquette la semaine dernière, en dépit des mises en garde formulées par l'armée israélienne, au moment même où l'ex-premier ministre Ariel Sharon était mis en terre.

## JAPON

### **Shinzo Abe s'inquiète des répercussions d'une crise militaire asiatique**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 19:03

Le leader ultra-conservateur japonais a mis en garde la communauté internationale contre les menaces qui pèsent sur la paix et la stabilité de l'Asie.



Le Premier ministre Shinzo Abe a tenu à défendre sa politique économique lors du Forum de Davos. © Kazuhiro Nogi / AFP

Le Premier ministre Shinzo Abe a appelé mercredi à Davos à limiter la course aux armements en Asie, estimant que les conséquences économiques d'une crise militaire sur le continent seraient catastrophiques pour l'économie mondiale. "Nous devons limiter l'expansion militaire en Asie", a déclaré Shinzo Abe, lors d'un discours devant le Forum économique mondial, sans toutefois citer la Chine ni évoquer le différend territorial sino-japonais en mer de Chine orientale. "Si la paix et la stabilité devaient être malmenées en Asie, les conséquences pour le monde seraient énormes", a-t-il prévenu, alors que la Chine et le Japon sont respectivement deuxième et troisième puissances économiques mondiales.

Les deux pays ont chacun augmenté leurs dépenses militaires, provoquant inquiétude et protestation de part et d'autre. Shinzo Abe a appelé à la "complète transparence" des budgets militaires. Depuis plus d'un an, les relations entre les deux poids lourds économiques de la région sont au plus bas en raison d'une querelle autour d'un petit archipel inhabité en mer de Chine orientale, contrôlé par le Japon sous le nom de Senkaku et vigoureusement revendiqué par Pékin qui le désigne comme Diaoyu. Pékin envoie régulièrement des patrouilles de garde-côtes dans les eaux territoriales de ces îles situées à 200 kilomètres au nord-est de Taïwan et à 400 kilomètres à l'ouest d'Okinawa (sud du Japon), faisant redouter un incident avec les navires japonais croisant dans la zone.

Les relations sont également plombées par des questions historiques touchant notamment à la dernière guerre mondiale. Elles ont rejailli avec force le 26 décembre dernier, lorsque le Premier ministre japonais Shinzo Abe, connu pour ses positions nationalistes tranchées, s'est rendu au sanctuaire Yasukuni de Tokyo, où sont honorés 2,5 millions de morts tombés au combat pour le Japon, dont 14 criminels de guerre condamnés après 1945. Shinzo Abe a également défendu sa politique de relance économique non conventionnelle, appelée "Abenomics", qui doit en théorie sortir le Japon d'une longue période de marasme, mais qui pour l'instant n'a pas pleinement prouvé son efficacité.

## LIBYE

## La Libye décrète l'état d'urgence

Le sud du pays est toujours en proie aux violences et des groupes de partisans de Muammar Kadhafi sèment la terreur.



D'anciens rebelles ayant rejoint les rangs de l'armée libyenne, embarquent dans un avion pour l'Italie, le 9 janvier 2014. (MAHMUD TURKIA / AFP)

Par Francetv info avec AFP, publié le 19/01/2014 | 08:01

Le fantôme de Kadhafi hante toujours Tripoli. Le Congrès général national, la plus haute autorité en Libye, a décrété l'état d'urgence, samedi 18 janvier, après des heurts dans le sud et des rumeurs sur l'implication de partisans de l'ancien régime de Mouammar Kadhafi dans des violences.

Le Congrès a pris cette décision au cours d'une séance extraordinaire consacrée à Sebha, a annoncé le chef du gouvernement, Ali Zeidan. Les affrontements ont repris samedi dans cette ville du sud de la Libye, lorsque un groupe armé a pris le contrôle d'une base militaire, après plusieurs jours d'une relative accalmie. La semaine dernière, des combats entre des tribus locales y avaient déjà fait une trentaine de morts.

### Des milices de partisans de Kadhafi

Des sources locales affirment que le groupe armé est composé de partisans de l'ancien régime, qui tentent de profiter de la sécurité précaire dans la ville. Le porte-parole du ministère de la Défense, Abderrazak al-Chebahi, a annoncé que l'armée traquait les assaillants ayant pris la fuite dans le désert. Abderrazak al-Chebahi a confirmé que ce groupe était composé de partisans de l'ex-dictateur tué en octobre 2011. *"Nous les connaissons et nous allons les traquer où qu'ils aillent"*, a-t-il ajouté.

Un flot de rumeurs circule par ailleurs sur les réseaux sociaux, faisant état de défilés de pro-Kadhafi dans certaines villes à l'ouest de Tripoli. Quelques photos ont été postées sur Facebook, sans qu'il soit possible de les authentifier. Ces rumeurs sont également alimentées par des chaînes de télévision pro-Kadhafi, qui diffusent depuis l'étranger. Ali Zeidan a mis en garde contre la propagation de ces rumeurs qui visent, selon lui, *"à provoquer une crise dans le pays"*.

## Derna : le sanctuaire d'Al-Qaida en Libye

International 18 janvier 2014 Mise à jour le 19 janvier 2014 Jacques Lebasnier, envoyé spécial, Benghazi (Libye) - Le Journal du Dimanche

**EXCLUSIF - L'organisation Ansar al-Charia a réussi à créer dans la région de Derna, sur la côte libyenne, une zone de rassemblement pour tous les mouvements djihadistes d'Afrique du Nord**

Il n'est pas si facile de se défaire du goût du sang. Pour s'en convaincre, il suffit de lire la gourmandise sur le visage de Khalil Aboubakar quand il propose de regarder des photos sur son ordinateur. L'ancien rebelle libyen de 40 ans, qui tua beaucoup pendant la révolution, ouvre un fichier et en fait défiler le contenu : des clichés épouvantables de têtes coupées déposées dans des sacs plastique ou brandies par des bourreaux cagoulés. Les photos rappellent l'horreur du conflit en Syrie. Khalil Aboubakar le jure : c'est pourtant bien à Derna, sa ville natale de l'est libyen, qu'elles ont été prises. "Lui, c'est un flic", explique-t-il en montrant l'une d'elles. "Ce jour-là de 2012, cinq ont été décapités." Les coupables ? "Ansar al-Charia", lâche Khalil Aboubakar. "Ils ne veulent pas voir des policiers ou des militaires sur leur territoire."

Pour en parler, l'homme a accepté de nous rencontrer hors de Libye, mais a exigé de changer son nom. "Sinon, je suis mort et ma famille avec", jure-t-il. Pour lui, Ansar al-Charia représente le visage du mal à Derna. "Tout le monde les déteste mais ce sont eux les maîtres." Cette organisation salafiste djihadiste a vu le jour en Libye pendant la révolution. Aujourd'hui composée d'anciens rebelles, elle prospère sur le chaos qui règne en Libye. Le pays, qui va bientôt fêter les trois ans du soulèvement contre Mouammar Kadhafi, part en effet chaque jour un peu plus en lambeaux : le gouvernement est totalement impuissant face aux centaines de milices qui existent encore.

Différentes branches du mouvement se sont ainsi implantées à Syrte, l'ancien bastion de Kadhafi, mais aussi à Benghazi, la capitale de l'Est. Mais c'est bien à Derna, traditionnel fief des islamistes libyens, qu'elle a établi sa base. À sa tête, Soufiane Ben Qoumou, que l'on présente aussi comme l'émir d'Al-Qaida dans l'est libyen. La nébuleuse terroriste dispose néanmoins d'un autre représentant à Derna : Abd al-Baset Azzouz, spécialement envoyé en Libye par le leader d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, pour y bâtir un réseau.

### **À "l'extrême de l'extrême"**

Khalil Aboubakar connaît bien tous ces djihadistes. Pendant la révolution, il a fait partie de la brigade des Martyrs du 17-Février puis de celle d'Abou Salim, dont certains membres composent aujourd'hui Ansar al-Charia. L'ancien combattant a d'ailleurs conservé des liens avec les djihadistes et avoue avoir "du respect" pour leur drapeau noir frappé des paroles du prophète. "Mais Ben Qoumou et ses proches ont perverti le message", regrette-t-il. "S'ils n'éliminaient que des policiers, des juges, des politiques, ça irait. Mais ils tuent des innocents." Une violence confirmée par Noman Benotman, un repenté du Groupe islamique combattant en Libye (GICL) aujourd'hui président du think tank Quilliam Foundation à Londres. Il qualifie la nouvelle génération de djihadistes libyens "d'extrême de l'extrême". "Ils ne sont pas vraiment éduqués" poursuit-il. "Leur modèle, c'est al-Zarkaoui (chef d'Al-Qaida en Irak jusqu'en 2006)."

De quoi faire régner la terreur. La peur est devenue une maladie contagieuse à Derna, où les noms d'Ansar al-Charia et d'Al-Qaida se prononcent à voix basse. Malgré tout, en novembre dernier, la population, excédée par les exactions, a osé se soulever contre Ansar al-Charia. Comme à Benghazi, les radicaux ont dû quitter la ville. Ils ne sont pas allés très loin. Dans la Montagne verte qui, sous Kadhafi, servait déjà de maquis aux islamistes. Mais aussi aux abords immédiats de la localité. "On ne sait jamais où ils sont et tout d'un coup, ils apparaissent. Ce sont des fantômes", résume Hamza, un local, aujourd'hui réfugié à Londres.

Le secret est l'une des forces de l'organisation. Le nombre de ses combattants reste un mystère. Son organigramme semble lui aussi mouvant. Au sommet, il y a bien Soufiane Ben Qoumou. Cet homme chétif de 54 ans n'est autre que l'ancien chauffeur de Ben Laden au Soudan. Il a combattu en Afghanistan où il fut arrêté par les Américains en 2001. Après six ans de détention à Guantánamo, il est transféré en Libye où il est jeté en prison. Il est libéré par le régime en 2010 et crée sa propre milice en 2011. Un membre de sa garde rapprochée affirme qu'il a reçu alors la visite de Qataris et des livraisons d'armes de Saoudiens.

### **"Main dans la main" avec Al-Qaida**

Aujourd'hui, Ben Qoumou, époux de deux femmes, résiderait au nord de Derna dans une maison située sur le front de mer. Il ne se déplace jamais sans de très jeunes gardes du corps, "très bien payés et prêts à mourir pour lui", change souvent de véhicule, modifie tous les jours son planning. Autour de lui gravitent des chefs de katibas puissantes, quelques riches commerçants qui financent l'organisation. Officiellement, Ansar al-Charia n'a pas de lien avec Al-Qaida mais selon Khalil Aboubakar, "ils travaillent main dans la main". Outre l'imposition de la charia et le refus de la démocratie, le départ des Occidentaux de Libye semble être un préalable. Washington affirme qu'Ansar al-Charia est directement impliquée dans l'attaque du consulat américain de Benghazi, le 11 septembre 2012, où l'ambassadeur Christopher Stevens trouva la mort. Il y a huit jours, le Département d'État a placé l'organisation sur la liste des organisations terroristes.

"Mais ce qu'ils veulent vraiment va au-delà", assure Khalil Aboubakar. "C'est l'établissement d'un califat sur toute l'Afrique du Nord et jusqu'en Andalousie". "Ils ont un agenda caché déconnecté de la vie politique libyenne", abonde un ministre influent d'un pays frontalier, inquiet de la montée en puissance du mouvement.

L'organisation s'inscrit donc dans une stratégie régionale, voire internationale. Elle accueille sur son sol les Tunisiens du mouvement, bien sûr. Mais aussi, des djihadistes algériens ou somaliens. Chaque mois, elle envoie aussi des dizaines de militants combattre en Syrie aux côtés du Front al-Nosra, affilié à Al-Qaida. Les combattants d'Aqmi (Al-Qaida au Maghreb islamique) se sont aussi repliés en Libye et notamment à Derna après l'intervention française au Mali. "Avant cela, Ben Qoumou avait livré des armes au Mali", assure Khalil Aboubakar. "À ma connaissance, sept convois sont partis de Derna juste après l'arrivée des Français."

### "Des roquettes de 8 mètres de long"

Établir une zone refuge pour les groupes radicaux régionaux. Tel serait, à court terme, le but d'Ansar al-Charia et d'Al-Qaida en Libye. "Les assassinats systématiques des représentants de l'État participent à cet objectif", estime le ministre. "Ils veulent conserver une zone où ils peuvent agir à leur guise." Ce dernier estime d'ailleurs que les deux organisations ne sont pas encore passées à une phase opérationnelle. "Ils sont encore dans une période de recrutement et d'entraînement." Malgré le survol de Derna par des drones américains, plusieurs sources locales confirment l'existence d'au moins quatre camps de formation aux abords de la ville.

"Dans l'un, j'y ai vu au moins 300 hommes qui s'entraînaient à tirer, se battre, courir", raconte un témoin. Les deux groupes disposent aussi d'entrepôts d'armes, issues de l'arsenal kadhafiste. Un bâtiment proche du centre, près de l'hôtel Pearl, appartiendrait à Ansar al-Charia. "J'y ai vu des roquettes énormes, de près de 8 mètres de long", explique un habitant encore éberlué. Un membre du premier cercle de Ben Qoumou, affirme que depuis quelques semaines, cela s'agite à Derna. "Une action pourrait avoir lieu prochainement. Peut-être pour février et l'anniversaire de la révolution."

## MADAGASCAR

### Antananarivo sombre dans le chaos



<http://www.lexpressmada.com/> 22.01.2014 | 9:26 Actualités, Politique0

**Les ordures s'entassent de plus en plus, et la plupart des rues de la capitale sont devenues presque des routes secondaires. La Commune urbaine d'Antananarivo est complètement dépassée par la situation.**

Y a-t-il encore des dirigeants, à la tête de la commune urbaine d'Antananarivo à l'heure actuelle ? Difficile de ne pas se poser cette question, même pour ceux qui ont des proches familles, parmi les hauts responsables qui travaillent dans le luxueux hôtel de ville de l'avenue de l'indépendance. Ce qui se passe sur le terrain est tout simplement indigne de la capitale d'un pays comme Madagascar.

Il n'y a plus de parcelle de route qui n'est pas jalonnée par les nids d'autruche, dans tous les quartiers de la ville, y compris les endroits qui faisaient jadis, la réputation de la ville des milles. Les montagnes d'ordures entassées un peu partout, et non ramassées depuis des semaines, l'insalubrité et l'odeur nauséabonde qui polluent l'air en permanence, sont tout simplement devenues invivables.

Le spectacle des enfants qui sont obligés de se boucher le nez et la bouche en allant à pied à l'école, est tout simplement triste. Face à l'ampleur du désastre, les Tananariviens semblent préférer se résigner, en faisant semblant d'ignorer ce chaos pour se consacrer dans la recherche de quoi à manger pour leur famille.

Le cas du dépôt provisoire d'Anosipatrana est la plaie béante qui illustre cette défaillance de l'État. Utilisé en urgence pour la première fois en 2008, en attendant la réhabilitation du dépôt principal d'Andralanitra, l'endroit à l'heure actuelle, s'est transformé en montagne d'ordures en décomposition, et qui occupe chaque jour une place de plus en plus grande de la route, et inonde avec son liquide polluant une partie de la chaussée.

### **Calvaire**

Pour les automobilistes qui sont obligés d'emprunter la route digue pour aller vers Anosizato ou vers Andohatapenaka, le passage inévitable à côté de ce dépôt provisoire, est un véritable calvaire, avec la forte odeur qui pollue jusqu'à un kilomètre à la ronde, et que, même les vitres fermées n'arrivent plus à bloquer.

«Les riverains de ce dépôt jusqu'à Anosipatra, sont de plus en plus énervés par cette condition, avec laquelle ils doivent vivre chaque jour. La commune va-t-elle attendre qu'ils manifestent leur colère pour réagir », s'interroge Michel Rajoelison, un riverain. «Ce dépôt provisoire est une solution de facilité, et je pense qu'il a atteint sa capacité maximale, et est devenu un grand problème, auquel tout le monde semble avoir tourné le dos », se lamente-t-il.

En effet, même les engins qui se chargeaient de l'« aménagement » du dépôt auparavant, ont disparu, ce qui explique le débordement jusqu'à la chaussée.

Pour les routes, rien ne vas plus non-plus. Il n'y a même plus de voie de contournement possible, si l'on veut éviter l'épreuve des trous géants et profonds à sa voiture. Même le prestigieux boulevard de l'Europe qui avait, si bien amélioré la circulation dans le centre-ville, est déjà atteint par le problème.

À croire que nos dirigeants vivent dans un autre monde et ne voient pas la situation dans laquelle le reste de la population vit. Même les points noirs qui pourraient être traités avec des moyens simples pour soulager le trafic, sont laissés à l'abandon.

Par qui, comment et quand, la ville d'Antananarivo pourra-elle être sauvée. Faudra-t-il attendre l'élection d'un nouveau maire, ou bien a-t-on quelque chose à attendre du nouveau président de la République, qui avait déjà été ministre des Finances.

En tout cas, ce facteur n'est sans doute pas étranger aux résultats des élections à Antananarivo lors de la présidentielle.

Mahefa Rakotomalala

## **MALI**

### **Mali : la brigade franco-allemande va intervenir**

Actualité International LeParisien.fr avec l'AFP Publié le 18.01.2014, 07h49



**Mali, le 21 janvier 2013.** Des militaires français surveillent des pick up des rebelles détruits par les frappes aériennes. | LP / Yann Foreix

Des soldats de la brigade franco-allemande vont participer à l'intervention militaire au Mali, avec une structure de commandement, affirme ce samedi le quotidien allemand "Süddeutsche Zeitung", citant des sources militaires. En Centrafrique, le gouvernement allemand va également proposer

d'organiser des transports aériens de troupes et de matériel dans la capitale, Bangui, dans le cadre d'une intervention européenne, selon la même source.

Jusqu'à présent, seuls des vols vers un pays voisin étaient évoqués.

Ce projet reste provisoire selon les autorités allemandes. Rien n'a «encore été décidé», indiquait vendredi un porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères. Les discussions concernant une éventuelle mission militaire en Centrafrique sont en cours. Les ministres européens des Affaires étrangères doivent se rencontrer lundi à Bruxelles.

Selon la "Süddeutsche Zeitung", une décision sur une coopération militaire conjointe au Mali doit être prise avant un conseil franco-allemand de la Défense le 19 février. Pour le moment, Berlin et Paris sont encore en train de régler les détails de cette éventuelle coopération. Des soldats allemands participent à la mission de stabilisation de l'ONU au Mali, la Minusma, ainsi qu'à celle de l'UE consacrée à la formation.

Une prolongation du mandat de la Bundeswehr doit intervenir à la mi-février.

Lors de sa conférence de presse, mardi dernier, François Hollande avait souhaité que la France et l'Allemagne œuvrent à un «couple qui puisse agir pour l'Europe de la défense». «Nous devons montrer une responsabilité commune pour la paix et la sécurité dans le monde», avait-il déclaré, citant en exemple la brigade-franco-allemande «chère à Jean-Yves Le Drian», son ministre de la Défense.

## **Le Drian inaugure une stèle pour les soldats français morts au Mali**

Actualité International LeParisien.fr Publié le 19.01.2014, 22h09



ILLUSTRATION. Le ministre de la Défense a inauguré une stèle pour les soldats décédés au Mali. (AFP/Sébastien Rieussec.)

Une stèle trône désormais à Bamako en l'honneur des sept soldats français disparus au Mali. Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, est arrivé ce dimanche dans la capitale malienne où il a inauguré ce monument, en hommage aux militaires morts dans le cadre de l'opération Serval.

C'est dès son arrivée dans la capitale malienne dans l'après-midi que le ministre a inauguré, à l'ambassade de France à Bamako, cette stèle funéraire à la mémoire de ces jeunes victimes des combats contre les groupes djihadistes.

Le ministre malien de la défense, Soumeykou Boubéye Maïga, assistait à la cérémonie. Lundi, le ministre Le Drian assistera à la fête de l'armée malienne. Des militaires maliens formés par les Européens défilent ainsi que des militaires français. A l'occasion de la fête nationale française, le 14 juillet dernier, des soldats maliens ont défilé aux côtés de l'armée française à Paris.

Il s'agit de la septième visite du ministre au Mali depuis le déclenchement de la mission Serval, le 11 janvier 2013.

## **Mali : 11 jihadistes tués, un soldat français blessé, dans une opération "anti-terroriste"**

Monde Source : Bamako (AFP) - Publié le 24/01/2014 à 14h26



Des soldats français à Gao, le 13 juin 2013 au Mali © AFP/Archives - Lionel Bonaventure

**Onze jihadistes ont été tués et un soldat français a été blessé lors d'une opération de "contre-terrorisme" menée par des militaires de l'opération française Serval dans le nord du Mali, a appris l'AFP vendredi à Bamako de sources militaires.**

"L'opération militaire française dans la région de Tombouctou (nord-ouest) est terminée. Onze terroristes ont été tués, un soldat français a été blessé mais ses jours ne sont pas en danger", a affirmé un responsable de l'opération Serval lancée par Paris il y a un an.

Cette information a été confirmée par une source militaire malienne.

"Les Français ont fait du bon boulot parce que les jihadistes venus notamment de la Libye se réorganisaient pour occuper le terrain et s'installer durablement", a affirmé la source malienne.

Selon les deux sources, du matériel militaire et des téléphones appartenant aux jihadistes ont été saisis lors de cette opération, entamée dans la nuit de mercredi à jeudi et qui s'est achevée vendredi.

De source militaire malienne, cette opération de "contre-terrorisme" s'est déroulée à une centaine de kilomètres au nord de Tombouctou.

Elle avait été annoncée jeudi par le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian.

L'opération française Serval qui a débuté en janvier dans le nord du Mali pour chasser les jihadistes, et qui est toujours en cours, les a beaucoup affaiblis mais les islamistes y mènent encore des attaques meurtrières.

## **RUSSIE**

### **Russie : 7 rebelles tués dans le Caucase**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 18/01/2014 à 15:13 Source AFP

Les forces de l'ordre russes ont tué sept rebelles, dont une future kamikaze présumée, dans une ville du Caucase touchée la veille par un double attentat.



Photo d'illustration. © SERGEI SUPINSKY / AFP

Les forces de l'ordre russes ont tué sept rebelles, dont une future kamikaze présumée, lors d'une opération dans une ville du Caucase russe touchée la veille par un double attentat, à trois semaines du coup d'envoi des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi.

"Sept rebelles ont été tués", a déclaré un porte-parole du Comité national antiterroriste (NAK), soulignant que parmi eux figurait une jeune femme qui aurait été en train de se former pour commettre un attentat-suicide. Elle a indiqué que les personnes tuées étaient "de possibles participants" à l'attaque d'un restaurant dans la république instable du Daguestan, qui a fait 16 blessés vendredi soir.

Ce restaurant, situé à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, a été visé dans un premier temps par un tir de lance-grenades. Un quart d'heure après, une voiture piégée a explosé sur les lieux au moment où les forces de l'ordre étaient arrivées, blessant des policiers.

## Rébellion islamiste

Le scénario de la double attaque est typique des rebelles du Caucase du Nord qui veulent instaurer un État islamiste et ont menacé d'"empêcher par tous les moyens" la tenue des JO de Sotchi, une ville russe des bords de la mer Noire, au pied des montagnes du Caucase.

Le président russe Vladimir Poutine a, à plusieurs reprises, promis d'assurer la sécurité pendant ces jeux. "Notre tâche en tant qu'organisateur est d'assurer la sécurité des participants et des spectateurs de cette fête sportive, et nous allons tout faire en ce sens", a-t-il encore déclaré dans un entretien accordé à plusieurs chaînes de télévision russes et étrangères, dont un extrait a été diffusé vendredi, peu avant le double attentat.

Le Caucase russe est en proie à une rébellion qui s'est islamisée au fil des deux conflits successifs dans la petite république de Tchétchénie. Le Daguestan, voisin de la Tchétchénie, est particulièrement instable et régulièrement frappé par des attaques ou des affrontements entre groupes rebelles et forces de l'ordre, qui opèrent ici avec blindés et forces spéciales.

Les craintes de voir les menaces des rebelles mises à exécution ont été renforcées par deux attentats-suicides qui ont fait au total 34 morts les 29 et 30 décembre à Volgograd, une ville du sud de la Russie. Ils n'ont pas été revendiqués à ce jour.

## Russie: des islamistes du Caucase promettent des attentats aux JO

Par Nicolas MILETITCH AFP – 20 janvier 2014 15h00



AFP/AFP/Archives - Des islamistes du Caucase russe ont menacé de commettre des attentats pendant les jeux Olympiques de Sotchi (7-23 février), dans une vidéo diffusée lundi qui relance les craintes après les attentats suicide meurtriers de décembre à Volgograd

Des islamistes du Caucase russe ont menacé de commettre des attentats pendant les jeux Olympiques de Sotchi (7-23 février), dans une vidéo diffusée lundi qui relance les craintes après les attentats suicide meurtriers de décembre à Volgograd.

"En ce qui concerne les jeux Olympiques, nous avons préparé un cadeau pour toi et pour les touristes, afin de venger le sang des musulmans répandu dans le monde entier", affirment --en s'adressant au président Vladimir Poutine-- deux hommes d'environ 25 ans, à visage découvert, présentés comme les auteurs des attentats suicide de Volgograd (sud de la Russie) qui ont fait 34 morts fin décembre.

Diffusée par le site jihadiste vdagestan.com, cette vidéo non datée de 49 minutes, intitulée "appel de Suleiman et Abdurakhman avant l'opération à Volgograd", est présentée comme le message d'adieu des deux kamikazes présumés.

La vidéo montre des images des deux attentats de Volgograd, la préparation d'une bombe et la manière dont elle est attachée au bras d'un kamikaze et reliée à un détonateur dans la paume de sa main.

Les deux hommes appellent à "porter le jihad non seulement dans le Caucase mais aussi dans les grandes villes de Russie" et assurent qu'un grand nombre de jeunes gens sont prêts à participer à des attentats suicide comme ceux de Volgograd perpétrés dans une gare et un trolleybus.

**"Prendre les menaces au sérieux"**

vdagestan.com est le site des islamistes du Daguestan, l'une des républiques du Caucase russe les plus instables et les plus touchées par la rébellion islamiste armée.

Pour l'expert indépendant Andreï Soldatov, "il convient de prendre ces menaces au sérieux, d'autant que ces groupes ont montré avec les attentats de Volgograd qu'ils étaient en mesure d'opérer en dehors du Caucase du nord".

Le chef de la rébellion islamiste du Caucase, Dokou Oumarov, qui a revendiqué dans le passé plusieurs attentats meurtriers à Moscou et dans d'autres villes de Russie, avait appelé en juillet dernier à "empêcher par tous les moyens" la tenue des JO d'hiver.

La sécurité est l'une des préoccupations majeures des autorités russes pour les JO qui se dérouleront du 7 au 23 février à Sotchi, au bord de la mer Noire et des montagnes du Caucase.

"Notre tâche en tant qu'organisateur est d'assurer la sécurité des participants et des spectateurs, et nous allons tout faire en ce sens", a déclaré vendredi M. Poutine, qui a fait des JO de Sotchi une opération de prestige pour la Russie.

A moins de trois semaines de l'ouverture des JO, Sotchi est déjà quasiment en état de siège, avec des contrôles draconiens, des policiers à chaque coin de rue, d'autres déployés sur les routes reliant les différents sites olympiques, devant les télésièges et dans les trains.

### **'On ne peut pas arrêter tout le monde'**

Le dispositif de sécurité prévoit au total quelque 37.000 policiers et militaires, des unités équipées de missiles et de drones...

"Les mesures de sécurité ? On a pu cacher une bombe à Sotchi il y a un an. Une femme enceinte peut cacher une bombe. On ne peut pas arrêter tout le monde", estime l'expert du Caucase Alexeï Malachenko de la fondation Carnegie.

Le même sentiment est partagé par le rédacteur en chef du site spécialisé sur le Caucase [www.kavkaz-uzel.ru](http://www.kavkaz-uzel.ru), Grigori Chvedov: "Si quelqu'un a eu besoin de faire passer 100 kg d'explosifs à Sotchi, cela a été fait il y a longtemps. Les chantiers à Sotchi ont débuté bien avant que ne commencent les contrôles, et sur ces chantiers ont travaillé des ouvriers clandestins et d'autres venant du Caucase du nord".

### **Il juge cependant plus importante "la menace d'attentats suicide".**

Lundi, des correspondants de l'AFP ont vu dans des commissariats de police et des centres commerciaux de Sotchi les portraits de trois jeunes femmes, originaires du Daguestan, recherchées car "liées aux extrémistes religieux et susceptibles d'avoir été entraînées pour des attentats suicide".

Et non loin de Sotchi, dans le Caucase du nord, les attentats continuent à un rythme quasi-quotidien. Vendredi dernier, une attaque au lance-grenades et à la voiture piégée a fait 16 blessés à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, à environ 600 km de Sotchi.



## JO d'hiver : système de sécurité activé

Mesures de sécurité pour les jeux olympiques et paralympiques jusqu'au 23 mars

37 000 policiers et militaires mobilisés

Déploiement d'un système de défense anti-aérien Pantsir-S (missiles terre-air)

Contrôle de toutes les communications (y compris les e-mails)

Fermeture des frontières avec l'Abkhazie

Circulation des voitures interdite entre Sochi et le Caucase

Les touristes russes et étrangers devront se déclarer à la police

Navigation réduite dans la Mer Noire

Restrictions à la circulation automobile



Dokou Oumarov  
49 ans

- Principal suspect
- Chef du mouvement islamiste Émirat du Caucase
- Prend part à la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) avec les séparatistes
- 2011 appelle au djihad en Russie
- Les États-Unis offrent une récompense de 5 millions de dollars
- 3 juillet 2013 : appelle à des attaques contre les JO de Sochi

### Principaux attentats

29 mars 2010  
Double attentat suicide dans le métro de Moscou (40 morts)

24 janvier 2011  
Attentat suicide à la bombe à l'aéroport de Moscou-Domodédovo (37 morts)

21 octobre 2013  
Attaque suicide dans un autobus à Volgograd (5 morts)

29 décembre 2013  
Attentat suicide à la gare de Volgograd (16 morts)

30 décembre 2013  
Un kamikaze se fait sauter dans un trolleybus de Volgograd (18 morts)

## SOUDAN

### Soudan du Sud : les combats se poursuivent, situation confuse à Malakal

Monde Source : Juba (AFP) - Publié le 18/01/2014 à 13h24



Des Sud-Soudanais ayant fui les violences attendent au poste frontière de Joda, le 16 janvier 2014 © AFP - Ashraf Shazly

La situation reste confuse samedi dans la ville sud-soudanaise de Malakal, l'armée, qui dispute le contrôle de cette capitale régionale à la rébellion de l'ex-vice-président Riek Machar, ayant toujours du mal à établir le contact avec son commandement sur place.

"En ce qui concerne Malakal, les communications sont toujours difficiles", a indiqué le porte-parole de l'armée, Philip Aguer, à l'AFP.

Faisant état de combats persistants avec la rébellion pour le contrôle de la capitale de l'Etat du Haut-Nil (nord-est), il s'est cependant dit confiant dans la capacité de l'armée à "débarasser" la zone des rebelles rapidement.

L'armée sud-soudanaise avait reconnu vendredi avoir perdu le contact avec ses forces à Malakal, un des principaux foyers des combats avec les rebelles depuis que le conflit a débuté mi-décembre dans le jeune Soudan du Sud.

Les rebelles ont lancé lundi une offensive sur la ville pour en reprendre le contrôle. Malakal a déjà changé de mains deux fois depuis le début des combats, entraînant la fuite massive d'habitants.

Le Soudan du Sud est ravagé depuis le 15 décembre par d'intenses affrontements armés sur fond de rivalité entre le président Salva Kiir et un son ex-vice-président Machar, limogé en juillet. Le premier a accusé le second et ses alliés de tentative de coup d'Etat. Riek Machar dément, reprochant à son tour à Salva Kiir de simplement chercher à éliminer ses rivaux.

Vendredi, l'ONU a dénoncé le recrutement d'enfants-soldats ainsi que de multiples atrocités et des tueries massives.

Les combats se poursuivent pour le contrôle de deux autres capitales régionales stratégiques, Bor, dans le Jonglei (est), et Bentiu, dans l'Unité (nord), a précisé M. Aguer samedi.

Selon les Nations unies, le conflit a déjà fait 468.000 déplacés. Le bilan des morts varie de plus d'un millier à près de 10.000 selon les sources.

## **Soudan du Sud: l'armée dit contrôler la ville pétrolière de Malakal**

Actualité International AFP - Publié le 20/01/2014 à 13:51

L'armée régulière sud-soudanaise a annoncé lundi contrôler totalement la ville pétrolière de Malakal, capitale de l'Etat du Haut-Nil et foyer des combats parmi les plus intenses depuis le début du conflit au Soudan du Sud mi-décembre.

Les forces loyales au président sud-soudanais Salva Kiir et les soldats rebelles fidèles à l'ancien vice-président Riek Machar s'affrontaient à nouveau depuis mi-janvier pour le contrôle de la ville, qui a changé plusieurs fois de main depuis mi-décembre et dont les deux camps occupaient respectivement jusqu'ici les parties nord et sud.

## **Soudan du Sud : viols, meurtres et pillages à Bor**

Monde Source : Bor (Soudan du Sud) (AFP) - Publié le 20/01/2014 à 17h39



Des personnes handicapées tuées à Bor, la capitale de l'Etat du Jonglei, au Soudan du Sud, le 19 janvier 2014 © AFP - Waakhe Simon Wudu

**De la ville de Bor, qui comptait plus d'un million d'habitants avant le début du conflit au Soudan du Sud mi-décembre, ne restent que des bâtiments calcinés et l'odeur tenace des cadavres en décomposition.**

Assises sous une moustiquaire, dans un coin de l'hôpital de Bor (200 km au nord de Juba), Achin Mapio et Mary Yar font partie des rares à ne pas avoir fui la ville. Elles racontent le supplice enduré aux mains des rebelles sud-soudanais, lorsqu'ils ont occupé la localité durant les trois premières semaines de janvier.

Déjà hospitalisées quand les rebelles ont pris la ville, elles disent avoir été violées, privées de nourriture et avoir vu d'autres patients traînés hors du bâtiment pour être exécutés.

Située sur les rives du Nil Blanc, Bor, capitale de l'Etat du Jonglei, a été l'un des principaux foyers du conflit qui oppose depuis mi-décembre les troupes régulières sud-soudanaises, loyales au président Salva Kiir, aux forces favorables à son ancien vice-président Riek Machar.

Après avoir changé plusieurs fois de mains, la ville est repassée le 18 janvier sous le contrôle de l'armée, après des semaines de combats qui ont poussé plus d'une centaine de milliers de personnes à fuir, certaines franchissant au péril de leur vie le Nil Blanc infesté de crocodiles.

"Je me suis cassé la jambe, c'est pourquoi j'étais ici", explique Achin Mapio, 39 ans et mère de sept enfants, coincée dans l'hôpital lors des plus récents combats.

Les rebelles "sont venus plusieurs fois pour nous. Nous avons peur que ces gens reviennent nous violer. Plusieurs sont venus pour nous. Ils nous ont même mordus, ils voulaient nous tuer", raconte-t-elle sans autre détail.

Sa voisine, Mary Yar, la quarantaine, visiblement traumatisée, confirme qu'Achin Mapio a été violée, sans rien dire sur son propre sort.

### **Nombre incalculable de cadavres**

Au conflit politique entre l'armée sud-soudanaise - soutenue par des troupes ougandaises - et les soldats rebelles alliés à une milice tribale connue sous le nom d'Armée blanche, se superpose un antagonisme ethnique entre les peuples Dinka - dont est issu le président Kiir - et Nuer, auquel appartient M. Machar.

Les massacres entre tribus se multiplient depuis le début du conflit. Dinka coincée dans une zone sous contrôle de rebelles majoritairement Nuer, Achin Mapio s'estime chanceuse d'être encore en vie.

"Beaucoup de gens ont été tués ici", les rebelles "ont même tué des malades", poursuit-elle, "j'ai vu des gens être tués, je priais Dieu de me permettre de vivre".

Dans l'aile des hommes, dont il se dit le seul survivant, Ayor Garang, 59 ans, croit devoir la vie à sa cécité qui a suscité la pitié des rebelles.

"Ils ont vu que je suis aveugle et que je ne peux rien faire", explique-t-il. "Tous ceux qui ne sont pas aveugles sont parvenus à s'enfuir où ils pouvaient, à travers le Nil ou aux Nations unies", dont la base locale accueille 10.000 personnes.

Selon lui, les rebelles ont volé la nourriture de patients, abattus sans merci.

"Ces deux personnes tuées dehors ont été sorties de leur lit (...) l'un était paralysé d'une jambe", dit-il, à propos de deux corps décomposés gisant devant le bâtiment. A côté de l'un d'eux repose une paire de béquilles.

A l'extérieur de l'hôpital, un nombre incalculable de cadavres parsèment les rues et pourrissent sous la chaleur et l'humidité intenses, certains depuis fin décembre après une première reconquête de Bor par l'armée.

Les administrations, les magasins, le principal marché et des véhicules ont été incendiés. Des panaches de fumées continuent de s'élever. Des échoppes, des bureaux, des agences humanitaires et des banques ont visiblement été pillés.

Les rebelles ont minimisé la perte de Bor, d'où ils menaçaient pourtant de marcher sur Juba, n'évoquant qu'un "retrait tactique".

"Ce n'est pas un gros problème", a affirmé un porte-parole rebelle, Lul Koang, depuis un hôtel de luxe de la capitale éthiopienne Addis Abeba, où il participe à des pourparlers de paix.

"Pourquoi perdre notre temps sur simplement un petit canton, qui n'a même pas d'habitants ?", a-t-il lancé. "Il n'y a pas d'habitants à Bor. Toute la population a fui".

## **Cessez-le-feu au Soudan du Sud : les rebelles disent avoir été attaqués, l'armée dément**

Monde Source : Juba (AFP) - Publié le 24/01/2014 à 15h03



Des soldats de l'armée populaire de libération du Soudan du Sud (SPLA) lors d'une patrouille à Malakal le 21 janvier 2014 © AFP/Archives - Harrison Ngethi

**Les rebelles sud-soudanais ont affirmé vendredi, au lendemain de la signature d'un cessez-le-feu, avoir été attaqué par les forces gouvernementales qu'ils affrontent depuis mi-décembre, mais l'armée a démenti.**

"Les forces de Salva Kiir (le président sud-soudanais) attaquent actuellement nos positions dans l'Etat pétrolier d'Unité", a affirmé Lul Ruai Kuang, porte-parole des forces fidèles à son rival, l'ex vice-président Riek Machar. Le porte-parole de l'armée, Philip Aguer, a démenti, indiquant n'avoir aucune information sur des combats vendredi.

## **SYRIE**

### **250 Français, dont six mineurs, combattent en Syrie, selon Manuel Valls**

Une vingtaine de Français sont morts en se battant aux côtés des jihadistes, selon le ministre de l'Intérieur.



Un combattant prépare une boule de feu, à Deir Ezzor, dans le nord de la Syrie, le 10 janvier 2014. (AHMAD ABOUD / AFP)

Par Francetv info, publié le 19/01/2014 | 10:35

C'est "*un phénomène jusqu'alors inégalé*", selon le ministre de l'Intérieur. "*250 Français combattent en Syrie, dont 21 sont morts*", a déclaré Manuel Valls, invité du Grand rendez-vous d'Europe1/Le Monde/i-Télé, dimanche 19 janvier. Parmi eux, on compte une douzaine de mineurs dont six sont déjà dans le pays et d'autres sont "*en transit*".

A ce jour, les services français recensent 250 français ou résidents en France qui combattent en Syrie. Une centaine sont en transit pour s'y rendre, 150 ont manifesté leur volonté de s'y rendre et 76 en sont revenus, selon Manuel Valls, qui ajoute toutefois qu'il y a "*évidemment une marge d'erreur*".

Plus tôt dans la semaine, un père de famille installé à Toulouse a révélé que son fils de 15 ans était parti mener le jihad en Syrie avec un copain de classe. "*Les deux adolescents ne sont peut-être pas en Syrie. Ils sont peut-être en Turquie. Nous agissons en lien avec la famille pour les récupérer*", a ajouté Manuel Valls, expliquant que ce "*phénomène s'est accéléré au cours de ces dernières semaines depuis la fin de l'année 2013*".

### **Syrie : les habits neufs du président Assad**

Actualité Édito À Ouï Dire Michel Colomès Le Point.fr - Publié le 19/01/2014 à 11:06

La conférence sur la paix en Syrie devrait conforter Bachar el-Assad dans son rôle de pourfendeur des djihadistes, avec la bénédiction occidentale.



Le régime a parfaitement su utiliser les inquiétudes occidentales. © Ho / AFP

Avant même qu'elle n'ait commencé, la maladresse des puissances occidentales qui se préoccupent de la Syrie a probablement torpillé la conférence dont elles espéraient qu'elle

débouche sur une solution politique entre le pouvoir syrien et les différentes rebellions qui le combattent. Il a suffi pour cela que des émissaires couleur de muraille, autrement dit des spécialistes du renseignement, venus des États-Unis, de France, de Grande-Bretagne, d'Allemagne et d'Espagne viennent discuter à Damas, avec des responsables proches de Bachar el-Assad. La démarche devait rester secrète. C'était sans compter sur l'habileté politique du dictateur syrien qui avait tout intérêt à ce qu'elle fuite dans les médias occidentaux. Cela a été le cas dans le *Wall Street Journal*.

L'objet officiel de cette mission était pour les Occidentaux d'obtenir des informations sur les otages, entre autres les journalistes français Nicolas Hénin (correspondant du *Point* au Proche-Orient), Pierre Torrès, Didier François et Édouard Elias. Ils se trouvent aux mains de groupes armés, que l'on croit, pour l'essentiel, djihadistes.

Mais, comme pouvait l'espérer Damas, très vite la conversation a dévié sur l'action de ceux qui les détiendraient, des combattants liés à al-Qaida. Et aussi sur un autre sujet d'inquiétude des démocraties : les volontaires étrangers qui depuis quelques mois ont grossi les rangs de la rébellion islamiste. Souvent d'ailleurs pour y servir de chair à canon en raison de leur jeune âge et de leur manque d'expérience militaire avant d'arriver en Syrie. Rien que pour la France, les chiffres varient de 240 à 400 jeunes gens qui se seraient laissés endoctriner via les réseaux sociaux ou des imams prosélytes. Plusieurs cas récents ont reçu un certain écho dans la presse française, le dernier en date étant celui de ces deux jeunes lycéens de Toulouse partis rejoindre le djihad alors qu'au moins pour l'un des deux rien ne pouvait laisser soupçonner son engagement.

### **La nouvelle virginité du régime**

On ne sait si les informations obtenues à Damas par les émissaires occidentaux valaient le déplacement. Mais ce dont on est sûr, c'est que le régime syrien n'a pas mis longtemps à tirer parti de leur démarche. "Ils étaient à la recherche d'une coopération élargie avec les autorités syriennes pour faire face à la menace que pourront représenter à leur retour ces groupes de combattants liés à al-Qaida", a ainsi déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères syrien, Fayçal Miqdad.

Mis au ban de l'humanité, accusé de génocide, menacé de frappes qui pouvaient détruire ses forces vives, le régime de Bachar el-Assad est en train de se refaire une virginité internationale. Ne vient-on pas maintenant lui demander sa coopération contre ceux-là mêmes qui le combattent.

À la veille de l'ouverture de la conférence de Montreux, celle-ci a déjà changé d'objet. Elle était prévue pour mettre autour d'une table de négociation, sous l'œil d'un certain nombre de parrains de la communauté internationale, le régime d'Assad et les représentants de la rébellion, afin de trouver une sortie politique au conflit et, si possible, mettre Assad hors-jeu. Cet objectif est sans doute déjà dépassé. "La conférence sera l'occasion du lancement d'une grande campagne internationale contre le terrorisme islamiste, comme beaucoup de pays nous l'ont demandé", a clairement précisé le vice-ministre syrien. Autrement dit à consacrer Bachar el-Assad comme le champion de la lutte anti-djihadiste. On comprend que même les mouvements modérés de l'opposition armée syrienne aient hésité à aller à Montreux. Quant aux parrains de la conférence, il est urgent qu'ils corrigent le tir. Sauf à vouloir être les témoins impuissants de la victoire du dictateur syrien.

## **Syrie : l'opposition en exil participera aux négociations de paix**

Paris a salué "un choix courageux". Jusqu'ici, la coalition était très hésitante par crainte que la conférence de Genève 2 ne se traduise pas par la mise en place d'un gouvernement de transition en Syrie.



Ahmad Jarba (gauche), le président de la coalition syrienne opposée au président syrien Bachar Al-Assad, et un autre opposant, à Istanbul (Turquie), le 18 janvier 2014. (MHD ZIADEH / SYRIAN NATIONAL COALITION MEDIA / AFP)

Par Francetv info avec AFP, publié le 18/01/2014 | 19:50

L'opposition syrienne en exil a annoncé, samedi 18 janvier, sa participation aux négociations de paix, baptisée conférence de Genève 2, qui doivent se tenir le 22 janvier en Suisse. Jusqu'ici, elle était très hésitante par crainte que la conférence ne se traduise pas par la mise en place d'un gouvernement de transition en Syrie. Mais la Coalition de l'opposition syrienne s'est finalement prononcée pour l'envoi d'une délégation à l'issue d'un vote à Istanbul (Turquie).

Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a salué *"un choix courageux"*. *"En dépit des provocations et des exactions du régime"*, ce choix *"est celui de la recherche de la paix"*, a-t-il ajouté dans un communiqué. *"La France mettra tout en œuvre pour que la Conférence de Genève puisse déboucher sur la mise en place d'un gouvernement de transition, doté des pleins pouvoirs exécutifs"*, a conclu le chef de la diplomatie française.

Ces dernières semaines, les Occidentaux, États-Unis et France en tête, avaient multiplié les pressions sur l'opposition pour qu'elle participe aux discussions qui se tiendront en Suisse, d'abord à Montreux puis à Genève.

## **Syrie: la conférence de paix remise en cause par l'invitation de l'Iran**

Actualité International AFP - Publié le 20/01/2014 à 11:49

La conférence de paix de Genève II semblait remise en cause lundi par l'invitation surprise de l'Iran qui a provoqué l'indignation de l'opposition syrienne et une vive réaction des Occidentaux, Bachar al-Assad montrant pour sa part sa détermination à rester au pouvoir.

Dans un entretien exclusif à l'AFP, le président syrien a annoncé qu'il y avait de "fortes chances" qu'il soit candidat cette année à sa succession et prédit une guerre longue contre les rebelles.

A deux jours de l'ouverture à Montreux (Suisse) de la conférence de paix sur l'avenir de la Syrie, et alors que l'opposition syrienne, très divisée, s'était résolue à y envoyer une délégation, l'annonce dimanche du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, d'une participation de Téhéran a tout chamboulé.

"La coalition syrienne annonce qu'elle retirera sa participation à Genève II tant que Ban Ki-moon ne retirera pas son invitation à l'Iran" à participer à la conférence, a affirmé dans un tweet un porte-parole de la coalition syrienne, Louay Safi.

Peu de temps auparavant, M. Ban avait annoncé avoir lancé cette invitation à l'issue de discussions intenses avec le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif.

Les Occidentaux semblent avoir été pris de court par l'initiative du secrétaire général des Nations unies.

Washington, Paris et Londres, ont immédiatement appelé Téhéran à accepter l'idée d'un gouvernement de transition en Syrie, un objectif décidé lors de la conférence de Genève I en juin 2012. Le régime de Téhéran, "parrain" de la Syrie au Proche-Orient, n'a pour l'heure jamais accepté explicitement le principe d'un gouvernement de transition.

"Si l'Iran ne souscrit pas totalement et publiquement au communiqué de Genève, l'invitation devra être retirée", a déclaré la porte-parole du département d'Etat, Jen Psaki.

"La participation à Genève II est conditionnée à l'acceptation explicite de ce mandat (pour l'instauration d'un gouvernement de transition). Dans ces conditions et dans l'intérêt même de la

recherche de la paix, il est évident qu'aucun pays ne saurait participer à cette conférence s'il n'en accepte pas expressément le mandat", a déclaré le chef de la diplomatie française Laurent Fabius.

A l'opposé des positions américaine, française et britannique, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a mis en garde l'opposition syrienne et les Occidentaux contre une "erreur impardonnable" en cas d'absence de l'Iran à la conférence.

La question du rôle de l'Iran dans le conflit syrien coïncide avec l'entrée en vigueur de l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu fin novembre entre l'Iran et les grandes puissances. Lundi, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé le gel par l'Iran d'une partie de ses activités nucléaires, conformément à cet accord intermédiaire signé par Téhéran et le groupe des 5+1 (Etats-Unis, Chine, Russie, France, Grande-Bretagne et l'Allemagne).

### **Assad prêt à continuer à diriger le pays**

La Coalition syrienne, réunie ces derniers jours à Istanbul, doit s'exprimer de nouveau dans l'après-midi. Mais la question de son absence est clairement posée.

C'est "une décision réfléchie, discutée et assumée par tous ses membres. Apparemment, la Coalition avait reçu des assurances des Etats-Unis que l'Iran ne serait pas présent à Genève II, lorsqu'elle a découvert l'invitation, elle a décidé de se retirer", a indiqué à l'AFP une source diplomatique occidentale. "C'est une décision catastrophique, aussi bien pour la conférence elle-même que pour la direction actuelle de la Coalition, qui a pris d'énormes risques en décidant d'aller à Genève".

Si les puissances régionales comme l'Iran et l'Arabie saoudite, les puissances internationales comme la Russie et les Etats-Unis, et l'opposition syrienne arrivent à se mettre d'accord dans les heures qui viennent, ils seront attendus mercredi à Montreux pour l'ouverture de la conférence.

Les négociations elles-mêmes entre le gouvernement du président Bachar al-Assad et l'opposition menée par Ahmad Jarba doivent débuter vendredi à Genève.

Les objectifs des deux camps semblent toutefois inconciliables, l'opposition martelant que son seul but est de se débarrasser d'Assad.

Et les dernières déclarations du président syrien ne sont pas de nature à réjouir l'opposition.

Dans son entretien exclusif à l'AFP, Bachar al-Assad a exclu de confier la tête d'un futur gouvernement à un opposant.

Il a également jugé que la guerre qu'il mène contre les rebelles va demander "beaucoup de temps", alors que la conférence de Genève II est censée ouvrir la voie à une issue politique au conflit qui a fait plus de 130.000 morts depuis mars 2011.

"Je considère que rien n'empêche que je me porte candidat (...) et si l'opinion le souhaite, je n'hésiterai pas une seconde à le faire. Bref, on peut dire qu'il y a de fortes chances que je me porte candidat" à la présidence de la Syrie, a déclaré M. Assad, qui est apparu souriant et décontracté.

La première priorité de Genève II doit être "la lutte contre le terrorisme", a-t-il estimé alors que la principale revendication de l'opposition est que cette conférence aboutisse à son départ du pouvoir.

A-t-il envisagé de fuir ? "Fuir n'est pas une option dans ces cas-là. Je dois être au premier rang des défenseurs de la patrie. C'était le seul scénario depuis le premier jour de la crise", a-t-il dit.

## **Syrie : la conférence de Genève 2 se fera sans l'Iran**

Cette conférence doit s'ouvrir mercredi à Montreux (Suisse). Premier objectif: mettre autour de la table les différentes forces en présence dans le conflit syrien. Ce qui s'avère très compliqué.



Des bâtiments endommagés par les bombardements, à Homs (Syrie), le 9 janvier 2014. (REUTERS)

Par Francetv info avec AFP et Reuters, publié le 20/01/2014 | 19:27

Le temps passe et les chances de voir la conférence de Genève 2 se dérouler dans de bonnes conditions s'amenuisent. Mercredi, les négociations en vue d'un règlement diplomatique de la crise syrienne s'ouvriront à Montreux (Suisse). Doivent se réunir autour de la table les partisans du régime de Bachar Al-Assad, l'opposition, des représentants des pays de la région, ainsi que ceux des pays occidentaux. Bref, toutes les forces en présence.

Sauf que lundi 20 janvier, les exigences des uns et des autres menacent le bon déroulement de ce rendez-vous. Francetv info énumère les questions qui fâchent.

### **L'Iran écarté par l'ONU**

Dimanche, en invitant Téhéran à participer à cette conférence, le secrétaire général de l'ONU s'est attiré les foudres de l'opposition syrienne et de ses soutiens. L'Arabie saoudite, l'un des principaux soutiens de l'opposition à Bachar Al-Assad, mais aussi les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, estiment que les Iraniens ne doivent pas être présents sur les bords du lac Léman tant qu'ils n'ont pas adhéré aux conclusions de la première conférence Genève 1. Rédigées à l'été 2012, elles prévoient la mise en place d'une autorité de transition dotée des pleins pouvoirs exécutifs.

*"Nous n'étions pas présents à Genève 1, nous ne pouvons donc en aucun cas accepter le communiqué et personne ne devrait émettre de condition"* à la présence iranienne, a réagi le président du Parlement iranien, Ali Larijani, cité par l'agence Isna.

Lundi soir, revirement de l'ONU. Son secrétaire général, Ban Ki-moon, a retiré son invitation à l'Iran à la session inaugurale de la conférence de paix. "Il a décidé que la réunion d'un jour à Montreux aurait lieu sans la participation de l'Iran", selon une porte-parole.

### **L'opposition syrienne accepte de participer**

L'opposition à Bachar Al-Assad contestait la participation de l'Iran, fervent soutien du régime de Damas. Ainsi, la Coalition nationale syrienne (CNS) avait fait savoir qu'elle ne participerait à Genève 2 que si l'invitation faite par l'ONU à l'Iran était retirée, ce qui a été fait.

L'opposition syrienne en exil avait annoncé, samedi 18 janvier, sa participation aux négociations de paix. Jusqu'ici, elle était très hésitante. Elle craignait en effet que la conférence n'aboutisse pas par la mise en place d'un gouvernement de transition en Syrie. Mais la Coalition de l'opposition syrienne s'était finalement prononcée pour l'envoi d'une délégation à l'issue lors d'un vote à Istanbul (Turquie).

### **Un ordre du jour peu clair**

Avec la polémique suscitée par l'invitation de l'Iran se dessine l'impossibilité des forces en présence à faire des concessions. *"Tous les pays qui ont été invités (...) doivent accepter l'ordre du jour, et seulement cet ordre du jour, c'est-à-dire la transition politique,* a martelé le président français François Hollande à l'occasion d'un déplacement à La Haye (Pays-Bas). *Aucun pays ne peut venir à Genève s'il n'a pas pleinement adhéré à l'objectif qui doit être celui de la conférence."*

Or, l'opposition syrienne n'affiche qu'un seul but : se débarrasser de Bachar Al-Assad. L'objectif de la coalition est de *"retirer au 'boucher' tous ses pouvoirs"*, martèle Ahmad Jarba, son président. A l'inverse, le régime d'Al-Assad assure qu'il n'est pas question d'envisager une quelconque transition. Bref, les deux camps syriens assurent ne pas vouloir de cette transition proposée par les pays impliqués de part et d'autre du conflit. Voilà qui limite les possibilités de trouver un accord dans ce pays où les violences ont déjà fait plus de 130 000 morts depuis mars 2011.

# Syrie : des «preuves directes» de tueries de masse perpétrées par Damas

Home Actualité Flash Actu Par lefigaro.fr Publié le 20/01/2014 à 20:54

**Une équipe d'experts a trouvé des "preuves directes" de "torture et meurtre systématiques" perpétrés par le régime du président syrien Bachar-el-Assad, dans un rapport diffusé aujourd'hui par le quotidien britannique The Guardian et la chaîne américaine CNN.**

Une équipe d'experts a trouvé des "preuves directes" de "torture et meurtre systématiques" perpétrés par le régime du président syrien Bachar-el-Assad, dans un rapport diffusé aujourd'hui par le quotidien britannique *The Guardian* et la chaîne américaine *CNN*. Cette dernière a mis en ligne sur son site internet les photos insoutenables de cadavres souvent émaciés, roués de coups, étranglés, preuve de la violence avec laquelle sont traités les prisonniers du régime.

Ce sont sur des dizaines de milliers de photos du même genre que se basent les experts. Des images fournies par un membre du régime qui a fait défection : surnommé « César » dans le rapport, il aurait travaillé comme photographe dans la police militaire. Une fois que la guerre a éclaté, son travail consistait à tenir à jour la documentation sur les détenus tués. Il prétend avoir photographié pas moins de 50 corps par jour.

Les auteurs du rapport évoquent des tueries de masse, "systématiques, ordonnées et dirigées d'en haut". "C'est une machine industrielle impitoyable qui broie ses citoyens", a déclaré sur CNN David Crane, un des auteurs du rapport. "Cette preuve pourrait étayer une accusation de crimes contre l'humanité - sans l'ombre d'un doute", a ajouté Desmond de Silva, un des autres auteurs.

*CNN* déclare ne pas pouvoir confirmer l'authenticité de ces photos et des témoignages qui figurent dans le rapport; mais la chaîne dit se baser sur la crédibilité de ses auteurs. La parution de ce rapport intervient alors que la Conférence Genève II s'ouvre mercredi pour tenter de trouver une solution politique au conflit syrien qui a fait plus de 130.000 morts.

## Genève II: l'avion de la délégation syrienne bloqué à Athènes

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 14:42

L'avion transportant la délégation officielle syrienne en route pour Montreux (Suisse), où doit s'ouvrir la conférence sur la Syrie, est bloqué depuis trois heures à Athènes.

Selon une source officielle, les autorités grecques "refusent de fournir du carburant" à l'appareil.

La source a précisé que "l'avion se trouvait toujours sur le tarmac de l'aéroport, contrairement aux déclarations du ministère des Affaires étrangères grecques".

## INFOGRAPHIE. Syrie : les forces djihadistes et islamistes

Actualité International LeParisien.fr avec l'AFP Elisa Perriguer Publié le 19.01.2014, 17h19



**Alep. 7 janvier 2014.** Des combattants rebelles s'attendent à un assaut de l'Etat Islamique de l'Irak et du Levant (EIIL). | AFP/MEDO HALAB

Après des mois de tergiversations et d'épreuves de force diplomatiques, les négociateurs sont arrivés ce mardi à Montreux, sur les bords suisses du Lac Léman, pour engager des pourparlers censés enrayer la violence en Syrie. Mais les discussions s'annoncent très difficiles. En Syrie, l'opposition au régime de Bachar Al-Assad est multiple, y compris au sein des forces islamistes.

**Musique interdite**

A Raqa, au nord de la Syrie, la musique est désormais bannie. Depuis l'arrivée du groupe de l'Etat Islamique d'Irak et du Levant (EIL), toute «vente de CD et de chaînes hi-fi dans les voitures, les bus, les magasins...» est interdite, comme l'indique un communiqué, diffusé sur des sites internet djihadistes. Pour ces extrémistes, liés à Al-Qaïda, qui ont pris le contrôle de Raqa, aux mains des rebelles le 14 janvier dernier, les instruments de musique et chant sont proscrits dans l'islam. «Ils détournent les gens de Dieu et du Coran».

La mouvance, des plus radicales, souhaite une stricte imposition de la Charia, comme le souligne Romain Caillet, chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo). «Dans les petites et moyennes villes syriennes, l'EIL a également banni le tabac et la chicha, oblige les commerces à fermer le vendredi (jour de prière) et organise des condamnations publiques pour adultère», détaille l'expert. Selon l'OSDH (Observatoire syrien des droits de l'homme), le groupe envisage «d'imposer de nouveaux codes vestimentaires aux femmes et faire passer une loi obligeant tous les hommes à assister aux prières dans les mosquées».

### **Bataille de pouvoir entre opposants du régime**

Les 10 000 combattants de L'EIL profitent du chaos provoqué par la guerre civile pour gagner du terrain au nord de la Syrie, comme à Raqa. Mais ils sont loin d'être la seule force en présence. Début janvier, plusieurs autres factions rebelles lui ont déclaré une guerre totale, fatigués de ses volontés hégémoniques et de ses abus. En face de lui l'EIL nombreux groupes résistants au régime du président Bachar al-Assad. Les principaux : Jahbat Al Nosra (le Front de Secours), les islamistes du Front Islamique (FI) ou les nationalistes de l'Armée syrienne libre (ASL)...

A leurs côtés foisonnent d'autres groupes, à l'image des rebelles Kurdes de l'YPG, de l'Armée des Moudjahidines, du Front des révolutionnaires... Tous ces groupes sont composés combattants régionaux et quelquefois de l'occident, recrutés parfois via internet et les réseaux sociaux, selon des experts. Aujourd'hui, 240 Français seraient présents en Syrie, 20 auraient trouvé la mort au combat, selon les services de renseignement français. Au total, 130 000 personnes sont décédées depuis le début du conflit, en mars 2011.

## **Syrie : le chef d'Al-Qaïda appelle à l'arrêt des combats entre islamistes**

Monde Source : Dubaï (AFP) - Publié le 23/01/2014 à 11h35



Image tirée d'une vidéo diffusée par la chaîne Al-Jazeera montrant le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, le 8 novembre 2013 © Al-Jazeera/AFP/Archives

### **Le chef d'Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, appelle, dans un message audio mis en ligne jeudi, les jihadistes à cesser "immédiatement" leurs combats fratricides en Syrie.**

S'adressant "à tous les groupes jihadistes, et à tout homme libre œuvrant à faire tomber le régime d'Assad", le chef d'Al-Qaïda les exhorte à "arrêter immédiatement les combats entre frères".

Plusieurs coalitions de rebelles syriens, excédés par les exactions attribuées aux jihadistes de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL) et par la volonté d'hégémonie de l'EIL, ont retourné leurs armes début janvier contre ce groupe lié à al-Qaïda, dans les zones contrôlées par la rébellion dans le nord de la Syrie.

Ces combats entre anciens alliés dans la lutte contre le régime du président Bachar al-Assad ont depuis fait près de 1.100 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

En novembre, Zawahiri avait affirmé que le Front al-Nosra était désormais la seule branche d'al-Qaïda en Syrie, désavouant ainsi l'EIL.

Le Front al-Nosra, qui a appelé à un cessez-le-feu pour se concentrer sur la lutte contre le régime Assad, a adopté une attitude de neutralité dans les affrontements en cours, à l'exception de la région de Raqa, où ses membres combattraient les rivaux de l'EIL.

## **Syrie : Genève II, baroud d'honneur de la communauté internationale**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 14:34 De notre envoyé spécial à Montreux (Suisse), Armin Arefi

L'ONU a finalement réussi à réunir autour d'une même table régime syrien et opposition. Un exploit qui ne réglera pas pour autant un conflit inextricable.



Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (au centre), entouré du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov (à droite), du secrétaire d'État américain John Kerry (à gauche) et de l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Lakhdar Brahimi, à l'inauguration de la conférence de Genève II. © Gary Cameron / AFP

La quiétude de Montreux n'est plus. Connue jusqu'ici pour son festival international de jazz, ses villas pour milliardaires et ses vues imprenables sur le lac Léman, la paisible cité suisse est depuis ce mercredi bouleversée par une rencontre historique. Pour la première fois depuis le début du conflit syrien en mars 2011, régime et opposition s'assoient autour d'une même table. Leur but, trouver une issue politique à cette guerre civile qui ravage le pays depuis trois ans, qui a fait au moins 130 000 morts et poussé des millions de Syriens à quitter leur pays.

La tâche a été des plus ardues. Il aura fallu des mois à la communauté internationale pour convaincre la Coalition nationale syrienne (CNS), principal conglomerat de l'opposition syrienne à l'étranger, de se retrouver dans la même pièce que le régime syrien. "Cela a été longtemps inimaginable et il ne faut pas sous-estimer la difficulté que cette décision a représentée pour l'opposition", souligne un diplomate européen. Une première réunion baptisée Genève I avait déjà été organisée en juin 2012, mais sans Damas. Elle avait abouti à un communiqué appelant à la formation d'un gouvernement de transition ayant les "pleins pouvoirs exécutifs".

### **Interprétations différentes**

Or, cette formule a donné lieu à des interprétations radicalement différentes. Pour l'opposition syrienne et ses parrains occidentaux -France en tête -, Bachar el-Assad n'y a pas sa place. Ce n'est sûrement pas l'avis du régime syrien, qui considère le sort de Bachar el-Assad comme une "ligne rouge" à ne pas franchir. Au contraire, Damas veut profiter du sommet pour évoquer la "lutte contre les terroristes", appellation du régime désignant tant les manifestants pacifiques, l'opposition armée modérée que les djihadistes d'al-Qaida.

C'est dans l'enceinte du luxueux Palace de Montreux, devant son panorama exceptionnel sur les monts alpins enneigés, qu'une quarantaine de délégations étrangères ont pris place sous l'égide de Ban Ki-moon. Après le secrétaire général de l'ONU, qui a évoqué une "opportunité historique" pour prendre "un nouveau départ", chaque chef de diplomatie a tour à tour pris la parole, Russie et États-Unis en tête, pour évoquer durant sept minutes son point de vue sur la crise syrienne. Une rare photo de famille de la communauté internationale réunie sur la Syrie. Une réponse à toutes ces critiques fustigeant son manque d'implication dans cet inextricable dossier.

### **Face-à-face ultra-tendu**

Mais les choses sérieuses vont véritablement débuter vendredi à Genève, au palais des Nations, siège européen de l'ONU. Réunies dans la même salle, les deux délégations syriennes vont pour la première fois se retrouver face à face. Dans chaque camp, huit membres entourant le chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, pour la Syrie, et le chef de la CNS Ahmad el Jarba, pour l'opposition. Derrière les deux responsables, au second rang, six autres membres, et enfin des

experts. Au milieu, Lakhdar Brahimi, l'émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe pour la Syrie, doit servir d'intermédiaire. Ce ne sera pas chose facile. Dès ce mercredi, le chef de la diplomatie syrienne a donné le *la* des discussions à venir en qualifiant ses futurs interlocuteurs de "traîtres".

Le contexte est cette fois radicalement différent de Genève I. Si l'opposition syrienne, par le biais des victoires de l'Armée syrienne libre (ASL), avait le vent en poupe en juin 2012, certaines chancelleries occidentales pariant même à l'époque sur la chute rapide de Bachar el-Assad, elle se retrouve aujourd'hui en position d'extrême faiblesse. En perte de vitesse et d'autorité sur le terrain, la CNS observe de loin la disparition progressive de l'ASL, au profit de brigades islamistes plus ou moins fondamentalistes. Celles-ci sont désormais en guerre ouverte contre les djihadistes de l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), qui sèment la loi et la terreur dans tous les territoires qu'ils conquièrent.

### **Opposition mourante**

Le régime syrien ne peut que se frotter les mains et reprendre du terrain. "Le régime survole des zones clairement identifiées comme djihadistes sans jamais les bombarder", souligne le diplomate européen. "Il vise uniquement l'opposition modérée". Au niveau politique, la Coalition nationale syrienne est en voie de désintégration. Elle vient d'enregistrer le départ de sa principale formation, le Conseil national syrien, composé en majorité de Frères musulmans, qui était opposé à toute participation à Genève II.

C'est donc une opposition mourante et ayant tout à perdre qui se présente face à un régime syrien qui se sait en position de force. "Personne au monde n'a le droit de conférer ou de retirer la légitimité à un président, à une constitution ou à une loi, sauf les Syriens eux-mêmes", a ainsi insisté mercredi le chef de la diplomatie syrienne. Preuve que Damas se sent intouchable, cet échange surréaliste mercredi entre Walid Mouallem et Ban Ki-moon. Interrompu par le secrétaire général de l'ONU qui l'exhortait à achever son discours déjà trop long, le ministre syrien l'a tout simplement renvoyé dans ses cordes. "Vous vivez à New York et je vis en Syrie. Je vais donc poursuivre vingt minutes supplémentaires", a-t-il lancé, devant un auditoire médusé.

## **Syrie : les fanfaronnades du président Hollande**

Actualité Édito à ouï dire Michel Colomès Le Point.fr - Publié le 23/01/2014 à 17:10

Sur la Syrie, de récentes déclarations de François Hollande viennent rappeler crûment que la France n'a plus les moyens de ses ambitions.



Dans cette affaire syrienne, François Hollande a été lâché par Obama en rase campagne. © Ludovic/Sipa

"Nous étions en capacité de frapper la Syrie. Peu de pays peuvent avoir cette souveraineté, cette liberté, cette capacité." Cette déclaration de François Hollande sur la Syrie, passée presque inaperçue lors de sa conférence de presse du 14 janvier, est pourtant surprenante à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle révèle l'amertume et la déception qu'éprouve encore le président français cinq mois après un épisode militaro-diplomatique dans lequel Paris a été carrément lâché par les États-Unis, quelques heures seulement avant une opération militaire soigneusement préparée.

On se souviendra que, le 31 août, Hollande attendait vers 18 heures un coup de téléphone de Barack Obama lui annonçant que les missiles de croisière américains allaient être tirés dans la nuit. Le président des États-Unis avait alors douché de quelques mots l'ardeur guerrière du président français : il n'ordonnerait pas les frappes sans avoir obtenu un blanc-seing du Congrès. Dont il savait parfaitement qu'il le lui refuserait.

### **La grenouille française et le bœuf américain**

Mais au-delà de la rancœur qu'a dû éprouver Hollande en ces moment-là, lui qui depuis des semaines affirmait qu'il fallait se débarrasser d'Assad, ce qui paraît étonnant, c'est la rodomontade qui a suivi dans sa conférence de presse : "C'est parce qu'il y avait cette menace, a déclaré le président, que nous avons pu obtenir que les armes chimiques soient détruites."

Que la France ait été "en capacité" de frapper la Syrie, sans doute. Qu'elle en ait eu "la souveraineté et la liberté", sous-entendu d'y aller seule s'il le fallait, c'est déjà beaucoup plus douteux. Que la menace brandie par la France ait contribué à ce que les armes chimiques détenues par l'armée syrienne soient détruites, c'est carrément donner une magnifique justification à la fable de La Fontaine "La grenouille et le bœuf". En effet, la France était bien le seul pays prêt à lancer des frappes aux côtés des États-Unis, mais sa participation n'était pas à elle seule de nature à modifier le cours de la guerre.

### **Dix Rafale, cent missiles**

Dix Rafale devaient participer à l'opération. Ils étaient équipés de missiles Scalp d'une portée de 250 kilomètres. Les appareils français devaient donc s'approcher dangereusement de la côte syrienne et envoyer leurs missiles sur les centres de commandement de l'arme chimique, en bordure de mer, voire jusqu'à Damas. La mission était d'autant plus risquée que le rayon d'action des Rafale impliquait des ravitaillements en vol au-dessus de la Méditerranée. Avec le risque de voir l'aviation syrienne, qui est loin d'être la plus mauvaise de la région, intervenir.

L'opération programmée par les États-Unis était d'une autre ampleur. Depuis des sous-marins et des bâtiments de surface, la marine américaine avait prévu de tirer une bonne centaine de missiles de croisière, semblables à ceux qui ont été utilisés au début de la guerre en Afghanistan ou contre l'Irak. Leur portée leur permet de lancer leurs charges mortelles sans courir aucun risque immédiat de représailles de l'aviation syrienne.

Dix appareils d'un côté, cent missiles de l'autre. Si la dissuasion a pu jouer pour convaincre Bachar el-Assad de détruire son arsenal chimique et d'accepter la négociation de Genève, ce n'est malheureusement pas, quoi qu'en dise le président, celle de la menace française.

## **Syrie - Genève II : l'opposition en route vers l'échafaud ?**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 24/01/2014 à 11:23 De notre envoyé spécial à Genève, Armin Arefi

Affaibli politiquement et sur le terrain, la Coalition nationale syrienne se mesure pour la première fois au rouleau compresseur du régime de Bachar el-Assad.



Le président de la Coalition nationale syrienne, Ahmad Jarba, lors de sa conférence de presse à Genève, le 23 janvier. © PHILIPPE DESMAZES / AFP

La charge est violente, mais elle ne convainc pas. Plus de vingt-quatre heures après l'attaque du chef de la diplomatie syrienne, Walid Mouallem, contre l'opposition, des "traîtres à la solde de l'étranger", Ahmad Jarba, l'opposant en chef à Bachar el-Assad, a finalement réagi en dénonçant les "criminels" auxquels il s'apprête à faire face ce vendredi. "Deux logiques s'affrontent", a prévenu le président de la Coalition nationale syrienne (CNS, principal conglomérat de l'opposition, en partie financé par l'Arabie saoudite et le Qatar). "Celle d'un peuple qui se voit refuser ses droits depuis 40 ans et celle d'un criminel et de toute sa famille qui ne croient que dans les balles pour faire taire la liberté."

Une vision quelque peu simpliste, quoique sincère, du conflit en cours en Syrie, totalement assumée par Ahmad Jarba. Mais interrogé sur la stratégie qu'il compte mettre en place durant les négociations, ce dernier révèle rapidement ses limites : "Nous allons demander la liberté", se limite-t-il à dire. "Nous sommes tous convaincus que le régime est mort. Et la meilleure chose pour un mort est de l'enterrer." Les mots sont forts, mais la démarche est hésitante. Le charisme, lui,

est aux abonnés absents. Une prestation à des années-lumière de la démonstration de force effectuée la veille par le ministre syrien des Affaires étrangères qui, envers et contre tous, avait osé tenir tête à Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, en personne.

### **Pas de débat**

Très vite, dans la salle de presse, se murmure une quasi-évidence. L'opposition, qui fait face pour la première fois ce vendredi à des dirigeants syriens, va se faire laminer. Est-ce pour éviter ce désastre annoncé que les deux délégations ne débattront pas - dans un premier temps - ensemble ? Les deux parties, qui devaient initialement se retrouver ce vendredi à partir de 11 heures dans une seule et même salle du Palais des nations de Genève, ont finalement entamé les discussions dans deux pièces distinctes.

En dépit des efforts nourris du médiateur des Nations unies pour la Syrie, l'Algérien Lakhdar Brahimi, qui dirige les pourparlers, l'opposition a refusé de s'asseoir à la même table que le régime. C'est donc avec la délégation officielle du régime que l'expérimenté diplomate algérien a commencé les hostilités, pendant que de nombreux diplomates internationaux rôdaient dans les couloirs et les salles du palais.

### **Première séquence de sept jours**

En véritable sentinelle de la paix, l'infatigable Lakhdar Brahimi devrait ensuite s'entretenir à 16 heures avec les négociateurs de l'opposition, avant de tenter de nouveau de réunir les protagonistes vendredi après-midi ou samedi matin. Chaque délégation compte quinze membres, répartis sur trois rangs : tout d'abord, les neuf plus influents, puis six autres et enfin des experts. C'est l'autoritaire Walid Mouallem qui mène le camp syrien, alors que le négociateur en chef de la CNS n'était toujours pas connu vendredi matin.

Leur première mission est d'établir le fonctionnement et le timing des négociations. D'après une source bien informée, les pourparlers devraient tout d'abord durer sept jours. "Un camp peut claquer la porte des négociations dès aujourd'hui, prévient cette source, mais il est dans l'intérêt de l'opposition de faire preuve de patience." Si les deux parties survivent à la première journée, elles pourront entrer dans le vif du sujet.

### **"Mesures de confiance"**

La priorité sera alors d'établir des "mesures de confiance", trois dispositions humanitaires visant à prouver à la population syrienne que le processus diplomatique enclenché à Genève a réellement un impact sur le terrain. Tout d'abord, la possibilité de faciliter l'accès de vivres dans les zones de combat. "C'est très important, car la population est affamée", confie Monzer Aqbiq, membre de l'autorité politique de la Coalition nationale syrienne. Le régime est en effet accusé d'utiliser l'arme de la faim dans certaines zones tenues par rebelles, ne laissant parfois aux populations d'autre choix que de manger... des rats.

Autre acte de bonne volonté dont la population pourrait sentir les effets, la négociation de cessez-le-feu locaux, notamment à Alep, et enfin des échanges de prisonniers. "Il ne faut pas oublier que le régime détient certainement plusieurs centaines de milliers de prisonniers qui sont torturés, dont des femmes et des enfants, alors que les rebelles retiennent seulement quelques milliers de responsables syriens", explique une source bien au fait des négociations, qui dit avoir "le sentiment que les Russes vont pousser leur allié syrien à avancer sur ces mesures".

### **Départ de Bachar el-Assad contre terrorisme**

Mais ces gestes de confiance ne visent qu'à esquisser l'ébauche d'un dialogue afin d'aborder une question de fond : la mise en place d'une autorité de transition ayant les pleins pouvoirs. Et c'est là le noeud du problème, qui a justement provoqué le coup de théâtre de vendredi matin. Si, en dépit des diatribes, chaque camp se félicite de la mise en place d'un processus inconcevable il y a encore quelques mois, le but même des négociations fait débat. L'opposition, comme ses parrains occidentaux et du Golfe, considère que le processus implique le départ du pouvoir de Bachar el-Assad, dont la répression de la révolte populaire depuis mars 2011 a entraîné le pays dans une guerre civile qui a fait au moins 130 000 morts et des millions de déplacés.

Au contraire, Damas et son indéfectible allié russe estiment que la réunion vise avant tout à "mettre un terme au terrorisme" qui ravage le pays. "Le premier point est la nécessité de mettre fin à la violence. Or, 99 % de celle-ci est basée sur le terrorisme", lance Bachar Jaafari, ambassadeur de la Syrie à l'ONU. "Terrorisme", la délégation syrienne n'a que ce mot à la bouche depuis son arrivée en Suisse. Il est vrai que, depuis un an et demi, les victoires majeures de la rébellion sont principalement à mettre au crédit de deux organisations - le Front al-Nosra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), composés de djihadistes syriens (pour le premier) et étrangers (pour le second) - liées à al-Qaida. L'Armée syrienne libre, censée représenter les factions rebelles les plus modérées, est quant à elle indéniablement sur le déclin.

### **Le régime aide-t-il les djihadistes ?**

Cependant, "il y a toute une série de faits objectifs qui montrent que le régime a intérêt à entretenir les djihadistes pour mieux justifier son discours de rempart contre le terrorisme", pointe la source diplomatique occidentale. "La libération (par Bachar el-Assad) de djihadistes de la prison de Sednaya (en mars 2011) ou le fait que l'aviation syrienne épargne les bases de l'EIL pour viser les populations civiles quelques centaines de mètres plus loin le montrent allègrement."

Pourtant, l'ambassadeur syrien à l'ONU dénonce le soutien des Occidentaux et des monarchies du Golfe aux "terroristes". Bachar Jaafari estime que "l'armée syrienne ne peut s'attaquer aux terroristes, car ils utilisent les civils comme boucliers humains. Autrement, il y aurait des massacres", prévient-il, oubliant au passage les tueries massives de Houla, Hama et de la Ghouta, dont le régime est responsable.

### **Une opposition peu représentative**

Pour couper court à tout amalgame entre rebelles et terroristes, les factions les plus modérées de la rébellion (qui reste à majorité islamiste) ont lancé début janvier une "seconde révolution", visant à combattre la "terreur" que sème l'EIL dans les zones qu'il conquiert. Problème, ces forces combattantes ne sont nullement représentées à Genève. "Il y aura tout de même des conseillers militaires auprès des négociateurs", souligne toutefois l'opposant Monzer Aqbib. Et la source bien informée d'ajouter que "le groupe des Amis de la Syrie a obtenu de ces groupes qu'ils s'abstiennent de critiquer la participation de la coalition à Genève 2, sans quoi jamais ce sommet n'aurait eu lieu".

Ce manque de représentativité, couplé à la décision de la CNS de participer à Genève II, a provoqué le départ de sa principale composante, le Conseil national syrien (en majorité islamiste), ulcéré à l'idée de discuter avec les membres du régime syrien. Pire, l'équipe de négociateurs de la CNS n'était même pas sûre d'être au complet à quelques heures de la confrontation. "La coalition est consciente de ses limites, de ses difficultés et de ses insuffisances", souligne la source bien informée. "Mais une représentation parfaite est illusoire."

### **Chances minimes**

Affaibli politiquement, l'opposition est également en nette perte de vitesse sur le terrain. Profitant du soutien inconditionnel des alliés russes et iraniens et des divisions au sein des rebelles, les forces de Bachar el-Assad ont inversé la tendance en leur faveur en 2013. D'autant plus que le régime sait que ses opposants ont perdu en septembre dernier, après le rocambolesque accord sur le démantèlement des armes chimiques, le principal instrument de pression dont ils bénéficiaient : la menace d'une frappe occidentale en Syrie.

Sauf miracle, c'est donc le rouleau compresseur d'un régime sûr de sa force, renforcé dans son discours de rempart contre le terrorisme, qui s'apprête s'abattre sur une opposition en déliquescence. La source citée plus haut en convient finalement : "On sait très bien que les chances de succès sont extraordinairement faibles. Mais comparé à la situation d'il y a à peine quelques semaines, le fait que les deux camps s'assoient à la même table sonne comme un tout petit espoir."

## **THAÏLANDE**

# Thaïlande: état d'urgence à Bangkok en raison des manifestations

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 12:41

Le gouvernement thaïlandais a annoncé mardi la mise en place de l'état d'urgence à Bangkok et sa proche banlieue pour faire face aux manifestations qui réclament depuis plus de deux mois la chute de la Première ministre Yingluck Shinawatra.

En raison des manifestations et des violences, "le conseil des ministres a décidé d'invoquer l'état d'urgence pour faire face à la situation et faire appliquer la loi", a déclaré lors d'une conférence de presse le vice-Premier ministre Surapong Tovichakchaikul.

## TUNISIE

### Ben Jelloun : la nouvelle Constitution tunisienne est révolutionnaire

Actualité Débattre Les Invités du Point Proche et Lointain Tahar Ben Jelloun Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 10:11

La Tunisie vient de se doter de la Constitution la plus progressiste du monde arabe. Une révolution saluée par Tahar Ben Jelloun.



Le combat des femmes a joué un rôle déterminant dans l'adoption d'une Constitution qui reconnaît l'égalité des sexes et la liberté de conscience. © Fethi Belaid / AFP

L'arbre du Printemps arabe vient de donner ses premiers fruits en Tunisie. C'est la première fois qu'un pays arabe et musulman inscrit dans sa nouvelle Constitution l'égalité entre l'homme et la femme ("Les citoyennes et citoyens sont égaux devant la loi sans discrimination"). En même temps, il a réussi à mettre de côté la charia en instaurant la liberté de conscience ("L'État est le gardien de la religion. Il garantit la liberté de conscience et de croyance et le libre exercice du culte"). Il garantit aussi la liberté d'expression et interdit la torture physique et morale ("La torture est un crime imprescriptible").

Non seulement la Tunisie, grâce à l'engagement de la société civile et en particulier au combat des femmes, a réussi à renvoyer le parti islamiste Ennahda dans les mosquées, mais en même temps elle a ouvert le pays à une modernité qui manque cruellement dans le reste du monde arabe. L'égalité des droits signifie qu'il n'y aura plus de polygamie ni de répudiation, elle signifie aussi que l'héritage n'obéira plus aux lois de l'islam qui accordent systématiquement une part à l'homme et une demi-part à la femme en vertu de la sourate 4, verset 12 : "Quant à vos enfants, Dieu vous ordonne d'attribuer au garçon une part égale à celle de deux filles."

#### La peur de la femme

L'égalité, c'est aussi un pas vers la parité dans la représentation et les salaires. En Europe, on continue de payer un homme mieux qu'une femme pour le même poste. Peut-être que la Tunisie donnera l'exemple en bouleversant les données et en faisant reculer les préjugés et les archaïsmes.

L'égalité des droits entre l'homme et la femme, c'est précisément ce que les islamistes ne peuvent accepter. Car ce que cache l'utilisation de la religion en politique, c'est la peur de la femme, la peur de la sexualité libérée de la femme, la peur qu'a l'homme de perdre la suprématie que lui accordent certains versets. L'intégrisme religieux est obsédé par le sexe. C'est pour cela que l'homme cherche à voiler la femme qu'elle soit épouse, sœur ou mère. Il faut la cacher, la rendre

invisible. Il faut tuer le désir, car tous les problèmes de la société naissent, d'après les intégristes, de la liberté de la femme. Ils donnent l'exemple de l'Occident où la libéralisation des mœurs aurait provoqué la déstructuration de la cellule familiale.

### **La modernité de Bourguiba**

La lutte des Tunisiennes pour la libération de l'homme et de la femme ne date pas d'hier. Il faut reconnaître que c'est l'ancien président Habib Bourguiba (1903-2000) qui a lancé dans les années soixante le programme de la libération de la société tunisienne. Dans un premier temps, il a donné à la Tunisie le Code de la famille le plus progressiste du monde arabe. Ce Code du statut personnel qui date du 13 août 1956 a été un pas essentiel dans la voie de la modernité. Vint ensuite une tentative de laïcisation de la société. Bourguiba a eu le courage de se présenter à la télévision un jour de jeûne du ramadan et aurait dit avant de boire un verre de jus d'orange : "La Tunisie mène un combat pour son développement économique ; le ramadan retarde ce combat. Or, durant la guerre, il est permis aux soldats de manger et de boire ; considérons que nous sommes en guerre pour le développement." Ceux qui refusèrent de renoncer à leurs convictions religieuses étaient libres de pratiquer leur foi. Les autres étaient aussi libres de manger et de boire publiquement.

Ce fut une décision historique. Aujourd'hui, cela provoquerait des manifestations très violentes. La religion a pris une place trop importante dans la vie des gens, à cause des frustrations et des déceptions politiques. C'est pour cela que la nouvelle Constitution tunisienne marque une date importante dans l'histoire d'un printemps qui a failli se transformer en cauchemar hivernal.

### **Un exemple pour le Maghreb...**

Mais tout n'est pas joué. Encore faut-il que les élections législatives et présidentielle puissent confirmer dans les urnes ce progrès et ce choix de société. Les forces de la régression n'ont pas désarmé. Les salafistes n'ont pas disparu du paysage et, de temps en temps, ils se manifestent en s'attaquant aux forces de police ou aux citoyens qui vivent librement. Leur mouvement Ansar al-Charia (les défenseurs de la charia), dirigé par un vétéran de la guerre en Afghanistan, le Tunisien Abou Iyadh, a été classé par le gouvernement comme "organisation terroriste".

Si la Tunisie consolide ce changement dans la Constitution, si elle réussit à le mettre en pratique, c'est tout le monde arabe qui sera montré du doigt, surtout le voisin algérien qui a le Code de la famille le plus rétrograde du Maghreb. Quant au Maroc, même s'il a modifié le Code du statut personnel, il n'a pas osé toucher à l'héritage.

### **Et pour les pays du Golfe ?**

Les pays du Golfe, notamment l'Arabie saoudite et le Qatar, suivent le rite wahhabite, qui est un dogme rigide et rétrograde datant du XVIIIe siècle. Aujourd'hui, des femmes manifestent pour avoir le droit de conduire une voiture, en Arabie, un pays où l'on continue d'appliquer la charia. L'hypocrisie occidentale qui aime signer des contrats juteux avec ces pays fait mine de ne pas savoir qu'elle traite avec des champions de la régression.

On verra dans le proche avenir comment ils réagiront face à ce tournant historique et exceptionnel d'une nation qui s'est mise sur le chemin de la laïcité, étant entendu que celle-ci n'est pas le refus de la religion, mais la séparation de la sphère publique et de la sphère privée, avec cependant la liberté de croire ou de ne pas croire. L'Égypte, dans le passé, a condamné à mort des citoyens qui avaient une lecture non orthodoxe du Coran. Ils ont été désignés comme apostats, crime absolu du point de vue islamique. Dans la Tunisie nouvelle, la Constitution a aussi interdit la référence à l'apostasie.

## **Tunisie : quelle place pour l'islam dans la Constitution ?**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 24/01/2014 à 13:21 Source AFP

L'Assemblée constituante tunisienne doit voter samedi pour adopter le nouveau texte, plus de trois ans après la révolution, afin de clore une page tourmentée.



Assemblée nationale tunisienne. © MOHAMED HAMMI / SIPA

La constituante tunisienne est appelée à adopter samedi la Constitution du pays, plus de trois ans après la révolution de janvier 2011, un vote qui doit résoudre une profonde crise politique et ouvrir la voie vers des élections. Pour être approuvé, le projet doit obtenir une majorité des deux tiers des 217 élus. Si elle n'est pas atteinte, une deuxième lecture devra être organisée. Si le vote échoue une seconde fois, un référendum devra avoir lieu. En voici les principales dispositions :

### **L'islam en filigrane**

Si l'islam n'a pas été intégré comme source de droit dans cette loi fondamentale, les islamistes d'Ennahda majoritaires ayant renoncé à y inscrire la charia, des références à la religion apparaissent à maintes reprises, laissant une place importante à l'interprétation. La Constitution est écrite "Au nom de Dieu le clément, le miséricordieux", le préambule exprime "l'attachement de notre peuple aux enseignements de l'islam" et l'article premier définit, comme dans la loi fondamentale de 1959, la Tunisie comme "un État libre, indépendant et souverain, l'islam est sa religion".

Par ailleurs, l'article 6, qui garantit "la liberté de croyance et de conscience", dit cependant que l'Etat devra interdire "toute atteinte au sacré", sans plus de précisions. Il dispose aussi d'une interdiction des "appels à l'accusation d'apostasie", revendication d'une partie de l'opposition laïque. Enfin, le chef de l'État doit être musulman.

### **Un pouvoir exécutif bicéphale**

L'exécutif est partagé entre un chef de gouvernement responsable devant le Parlement et le président de la République élu au suffrage universel. Chacun dispose aussi du pouvoir d'initiative des lois. Si le Premier ministre, chargé de "fixer la politique générale de l'Etat", est la charnière de l'exécutif, le président définit les "politiques générales dans les domaines de la défense et des relations étrangères, de la sécurité nationale chargée de la protection de l'État".

Le chef de l'État ne peut pas limoger le gouvernement mais lui imposer un vote de confiance à l'Assemblée. Si le cabinet survit à deux votes de ce type, le président est forcé de démissionner. Le président peut dissoudre l'Assemblée des représentants du peuple uniquement si celle-ci échoue à accorder sa confiance à un gouvernement dans des délais précisés par la Constitution. Au niveau du pouvoir législatif, la Constitution définit l'opposition comme "une composante essentielle" de l'Assemblée. Elle y disposera "obligatoirement" de la présidence de la commission des Finances et du poste de rapporteur pour les relations extérieures.

### **Droits et libertés**

La principale innovation dans ce chapitre a été l'inscription de l'objectif de "réalisation de la parité dans les assemblées élues", exceptionnel dans le monde arabe. Elle reconnaît aussi l'égalité "sans discrimination" entre "les citoyens et les citoyennes". La loi fondamentale contient aussi les grands principes des droits de l'homme, tels les libertés d'expression, d'association, de la presse ou encore le droit à l'information et celui de grève. La liberté de croyance et de conscience est aussi inscrite dans le texte, bien qu'elle ait été combattue par de nombreux élus.

Cependant, des ONG se sont inquiétées du fait que la Constitution accorde aux traités internationaux un rang "infraconstitutionnel", qui pourrait ouvrir la voie au non-respect par la Tunisie de ses obligations internationales en matière de droits humains. Enfin, la loi fondamentale n'abolit pas la peine de mort.

## **TURQUIE**

# Turquie: Erdogan à Bruxelles pour défendre sa réforme judiciaire

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 08:32

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, empêtré dans la plus grave crise politique de son règne de 11 ans, est arrivé lundi soir à Bruxelles pour tenter de désamorcer les critiques suscitées par sa récente réforme judiciaire très contestée.

Entre 2.000 et 3.000 partisans se sont rassemblés devant le grand hôtel où il est descendu, selon la police locale. M. Erdogan s'est adressé à la foule, massée sur une place et qui agitait des drapeaux turcs avec enthousiasme. Selon des témoins, il a évoqué la crise en Syrie, les affaires de corruption dans son pays et ses rencontres mardi avec les dirigeants de l'Union européenne.

Les manifestants, venus de Belgique mais aussi de pays voisins, se sont ensuite dispersés dans le calme vers 23H45, selon la police.

Le séjour de M. Erdogan dans la capitale européenne, le premier en cinq ans, avait initialement été conçu pour célébrer la relance des relations Turquie-UE. Mais le scandale de corruption qui menace le régime a bouleversé l'ordre du jour.

Le chef du gouvernement islamo-conservateur va se retrouver devant les dirigeants européens en position d'accusé, ses détracteurs dénonçant sa volonté de remettre au pas la justice turque et d'étouffer les enquêtes qui le menacent.

Le ministre turc des Affaires européennes, Mevlüt Cavusoglu, a redit lundi la volonté de son pays d'éviter avec l'UE toute crise susceptible de faire une nouvelle fois dérailler la candidature de la Turquie.

"Nous espérons, nous souhaitons que le projet concernant le Haut-conseil des juges et procureurs (HSYK) ne provoque pas de grave crise avec l'UE", a-t-il déclaré dans un entretien avec le quotidien libéral Milliyet.

"Nous comprenons que l'initiative ait suscité certaines discussions, mais nous allons leur en expliquer le bien-fondé", a ajouté M. Cavusoglu, répétant que le projet de loi était selon lui "conforme aux normes politiques de l'UE".

Une commission du Parlement turc discute depuis une dizaine de jours de ce texte qui vise à modifier le fonctionnement du HSYK, notamment en accordant au ministre de la Justice le dernier mot dans le processus de nomination de magistrats.

## Normes démocratiques

La Turquie a fini par communiquer ce projet de loi vendredi. La Commission européenne avait demandé à être consultée en amont sur sa teneur, a indiqué une source européenne.

"C'est un geste très positif", a commenté cette source, réservant toutefois le jugement européen sur le fond du projet, dont le parlement turc doit en principe se saisir mardi en séance plénière.

"Nous sommes prêts à discuter de tous les sujets, nous sommes prêts à écouter toute critique ou tout point de vue, tant que ces critiques et opinions sont fondées sur les normes en vigueur dans l'Union européenne", avait assuré dimanche le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu.

M. Erdogan a procédé ces dernières semaines à une purge sans précédent dans la police et la justice, accusées d'abriter le cœur d'un "complot" ourdi par la confrérie d'un prédicateur musulman, Fethullah Gülen, contre son gouvernement.

Depuis le 17 décembre, des dizaines de patrons, d'hommes d'affaires et d'élus proches du pouvoir ont été inculpés ou incarcérés pour corruption, fraude et blanchiment d'argent dans une série d'enquêtes qui ont déjà provoqué la démission de trois ministres.

Le projet de loi de réforme judiciaire a provoqué une levée de boucliers dans l'opposition, qui le juge contraire à la Constitution, et de nombreuses critiques de la part de l'UE et des Etats-Unis.

Dans ce contexte, nombre de commentateurs turcs ont prédit un déplacement à Bruxelles difficile pour le Premier ministre. "M. Erdogan aurait mieux fait d'annuler sa visite à Bruxelles", a écrit dans le quotidien Taraf l'éditorialiste Semih Idiz. "Il est très probable qu'il cherche à donner une leçon de démocratie, voire à sermonner ses interlocuteurs européens qui vont lui faire des reproches", a-t-il prédit : "des dégâts sont inévitables".

Conscient des risques de cette visite, M. Davutoglu a exhorté dimanche Bruxelles à ne pas adopter "une attitude discriminatoire" envers Ankara. "Négocions le plus vite possible", a-t-il lancé, promettant de ne "jamais reculer sur les normes démocratiques".

Les négociations d'adhésion de la Turquie, officiellement entamées en 2005, sont longtemps restées au point mort en raison notamment du différend territorial avec Chypre, membre de l'UE, et des réticences de la France et de l'Allemagne.

## **VIETNAM**

### **Vietnam: rassemblement de militants antichinois**

Actualité International AFP - Publié le 19/01/2014 à 13:13

Des militants vietnamiens ont scandé des slogans antichinois dimanche lors d'un rassemblement à l'occasion du 40e anniversaire de l'invasion chinoise des Paracels, îles contestées en mer de Chine méridionale.

Des dizaines de militants criant "Hoang Sa (Paracels), Truong Sa (Spratleys) appartiennent au Vietnam !" ont déposé des fleurs devant la statue de Ly Thai To -figure nationaliste et fondateur de Hanoï-, avant d'être dispersés par des centaines de policiers.

"La mémoire des Vietnamiens est vive. Personne ne peut effacer cette mémoire", a commenté l'universitaire Nguyen Quang A.

"Le gouvernement du Vietnam se trouve dans une situation très difficile", a-t-il ajouté, jugeant la forte présence policière "ridicule".

Les ambitions de plus en plus affirmées de Pékin en mer de Chine du Sud a fait augmenter la colère de la population vietnamienne.

Il s'agit de la première manifestation antichinoise cette année à Hanoï contre les ambitions territoriales de Pékin.

Mais une quinzaine de rassemblement de ce genre ont été organisées depuis 2011 dans la capitale et à Ho Chi Minh-Ville (sud, ex-Saïgon). Elles ont été parfois tolérées, parfois interdites par le régime communiste.

Le Vietnam et la Chine se disputent la souveraineté des archipels Paracels et des Spratleys dont les fonds sont supposés être riches en hydrocarbures et qui se situent en plein cœur des routes maritimes internationales.

En 1974, plus de 70 soldats vietnamiens avaient été tués lors de l'invasion chinoise des Paracels.

## **YEMEN**

### **Yémen: un délégué des rebelles nordistes au dialogue national assassiné**

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 08:37

Un délégué des rebelles nordistes chiites au dialogue national en cours au Yémen, Ahmad Charefeddine, a été assassiné mardi matin à Sanaa par des hommes armés, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité.

"Des hommes armés ont ouvert le feu sur Ahmad Charafeddine alors qu'il se rendait en voiture de son domicile à l'hôtel abritant les séances du dialogue national", a précisé ce responsable à l'AFP. C'est le deuxième représentant des rebelles zaïdites (branche du chiisme) d'Ansarullah au dialogue national à être abattu, après l'assassinat le 22 novembre à Sanaa du député Abdel Karim Jadban.

## **Yémen: la fin du dialogue national endeuillée par deux attentats**

Actualité International AFP - Publié le 21/01/2014 à 13:56

Deux attentats ont visé mardi à Sanaa des délégués de premier plan du dialogue national au Yémen, dont l'un a été tué, au moment où ces assises, cruciales pour l'avenir du pays déstabilisé par les violences, entrent dans leur phase finale.

Le président Abd Rabbo Mansour Hadi et l'émissaire de l'ONU, Jamal Benomar, se sont indignés de ces violences, le deuxième y voyant "une tentative désespérée de faire échouer le dialogue", visant à sortir le pays de la période transitoire et à lui donner des institutions permanentes.

Dans le premier attentat, un délégué des rebelles nordistes chiites a été assassiné.

Ahmad Charafeddine, un professeur de droit à l'Université de Sanaa très respecté dans les milieux politique, est tombé sous les balles d'inconnus en pleine capitale.

Ses collègues, réunis pour une session du dialogue national, se sont émus de cet assassinat, certains ne réussissant pas à retenir leurs larmes, selon un correspondant de l'AFP qui suivait la réunion.

Après avoir appris l'assassinat, le président Hadi, dont la présence n'était pas programmée, a fait une apparition dans la salle et s'est adressé aux délégués pour assurer que "le dialogue se poursuivra et réussira" et pour attribuer l'attentat aux "forces du mal", en référence à ceux qui s'opposent à ce dialogue et qu'il n'a pas nommés.

Cet assassinat, le deuxième à viser un représentant des rebelles zaïdites (branche du chiisme) d'Ansarullah au dialogue en l'espace de deux mois, intervient alors que des combats opposent la rébellion à des tribus ainsi qu'à des fondamentalistes sunnites dans le nord du pays.

Le 22 novembre, le député Abdel Karim Jadban, également représentant d'Ansarullah au dialogue, avait été tué par des inconnus alors qu'il sortait d'une mosquée.

Dans le deuxième attentat à la voiture piégée, intervenu quelques heures plus tard, le fils d'un important délégué, le secrétaire général du parti islamiste Al-Islah, a été grièvement blessé.

"L'attaque, qui visait le père, Abdel Wahab al-Ansi, a blessé son fils Omar", a indiqué un responsable des services de sécurité.

Lors de son apparition devant les délégués, le président Hadi a annoncé que la dernière séance du dialogue se tiendrait le 25 janvier, signe que ce processus laborieux entamé en mars dernier est en train d'aboutir.

Le Yémen est le seul des pays du Printemps arabe où un soulèvement populaire a abouti à un départ négocié de l'ancien président, Ali Abdallah Saleh.

En vertu d'un accord de transition, un dialogue entre toutes les forces politiques devait s'achever le 18 septembre et déboucher sur l'élaboration d'une nouvelle Constitution pour permettre la tenue d'élections générales.

Mais la conclusion du dialogue avait été retardée car elle se heurtait à plusieurs obstacles, notamment les demandes d'autonomie des sudistes.

Le dialogue progresse malgré tout

Une nouvelle étape a été toutefois franchie mardi avec l'annonce d'un accord sur un document final devant servir de référence à l'élaboration d'une nouvelle Constitution prévoyant l'instauration d'un Etat fédéral.

Les délégués se sont également mis d'accord pour que la présidence de M. Hadi prenne fin avec l'élection d'un nouveau président.

Celle-ci risque toutefois de prendre du temps avec les nouvelles échéances fixées pour l'élaboration de la nouvelle Constitution et d'une nouvelle loi électorale.

L'accord intervenu mardi prévoit la mise en place d'une commission technique de 17 membres pour élaborer cette charte fondamentale, qui une fois prête, serait soumise à référendum.

A partir de là, le président Hadi aura une année pour convoquer des élections générale et une présidentielle.

En attendant, il lui reviendra d'annoncer lors de la clôture du dialogue national le nombre de régions qui formeront le futur Etat fédéral.

Un document de travail adopté le 24 décembre par les participants au dialogue national et depuis paraphé par l'ensemble des partis et organisations représentés à ces assises laisse à M. Hadi le choix entre former deux régions dans le sud et quatre dans le nord, ou deux grandes régions (Nord et Sud) ou choisir toute autre option qui ferait l'objet d'un consensus national.

## 7 – OPEX

*Le suivi des OPEX peut se faire sur le site de l'état-major des armées : <http://www.defense.gouv.fr/operations>*

### **Forces armées en action : rétrospective 2013**

Mise à jour : 24/01/2014 16:46

En 2013, environ 20 000 hommes ont été déployés hors métropole dont 7 500 engagés en opérations extérieures (jusqu'à 10 500 hommes au plus fort engagés simultanément) principalement au Mali et en République Centrafricaine.



Sur le territoire national, 2 500 militaires ont participé à la protection des Français (Vigipirate), à la lutte contre les trafics (narcotrafics, orpaillage, immigration clandestine) et garantissent l'intégrité et la protection du territoire français.

Revivez l'engagement de nos forces armées en opération tout au long de l'année 2013, en images et en vidéos, en cliquant sur ce lien : <http://www.defense.gouv.fr/web-documentaire/retrospective2013/>

Suivez et réagissez quotidiennement à l'actualité des militaires français en opération sur leur profil *Facebook*. Retrouvez en exclusivité et en interactivité des vidéos et des photos inédites, des témoignages de militaires engagés sur le terrain et des contenus à télécharger.

Rejoignez-les en opération sur leur page : <http://www.facebook.com/armeefrançaise>

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **ANTI-TERRORISME**

# Syrie : le voyage bercé d'illusions des combattants français

Actualité Société Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 07:30 Propos recueillis par Jamila Aridj

Mathieu Guidère, spécialiste de l'islam radical, retrace le profil et le parcours de cette nouvelle génération de djihadistes.



Nicolas Bons, 30 ans, parti faire le djihad en Syrie, est mort fin décembre, plusieurs mois après le décès de son frère cadet Jean-Daniel, lui aussi mort dans des combats contre les troupes de Bachar el-Assad. | © Capture d'écran / Youtube

Les services français recensent près de 700 Français plus ou moins impliqués dans la guerre ou l'envoi de djihadistes en Syrie. Parmi eux, près de 250 Français ou étrangers résidant en France sont à proprement parler des soldats. Une centaine sont "en transit", 150 ont manifesté leur volonté de s'y rendre et 76 en sont revenus. Vingt et un y sont morts. Des chiffres qui dessinent une nouvelle génération de combattants radicaux. Qui sont ces (très) jeunes hommes qui partent dans le guêpier syrien ? Que font-ils sur place ? Et dans quel état d'esprit regagnent-ils l'Hexagone ? Éléments de réponse avec Mathieu Guidère, professeur à l'université de Toulouse 2, spécialiste de l'islam radical.

**Le Point.fr : Peut-on établir le profil de ces jeunes Français qui partent combattre en Syrie ?**

**Mathieu Guidère :** Il est difficile d'établir un portrait précis. Le conflit syrien est relativement récent et nous manquons de données. Pour autant, nous savons qu'il s'agit de jeunes hommes âgés très majoritairement de 18 à 30 ans, d'origine européenne avec des ascendants arabo-musulmans.

**Parmi eux, on dénombre une douzaine de mineurs, dont six déjà présents dans le pays et d'autres "en transit". Ce phénomène "d'ados combattants" est-il nouveau ?**

Non, mais le contexte social et géopolitique l'a favorisé. La crise généralisée et l'effervescence révolutionnaire dans les pays arabes ont encouragé une certaine jeunesse contestataire à s'engager dans la lutte armée. Des jeunes qui ont tendance à confondre la dimension révolutionnaire du Printemps arabe avec une contestation radicale du système. L'islam radical reste pour eux la seule idéologie qui contredit l'ordre mondial.

**Quelles sont les raisons de leur départ ?**

En recoupant les messages vidéo qu'ils postent sur Internet, les lettres adressées à leurs familles et les renseignements officiels, on s'aperçoit que les motivations au départ ne sont pas religieuses. Ces jeunes gens sont bercés dans une sorte de romantisme de l'action extérieure, portés par un idéalisme face à une guerre injuste, ils ont l'ambition de se rendre utiles en allant au conflit. Leur radicalisation se développe au fil de leur voyage ou dès leur arrivée, avec la rencontre de groupes majoritairement djihadistes qui les accueillent sur place et qui exigent leur conversion en guise d'intégration.

**Comme rejoignent-ils la Syrie ?**

Il existe très peu de réseaux d'acheminement. Et les rares initiatives de filières organisées ont été démantelées par les services de renseignement français. L'écrasante majorité des départs de France ou d'Europe se fait sur des initiatives individuelles volontaires et volontaristes. L'individu s'auto-endoctrine, s'auto-radicalise, la plupart du temps via Internet. Il va lui-même se documenter et organiser son périple en prenant très peu de contacts. Il finance ensuite l'intégralité de son voyage et son matériel sur place. Contrairement au Mali ou à l'Afghanistan, le terrain syrien présente une facilité : la continuité territoriale. Les jeunes partant de France restent dans l'espace Schengen. La Turquie ayant un partenariat dans cet espace, il n'y a besoin ni de passeport ni de visa. Les nouveaux combattants arrivent à la frontière syrienne sans être inquiétés. Sur place, la

frontière étant contrôlée par les groupes rebelles syriens, le flux de réfugiés entrant et sortant est tel qu'il est facile de passer la frontière.

### **Qui pour les accueillir ?**

Leur "réception" est assez aléatoire. Les groupes de l'opposition non djihadistes refusent presque systématiquement les jeunes ressortissants occidentaux pour des raisons diplomatiques. Ces jeunes finissent par se déplacer d'un quartier à l'autre, d'une ville à une autre, pour se trouver un point de chute. Ils tombent souvent sur un groupe djihadiste qui, lui, va les intégrer progressivement dans ses rangs.

### **Comment sont-ils utilisés sur place ?**

Inexpérimentés sur le plan militaire, ils sont souvent relégués aux tâches logistiques : préparer la nourriture, nettoyer les armes, l'approvisionnement des munitions. Sur place, ils sont regroupés par nationalité, on ne les mélange pas avec les autres combattants à la fois pour des raisons de communication (ils ne parlent pas nécessairement l'arabe) et pour des raisons pratiques (ils retarderaient une action sur le terrain). Un chef de groupe est nommé avec sous sa responsabilité huit à dix jeunes. Il les forme avec les moyens qu'il a et, quand un jeune est capable de tirer, il est autorisé à monter au front.

Reste que les Occidentaux sont malgré tout recherchés par les groupes djihadistes parce qu'ils leur permettent de donner une visibilité médiatique à leur action. Dès qu'on parle d'un Français parti combattre en Syrie (une famille qui alerte sur le sort de son enfant, par exemple), ils vont le filmer ou le photographier une arme à la main. Une propagande et un mode de recrutement qui fonctionnent. L'affaire Merah a d'ailleurs contribué à développer cette méthode.

### **Sont-ils encouragés à revenir en France pour recruter d'autres combattants ?**

La plupart n'envisagent pas de revenir parce qu'ils estiment que leur départ correspond à la "hijra" (immigration en arabe, NDLR). C'est une référence au départ du prophète Mahomet de La Mecque vers Médine, un retour aux sources de l'islam. Ceux-là n'envisagent que deux avenir : soit la chute du régime de Bachar el-Assad qui leur garantirait de faire leur vie en Syrie, soit la mort au combat. Ceux qui reviennent le font par obligation parce qu'ils ne trouvent pas de point de chute ou parce qu'ils n'ont pas les moyens financiers de rester sur place. Aussi par désillusion, parce qu'ils se sentent inutiles face aux bombardements aériens ou parce que le groupe dans lequel ils sont intégrés manque d'armes et de munitions.

### **Sont-ils une menace ?**

Pour le moment, ils ne menacent pas la France parce que la politique française à l'égard du régime syrien est en adéquation avec leurs attentes. Ils font toutefois l'objet d'une surveillance accrue des services de renseignement.

## **CENTRAFRIQUE**

### **Sangaris : un C130 belge en appui des forces françaises en Centrafrique**

Mise à jour : 22/01/2014 19:15

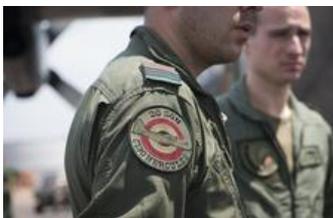
Le 21 janvier 2014, un avion militaire C130 Hercules belge a atterri à Bangui, marquant la reprise des missions de soutien logistique effectuées par des pays européens au profit de la force Sangaris. Au cours du mois de décembre 2013, le Royaume-Uni avait déjà envoyé un avion C17 pour réaliser des missions identiques.



C'est le général Francisco Soriano, commandant de la force Sangaris qui a accueilli l'équipage de cet avion de transport belge sur le tarmac de l'aéroport de M'Poko.

Pour la durée de cette mission de soutien à la force Sangaris, l'avion et son équipage sont stationnés à Libreville au Gabon.

Le détachement, composé d'une trentaine de militaires dont trois pilotes, assurera essentiellement des missions de transport de fret entre Libreville et Bangui.



Ce premier vol a permis d'acheminer du matériel pour le service des essences, des pièces de rechange pour le détachement aérien, de la nourriture et des médicaments. Ce soutien est prévu jusqu'à la fin du mois de mars.

Environ 1600 militaires français sont actuellement déployés en République Centrafricaine, aux côtés des 4400 hommes de la MISCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le Président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir une sécurité minimale en République Centrafricaine et à faciliter la montée en puissance de la MISCA ainsi que son déploiement opérationnel.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## Qui participera à l'opération EUFOR Bangui ? (Suite) Des pays volontaires. On attend le commandant!

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 21, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde Clip, Tchad Soudan RCA*



*De la désignation rapide du commandant d'opération dépend la suite de l'opération européenne (crédit : Etat-Major français des armées / ECPA – Briefing avant une patrouille à pied entre le 17ème RGP et la Misca Bouroundaise dans le quartier Petevo de Bangui, le 15 janvier 2014).*

(BRUXELLES2 – exclusif) Selon une dernière évaluation faite par B2, après la réunion des ministres, on peut décompter (raisonnablement) une quinzaine de pays qui participeront, plus ou moins directement, à la nouvelle opération militaire EUFOR RCA Bangui.

### Une quinzaine de pays participants ?

Trois pays ont confirmé, de façon officielle (ou quasi-officielle), leur participation : France, Grèce (QG), Estonie.

Une dizaine d'autres ont indiqué, directement (ou indirectement), comme a pu se le faire confirmer B2, la volonté de contribuer à l'opération : Lettonie, Lituanie, Portugal (logistique), Finlande, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Suède et Allemagne (logistique et QG).

Deux pays n'ont rien indiqué sans exclure une participation : Belgique, République Tchèque.

Quelques pays ont indiqué leur volonté de ne pas participer : Bulgarie, Croatie, Irlande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Slovénie.

Le détail c'est ici : Qui participera à la mission EUFOR RCA Bangui ? Le point (MAJ6)

### Faire aussi bien que l'Estonie : un défi ?

Le problème est qu'il y a bien peu de propositions concrètes. Peu de pays ont encore indiqué de façon précise combien de personnes exactement, ils pouvaient envoyer et pour quoi faire. Et il reste deux-trois grosses inconnues : les Polonais, les Tchèques, les Belges en particulier. Si ces pays se décident et envoient un contingent qui serait, au moins de la taille des Estoniens, la génération de forces pourrait être faite assez rapidement. Si ceux-là ne se décident pas, il faudra trouver d'autres contributions majeures, ce qui pourrait retarder d'autant l'opération. Et ce serait un mauvais signal donné aux Centrafricains comme au reste du monde sur l'état des armées européennes.

### **On attend le commandant**

En fait, c'est un peu l'histoire de la poule et de l'œuf. Tout le monde attend d'en savoir un peu plus sur l'opération, d'avoir le détail. Mais pour cela il faut avoir un commandant d'opération. Ce qui doit être décidé dans les heures (ou plutôt les jours qui viennent). Maintenant que l'OHQ grec a été désigné comme étant celui de l'opération, la France devra faire un choix : soit avoir le commandement de la force sur place (le FHQ), ce qui serait assez logique ; soit avoir le commandement de l'opération, ce qui ne serait pas vraiment logique ni habituel. En général, un même pays ne cumule pas les deux commandements. Avoir les deux – ainsi que certains responsables français semblent le vouloir – et comme l'avait indiqué François Hollande en décembre – serait non seulement contraire aux usages européens. Il serait aussi largement contreproductif et contraire à la politique suivie jusqu'ici, qui vise à européaniser l'opération et à responsabiliser l'ensemble des autres Etats à la problématique centrafricaine. Il faut donc que Paris se décide, et rapidement !

### **Une certaine unanimité**

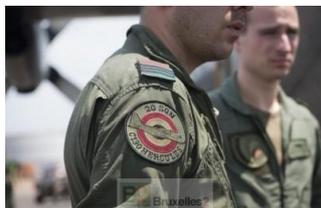
La politique de sensibilisation des autres partenaires a, en effet, porté ses fruits. Au dernier conseil des ministres des Affaires étrangères, l'ensemble des participants a, d'une part, salué le rôle majeur joué par la France, remerciant l'armée française (comme les armées africaines) pour leur intervention précoce et, d'autre part, reconnu la nécessité d'intervenir face à la gravité des faits sur le terrain et au risque de déstabilisation régionale. Le mot de Laurent Fabius, à sa sortie du Conseil des Affaires étrangères, exprimant sa satisfaction n'est donc pas superflu. Le spectre du génocide et d'une possible responsabilité collective a certainement plané sur la réunion. Une telle unanimité, il y a quelques mois, semblait encore peu possible. Elle témoigne d'une certaine prise de conscience des Européens à la fois des menaces qui planent sur la Rép. centrafricaine mais aussi de leurs responsabilités.

### **Une prise de conscience?**

Quand on se rappelle toutes les tergiversations qui avaient marqué l'envoi au Mali de quelques centaines de militaires, pour effectuer une simple mission de formation — dans un contexte plus « clair » que la République centrafricaine (il y avait les « bons » – le gouvernement de Bamako – et les « méchants » – les rebelles), où la population n'était pas du tout hostile aux militaires européens et où le risque sécuritaire n'était pas nul mais sûrement moins intense qu'en RCA aujourd'hui —, on mesure tout le chemin parcouru par les Européens, dans leur ensemble, pour se dire que la défense de certaines « valeurs » européennes ne peut pas passer que par des mots et des bons sentiments mais doit se traduire en actes. A l'échelle de la réaction européenne dans les crises précédentes (sécuritaire comme civile, cf. la crise financière par exemple), cette évolution est plutôt rapide et doit être remarquée. Il reste maintenant à transformer l'essai et le faire rapidement. Car les massacres n'attendent pas...

## **EUFOR Rca Bangui : pourquoi la Belgique hésite**

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 23, 2014 *Nicolas Gros-Verheyde / Brèves /*



Le détachement C-130 Belge arrive à Bangui (Crédit : DICOD / Ministère Fr de la Défense)

(BRUXELLES2) Quelle sera la contribution belge à l'opération EUFOR Bangui-RCA en Centrafrique ? À écouter les différentes déclarations belges, on peut rester perplexe. On se souvient qu'au sommet européen, le 20 décembre, Elio di Rupo avait indiqué que s'il y avait une contribution belge, ce serait dans un cadre européen. Le ministre de la Défense, Pieter de Crem, semblait prêt à foncer et offrir non seulement des avions mais aussi des troupes à l'opération française Sangaris. Aujourd'hui, l'heure est la temporisation, particulièrement à la Défense, où on recense à la fois tous les moyens envoyés un peu partout (au Liban, en Afghanistan, au Congo, au Mali...) et où on voit les budgets limités.

### **Le soutien n'est pas remis en question**

Ce n'est pas une question de motivation. La Belgique se veut un allié indéfectible de la France comme un fervent soutien de la politique européenne de sécurité et défense commune (PeSDC), pas seulement en paroles mais en actes également. Présente au Mali avec près de 70 militaires pour une mission de formation sur le terrain, elle l'est aussi en Centrafrique, où elle a apporté « *tout de suite un soutien à l'opération Sangaris par les moyens logistiques* » rappelle le ministre des Affaires étrangères Didier Reynders lundi (20 janvier). Le C-130 Hercules du 15<sup>e</sup> Wing Transport Aérien a ainsi effectué son premier vol entre Libreville (Gabon) et Bangui mardi (21 janvier).

### **Plusieurs étapes nécessaires, rappellent D. Reynders et P. De Crem**

Et la Belgique est « *prête à faire plus, dans un cadre européen* » et apporter un « *soutien* » à la mission européenne en Centrafrique, indique D. Reynders. Pas question, pour autant, d'envoyer des troupes tout de suite. Avant tout chose, il faudra attendre « *la mission d'évaluation* » explique le Ministre des Affaires étrangères (NB : celle-ci est actuellement sur place). Ensuite, il faut avoir une « *une invitation adressée par l'Europe* » complète le ministre Pieter De Crem. Or aujourd'hui, « *aucune demande de l'UE n'a formellement été adressée à la Belgique* » précise-t-il. Il faudra voir ensuite si « *nous avons les moyens de répondre à cette demande et le financement* », ajoute un expert militaire. Puis, obtenir l'accord politique du gouvernement. « *Ce sera le cabinet restreint qui donnera sa proposition au Parlement et en fonction des demandes adressées on verra quelles sont les nécessités supplémentaires* », détaille Didier Reynders. Bref une bonne série de parcours d'obstacles.

### **Un partage des tâches et des charges nécessaire**

Tout cela va prendre donc un peu de temps. Et ne cadre pas tout à fait à la volonté côté européen, d'être prêt et de déployer des premiers éléments, « *rapidement* », avant la fin février (\*). Du côté belge, on murmure, « *c'est encore trop tôt* ». De fait, il semble bien que au « 16 rue de la loi » (Premier ministre) comme au « 8 rue Lambermont » (Défense), on estime faire beaucoup dans la solidarité européenne là où d'autres font peu. Le ministre Reynders a été explicite lundi : qui dit mission européenne, dit « *répartition des tâches* » et « *répartition des coûts* ». « *Chacun devra participer* » : l'Allemagne (\*\*\*) et « *les Britanniques, aussi, au moins financièrement* ». Et son collègue De Crem n'a pas été moins explicite deux jours après, à la RTBF, à l'occasion de la présentation du Battlegroup belge. « *On fait nos efforts. Une opération militaire à l'étranger entraîne certaines contraintes. Je n'exclus rien. (Mais) c'est au niveau européen d'envoyer des invitations... (Et) certainement avec un financement* ». Clair !

(Nicolas Gros-Verheyde avec Loreline Merelle)

(\*) Certains parlent d'un « *décali de 30 jours* » qui aurait été fixé entre la décision du CMC et le déploiement. Ce décali – mentionné par certains – existait dans les premières versions du

document mais a apparemment disparu dans la dernière soumise aux ministres (pour ce qu'a pu savoir B2).

(\*\*) L'engagement de l'Allemagne dans l'opération EUTM Mali – notamment pour la « force protection », pourrait permettre à la Belgique, qui est engagée jusqu'à mai normalement de récupérer des troupes (et un budget) pour la Centrafrique, peut-être pour le complément dans le cadre de la rotation

## **Point de situation sur les opérations de la force Sangaris du 18 au 23 janvier 2014**

Mise à jour : 24/01/2014 18:21

A Bangui, l'élection le 20 janvier par le parlement centrafricain d'un chef d'Etat de transition a été marquée par le maintien d'un calme relatif dans la capitale centrafricaine. La situation dans Bangui reste cependant précaire, avec la poursuite d'actes de pillages ou de violence isolés, sans qu'une réelle logique ressorte de ces actes. La force Sangaris poursuit, aux côtés de la MISCA, des patrouilles fixes et mobiles dans l'ensemble de la ville. Elle s'est interposée à chaque fois qu'elle était présente, permettant l'évacuation par les ONG de blessés. Dans d'autres quartiers, la situation est restée calme et, en journée, la force a pu constater le retour de la population déplacée dans leurs habitations.



A compter du 17 janvier, la force Sangaris a décidé de cibler son action avec la MISCA au Nord-Ouest de Bangui, au travers d'une mission de reconnaissance sur l'axe qui relie Bangui à Bossangoa. Il s'agit d'un axe routier majeur, reliant Bangui à la fois à l'Ouest et au Nord du pays. Pour cette mission, elle a engagé un détachement d'une centaine de militaires français, auquel a été associée une section de la MISCA.

La situation dans de nombreuses villes et villages de province reste complexe et tendue. Des mouvements de populations ont été observés qui résultent des tensions existantes entre communautés, notamment à Bossembélé et Boali. Ce déploiement a permis de désarmer plusieurs groupes d'individus hostiles, de toute origine, et de mettre fin à des exactions dont était victime la population quelle que soit sa confession ou son appartenance communautaire.

Entre la capitale et la ville de Boali, située à une centaine de kilomètres au Nord de Bangui, le détachement a constaté plusieurs exactions passées ou en flagrance. Des soins ont été apportés aux victimes et des tirs ont été nécessaires pour stopper les agressions en cours. La MISCA s'est à chaque fois engagée en bouclage du dispositif. Une vingtaine d'individus a été capturée par Sangaris avant d'être pris en compte par la MISCA. Au moins une dizaine de morts a pu être identifié dans la zone.



Le 18 janvier, alors que le détachement poursuivait sa reconnaissance plus au Nord vers Bossembélé, il a pu constater que d'autres exactions avaient été commises. La force a poursuivi son contrôle de zone partout où elle était déployée.

Plus au Nord-Ouest de Bossembélé, à Yaloké, les éléments de la force se sont encore interposés entre différents groupes de la population. Des tirs de sommation, ainsi que des tentatives de conciliation ont de nouveau été nécessaires pour mettre un terme aux exactions qui avaient déjà fait plusieurs morts.

La présence de la force Sangaris et de la MISCA a permis à la fois d'arrêter des individus, de toute origine, pris en flagrant délit d'exaction, et de les remettre à la MISCA, mais aussi de saisir une grande quantité d'armement moderne et rustique, et de démanteler des barrages illégaux.

La force continue d'appuyer les médiations entre les différents acteurs civils et militaires locaux, afin de mettre un terme à ce cycle de vengeances inter-communautaires. Par ailleurs, la force accompagne la montée en puissance de la MISCA. Avec l'arrivée en cours d'un contingent rwandais, les effectifs de la force de l'Union africaine ont déjà atteint 5 000 hommes. Ils devraient poursuivre leur croissance dans les jours à venir.

Environ 1600 militaires français sont actuellement déployés en République Centrafricaine, aux côtés des 5000 hommes de la MISCA. Lancée le 5 décembre 2013 par le Président de la République, l'opération Sangaris vise à rétablir une sécurité minimale en République Centrafricaine et à faciliter la montée en puissance de la MISCA, ainsi que son déploiement opérationnel.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **CÔTE D'IVOIRE**

### **Côte d'Ivoire : DIO au profit des militaires ivoiriens**

Mise à jour : 23/01/2014 17:28

Du 13 au 18 janvier 2014, la force Licorne a conduit un détachement d'instruction opérationnel (DIO) au profit de militaires ivoiriens qui seront projetés au Mali dans le cadre de la MINUSMA.



Ce DIO avait pour objectifs de renforcer les savoir-faire des cadres d'une compagnie ivoirienne bientôt engagé au sein de la MINUSMA au Mali. Les militaires français leur ont rappelé les fondamentaux en matière de formation et d'escorte de convoi, ainsi que les différentes mesures de lutte contre les engins explosifs improvisés (IED). Un complément de formation sur le contrôle de foule et la défense des emprises leur a par ailleurs été dispensé. Le DIO s'est conclu par un rallye synthèse visant à restituer les enseignements et recevoir les derniers conseils des instructeurs de la force Licorne.

Cette formation complémentaire a été conduite par les cadres de l'escadron « Alpha » armé par le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie de Marine (1<sup>er</sup> RIMa) d'Angoulême, au profit d'une douzaine de cadres d'une compagnie des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). Cette compagnie, composée

de 170 soldats et basée à Bingerville, a été créée pour être projetée au Mali au sein de la MINUSMA. La formation initiale de cette unité (missions de protection, instructions au tir, au contrôle de foule, au sauvetage au combat) avait été effectuée par le mandat 31 de la force Licorne (armé par le 1<sup>er</sup> régiment étranger de cavalerie (1<sup>er</sup> REC) d'Orange).

La force Licorne, forte de 450 hommes, accompagne la réforme de l'armée ivoirienne en soutien de l'ONUCI. Elle a ainsi mené en 2013 la formation de plus de 1500 soldats ivoiriens. Elle est, par ailleurs, en mesure d'assurer la protection des ressortissants français si besoin était.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## LIBAN

### Liban : Visite officielle du CEMA

Mise à jour : 24/01/2014 17:08

Du 19 au 21 janvier 2014, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA), a effectué une visite officielle au Liban au cours de laquelle il a rencontré plusieurs personnalités libanaises dont le président de la République, M. Michel Sleiman. Il s'est également rendu dans la zone d'opérations de la Forces Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour y rencontrer les militaires français de la Force.



Le 20 janvier, l'amiral Guillaud a été reçu par M. Michel Sleiman, président de la République libanaise, par M. Fayez Ghosn, ministre de la Défense et par le général Jean Kahwagi, commandant en chef de l'armée libanaise. Au cours de ces différents entretiens il a pu réaffirmer l'importance de la coopération militaire entre la France et le Liban et évoquer avec ses interlocuteurs libanais les enjeux de sécurité auxquels fait face la région.

Accueilli par le général Jean-Jacques Toutous, chef d'état-major de la FINUL, il s'est ensuite rendu à Naqoura où il s'est entretenu avec le Force Commander, le Major General Paolo Serra.

Le CEMA a achevé sa visite à Dayr Kifa où il s'est adressé aux militaires français qui arment la *Force Commander Reserve* (FCR) et à une délégation d'officiers insérés au sein de l'état-major de la FINUL. Il leur a indiqué que c'est auprès de soldats en opérations, au Liban pour l'occasion, qu'il a souhaité débiter sa tournée d'adieux car les opérations sont la raison d'être du ministère de la Défense. « *Depuis 2006 la Liban n'a jamais connu de période paix aussi longue. La situation à laquelle vous devez faire face impose de la souplesse et du professionnalisme, ce dont les soldats français disposent à foison* ». Il a terminé son allocution en témoignant de sa considération pour le travail accompli par le contingent français de la FINUL et sa fierté d'avoir commandé des armées qui s'imposent sur le terrain.

Placés sous les ordres du commandant de la FINUL, les éléments français de la FINUL agissent dans le cadre de la résolution 1701 de l'ONU sur l'ensemble de la zone comprise entre le fleuve Litani et la « Blue Line », au Sud Liban. Ils mènent leurs actions en coopération étroite avec les Forces Armées Libanaises (FAL).



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## MALI

### **EUTM Mali participe à l'anniversaire de la création de l'armée malienne**

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 23, 2014 Leonor Hubaut / Brèves, Sahel /



*Quatre sections composées de militaires espagnols, français, allemands et belges et une délégation de l'état-major multinational du camp d'entraînement de Koulikoro, aux ordres de leur commandant, le colonel Urich, ont défilé dans les rues de Bamako. (Crédits: EUTM Mali)*

(BRUXELLES2) Le général Bruno Guibert, commandant la mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali), ainsi qu'un détachement de la mission européenne ont participé à la commémoration du 53<sup>e</sup> anniversaire de la création des forces armées maliennes, ce lundi 20 janvier. Invités par les autorités maliennes, les formateurs européens ont défilés aux côtés des forces internationales présentes au Mali (Serval et MINUSMA) et de 3000 soldats maliens. Tout au long de leur parcours sur le Boulevard de l'Indépendance, les militaires de la mission ont été chaleureusement accueillis par les maliens, témoignant ainsi de la reconnaissance de la population pour la mission de l'Union Européenne, indique-t-on à EUTM Mali.

### **Serval : point sur les opérations du 24 janvier 2014**

Mise à jour : 24/01/2014 16:55

Point sur les opérations de la force Serval depuis le jeudi 16 janvier, 18h00 jusqu'au jeudi 23 janvier, 18h00



Au cours de ces derniers jours, les opérations aériennes se sont poursuivies avec environ 70 sorties, dont environ 15 effectuées par les avions de chasse. 35 sorties ont été dédiées aux missions de transport et une vingtaine aux missions de ravitaillement et de renseignement.

De fin décembre au 19 janvier 2014, la force Serval s'est engagée dans la région Sud-Est de Gao, entre Ansongo et Ouatagouna. Baptisée Muscardin, cette opération planifiée a mis en jeu l'ensemble des moyens de la force Serval. Elle s'est concentrée sur les voies de transit susceptibles d'être utilisées par les terroristes. Le dispositif s'articulait autour de l'escadron d'aide à l'engagement du groupement désert, d'une section des forces armées maliennes du bataillon Elou et de son détachement d'appui opérationnel. L'ensemble était appuyé par des moyens

aériens et de renseignement. Cette opération n'a pas occasionné de « contact » avec les groupes terroristes armés. Elle a cependant permis de maintenir la pression sur eux et de les assurer de notre présence dans cette zone logistique potentielle. Elle a également permis aux forces armées maliennes de s'approprier le terrain.



Parallèlement à la conduite de ces opérations planifiées, les actions d'opportunité se poursuivent de façon permanente. Dans la nuit du 22 au 23 janvier, alors qu'ils étaient engagés au Nord de Tombouctou, des éléments de la force ont conduit une offensive sur un groupe armé terroriste. Au cours de cette action, un militaire français a été blessé. Il a immédiatement été pris en charge au groupement médico-chirurgical de Gao. Son pronostic vital n'est pas engagé. Cette action d'opportunité a permis la neutralisation d'une dizaine de terroristes.

Les militaires poursuivent ainsi leurs opérations dans l'ensemble du Nord de la boucle du Niger.



Les 19 et 20 janvier, Monsieur Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a effectué une visite à Bamako dans le cadre du 53<sup>e</sup> anniversaire des forces armées maliennes. Le 19 janvier, il s'est rendu à l'ambassade de France à Bamako pour inaugurer une stèle en hommage aux 7 soldats français morts au Mali pendant l'opération Serval. Le lendemain, il a assisté au 53<sup>e</sup> anniversaire des forces armées maliennes. La force Serval a défilé aux côtés des forces armées maliennes et des militaires de la Minusma dans les rues de Bamako. Cette commémoration a également été marquée par l'inauguration du « Monument aux morts » du camp militaire de Kati qui rend hommage aux soldats maliens et étrangers morts pour le Mali, et par la mise en circulation du timbre-poste commémorant le premier anniversaire de l'opération Serval.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **OPERATIONS PONCTUELLES**

### **Corymbe : signature des accords de défense franco-guinéens**

Mise à jour : 21/01/2014 17:48

Du 13 au 15 janvier 2013, dans le cadre de la mission Corymbe, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude* et l'avis *Commandant l'Herminier*, ont effectué une relâche opérationnelle à Conakry, en Guinée.



Dans le cadre de la restructuration de l'outil de défense guinéen, ces accords ont pour objectif le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays dans des domaines aussi variés que la formation militaire, le soutien logistique, l'expertise en matière de défense, les opérations de maintien de la paix. Ce partenariat se matérialisera notamment par un appui de coopérants français aux forces guinéennes.

A l'issue de la signature des accords et de la conférence de presse, l'équipage du BPC a eu l'honneur de recevoir, à l'occasion d'un déjeuner, le président de la République de Guinée, monsieur Alpha Condé. Très enthousiaste et faisant preuve d'un vif intérêt pour la marine française, le Président a tenu à assister à la passation de commandement du *Commandant l'Herminier* qui s'est déroulée sur la plage arrière de l'avisos. Au cours de la cérémonie, le capitaine de vaisseau de Briançon, commandant du *Dixmude*, a fait reconnaître le capitaine de corvette Brige comme nouveau commandant succédant au capitaine de frégate Molitor.

Le lendemain, dans le cadre de la coopération franco-guinéenne, le BPC *Dixmude* a accueilli, à l'invitation de M. l'ambassadeur de France, une conférence consacrée à l'action de l'Etat en mer (AEM), qui a rassemblé une vingtaine d'ambassadeurs et d'attachés de défense. Il s'agit d'une préoccupation majeure de plus en plus prise en compte par les pays de la zone, où les menaces liées aux trafics, à la piraterie ou au pillage des ressources halieutiques sont réelles. L'AEM fait l'objet de toute l'attention des autorités de la Guinée-Conakry, qui vient de se doter d'une capacité de réponse nouvelle en la matière. En deux ans, trois patrouilleurs ont été admis au service actif, un sémaphore a été construit sur l'île de Tamara en face de Conakry et une préfecture maritime a été créée, permettant dès 2013 l'interception de contrevenants à la législation sur la pêche. Après une présentation du concept français de l'AEM, l'ensemble des participants a pu échanger de manière constructive et vivante sur le thème de l'élaboration des politiques publiques de la mer et la coordination des moyens étatiques sur le plan national et international, ainsi que sur le projet d'école dédiée à ces questions.



Enfin, le 14 janvier, avant l'aube, une cinquantaine de marins volontaires du *Dixmude* et du *Commandant l'Herminier*, accompagnés d'une dizaine de membres de l'ambassade de France, ont chargé du matériel destiné à une action civilo-militaire (ACM) sur l'île de Tamara, située à 5 nautiques de Conakry. Grâce au déploiement de deux chalands de transport de matériel (CTM) et de quatre zodiacs, renforcés par un camion de l'armée guinéenne, les marins ont pu rejoindre le village de Fotoba, au nord de l'île. Tout au long de cette journée, différents travaux ont été menés : rénovation d'une école et d'un puits, réparations et travaux de soudure divers, affûtage des outils de travail des villageois. Près de 130 consultations médicales ont également été effectuées par les équipes médicales de la Marine. En parallèle, du matériel scolaire, notamment des livres, mais également des vêtements et des jouets, ont été distribués par des professeurs du lycée français de Conakry, le personnel de l'ambassade et les marins.

Corymbe est une mission de présence quasi permanente des forces armées françaises dans le golfe de Guinée, en place depuis 1990. Le dispositif est armé au minimum par un bâtiment de la

Marine nationale qui peut être ponctuellement renforcé par des moyens terrestres et aéromobiles embarqués.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **Corymbe : opération de sauvetage en mer au large de Dakar.**

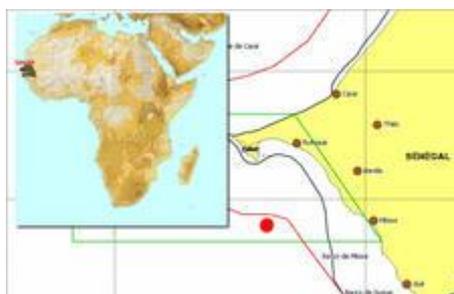
Mise à jour : 23/01/2014 18:01

Le 19 janvier 2014, les deux bâtiments français déployés dans le golfe de Guinée dans le cadre de la mission Corymbe ont participé à une mission de recherche de personnes tombées à la mer.



Les deux bâtiments du mandat 122.2 de la mission Corymbe, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Dixmude* et l'avisos *Commandant l'Herminier*, étaient en patrouille au large de Dakar lorsqu'ils ont intercepté un appel de détresse. Une pirogue de pêcheurs, avec six personnes à son bord se serait retournée à un peu plus de douze nautiques des côtes, au Sud de Dakar, piégeant l'équipage à bord.

L'équipage du *Dixmude*, arrivé en premier sur la zone, est entré en contact avec le chalutier qui, après avoir lancé l'appel de détresse, avait porté assistance au seul rescapé et récupéré un corps. Après un survol en vain au-dessus de la zone du naufrage par l'hélicoptère Alouette III du BPC, l'embarcation de drôme opérationnelle (EDO) et des plongeurs ont immédiatement été mis à l'eau pour rechercher les victimes sous le bateau retourné. Ces derniers ont alors retrouvés un deuxième corps sans vie. Le rescapé et les deux victimes ont été transférés en mer sur un patrouilleur de la marine sénégalaise.



Mission quasi permanente de la marine en place depuis 1990, le dispositif naval Corymbe soutient le dispositif français pré-positionné en Afrique occidentale, permettant la réalisation d'actions de coopérations bilatérales avec de nombreux pays de la région ainsi que des patrouilles de surveillances maritimes. Les bâtiments français ont également, comme tous les navires, l'obligation légale de porter assistance à des personnes en détresse.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

# Mission Bois Belleau : interactions entre les groupes aéronavals français et américain

Mise à jour : 23/01/2014 16:42

Depuis le 12 janvier 2014, les deux groupes aéronavals français et américain, constitués autour des porte-avions *Charles de Gaulle* et *Harry S. Truman*, déployés ensemble dans le golfe arabo-persique, ont multiplié les interactions.



Le déploiement du groupe aéronaval permet à la France d'entretenir ses connaissances d'une zone d'intérêt stratégique et de développer ses relations avec les différents partenaires qui y sont présents, au premier rang desquels les forces navales américaines. Dans ce cadre, la France et les Etats-Unis ont débuté, à la fin de l'année 2013, une période de coopération en matière d'activités aéromaritimes qui doit permettre de renforcer l'interopérabilité entre les deux marines.

A la mi-janvier 2014, soit à un peu plus de la moitié de cette période d'interactions, la *Task Force 473*, française, et la *Task Force 50*, américaine, ont intensifié leurs échanges. Ainsi, le 12 janvier 2014, pour la première fois depuis l'opération *Harmattan* en 2011, un aéronef de transport de passagers et de fret américain de type *Greyhound* a apponté sur le porte-avions *Charles de Gaulle*. Ce type d'aéronef est mis à disposition du groupe aéronaval français par la marine américaine pour prendre part au soutien logistique de la task force bilatérale.



En outre, les 13 et 14 janvier 2014, des appontages croisés d'avions de chasse embarquée ont eu lieu : des *Rafale Marine* se sont posés sur le porte-avions *Harry S. Truman* pendant que des *F18-E* appontaient sur le porte-avions *Charles de Gaulle*. Ces échanges mettent en exergue l'interopérabilité avancée entre les deux marines.

Si ces manœuvres conjointes sont fréquemment réalisées, les interactions entre les deux groupes aéronavals atteignent cette année un niveau encore jamais égalé. Pour mesurer les progrès réalisés, le vice-amiral Miller, commandant de la 5<sup>ème</sup> flotte des Etats-Unis, a tenu à se rendre à bord du porte-avions *Charles de Gaulle* le 14 janvier 2014. Il a pu s'y entretenir avec le commandant de la *Task Force 473*, le contre-amiral Chaperon, ainsi qu'avec les différents officiers américains embarqués sur le porte-avions français.

En multipliant ainsi les activités opérationnelles, les deux groupes aéronavals français et américain renforcent leur interopérabilité.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## PIRATERIE

### Piraterie : Interception de cinq présumés pirates dans le Golfe d'Aden

Mise à jour : 20/01/2014 14:39

Le 18 janvier 2014, le transport de chaland de débarquement (TCD) *Siroco*, navire amiral de la force navale européenne Atalante, a intercepté un boutre indien piraté à la sortie du Golfe d'Aden, à une quarantaine de nautiques (75 km) des côtes omanaises. A son bord, l'équipe de visite a procédé à l'arrestation de 5 présumés pirates qui retenaient 11 membres d'équipages d'origine indienne.

Dans la nuit du vendredi 17 janvier 2014, l'état-major de la force navale européenne Atalante, embarqué à bord du TCD *Siroco* a été alerté par le biais du réseau international d'échange d'informations maritimes de l'attaque du pétrolier *Nave Atropos* battant pavillon des îles Mashall.

En fin de soirée, au moins un skiff s'est approché du pétrolier en ouvrant le feu. L'équipe de protection embarquée a immédiatement riposté, obligeant les pirates à s'éloigner du navire de commerce et à cesser leur attaque. L'incident, relayé à l'ensemble des navires et moyens militaires présents sur zone, a initié une coordination internationale réactive, assurée par l'état-major de la force Atalante.

L'ensemble des informations recueillies et leur mise à jour régulière, notamment grâce au concours de moyens aériens japonais à proximité de la zone d'attaque, a permis de localiser et de pister un boutre suspecté d'avoir servi de base arrière aux assaillants.



Le *Siroco* se situant à environ 200 nautiques (moins de 400 km) de ce boutre se lance à sa poursuite afin de l'intercepter. Un avion de patrouille maritime japonais P3-C Orion et l'hélicoptère embarqué du *Siroco* ont pisté durant la nuit le boutre avant qu'il ne soit intercepté par le TCD le 18 janvier, en fin de matinée.

Ce n'est qu'à quelques nautiques du boutre que les éléments d'identification se précisent. Les moyens d'intervention partis à la rencontre de la « piste » confirment visuellement l'identité du boutre comme étant le *Shane Hind*, celui recherché depuis l'attaque.

L'équipe de visite, appuyée par l'hélicoptère *Alouette III* du *Siroco*, a rejoint en embarcation rapide le *Shane Hind*, boutre battant pavillon indien. A l'approche des militaires français, une partie des personnes à bord du boutre ont jeté à la mer certains objets.



Lors de l'investigation du bord, l'équipe de visite identifie 11 hommes d'équipage d'origine indienne, retenus par cinq présumés pirates qui se sont rendus rapidement aux forces françaises.

Ils sont vraisemblablement liés à la tentative d'attaque de la veille, qu'ils auraient conduit avec ce boutre indien en « base arrière », attaqué plusieurs jours auparavant alors qu'il naviguait bien plus au sud au large de la côte est de Somalie.

Les 5 présumés pirates ont été pris en charge par l'équipage du *Siroco* conformément aux règles juridiques. Ils ont en particulier subi un examen médical et ont pu se restaurer en attendant la procédure de recueil de preuves devant permettre la poursuite des présumés pirates devant un tribunal.

A l'issue de cette action, le contre-amiral Hervé Bléjean, commandant la force navale Atalante, s'est félicité de cette action. « Cette issue heureuse montre que l'excellente coopération de la force Atalante avec tous les acteurs de la lutte contre la piraterie au niveau international est une réalité et que grâce à celle-ci, aucune impunité n'existe dans la zone d'opération ».

Le Siroco a rejoint l'opération Atalante de lutte contre la piraterie, au large de la corne de l'Afrique depuis le 6 décembre 2013 avec à son bord l'Etat-major de la Force sous commandement du contre-amiral Hervé Bléjean. Il s'agit du troisième commandement français de la force navale Atalante depuis sa création en décembre 2008.

L'opération Atalante a pour mission d'escorter les navires du Programme alimentaire mondial (PAM), de participer à la sécurité du trafic maritime et de contribuer à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie au large des côtes somaliennes.

La France est un acteur majeur et historique participant à l'opération Atalante depuis ses débuts avec le déploiement régulier de bâtiments de la marine nationale. Le dispositif peut être renforcé ponctuellement d'un avion de patrouille maritime.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **Dernières nouvelles de la piraterie (12 janvier 2014). Bilan piraterie 2013**

<http://www.bruxelles2.eu/> JAN 12, 2014 Leonor Hubaut Piraterie / (BRUXELLES2)

### **La piraterie en 2013 : bilan**

234 incidents de piraterie ont été recensés en 2013, dont 12 étaient des captures et prises d'otage, selon le dernier bilan dressés le Bureau Maritime International (BMI). Au Nigéria, 30 incidents ont été constatés, contre 13 en Somalie. L'immense majorité des actes de piraterie modernes se déroule sur la ligne de l'équateur, à l'ouest de l'Afrique ou à l'est, comme on peut le constater sur la carte interactive du BMI.



*La frégate Sagaidatchny été antérieurement engagée dans l'opération Ocean Shield de l'OTAN (Crédits: Ministère français de la Défense)*

### **La frégate ukrainienne se joint à EUNAVFOR Atalanta**

La frégate ukrainienne Guetman Sagaidatchny a changé de pavillon, le 3 janvier. Quittant le pavillon de l'OTAN, elle a arboré celui de l'Union européenne, passant ainsi de l'opération anti-piraterie de l'Alliance *Ocean Shield* à l'opération « sœur » européenne *EUNAVFOR Atalanta*. Dotée d'un commando spécial et d'un hélicoptère Ka-27, le navire escortera des cargos au large des côtes somaliennes. Lire aussi : L'Ukraine rejoint l'Union européenne. ласкаво просимо



*(Crédits: EUNAVFOR Somalia )*

### **Formation de marins Tanzaniens à Dar Es Salaam**

Le navire-amiral Siroco de l'opération européenne EUNAVFOR Atalanta a fait escale en Tanzanie. Neuf marins tanzaniens ont reçu une formation théorique sur les manœuvres

d'approches. Le plus gros de la formation s'est centrée sur le système Mercure utilisé par les forces de lutte contre la piraterie pour se coordonner dans la région. L'objectif étant d'améliorer la connaissance réciproque entre les forces européennes et les forces tanzaniennes. « La Tanzanie est un partenaire régional clé et nous sommes toujours désireux de promouvoir notre coopération, en travaillant ensemble contre la piraterie dans la Corne de l'Afrique » a déclaré le contre-amiral Hervé Bléjean, commandant de la force européenne.



*L'hélicoptère endommagé a été placé sur un trailer et transporté jusqu'à l'aéroport avec la protection des français (Crédits : EUNAVFOR Somalia)*

### **Nouvel hélicoptère pour l'hélico Tornado espagnol**

Le navire espagnol ESPS Tornado, amarré à Djibouti, a dû changer son hélicoptère. L'hélicoptère Augusta Bell 212 est inutilisable et sa réparation n'était pas possible à bord ni en Somalie. La marine espagnole a affrété un avion Ilyushin pour transporter l'hélicoptère de substitution. Arrivé à Djibouti le 28 décembre, ce gros porteur est reparti le lendemain avec le modèle endommagé, dont l'équipage a dû démonter l'hélice principale pour le placer dans l'avion de transport. Le nouvel appareil a réalisé son premier vol dès le 29 décembre.



*En 2013, 11 navires ont été secourus par les Chinois au large de la Somalie (Crédits: Xinhua)*

### **Cinq années de présence chinoise dans le Golfe d'Aden**

Pékin n'envisage pas de cesser sa participation à la sécurisation des eaux au large de la Somalie et dans l'océan Indien, par l'envoi de navire d'escorte. C'est même devenu une « obligation internationale », mais l'aviation chinoise ne sera pas encore envoyée sur place. A l'occasion du cinquième anniversaire de l'engagement chinois dans cette zone, Dong Yiping, le chef adjoint de l'état-major de la marine chinoise, a rappelé que 16 groupes navals chinois ont déjà été déployés, avec 42 navires au total et 13 214 marins et commandos. Les navires chinois ont escorté 565 bâtiments marchands et secouru 42 navires attaqués par des pirates. En 2013, 11 navires ont été secourus par les Chinois et aucun n'a été capturé.

### **Sécurité privée sur les navires français**

La France pourrait bientôt déléguer la lutte contre la piraterie maritime à des sociétés privées. Le Conseil des ministres a proposé un projet de loi visant à autoriser des agents armés à prendre place à bord des navires traversant des zones dangereuses, particulièrement dans les golfes d'Aden et de Guinée. Cette pratique est déjà autorisée dans plusieurs pays européens. Le projet de loi pourrait être examiné dès février prochain par le Parlement. Pour Éric Banel, directeur délégué général d'Armateurs de France, ceci permettra d'être compétitifs dans le marché. « Les entreprises françaises perdaient des marchés par rapport à leurs concurrents – je pense notamment aux Britanniques – parce que ces pays-là ont autorisé très tôt l'embarquement de gardes privés et que nous, nous ne sommes pas capables d'assurer une protection continue de nos navires », explique-t-il.

**TCHAD**

# Tchad : Transfert d'autorité sur la base de soutien de la force Epervier

Mise à jour : 23/01/2014 17:48

Le 11 janvier 2014, le lieutenant-colonel Alain Fuchs a pris le commandement de la base de soutien à vocation interarmées (BSVIA) de l'opération Epervier au Tchad. Il succède au lieutenant-colonel Jean-Pierre Turel.



La BSVIA de la force Epervier est composée de plus de 300 militaires de l'armée de l'air et de l'armée de Terre. Elle a pour mission de soutenir le fonctionnement de la force Epervier pour l'accomplissement de sa mission dans de nombreux domaines : la gestion et mise en œuvre de la plate-forme aéronautique, la protection des emprises, le secours incendie, l'information de la circulation aérienne, la lutte contre le péril aviaire, le service des essences, la maintenance des véhicules terrestres, les approvisionnements techniques, la rénovation et l'entretien de la piste et des parkings aéronautiques, l'escale aérienne militaire, la prévention, la sécurité des emprises.

La force Epervier assure deux missions permanentes, conformément à l'accord de coopération technique signé entre la France et le Tchad : d'une part, apporter un soutien aux forces armées et de sécurité (FADS) tchadiennes et, d'autre part, garantir la sécurité des ressortissants français au Tchad. Par ailleurs, tout en assurant ces deux missions, les éléments stationnés à N'Djamena participent directement aux opérations Serval au Mali et Sangaris en Centrafrique.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## 8 – MISSINT

### HARPIE

#### **Harpie : bilan d'une semaine de lutte contre l'orpaillage illégal**

Mise à jour : 21/01/2014 17:23

Du 10 au 16 janvier, la gendarmerie et les forces armées en Guyane (FAG) ont mené près d'une vingtaine de patrouilles de lutte contre l'orpaillage illégal. En moyenne, 300 militaires des FAG et 140 gendarmes étaient mobilisés en forêt sur les différents postes avancés. Agissant sur les sites de production illégaux comme sur les voies de navigation, notamment la rivière Inini, les saisies et les destructions ont permis de maintenir une forte contrainte sur les activités illégales.



En moins d'une semaine, 4 pirogues de ravitaillement, 1 barge, 10 tables de levée, 18 corps de pompe, 15 moteurs, 6 motopompes et 10 concasseurs ainsi que de nombreux moyens logistiques ont été détruits, réduisant d'autant la capacité d'exploitation des sites illégaux.

Les efforts permanents des forces de gendarmerie, des légionnaires du 3<sup>e</sup> régiment étranger d'infanterie (3<sup>e</sup> REI) et des marsouins du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Marine (9<sup>e</sup> RIMa) permettent d'exercer une pression permanente sur les structures liées à l'orpaillage illégal. Chaque saisie et destruction pèse un peu plus sur des orpailleurs illégaux, dont les gains deviennent de plus en plus faibles sur certains secteurs.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **INONDATIONS**

### **Inondations dans le Var: les armées se mobilisent.**

Mise à jour : 22/01/2014 19:27

Face aux violentes intempéries qui ont frappé le Var le 19 janvier au matin, le préfet de la zone de défense et de sécurité Sud a demandé le concours des armées pour renforcer et compléter le dispositif des services de l'Etat.

Les armées ont réagi très rapidement à cette demande de soutien face à une situation climatique exceptionnelle.

La contribution des armées a débuté dès le 19 janvier, avec le décollage d'un hélicoptère Dauphin de la Marine nationale ainsi que de deux hélicoptères Puma de l'Armée de Terre. Ils ont réalisé des missions de reconnaissance, de transport des secouristes et surtout de mise en sécurité de 5 personnes prisonnières des eaux.

Ces interventions dans l'urgence ont été complétées par la mise à disposition de moyens lourds du génie des armées, en coopération avec les acteurs civils.



Depuis le mardi 21 janvier au matin, une grue de 50 tonnes ainsi qu'une dizaine de militaires de la 52<sup>ème</sup> Compagnie d'Aide au Déploiement Lourd (CADL), appartenant au 19<sup>e</sup> régiment du Génie (19<sup>e</sup> RG) de Besançon, opèrent à La Londe des Maures pour dégager une quarantaine d'épaves de bateaux encombrant le port.

Parallèlement, en coordination avec les acteurs civils de la région, 30 militaires du 19<sup>e</sup> RG et leurs moyens spécialisés du génie, dont 4 camions bennes, assurent le déblaiement de 2 axes routiers principaux reliant Hyères à La Londe des Maures et Fréjus à Pujet sur Argens.

Enfin, d'autres éléments ont apporté leur soutien aux unités de secours, comme le 54<sup>e</sup> régiment d'artillerie d'Hyères et l'Ecole de l'aviation légère de l'armée de Terre du Cannet des Maures, qui ont hébergé près de 200 pompiers de la Sécurité Civile.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **9 – Défense de par le Monde**

### **Vol de baïonnettes et de Viagra au ministère britannique de la Défense**

Accueil Monde AFP 21 JANVIER 2014 À 15:54



Défilé devant la reine Elizabeth, le 30 avril 2013 au château de Windsor (Photo Ben Stansall. AFP)

De multiples larcins ont été commis depuis 2007, selon un rapport rendu public. Un camion, des pièces de sous-marin ou encore un lave-linge ont également disparu.

Une centaine de baïonnettes mais aussi du Viagra pour un montant de 7 000 euros ont été dérobés des stocks militaires britanniques depuis 2007, a annoncé mardi le ministère de la Défense. Au total, ce sont des objets et produits pour une valeur cumulée de plus de huit millions d'euros qui se sont évaporés en sept ans des bases britanniques, selon les chiffres rendus publics après une question d'un député conservateur.

Parmi eux des pilules Viagra, diverses munitions, un camion, des instruments pour sous-marins nucléaires, une statue, de l'argenterie ou un lave-linge industriel. Concernant le Viagra, le ministère s'est empressé de signaler qu'il avait d'autres vertus thérapeutiques que celle communément admise, pour traiter par exemple le mal des montagnes ou une pression artérielle basse.

Ces révélations interviennent une semaine après la condamnation à vingt mois de prison d'un sergent-major qui avait essayé de vendre des équipements de vision nocturne sur eBay. «*Le ministère de la Défense a mis sur pied un nouveau département de lutte contre la fraude et la perte l'année dernière pour améliorer la manière avec laquelle sont gérées ces questions*», a commenté Andrew Murrison, secrétaire d'Etat à la Défense.

## **10 – Nos Forces Armées**

### **Fin du gros œuvre pour le «Pentagone à la française»**

Home Actualité Politique lefigaro.fr Par Emmanuel Galiero Publié le 17/01/2014 à 21:37

## **Le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a visité, vendredi, le chantier monumental de ce qui sera, dès 2015, le siège de son ministère. Un bâtiment imaginé selon les formes d'un avion de guerre furtif...**

**Jean-Yves Le Drian**, ministre de la Défense, a présenté vendredi le chantier du futur siège de son ministère, porte Balard, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La première phase de travaux a avancé à une vitesse vertigineuse, et la fin du gros œuvre a pu être fêtée un an avant la date prévue.

Surnommé le «Pentagone français», le bâtiment se présente comme un ensemble hexagonal (en guise de clin d'œil au pays) et se veut champion de la basse consommation énergétique. Durant une cérémonie du drapeau, Jean-Yves le Drian a souligné un symbole: «En 1958, le général de Gaulle avait rassemblé de manière définitive les trois ministères de la Guerre, de la Marine et de l'Air. Ce geste historique est poursuivi aujourd'hui. Nous gravons un nouveau chapitre de cette histoire. Unir et rassembler nos forces, c'est tout l'enjeu du projet Balard.»

Le coût global de l'ensemble est de 3,5 milliards d'euros, dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) de 30 ans. L'État devra ainsi payer une redevance annuelle de 154 millions pendant la durée du partenariat. Attribué début 2011 à un consortium d'entreprises conduit par Bouygues Construction, le projet Balard 2015 a été conçu pour réunir douze sites militaires actuellement dispersés dans une dizaine d'arrondissements de Paris, parmi lesquels l'Hôtel de la Marine, l'îlot Saint-Germain, la caserne de Reuilly, etc... Considéré comme le déménagement le plus important depuis celui du ministère des Finances du Louvre à Bercy dans les années 80, le projet accueillera 10.000 personnes dans un ensemble entièrement nouveau et rénové de 13,5 hectares. Il suffit d'observer la quinzaine de grues orange peuplant le paysage pour mesurer l'ampleur du chantier, le plus important de la capitale.

### **Livraison prévue en février 2015**

Prévue en février 2015, la livraison du nouveau siège de la Défense s'inscrit dans un projet architectural et urbain plus large où l'on trouve aussi une piscine, un centre de soins, des crèches... «Il y a une vraie insertion dans la vie du quartier», a noté le ministre en soulignant que le «développement durable est au cœur de ce projet».

Martin Bouygues, présent parmi les nombreux ingénieurs et officiers étoilés conviés, a confié au *Figaro* : «Cela fait partie des projets dont nous sommes fiers» et qui «marque vraiment l'évolution de nos métiers au plan mondial». Le président du groupe Bouygues reconnaît au passage l'importance des «contraintes techniques, technologiques et de sécurité» sur de tels projets très sensibles qu'il situe «au top niveau de l'exigence». Il faut savoir que la circulation des camions durant la construction d'un tel site exige une planification aussi précise que stricte en matière de contrôle.

Thales a été désigné pour assurer la sécurité du site et celle des systèmes d'information. «Il y a plus de mille kilomètres de fibre optique», a expliqué Jean-Michel Lagarde, président de Thalès communications and security. «Les hackers vont chercher à entrer dans nos réseaux mais ils ne pénétreront pas plus dans celui-là que dans ceux des autres ministères», a-t-il affirmé. Enfoui sous le site, le centre opérationnel est l'un des espaces les plus secrets du bâtiment. Il a été conçu pour être étanche aux inondations et entièrement autonome, comme un sous-marin enterré. «Ce centre névralgique est protégé contre les écoutes et contre les risques d'explosion nucléaire. Il est plus intégré puisqu'il rassemble toutes les armées», souligne Jean-Michel Lagarde.

### **Soupçons sur les conditions d'attribution du marché**

L'architecte Nicolas Michelin, dessinateur du bâtiment principal du ministère, avoue qu'il s'est inspiré de la forme des avions et de navires de guerre furtifs pour concevoir cette architecture. Il insiste aussi sur la performance énergétique du bâtiment: «40 kw/h toutes dépenses confondues, c'est exceptionnel. Pour y arriver, nous avons prévu un système de ventilation naturelle très expérimental avec des cheminées d'air fonctionnant sans moteur, sur le principe de la dynamique thermique.» Il précise enfin que le toit de l'hexagone sera «le plus grand toit solaire de Paris».

Si la progression du chantier est exceptionnelle, le projet a toutefois suscité une série de polémiques. Des soupçons sur les conditions d'attribution du marché ont déclenché des enquêtes et des perquisitions. Bernard Cazeneuve, actuel ministre délégué au Budget, avait estimé avant la présidentielle de 2012, que le projet ne permettait pas de réaliser des économies. Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, avait déposé un recours contre le permis de construire devant le tribunal administratif de Paris. Ni lui, ni son adjointe Anne Hidalgo, candidate socialiste aux prochaines municipales et élue du XV<sup>e</sup> arrondissement, n'étaient présents vendredi lors de la présentation de ce qui est aujourd'hui le projet urbain et architectural le plus ambitieux de Paris.

## **Soutien : séminaire de lancement de la transformation 2014 – 2019**

Mise à jour : 21/01/2014 16:43

Le séminaire de lancement de la transformation du soutien s'est tenu à l'École militaire les 14 et 15 janvier 2014. Organisé par la sous-chefferie soutien de l'état-major des armées, il a présenté le plan de transformation du soutien, ses objectifs et ses modalités de mise en œuvre. Le séminaire a également constitué un espace de travail organisé autour d'ateliers thématiques. Cette première rencontre marque le lancement de la période de préfiguration qui débutera le 1<sup>er</sup> février 2014.



La première demi-journée a été consacrée à des tables rondes visant à informer l'ensemble des acteurs de la transformation : souteneurs et soutenus, personnels civils et militaires, armées, directions et services. La diversité de ce panel traduit bien la réalité du plan de transformation du soutien. En effet, si son élaboration a été confiée au sous-chef soutien de l'état-major des armées (EMA) par le ministre de la Défense, ce plan concerne en définitive l'ensemble des fonctions de soutien du ministère, à l'exception des soutiens spécifiques des armées.

L'objectif de cette nouvelle étape de la transformation est de fournir aux forces, organismes et formations en base de défense, un soutien cohérent avec les contrats opérationnels définis dans le Livre blanc. Il s'agit également d'en améliorer la performance, en rénovant son organisation. Dans ce cadre, lors de la première table ronde, le secrétaire général pour l'administration (SGA) a présenté la modernisation du ministère, dans laquelle s'inscrit la transformation du soutien. Le sous-chef d'état-major soutien de l'EMA a ensuite décrit les grands axes du plan de transformation du soutien. Tous deux ont insisté sur la finalité opérationnelle de l'évolution de l'organisation.

La mise en œuvre de cette nouvelle organisation du soutien repose sur une double dynamique : l'amélioration de la performance, par la généralisation de la logique de « bout en bout » ; ainsi que la coordination du soutien à tous les niveaux et le contrôle de sa qualité.

Dans cette optique, la deuxième table ronde a été centrée sur les projets de réforme des services de soutien. Ces projets sont essentiels, car la logique de bout en bout s'appuie sur l'expertise de chaque opérateur de soutien (directions et services), qui exerce son autorité fonctionnelle sur l'intégralité d'un domaine de soutien. Ainsi, le service du commissariat des armées sera désormais responsable de l'ensemble du domaine « administration générale et soutiens communs ». Il exercera à ce titre son autorité hiérarchique sur les groupements de soutien des bases de défense (GSBdD). C'est dans ce cadre que les directeurs centraux du service du commissariat des armées (SCA), du service d'infrastructure de la défense (SID) et du service de santé des armées (SSA) ont présenté les grandes lignes de leurs projets de transformation respectifs.



Dans les domaines de la coordination entre souteneurs et soutenus et de la garantie du service aux soutenus, le centre de pilotage et de conduite du soutien (CPCS) et les commandants de bases de défense (COMBdD) seront désormais les acteurs centraux. A cette fin, ils seront déchargés des activités de « production » en matière de soutien et se concentreront sur deux missions essentielles : la coordination et le contrôle du service aux soutenus, avec un accent sur la qualité du service rendu (QSR), qui sera renouvelée. La troisième table ronde, animée par le chef du CPCS, a ainsi permis de présenter les nouveaux modes de fonctionnement dans ces deux domaines.

La journée du 15 janvier, organisée en ateliers de travail, a rassemblé les acteurs impliqués dans la préfiguration de la nouvelle organisation du soutien, afin de leur transmettre les directives de niveau central et d'orienter leurs travaux à venir. Dans ce cadre, les principales échéances à venir se déclinent en trois temps :

- la préfiguration sera conduite du 1<sup>er</sup> février au 1<sup>er</sup> septembre 2014, avec deux objectifs principaux : préparer le transfert d'autorité des GSBdD et régies infrastructure au SCA et au SID ; mettre en œuvre la nouvelle gouvernance et déployer les outils associés. Elle impliquera 17 bases de défense, leurs groupements de soutien et 21 unités du SID. Au niveau zonal, la préfiguration concernera trois commandants zonaux représentant les trois armées, trois plateformes achat-finance et trois établissements du SID ;
- au 1<sup>er</sup> septembre 2014, le modèle sera généralisé à l'ensemble des bases de défense, en s'appuyant sur le retour d'expérience de la préfiguration ;
- à l'été 2015 débutera la période d'optimisation du nouveau modèle d'organisation. Elle sera principalement portée par les gains en performance générés par la transformation de chaque opérateur de soutien.

Alternant les prises de paroles des hautes autorités, les questions et les ateliers de travail, ce séminaire a montré, par la qualité des échanges, la volonté de chacun d'assurer la réussite de ce projet ambitieux, illustrant la devise portée par le soutien : « opérationnels ensemble ». Prochain rendez-vous le 12 mai 2014 pour le séminaire de retour d'expérience de la préfiguration.

Pour en savoir plus :

Plaquette « Transformation du soutien »



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **a) – Armée de Terre**

### **L'armée de Terre perçoit le simulateur de vol NH90**

Mise à jour : 21/01/2014 14:57 – Auteur : ASP M. FOUQUET

La DGA a réceptionné le premier simulateur de vol de l'hélicoptère NH90-TTH (hélicoptère dédié au transport tactique) le 18 novembre 2013. Il a été livré au centre de formation interarmées (CFIA) du Luc-en-Provence, où passent les futurs pilotes de l'armée de Terre.



Ce simulateur permet de réaliser une part importante de la formation des équipages et de réduire le complément nécessaire sur hélicoptère. Caractérisé par un très haut niveau de représentativité, il est utilisé pour effectuer les formations initiales et s'entraîner dans un environnement tactique complexe et particulièrement réaliste. En effet, des jumelles de vision nocturne, un visuel de casque et l'ensemble des équipements de mission (radar, FLIR (forward looking infrared)... ) sont disponibles sur l'appareil et ce, pour un coût beaucoup moins élevé qu'un vol réel sur NH90. Ce simulateur, produit par la société Sogitec à Bruz, a été développé et livré en moins de 22 mois.

### **Rappel : Le NH90, quelques chiffres**

Le NH90 est un hélicoptère européen de transport militaire. Il se décline en deux versions : TTH, pour les missions de transport tactique et NFH pour la lutte anti-surface et anti-sous-marine.

Masse à vide : 6 400kg

Vitesse de croisière : 260 km/h

Nombre de moteurs : 2

Longueur : 16,30 m

Hauteur : 4,20 m

Droits : Armée de Terre 2014

## **Lancement des 250 ans d'Esterhazy Houzards**

Mise à jour : 21/01/2014 17:22 – Auteur : ASP M. FOUQUET

« L'identité du hussard du XVIII<sup>e</sup> siècle et l'identité du hussard du XXI<sup>e</sup> siècle sont les mêmes : bien faire son devoir, driller son unité, s'entraîner avec une inaltérable motivation et être pleinement efficace en opération. C'est ce que nous manifestons lorsque nous disons, haut et fort : Esterhazy, je suis ! » déclare le colonel Bourdeau de Fontenay chef de corps du 3<sup>e</sup> RH, lors des activités commémorant le 250<sup>e</sup> anniversaire de son régiment. Créé le 10 février 1764 à Phalsbourg, par le comte Valentin Ladislas Esterhazy, cette unité a rendu hommage à son fondateur avec l'exercice « Valentin », qui s'est déroulé à Metz, le 16 janvier dernier.



Au programme de la journée : cohésion et aguerrissement. Des activités de dépassement de soi chères à toutes ces générations de hussards. La journée a débuté par une marche d'environ 15 km jusqu'au Fort de Queuleu, suivie d'un parcours rustique, constitué d'ateliers divers tels que le franchissement de mur vertical, la tyrolienne simple ou le ramper sous filer.

L'exercice Valentin s'est terminé par la traversée de la ville de Metz jusqu'à la caserne Séré de Rivières, où le 3<sup>e</sup> RH a pris ses quartiers en juillet 2011.

Droits : Armée de Terre 2014

## Fin de l'expérimentation tactique du VHM

Mise à jour : 20/01/2014 18:09 – Auteur : CNE ROSSI

Durant l'exercice CERCES, le 7<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins a manœuvré à bord des véhicules haute mobilité (VHM). Perçu il y a un an par le régiment, le VHM est dans sa dernière phase d'expérimentation tactique.



Déjà testé en montagne, en périodes estivale et hivernale, mais aussi en combat en zone urbaine et en configuration amphibie, ce nouveau matériel semble recueillir tous les suffrages. Adapté aux zones montagneuses habituellement inaccessibles, il permet de transporter les unités plus vite et plus loin. Il permet également de disposer d'un abri sous blindage, doublé d'un appui feu de calibre 12,7 mm au plus près du personnel débarqué. Enfin, il intègre parfaitement le système Félin puisqu'il permet de recharger les batteries du Félin. Le VHM apporte une réelle plus-value logistique mais reste avant tout un véhicule de combat.

Droits : Armée de Terre 2014

## Visite du chef d'Etat-Major de l'armée de Terre, le général d'armée RACT MADOUX au 110e régiment d'infanterie

Mise à jour : 23/01/2014 11:09

Jeudi 16 janvier 2014, le chef d'état-major de l'armée de Terre s'est rendu au 110e RI, pour faire un point de situation, notamment RH, avant la dissolution du régiment, l'été prochain.



À cette occasion, le chef de corps a présenté au CEMAT, l'état d'avancement de sa mission préparatoire, en insistant sur la condition du personnel, la gestion des parcours professionnels et le traitement des familles. À ce jour, 70 % du personnel connaît déjà sa nouvelle affectation.

Droits : Armée de Terre 2014

## De combattant à sage-femme, il n'y a qu'un pas !

Mise à jour : 23/01/2014 11:47

Mardi 14 janvier, l'escadron du 1er régiment de hussards parachutistes (1er RHP) termine sa patrouille de nuit dans les rues de Bangui. Mais la douche attendra...



Sur le retour, ils croisent une femme appelant à l'aide. Les soldats stoppent leur véhicule blindé léger (VBL). Quelques mètres plus loin, ils découvrent une seconde femme, gisant sur le sol, en pleine crise de paludisme et sur le point d'accoucher.

Devant l'urgence, deux jeunes soldats formés au secourisme vont procéder à l'accouchement, avec l'aide d'un médecin d'unité en liaison radio. En quelques minutes, à la lueur d'une lampe torche, sur le bord d'une route centrafricaine, un petit Jérôme voit le jour, prénom choisi par la maman, en hommage au brigadier-chef Jérôme O., l'un des deux "sages-femmes" de la soirée.

La maman et le bébé ont ensuite pu être transférés en véhicule blindé à l'hôpital communautaire de la capitale.

Deux jours plus tard, les hussards retrouvent Jérôme et sa maman, tous deux en bonne santé, pour leur offrir quelques cadeaux de naissance, avant de repartir pour une nouvelle patrouille dans les rues de Bangui.

Droits : Armée de Terre 2014

## **Inondations dans le Var : l'armée de Terre se met au service de la population**

Mise à jour : 23/01/2014 20:39 – Auteur : ASP M. FOUQUET

Après les inondations qui ont frappé le département du Var, le 19 janvier au matin, l'armée de Terre a déployé ses moyens au profit de la population sinistrée.



Dès le 19 janvier, deux hélicoptères Puma, appuyés par un hélicoptère Dauphin de la Marine, ont mis en sécurité 5 personnes prisonnières des eaux montantes et réalisé plusieurs missions de reconnaissance et de transport d'équipes de secours.

Les détachements de liaison et de reconnaissance du génie (DLRG), du 19e RG de Canjuers, ont ensuite procédé à la reconnaissance des axes routiers principaux, reliant Hyères à La Londe-les-Maures et Fréjus à Puget-sur-Argens. Une section de déblaiement (30 militaires – quatre camions bennes) et une équipe de levage (6 militaires – une grue de 50 tonnes) ont été envoyés mardi 21 janvier au matin pour les dégager.

Par ailleurs, dans le cadre de l'aide au retour à la vie normale, le 54e RA a engagé 135 militaires le 21 janvier, puis 100 militaires, 2 TRM 2000 et 5 GBC le 22 janvier, au profit des habitants de la commune de La Londe-les-Maures.

Droits : Armée de Terre 2014

## **b) – Marine Nationale**

### **Opération Bois Belleau : le chef d'état-major de la Marine à la rencontre des équipages du groupe aéronaval**

Mise à jour : 22/01/2014 10:19

Deux navires du groupe aéronaval, le porte-avions *Charles de Gaulle* et la frégate de défense aérienne *Forbin*, déployés dans le golfe arabo-persique et dans le golfe d'Oman aux côtés de la frégate anti-sous-marine *Jean de Vienne*, du pétrolier ravitailleur *Meuse* et des unités du groupe

aéronaval américain *Harry S. Truman*, ont reçu la visite du chef d'état-major de la Marine les 19 et 20 janvier 2014.



C'est dans un contexte très opérationnel que l'amiral Rogel, chef d'état-major de la Marine (*CEMM*), est venu retrouver les marins du groupe aéronaval, actuellement déployés dans le golfe Arabo-persique et dans le golfe d'Oman, les 19 et 20 janvier 2014. S'adressant aux équipages de l'ensemble des unités, il a rappelé l'intérêt stratégique du groupe aéronaval, fondé sur sa visibilité politique et diplomatique et ses capacités opérationnelles. Ces dernières semaines, les équipages ont démontré leurs savoir-faire et conforté leur capacité à agir dans un cadre multinational, à l'occasion d'interactions avec les unités américaines du groupe aéronaval *Harry S. Truman*.

Le chef d'état-major de la Marine a témoigné de sa fierté du travail accompli sur l'ensemble de la mission et a félicité les marins. «*Votre excellence est notre meilleure publicité!*» a-t-il annoncé à l'équipage du porte-avions *Charles de Gaulle* et de la frégate de défense aérienne *Forbin*. A l'occasion de sa visite, l'amiral Rogel a échangé directement avec les marins sur le déroulement de l'opération Bois-Belleau et évoqué les sujets qui leur tiennent à cœur.

Après avoir vu les bâtiments et aéronefs de la Marine vivre à travers leurs multiples activités, et franchi le détroit d'Ormuz à leurs côtés, le *CEMM* a fait une escale aux Émirats Arabes Unis sur le chemin du retour. Le 21 janvier 2014, il s'est entretenu des différents sujets concernant la Marine en océan Indien avec l'Amiral commandant la zone de l'océan Indien (*ALINDIEN*), le contre-amiral Beaussant et a rencontré également son homologue, l'amiral Al Musharrakh. A cette occasion, il lui a remis les insignes d'officier de la Légion d'honneur. Les différentes unités du groupe aéronaval poursuivent quant à elles leurs opérations aux côtés de l'US Navy dans une région stratégique du globe.

Sources : © Marine nationale

## **L'ancien pacha du Lafayette condamné pour harcèlement moral**

Un an de prison avec sursis. Un marin s'était suicidé à bord de la frégate.

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le vendredi 24 janvier à 09h40 Jean-Dominique Merchet

Le capitaine de vaisseau Eric Delepoulle a été condamné lundi par le tribunal correctionnel de Marseille à un an de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour harcèlement moral après le suicide en juin 2010 de Sébastien Wancke, un second maître lui servant de maître d'hôtel à bord de la frégate Lafayette. Cette affaire avait été révélée par ce blog. A l'audience, le 18 novembre, le procureur Emmanuel Merlin avait requis un an d'emprisonnement "éventuellement assorti de sursis" et 6.000 euros d'amende.

La justice a donc reconnu que cet officier était bien coupable de harcèlement moral à l'encontre d'un marin placé sous ses ordres.

Ce jugement pose une question délicate : l'enquête interne à la Marine nationale avait d'abord blanchi le capitaine de frégate Eric Delepoulle, qui a ensuite bénéficié d'une promotion au grade supérieur. Toutefois, sa hiérarchie semblait déjà avoir exclu l'idée de lui redonner un nouveau commandement à la mer.

Sans juger du fond de l'affaire (la justice vient de le faire) et de la personnalité du CV Delepoulle, on peut quand même s'étonner de la différence de traitement, par l'institution militaire, entre cet

officier et, simple exemple, le légionnaire sanctionné pour le port d'un foulard indélicat au Mali. D'un côté, il y a eu mort d'un homme harcelé à bord d'un bateau gris, de l'autre une attitude irresponsable mais sans gravité.

## **Bilan 2013 du déminage en Manche : L'équivalent de 20 tonnes de TNT neutralisées**

Mise à jour : 24/01/2014 08:14

Comme les années précédentes, l'année 2013 aura été chargée en matière de déminage en Manche – mer du Nord, avec 112 opérations de déminage en mer et sur l'estran. Elles ont été conduites par le Groupe de plongeurs démineurs de la Manche (GPD Manche) et des chasseurs de mines, dont un allemand.

Au total 405 engins explosifs historiques ont été détruits. Le GPD Manche a détruit la grande majorité des engins, tandis que les chasseurs de mines traitent généralement des engins de tailles plus importantes, comme les mines allemandes de type LMB (Luft Marine Bomb) qui pèsent près d'une tonne.

### **Quelques opérations :**

**Destruction de torpilles de 7 mètres** – Découvertes dans leurs tubes sur une épave de Schnellboot de la Seconde Guerre mondiale, les deux torpilles ont été neutralisées du 19 au 21 mars par les plongeurs démineurs, tout en garantissant l'intégrité de l'épave historique. (liens : brève/vidéo)

**Episode neigeux** - Outre le déminage, le GPD Manche s'est distingué les 11 et 12 mars, en compagnie de marins pompiers et fusiliers marins de Cherbourg, lors de l'important épisode neigeux. Intervenant sur les hauteurs de l'agglomération cherbourgeoise avec leurs véhicules tout terrain, ils avaient permis de sauver plusieurs centaines de personnes, bloquées dans leurs voitures sur la Nationale 13. (lien : brève)

**Neutralisation d'une bombe de 500 kg – Evacuation du CROSS Gris-Nez** – Les 6 et 7 mai, les plongeurs démineurs sont intervenus en bas des falaises du cap Gris-Nez, à moins de 200 mètres du CROSS. Tombée sur l'estran du fait de l'érosion de la falaise, une bombe américaine de 500 kg a nécessité l'évacuation du CROSS et de populations alentours. (liens : brève/vidéo)

**Coopération franco-allemande** - En mai et juin, pendant plusieurs semaines, un chasseur de mines allemande, le *Sulzbach Rosenberg* a participé une opération de recherche et destruction avec le chasseur de mines *L'Aigle* puis le GPD Manche et son bâtiment base le *Vulcain*. Tandis que la France et l'Allemagne célébrait le 50<sup>e</sup> anniversaire du Traité de coopération dit de l'Elysée, l'opération a permis de neutraliser 39 bombes et 2 mines LMB d'une tonne chacune. (liens : brève/brève2/vidéo)



### **Quelques chiffres :**

Total en mer et sur l'estran :

- 405 engins
- 112 interventions
- dont notamment 267 obus et 19 mines LMB (une tonne chacune)
- 20 tonnes de matière active (équivalent TNT)

GPD Manche :

- 354 engins dont 27 en mer

- équivalent de 6 tonnes de matière active
- 115 jours d'opération

Chasseurs de mines :

- 51 engins (la plupart du temps de gros engins)
- Équivalent de près de 14 tonnes de matière active



**D'autres vidéos :**

- Vidéo explicative de destruction d'une mine LMB (GPD Manche)
- Opération de déminage par un chasseur de mines

Droits : Marine nationale

## c) – Armée de l'Air

### Un Fennec de l'armée de l'air en renfort dans le sud-est

Mise à jour : 22/01/2014 08:25

**Dimanche 19 janvier 2014, le centre national des opérations aériennes de Lyon Mont-Verdun a été sollicité par le centre opérationnel de zone (COZ) de Marseille pour déployer un hélicoptère de l'armée de l'air, suite aux inondations dans les départements du Var, des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône.**

Sur ordre du centre de planification et de conduite des opérations de l'état-major des armées, un *Fennec*, appartenant à l'escadron d'hélicoptères 5/67 « *Alpilles* » de la base aérienne 115 d'Orange, a été mis en alerte sur la base de l'aéronautique navale de Hyères, près de Toulon. Cet hélicoptère est en mesure d'intervenir en appui de l'action de l'État face à une crise de grande ampleur sur le territoire national.

Dans le cadre des missions de service public, les moyens aériens de l'armée de l'air peuvent être mis à contribution. A ce titre, il y a un peu plus d'un an, le général Caspar-Fille-Lambie, commandant la défense aérienne et les opérations aériennes (CDAOA), recevait le préfet directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises. La coopération interministérielle lors de catastrophes naturelles avait été soulignée, mettant en avant les compétences du CDAOA en matière de coordination, de surveillance et de recherche dans l'espace aérien.



### Le général Soulet rencontre ses aviateurs à Orléans

Mise à jour : 22/01/2014 08:17

**Les 15 et 16 janvier 2014, le général de corps aérien Serge Soulet, commandant les forces aériennes et commandant le soutien des forces aériennes, s'est rendu sur la base aérienne (BA) 123 à bord d'un Twin Otter de l'escadron de transport 3.61 « Poitou ». Le GCA Soulet a été accueilli par le colonel Gilles Besançon, commandant de la BA 123.**



Au cœur des forces spéciales « air », la visite s'est articulée autour d'une présentation des missions du commando parachutiste n° 10 (CPA 10) et du « Poitou ». Ensuite a été présenté l'ensemble des moyens opérationnels et d'appui (du centre air de saut en vol et de l'escadron soutien matériel environnement). Cette immersion fut l'occasion d'échanger avec ce personnel, extrêmement sollicité sur les théâtres d'opérations, en particulier pendant l'opération *Serval* au Mali.



Sa seconde journée a été consacrée à la montée en puissance de l'Atlas A400M en vue de la mise en service dans les forces aériennes de ce nouvel appareil à l'automne 2014. La MEST (Multinational Entry into Service Team – équipe nationale de la mise en service opérationnelle) a présenté les concepts de formation et de maintenance. L'arrivée de l'A400M implique également sur la base aérienne d'Orléans des évolutions importantes dans le domaine de la logistique, de la sécurité incendie et de la protection.

Le GCA Soulet a pu tester le simulateur de l'A400M. D'un standard équivalent aux simulateurs civils de toute dernière génération, il permet la formation initiale des équipages mais aussi l'entraînement aux missions complexes grâce à des scénarios adaptés. Il aura vocation à être connecté à d'autres simulateurs A400M appartenant aux autres pays européens qui en seront équipés, ainsi qu'à des simulateurs de type Rafale et AWACS.



Droits : © Armée de l'air

## Journée rencontre à l'EETAA

Mise à jour : 21/01/2014 10:17

**Le samedi 8 février 2014, de 09h00 à 17h00, l'école d'enseignement technique de l'armée de l'air (EETAA) ouvrira ses portes au public pour une journée rencontre.**



Implantée à Saintes, en Charente-Maritime, l'EETAA accueille deux unités de formation. Le centre de formation militaire élémentaire assure la formation des militaires techniciens de l'air (MTA) et des volontaires militaires du rang (VMDR).

Le cours d'enseignement technique de l'armée de l'air (CETAA) est, quant à lui, chargé de la formation générale, technique et militaire des élèves techniciens (ET).

Pour plus d'information sur les cursus, les carrières et le recrutement, rendez-vous sur : [www.eetaa722.air.defense.gouv.fr](http://www.eetaa722.air.defense.gouv.fr)

Et

<http://air-touteunearmee.fr>



Découvrez

## **l'Ecole d'Enseignement Technique de l'Armée de l'Air**

à Saintes lors de la journée rencontre  
du 08 février 2014 de 09h00 à 17h00

**ARMÉE DE L'AIR**

Inscrivez-vous auprès de votre Centre d'Information et  
de Recrutement des Forces Armées (CIRFA.air)  
ou au : 05.46.95.85.28



Retrouvez un article sur le CETAA dans le magazine Air Actualités du mois de février 2014.



Droits : © Armée de l'air

## **Objectif : Mission Commander**

Mise à jour : 21/01/2014 10:15

La première session 2014 du stage *Flying Course (FC)* du *Tactical Leadership Programme (TLP)* a débuté le 13 janvier sur la base aérienne d'Albacete au sud-est de l'Espagne. Les stages *Flying Course* ont pour objectif la qualification des équipages des pays de l'Otan à la responsabilité de *Mission commander* (chef de mission).



Durant quatre semaines, l'armée de l'air prend part à cet exercice avec la mise en œuvre de nombreux moyens aériens : 2 *Mirage 2000 D* de la base aérienne de Nancy, 2 *Mirage F1CR* de la base aérienne de Mont-de-Marsan, 2 *Alphajet* de la base aérienne de Dijon, 1 *E-3F* de la base aérienne d'Avord et 2 *EC 725 Caracal* de la base aérienne de Cazaux.

Un dispositif au sol est également déployé avec un groupe mobile SCRIBE (goniométrie, brouillage) de la base aérienne d'Orléans, des moyens humains, dont un officier renseignement et deux sous-officiers spécialistes de la guerre électronique appartenant à la base aérienne de Nancy, ainsi qu'une équipe du commando parachutiste de l'air N°30 (CPA 30) de la base aérienne de Bordeaux.

Au total, 160 aviateurs sont engagés au sein de *TLP*.

Le stage *FC 14-1* s'achèvera le 7 février prochain, le temps nécessaire aux pilotes pour acquérir la qualification attendue (*Mission commander*) et suffisant pour partager leur expérience et leur

savoir-faire avec leurs homologues étrangers. Le prochain et dernier stage *FC* auquel participera la France en 2014, se déroulera du 10 mars au 4 avril avec l'engagement d'un dispositif aérien légèrement supérieur constitué de 4 *Rafale*, dont 2 appareils de l'aéronavale, 2 *Mirage 2000 N*, 2 *Mirage 2000 D*, 2 *Mirage 2000 C* et 2 hélicoptères de manœuvre (*Puma*, *Caracal*).



Droits : © Armée de l'air

## 103 élèves sous-officiers présentés au drapeau

Mise à jour : 20/01/2014 09:14

Vendredi 17 janvier 2014, après quatre mois de formation militaire, les élèves de l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air (EFSOAA) ont été présentés au drapeau au cours d'une cérémonie à Salles-sur-Mer (17).



Les 103 élèves sous-officiers de la compagnie 2013.35 ont ainsi mis fin à leur formation initiale lors de cet événement qui marque officiellement leur entrée dans l'armée de l'air. Un moment solennel tant pour les élèves que pour les familles venues nombreuses à cette cérémonie, présidée par le colonel Olivier Goudal, chef d'état-major des écoles des sous-officiers et des militaires du rang de l'armée de l'air.

Comme le veut la tradition, la compagnie présentée au drapeau est parrainée par une unité de l'armée de l'air. Pour la 2013.35, c'est l'escadron de soutien technique aéronautique « Loiret », stationné sur la base aérienne 123 d'Orléans, qui a accepté de tenir ce rôle. La manifestation s'est achevée par un défilé des troupes à pied, précédées de quatre aéronefs de l'école de formation du personnel navigant de Cognac. Le tout rythmé par la musique de l'EFSOAA, dirigée par l'adjudant-chef Vincent Zeimert.



Droits : © Armée de l'air

## Les spécialistes de l'appui au déploiement sur le pont pour Sangaris

Mise à jour : 20/01/2014 09:12

Dès le coup d'envoi de l'opération *Sangaris* donné par le président de la République en décembre 2013, l'armée de l'air et ses spécialistes de l'appui au déploiement se sont rendus en Centrafrique. Leurs missions : maintenir la capacité de la plateforme aéronautique de Bangui et permettre les manœuvres aériennes vers et depuis le pays.



Le 25<sup>ème</sup> régiment du génie de l'air (RGA) et le groupement aérien d'appui aux opérations (GAAO) participent ainsi à la protection et à l'installation du camp français à Bangui, en fournissant leur expertise en matière d'infrastructures aéronautiques. Reconnaissance des terrains sommaires, réparation des pistes, nettoyage des aires aéroportuaires... Autant de défis relevés par la vingtaine de spécialistes sur le terrain.

« En plus des travaux, le détachement assure la garde de points sensibles et la protection de la zone en réalisant des systèmes d'obstacles sur l'aéroport », explique le lieutenant-colonel François Bouron, chef du bureau appui au déploiement au sein de la brigade aérienne d'appui à la manœuvre aérienne du commandement du soutien des forces aériennes. Et d'ajouter : « nous étions les premiers sur les lieux pour réaliser des plateformes et évaluer les capacités aéronautiques de la partie militaire ».

Les militaires du 25<sup>ème</sup> RGA et du GAAO appuient les opérations de la force *Sangaris* en assurant la praticabilité de la piste de l'aéroport international de Bangui et en réaménageant le camp militaire de M'Poko (création de plateformes logistiques, aménagement de zones de commandement et de zones vie, etc.).



Droits : © Armée de l'air

## Championnat de France militaire interarmées de cross-country

Mise à jour : 23/01/2014 12:05

**Mercredi 15 janvier 2014, sur la base nature de Fréjus, le 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine a organisé le championnat de France militaire (CFM) interarmées de cross-country.**



546 participants venus de l'armée de l'air, de la marine, de l'armée de terre et de la gendarmerie ont concouru dans cette épreuve constituant les qualificatifs pour les mondiaux militaires de cross-country, qui se dérouleront en août prochain au Liban.



Quatre départs ont eu lieu (cross court, cross long, cross vétéran, cross féminin) sur des circuits alternant terrain dur, terrain meuble, passages en sous-bois mais aussi 200 mètres de plage. Si la vue était belle, ce passage n'a pas forcément été des plus faciles notamment pour les concurrents de l'épreuve parasport qui ont pour la première fois pu participer à un CFM interarmées de cross-country.

Malgré un ciel bleu et un beau soleil, le mistral a très nettement fait chuter la température ce qui n'a en rien entamé le moral ou les performances des compétiteurs qui ont fait preuve des plus belles qualités sportives : dépassement de soi, courage moral et physique, goût de l'effort et respect de l'adversaire.

Saluons les résultats du sous-lieutenant Pierre-Yves Semet de la base aérienne 701 de Salon de Provence, de l'adjudant Thierry Guibault de la base aérienne 110 de Creil, et de l'équipe féminine de la base aérienne 721 de Rochefort.



Résultats individuels :

Cross court:

1<sup>er</sup>: BCH BAKHTACHE Abdel Kader, 93<sup>e</sup>RAM

2<sup>e</sup>: BCH EZZOBAYRY Ahmed, 93<sup>e</sup>RAM

3<sup>e</sup> : SLT SEMET Pierre-Yves, BA 701

Cross Vétérans 1 :

1<sup>er</sup>: ADJ GUIBAULT Thierry, BA 110

2<sup>e</sup>: ICS SCHMIED Guylain, AM Sissonne

3<sup>e</sup> : CC1 CHEKHEMANI Rachid, 7<sup>e</sup> BCA

Résultats en équipe :

Cross Féminin :

1<sup>er</sup> : 54<sup>e</sup> RA

2<sup>e</sup> : BSPP

3<sup>e</sup> : BA 721Droits : © Armée de l'air

## Cérémonie de baptême du deuxième A400M livré à l'armée de l'air

Mise à jour : 24/01/2014 09:26

**Le 22 janvier 2014, M. Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des anciens combattants a présidé la cérémonie de baptême du deuxième A400M Atlas, sur le site du centre de livraison d'Airbus, à Colomiers.**



Accompagné du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), de M. Pierre Cohen, maire de Toulouse, et de M. Domingo Urena, président-directeur général de *Airbus Defence and Space*, le ministre a découvert le nouveau nom de cet avion de transport arborant

les armes de la ville de Toulouse, et a défini cette cérémonie comme « preuve du souvenir resté intact » de la base aérienne 101 de Franczal, « berceau d'une génération d'aviateurs ».

À l'issue de la cérémonie, le CEMAA a déclaré que cet appareil permettait aux aviateurs d'entrer dans une « nouvelle ère ».

« Beaucoup plus que ses prédécesseurs, cet appareil sera capable, depuis le territoire national, d'atteindre n'importe quelle zone dans le monde, au plus près des combats ou au plus près des populations en détresse, avec un très large spectre d'emploi opérationnel ».

Le ministre a clôturé cette journée en réaffirmant sa fierté d'assister « au baptême du deuxième avion de transport aérien militaire, l'A400M MSN8, dans cette ville de Toulouse » qui lui est si chère, rappelant alors qu'à l'occasion de son 80<sup>ème</sup> anniversaire « l'armée de l'air reçoit un très beau cadeau, un A400M doté du nom de cette jolie ville ».

Et de conclure : « je suis particulièrement impatient de pouvoir, dans quelques minutes, monter à bord de cet avion et de pouvoir vivre une magnifique expérience ».

M. Kader Arif a en effet embarqué, ainsi qu'une centaine de passagers, à bord de l'A400M fraîchement baptisé "Ville de Toulouse" pour un vol retour vers la base aérienne d'Orléans, via Villacoublay, vol pendant lequel le CEMAA a eu l'occasion de prendre les commandes.



#### **Témoignage de M. Pierre Cohen, maire de Toulouse :**

"L'A400M a la particularité d'être à la pointe de la technologie, et sans équivalent sur le marché mondial. Cet avion-cargo, nouvelle génération, répond à des exigences de souplesse et de rapidité d'emploi, ainsi que d'autonomie stratégique.

Aussi, sa 1<sup>ère</sup> mission opérationnelle s'est effectuée lors de l'opération *Serval* au Mali.

Je profite de cette occasion pour rendre hommage à l'engagement et au dévouement de tous les militaires français déployés en Afrique et plus généralement sur les autres théâtres.

Ce nouvel A400M, aux couleurs de la ville, nous rappelle aussi le rôle important que Toulouse a joué en matière de transport aérien militaire, et comment ne pas évoquer plus de 75 ans d'une histoire qui s'est écrite sur la BA 101 de Franczal ?

Vous comprendrez pourquoi je suis fier de baptiser ce fleuron de l'aéronautique militaire du nom de la ville de Toulouse. Car il symbolise le glorieux passé aéronautique de notre ville, parce qu'il nous parle de l'avenir tant en termes d'innovation technologique que de réponse aux nouveaux besoins des opérations armées, et parce qu'il prouve en matière de défense aussi, que la coopération européenne devient une évidence.

Je souhaite un grand succès à l'A400M."

#### **Témoignage du général Denis Mercier, CEMAA :**

"L'A400M est pour nous un appareil qui va changer la manière de voir les opérations, c'est d'abord un symbole fort de la modernisation en cours de l'armée de l'air, puisque c'est un avion de transport tactique à l'allonge d'un avion stratégique. Il possède des performances exceptionnelles qui vont nous faire rentrer dans une ère nouvelle. C'est un appareil qui sera capable, beaucoup plus que ses prédécesseurs et ce depuis le territoire national, d'atteindre n'importe quelle zone dans le monde, au plus près des combats, ou au plus près des populations en détresse, avec un très large spectre d'emploi opérationnel.

C'est également un symbole d'excellence de notre industrie aéronautique, qui a montré, aux côtés de nos partenaires européens, sa capacité à innover et à produire un appareil unique. Cet

appareil est, je crois, dans la lignée de tous ceux qui sont nés ici à Toulouse. Je pense par exemple au Concorde.

Il nous a paru naturel, dans l'armée de l'air, d'associer cette remarquable réussite, aux villes qui nous sont chères, soit au travers de l'histoire, soit parce que nous y avons encore des implantations.

La ville de Toulouse sillonnera bientôt tous les cieux du monde.

Pour nous Toulouse est la ville qui a vu naître le C160 Transall, qui petit à petit va s'éteindre et qui a été un fleuron couvrant des décennies de transport aérien militaire et de missions opérationnelles.

Elle occupe une place particulière pour nous dans le transport aérien et donc dans le transport militaire.

La base aérienne 101 est née la même année que l'armée de l'air, en 1934. Un autre anniversaire, car nous célébrons cette année les 80 ans de l'armée de l'air.

C'est ici que furent formées des générations de pilotes de transport, et les pilotes de l'Atlas sont tous les héritiers de ces dernières formées ici, à Toulouse.

Je voudrais aussi réaffirmer les partenariats forts que nous entretenons, en particulier celui de l'École de l'air avec l'institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace, un autre symbole qui lie l'armée de l'air à la ville de Toulouse, symbole aussi de cette grande famille de l'aéronautique,



qu'elle soit civile ou militaire."

Droits : © Armée de l'air

## Première Foulée blanche pour l'EPA

Mise à jour : 24/01/2014 09:16

**Du 15 au 19 janvier 2014, huit élèves de l'école des pupilles de l'air (EPA) ont participé à la Foulée blanche, grand rendez-vous du ski nordique, sur le plateau d'Autrans.**

Le premier jour de la manifestation était en effet consacré aux élèves de collège et de lycée. Encouragés par l'union nationale du sport scolaire, 3300 élèves étaient au rendez-vous au départ de la course.

Tout au long de la matinée, trois ateliers sportifs étaient proposés aux élèves : biathlon, ski d'orientation et boxe. Malgré les animations proposées autour de la boxe, les pipins (élèves de l'EPA) ont préféré focaliser leurs efforts sur les deux autres ateliers, rapportant un maximum de points pour le classement final par établissement. Après avoir totalisé respectivement 19 points sur 20 pour les lycéens et 16 points sur 20 pour les collégiens au tir, les élèves ont ensuite parcouru 18km en ski d'orientation. L'après-midi, les élèves avaient le choix entre la course de 5 ou de 10 kilomètres, le cumul par élève de ces performances comptant pour le classement final.

Avec un effectif restreint par rapport à d'autres établissements, l'EPA a rempli son objectif : participer à un événement sportif majeur, avec la ferme intention de revenir en force en 2015.



Droits : © Armée de l'air

## Premier vol du drone Reaper en présence du CEMAA

Mise à jour : 23/01/2014 15:15

**Le 15 janvier 2014, le général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA) s'est rendu en zone sahélienne pour rencontrer les aviateurs déployés dans le cadre de l'opération *Serval*.**



À cette occasion, il a pu, le 16 janvier 2014, assister au premier vol du drone *Reaper*. Pour cette première sortie, ce dernier a totalisé 40 minutes de vol.

Le drone a emprunté l'indicatif *Dress down 06* en hommage au commandant Antoine de Saint Exupéry, qui adoptait cet indicatif pour toutes ses missions de reconnaissance, pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les premiers opérateurs de drone *Reaper* avaient été brevetés le 26 novembre 2013, sur la base aérienne d'*Holloman* au Nouveau Mexique.



Droits : © Armée de l'air

## **d) – Gendarmerie Nationale**

### **Intempéries dans le Var : une centaine de gendarmes déployée dans un plan anti-pillage**

Home Actualité Société lefigaro.fr Par Christophe Cornevin Publié le 20/01/2014 à 18:52



**INFO LE FIGARO - Une centaine de gendarmes a été mobilisée dans le cadre d'un vaste plan anti-pillage dans les communes du Var les plus touchées par les intempéries. Pour informer la population et dissuader les voleurs, les militaires départementaux ont aussi diffusé des messages sur Twitter et leur page Facebook.**

Déployée dans la nuit de dimanche à lundi, une centaine de gendarmes est en alerte sur les communes les plus touchées, en particulier Bormes-les-Mimosas, le Lavandou et La Londe-les-Maures où plusieurs centaines de maisons ont été laissées à l'abandon. «Dès qu'un quartier ou une zone pavillonnaire est abandonnée, les risques de pillage deviennent réels, déplore le colonel Damien Choutet, chef du groupement de gendarmerie du Var. Les occupants surpris par les inondations ont dû évacuer leur habitation en catastrophe, laissant parfois portes et fenêtres ouvertes. Quand le niveau de l'eau redescend, des voleurs d'opportunité viennent pour faire main basse sur ce qu'ils peuvent.» Face à ces menaces, les gendarmes ont quadrillé le secteur en véhicules 4x4 et à pied pour sécuriser les biens dans les périmètres redevenus accessibles.

## Des rôdeurs ont été aperçus dès dimanche soir

Dans le cadre de leur mission de surveillance, ils ont procédé à des patrouilles dans les zones considérées comme les plus «sensibles», pour rassurer des riverains isolés, et à des contrôles de personnes suspectes, sachant que des rôdeurs ont été aperçus dès dimanche soir dans les villages environnants.

«Ce dispositif a permis d'éviter les prédations, puisqu'aucun vol n'a été à déplorer», constate le colonel Choutet, qui précise que 300 gendarmes du Var au total, la brigade nautique et deux hélicoptères ont été mobilisés sur les intempéries, sachant que les deux tiers des effectifs ont consacré leurs efforts aux secours et à l'évacuation des sinistrés.

Pour renforcer leur action, ces gendarmes départementaux ont aussi utilisé leur page Facebook, créée depuis novembre 2012 et jumelée à un compte Twitter, pour diffuser des messages actualisés toutes les heures sur les axes fermés et les mesures de prudence à adopter. La présence de patrouilles dans les secteurs désertés y a été largement signalée pour dissuader d'éventuels voleurs, sachant que chaque page a été vue par 10.000 à 42.000 internautes.

Ces mesures draconiennes de sécurité sont maintenues dans la nuit de lundi à mardi.

## Le ministre de l'Intérieur au Fic 2014

Janvier

**Mardi 21 janvier 2014, la 6e édition du Forum international de la cybersécurité (Fic), sur le thème « *Identité numérique et Confiance* », a ouvert ses portes à LILLE (59 – Nord) pour deux jours de débats, de conférences et d'allocutions ministérielles. Cette première matinée a été marquée par la présence du ministre de l'Intérieur, M. Manuel VALLS.**



Le forum a été conjointement ouvert ce matin par Monsieur Pierre de SAINTIGNON, 1<sup>er</sup> vice-président du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, et le général d'armée Denis FAVIER, directeur général de la gendarmerie nationale, en présence notamment du général (2S) Marc WATIN-AUGOUARD, directeur du Centre de recherche de l'EOGN et co-fondateur du Fic.

Tandis que se tenait la première séance plénière sur le thème : « La cybercriminalité est-elle un échec ? », le DGGN est allé à la rencontre des écoliers de CM2 de l'école primaire Roger-Salengro de HALLENNES-LES-HAUBOURDIN. Après quelques échanges avec les enfants, leur enseignante et l'adjudant-chef Didier DESCAMPS, de la BPDJ de VALENCIENNES (59), le général d'armée FAVIER, Monsieur Éric LEMAIRE, président d'Axa Prévention, Monsieur Christian WASSEBERG, directeur académique des services de l'éducation nationale du Nord, le GDI GÉRAUD et Monsieur André PAU, maire d'HALLENNES-LES-HAUBOURDIN ont procédé à la remise des permis Internet.

À 11 heures, le ministre de l'Intérieur, Monsieur Manuel VALLS a été accueilli sur le FIC par le DGGN et les différentes autorités présentes. Après une brève présentation de la classe de CM2 mise à l'honneur, le ministre a remis à son tour le permis Internet à trois écoliers.

Il s'est ensuite adressé à l'ensemble des participants, soulignant « *la réputation établie de cet espace de débats et d'échanges* », dont « *le caractère précurseur démontre que la gendarmerie et la police nationales sont en phase avec leur temps* ».

Il a rappelé que l'État se doit d'assumer son rôle dans la sphère virtuelle comme dans la vie quotidienne et d'y « *assurer la sécurité de ses concitoyens, des entreprises et plus largement de*

la Nation ». M. VALLS a annoncé que « *d'ici quelques mois, nous aurons un arsenal juridique complet et solide* » pour lutter contre les cybermenaces.

Pour le ministre de l'Intérieur, la lutte contre la cybercriminalité demande d'intégrer une triple exigence : avoir une bonne connaissance des usages et des menaces potentielles dans le cyberspace, adopter une réponse opérationnelle en portant une attention particulière à la prévention et développer la coordination interservices afin d'être en mesure d'appréhender des menaces toujours plus diverses. « *Seule une démarche globale peut nous permettre de prendre la mesure d'une menace globale* », a-t-il déclaré. « *Cela passe par une démarche décloisonnée entre les différentes matières et les services* ».

M. VALLS a notamment félicité « *les actions de la gendarmerie et de la police nationales à destination des plus jeunes* », citant en exemple le Permis Internet initié par notre Institution. Le ministre souhaite que soit menée « *une réflexion de fond au sein du ministère pour piloter et coordonner la lutte contre les cybermenaces* » et a demandé à ce titre au DGGN et au DGPN de lui proposer dans les prochains mois « *une stratégie de lutte contre les cybermenaces, ainsi qu'un plan d'action.* ».

Le ministre de l'Intérieur a ensuite visité le salon, allant notamment à la rencontre des enquêteurs N-TECH de la RGNPC, présents tout au long des deux jours sur le stand du ministère de l'Intérieur, où ils proposent des démonstrations et répondent à toutes les interrogations des participants.

Sources : SIRPA gendarmerie Crédits photo : ©Sirpa gendarmerie/ MAJ. F. BALSAMO  
Contact : SIRPA Gendarmerie

## **Fic 2014, visite du ministre de la Défense**

Janvier

**Mardi 21 janvier 2014, en milieu d'après-midi, le Fic a accueilli Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense, ainsi que le ministre du Qatar chargé de l'information et des technologies de la communication.**



Le début de l'après-midi a été marqué par la signature des statuts du CECyF (Centre Expert contre la Cybercriminalité Français) entre les partenaires institutionnels que sont la gendarmerie et la police nationales, les partenaires académiques (EPITA, Université de Technologie de Troyes) et les industriels et partenaires du secteur privé (Orange, Thalès, Microsoft France et CEIS). Le matin même, le ministre de l'Intérieur avait salué la création de cette association, *qui « permettra l'émergence d'une communauté autour de la lutte contre la cybercriminalité ».*

À 16 heures, le général FAVIER et Monsieur Pierre de SAINTIGNON *ont accueilli Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, ministre de la Défense et Madame Hessa AL JABER, ministre du Qatar.* Après un entretien bilatéral, les deux ministres, ainsi que Monsieur Jean-Baptiste BOKAM, secrétaire d'État auprès du ministre de la Défense chargé de la gendarmerie du Cameroun, ont visité le salon.

Le ministre de la Défense s'est ensuite adressé aux nombreux participants du forum, soulignant en préambule que la lutte contre les cybermenaces était l'une des priorités de son ministère. « *Face à des menaces qui doublent chaque année, nous devons recruter des experts aptes à protéger, détecter, réparer et répliquer. Nous devons aussi aider à structurer une base industrielle encore fragile et nouer des partenariats dans le monde civil.* » Dans cette optique, M. LE DRIAN a annoncé son intention de créer un pacte de défense cyber sur le modèle du pacte de défense des PME.

L'allocution de *Monsieur LE DRIAN* a été suivie par la remise du prix du livre Cyber. Ont été récompensés Myriam QUEMENER, réserviste citoyenne, pour son ouvrage « *Cybersociété – Entre espoirs et risques* », Bertrand BOYER, pour son livre « *Cybertactique : conduire la guerre numérique* », et Benjamin ROSOOR, pour son ouvrage « *Agir sur l'E-réputation de l'entreprise* ». Le prix de la PME innovante, nouveauté de l'édition 2014, a ensuite été remis à la société CybelAngel.

Cette première journée s'est conclue par une deuxième séance plénière sur le thème : « *Numérique : quelle stratégie industrielle pour l'Europe ?* » La gendarmerie a quant à elle animé la conférence sur « *Le positionnement de la lutte contre la cybercriminalité parmi les enjeux de la cybersécurité* ». À noter également la participation du chef d'escadron Laurent BAILLE, coordinateur des projets cybercriminalité au bureau police judiciaire de la DGGN, dans le cadre de l'atelier sur « *La coopération internationale, pilier de la lutte contre la cybercriminalité* ».

Sources : SIRPA gendarmerie Crédits photo : ©Sirpa gendarmerie/MAJ. F. BALSAMO  
Contact : SIRPA Gendarmerie

## **Le Forum international de la cybersécurité (Fic), un succès grandissant**

### Janvier

**Avec plus de 3 500 participants représentant une quarantaine de pays, plus de 300 intervenants, plus d'une centaine de journalistes et la présence de deux ministres français et deux ministres étrangers, la 6<sup>e</sup> édition du Fic, qui s'est clôturée mercredi 22 janvier 2014, a été un véritable succès. Retour sur cette seconde et dernière journée.**



La seconde journée était marquée par la présence du général de corps d'armée Richard LIZUREY, major général de la gendarmerie nationale. Accompagné de l'ingénieur en chef de l'armement Sarma GADJENDRA, le major général a accueilli en milieu d'après-midi Monsieur Francis DELON, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Après avoir visité le salon, ces derniers ont participé aux séquences de la troisième séance plénière sur le thème : « *Identité numérique : quelle stratégie pour les États ?* ».

L'un des temps forts de cette seconde journée a été la remise des prix du Challenge FIC (challenge informatique cyber, soutenu notamment par le réseau Cyberdéfense de la réserve citoyenne), une autre innovation de cette 6<sup>e</sup> édition. Chaque jour, une mise en situation face à des cas concrets relatifs à la cybersécurité était proposée à plusieurs candidats.

Plusieurs tables rondes, conférences et séances plénières ont de nouveau rythmé la journée. Certaines d'entre-elles étaient animées par des militaires de la gendarmerie. Le colonel Éric FREYSSINET, chef de la division de lutte contre la cybercriminalité, a ainsi codirigé les débats sur le thème de « *La réponse aux incidents en entreprise : atelier pratique* ».

À noter également la participation du LCL Philippe MIRABAUD, chargé de mission Cybercriminalité et Numérique (atelier sur « *Les réserves cyber : quels dispositifs mettre en œuvre ?* ») ; du LCL Patrick PEGEOT, chargé de mission au sein de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (atelier sur « *La lutte contre les contenus illégaux sur Internet* ») ; du CEN Vincent TERRASSE, chef de l'unité d'expertise fraude documentaire (atelier « *Usurpation d'identité sur Internet : des modes opératoires de plus en plus complexes* ») ; du CNE Thomas SOUVIGNET, expert en criminalistique numérique de l'IRCGN (atelier « *Sécurité* »).

des moyens de paiement et innovation technologique ») et du GND Hubert SZAFARCZYK, de la SDAO (atelier sur « Le pouvoir de la perturbation massive sur Internet »).

Confortés par la forte mobilisation autour de ce forum, les organisateurs ont déjà donné rendez-vous l'année prochaine, à LILLE, pour la 7<sup>e</sup> édition qui pourrait s'intéresser au partenariat public-privé.

Sources : SIRPA gendarmerie Crédits photo : ©Sirpa gendarmerie/MAJ. F. BALSAMO  
Contact : SIRPA Gendarmerie

## Le nombre de cambriolages continue d'augmenter

Home Actualité Société Par lefigaro.fr Publié le 23/01/2014 à 08:18



**La hausse est surtout sensible pour les résidences secondaires. Manuel Valls, qui avait fait de la lutte contre les cambriolages l'une de ses priorités, dressera un bilan de son action contre la délinquance jeudi après-midi.**

C'est l'heure du bilan pour Manuel Valls. Le ministre de l'Intérieur commentera jeudi après-midi les statistiques de la délinquance, publiées chaque année par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP). Premier enseignement: le nombre de cambriolages, de résidences secondaires notamment, et de vols a continué d'augmenter en France en 2013 comme en 2012. Celui des homicides varie selon les endroits. Les violences aux personnes, elles, sont en recul.

«En 2013, par rapport à 2012, selon le bilan annuel de l'ONDRP - l'organisme livrant les statistiques de la police et de la gendarmerie - il y a eu une hausse de 6,4% des cambriolages en zone (urbaine) de police et de 4,7% en zone (rurale) de gendarmerie. Ceux ayant visé les habitations principales ont respectivement augmenté, dans ces mêmes zones, de 7% et de 1,3%. Ceux des résidences secondaires de 10% et 17,7%. Les hausses sont cependant parfois moins importantes qu'en 2012, année au cours de laquelle les cambriolages avaient augmenté de 14,7% en zone rurale (lire le rapport) En 2013, le ministre de l'Intérieur avait lancé un vaste plan afin de lutter contre ce phénomène lié, selon les forces de l'ordre, à des gangs organisés venus souvent des pays de l'Est.

«Les **homicides volontaires**, qui avaient diminué en 2012, sont toujours orientés à la baisse en zone police (-4,2%) mais en hausse en zone gendarmerie (+14,9%). Le taux d'homicide est «le plus élevé» en France métropolitaine dans le département des Bouches-du-Rhône avec chaque année, entre 2008 et 2013, une moyenne de 50 homicides dont 18 règlements de comptes entre malfaiteurs. En 2013, il y a eu 51 règlements de comptes en France contre 63 en 2012, selon ce même bilan.

«Les **violences aux personnes**, point noir de la délinquance il y a quelques années, sont en stagnation (+0,9% en zone police, + 5,7% en zone gendarmerie, beaucoup moins qu'en 2012).

«Les **vols à main armée** sont en diminution pour la quatrième année consécutive (- 0,3% pour la police, - 6% pour la gendarmerie) dans des taux moindres qu'en 2012.

«Les **vols sans violence** en revanche sont en hausse de 4%. Dans cette catégorie ceux dits «à la tire» augmentent entre + 11% à + 12% que ce soit dans les villes ou les campagnes.

## e) – Service de Santé

### Afghanistan : réduction de l'hôpital militaire Kala

## 60 médecins et infirmiers militaires à l'HMC



Depuis le 15 janvier, l'hôpital militaire de campagne (HMC) de KaIA a changé de configuration suite au départ de certains spécialistes, en particulier dans les domaines de la neuro-chirurgie, de l'ORL et de l'ophtalmologie. Ces domaines, nécessaires dans un hôpital de l'arrière (rôle 3) pour la prise en charge des blessés de guerre, ne se justifiaient plus. L'hôpital est passé d'un effectif de 93 à 60 médecins et infirmiers militaires français, avec des capacités opératoires, de réanimation et d'hospitalisation réduites. Le HMC demeure cependant le référent pour la prise en charge chirurgicale des soldats de l'ISAF sur Kaboul. Il conserve la capacité d'effectuer la prise en charge initiale de tout traumatisé.

Moins de 500 militaires sont désormais chargés de poursuivre l'engagement français jusqu'à la fin de la mission de l'ISAF en 2014, à travers notamment le commandement de l'aéroport de KaIA, le fonctionnement de l'hôpital médico-chirurgical militaire français de KAIA, l'appui à la formation de l'armée nationale afghane, la participation aux fonctions d'état-major dans les structures de l'ISAF et le commandement du laboratoire européen contre-IED.



Droits : © Service de santé des armées

## Ravivage de la flamme sous l'Arc de triomphe

Mise à jour : 17/01/2014 15:32

Le service de santé des armées fête ses 306 ans. A cette occasion, le jeudi 16 janvier 2014, le médecin général des armées Jean-Marc Debonne, directeur central du service de santé des armées, a ravivé la flamme aux côtés du GCA (2S) Dary, en présence de délégations de l'Ecole du Val-de-Grâce, des hôpitaux militaires, des centres médicaux des armées, de l'Institut de recherche biomédicale des armées et de la direction centrale.

Le service de santé des armées a été créé le 17 janvier 1708 par l'édit du roi Louis XIV. Depuis plus de 300 ans, les médecins militaires participent à l'écriture des plus belles pages de l'Histoire. Leurs travaux et recherches ont directement contribué aux progrès de la santé publique. Les prix Nobels de médecine de Laveran et de Jacob en témoignent. Aujourd'hui, le service de santé des armées cultive une réputation d'excellence aussi bien sur le terrain grâce au concept de prise en charge du blessé au plus près des combats que sur le territoire national avec son parc hospitalier militaire.





## Stress post traumatique : 1 an d'« Ecoute défense »

Mise à jour : 23/01/2014 16:26 – Auteur : BCISSA<sup>2</sup> - Direction : DCSSA

Lancé à la demande du ministre de la Défense pour lever les tabous sur le stress post-traumatique dans les armées, le numéro d'appel national « Ecoute défense » fête sa première année d'existence.

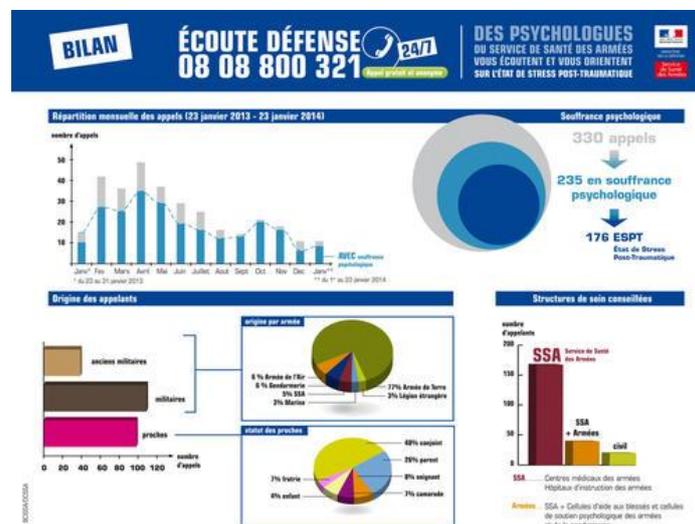
Le principe du dispositif « Écoute défense » : une écoute informative dans le strict respect de l'anonymat des appelants et de la confidentialité. Au bout du fil, des psychologues des hôpitaux d'instruction des armées tiennent à tour de rôle une astreinte téléphonique d'une semaine, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

En un an, le numéro 08 08 800 321 a reçu 330 appels. 71% correspondent à une souffrance psychologique et, parmi eux, 54% sont un état de stress post-traumatique (ESPT). Après un pic d'appels durant les premiers mois d'existence d'« Ecoute défense », le nombre s'est stabilisé autour d'un appel par jour en moyenne. 5% des appelants souffrant d'ESPT sont des anciens combattants de conflits de plus de 20 ans, l'Indochine et l'Algérie. Les trois théâtres d'opérations les plus impliqués sont l'Afghanistan, les Balkans et le Mali. 80% des appels concernent des militaires de l'Armée de terre.

### Premiers pas vers une demande d'aide

« Ecoute défense » constitue un premier pas vers une demande d'aide : 77% des appels correspondent à une primo prise en charge. Si les appelants sont, pour 53%, des militaires ou d'anciens militaires, 47% sont des membres de la famille (conjoints ou parents) ou des proches. Témoins d'une souffrance, ils cherchent de l'information et une orientation vers des soins. Les psychologues les orientent vers le correspondant le mieux adapté à la prise en charge diagnostique et thérapeutique, prioritairement auprès des soignants du service de santé des armées ou vers le réseau civil de proximité.

Ce dispositif s'intègre dans un plan d'action de lutte contre les troubles psychiques post-traumatiques dans les forces armées. Centré vers le militaire en souffrance, simple et efficace, il permet de mieux sensibiliser et d'élargir l'offre de soins pour les blessés psychiques. « Un service que le ministère de la défense doit rendre à ses agents et à leurs proches » déclarait le ministre de la Défense en janvier 2013, date de lancement du numéro national.



## f) – Renseignement

### Bernard Bajolet : "La DGSE n'est pas Big Brother"

Le patron des services définit le rôle de sa maison : un "outil de réduction de l'incertitude pour nos autorités"

<http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/> Publié le vendredi 17 janvier à 14h15 Jean-Dominique Merchet



Le numéro de janvier de la Revue Défense nationale publie un long article de fond de Bernard Bajolet, directeur de la DGSE, dont on peut lire l'intégralité ici. Il y répond en particulier aux accusations formulées dans la presse, notamment Le Monde, qui comparait les capacités d'interceptions électroniques à un Big Brother.

La DGSE " doit faire évoluer ses capacités d'interception [en fonction des mutations technologiques sans fin, tout en les maintenant dans un cadre parfaitement conforme à sa mission et au droit, qui ne peuvent en aucun cas être assimilées à un "big brother" comme on peut parfois le lire" écrit-il. Il insiste sur l'importance de la "légitimité" de l'action du Service : "Notre démocratie doit avoir recours à des services de renseignement efficaces opérant dans un cadre légal conforme aux droits français et européen, et dument contrôlés par la représentation nationale. Aussi, les Français doivent-ils avoir l'assurance du caractère démocratique de la DGSE et de sa mission ; cela passe par un contrôle adapté et renforcé de la représentation nationale, que le Service appelle d'ailleurs de ses vœux"

Bernrd Bajolet pose également les "quatre raisons" qui justifient l'existence d'un service de renseignement extérieur comme la DGSE : "éviter à notre pays toute surprise stratégique, fournir à nos autorités une expertise de long terme, apporter au processus décisionnel une contribution unique et exclusive, et enfin déjouer la menace de façon opérationnelle". Il développe surtout le concept d' "outil de réduction de l'incertitude". "Le Service adresse chaque année plusieurs milliers de notes à nos autorités. En plus des « notes de renseignement » élaborées par les exploitants de la DGSE sur la base de renseignements bruts recoupés, le Service produit des « notes d'évaluation ». Ce type de note évalue l'incertitude et met en avant l'interprétation que fait l'expert du Service d'une situation". (...) "La centaine de destinataires institutionnels (...) de la production de la DGSE, qui ont besoin de maîtriser l'incertitude sans forcément pouvoir la réduire, exigent d'être approvisionnés en permanence par du renseignement répondant à leurs besoins. La plus-value de la DGSE est d'apporter aux autorités nationales du renseignement ayant la plus haute valeur ajoutée : une information confidentielle, originale, pertinente et opportune, obtenue par des moyens souverains ou de coopération".

Bernard Bajolet reconnaît toutefois que, "de façon plus inattendue, un service de renseignement extérieur, en révélant une vision du monde sans doute plus lucide et plus crue, peut aussi contribuer à renforcer l'incertitude..." D'où l'importance de cette dernière affirmation : "il est attendu de la DGSE qu'elle demeure un outil fidèle et objectif, et non servile ou pire encore, acteur de politique étrangère et de sécurité nationale, en soutenant telle ou telle option".

## g) – Cybersécurité

### Alerte aux «cryptolockers», ces nouveaux pirates informatiques venus de l'Est

Home Actualité Société lefigaro.fr Par Christophe Cornevin Publié le 21/01/2014 à 07:17



**Installés en Ukraine ou en Russie, des petits génies de l'informatique fabriquent des virus qui «paralysent» les données personnelles des internautes. Une nouvelle forme de délinquance qui inquiète les professionnels alors que s'ouvre à Lille le Forum international de la cybersécurité.**

Dans l'univers des «cyber-malfrats», les gangs de «cryptolockers» montent en puissance et pourraient à terme faire des ravages à l'échelle planétaire. Venus de Russie ou d'Ukraine, ces petits prodiges de l'informatique fabriquent des virus tenaces qui «chiffrent» et paralysent à distance documents et fichiers personnels pour les rendre inaccessibles à leurs utilisateurs légitimes. Pris aux pièges, ces derniers doivent payer une rançon pour débloquer leur machine et récupérer leurs données. «L'argent est souvent exigé en «**Bitcoin**», **monnaie électronique difficilement traçable** qui est notamment utilisée sur des sites de ventes de drogue», précise le colonel Éric Freyssinet, chef de la division de lutte contre la cybercriminalité à la Gendarmerie nationale.

En général, ces nouveaux pirates du Net exigent une rançon de 2 à 4 Bitcoins, dont le cours oscille actuellement autour de 680 euros. Apparus en 2013 en ciblant à travers le monde des dizaines d'entreprises ayant des serveurs sur internet, les «cryptolockers» ont fait évoluer la menace en contaminant les postes de travail des ordinateurs des particuliers. Le virus, diffusé via des clefs USB infectées, des liens internet et des messages publicitaires piégés, frappe la Grande-Bretagne et les États-Unis, où 1300 attaques ont déjà été recensées mais aussi la France, qui serait le sixième pays le plus touché au monde.

### **Les cyber-attaques ont plus que doublé**

Face au péril qui monte, les gendarmes enregistrent encore peu d'affaires, dans la mesure où nombre de victimes institutionnelles renâclent à déposer plainte pour ne pas écorner leur réputation. «Le phénomène est inquiétant car les «cryptolockers» ciblent par pays et par zones géographiques», observe le colonel Freyssinet. L'organisation criminelle s'est professionnalisée au point que les fabricants de virus négocient désormais les infections, jusqu'à 180 dollars le lot de 1000 contaminations, à des intermédiaires qui piratent les serveurs en batterie.

Cette nouvelle forme de délinquance inquiète les professionnels, alors qu'un Forum international de la cybersécurité (FIC) s'ouvre mardi à Lille (Nord) en présence du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Un dernier bilan démontre que près de 800.000 cartes bancaires ont été piratées l'année dernière en France. Selon les estimations les plus basses, le coût de la cybercriminalité est estimé à 800 millions d'euros en France. Dans une note publiée le 17 septembre dernier, l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) a révélé que les atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données (STAD) enregistrées par les services de police et unités de la gendarmerie nationale sont passées de 626 à 1427 entre 2010 et 2012. Les cyber-attaques en France ont donc plus que doublé en deux ans. Pour lutter contre ce fléau, la gendarmerie nationale mobilise 269 enquêteurs «n'tech», relayés par un millier de cyber-gendarmes correspondants à travers le pays.

## **Matignon cherche patron de la cyberdéfense, urgent**

Actualité Chroniques Le Web en lignes de Gueric Poncelet Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 06:10

Patrick Pailloux, actuel directeur de l'Anssi, va quitter prochainement ses fonctions. Sa succession pourrait être un casse-tête pour le gouvernement.



L'hôtel de Matignon. © YAGHOBZADEH RAFAEL/SIPA

L'information a fuité en plein Forum international sur la cybersécurité: Patrick Pailloux, actuel directeur de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi, l'agence française de cyberdéfense), devrait être nommé très prochainement directeur technique de la Direction centrale de la sécurité extérieure (DGSE), selon les informations du *Monde* que Le Point.fr a pu confirmer auprès de deux autres sources, l'une institutionnelle et l'autre privée. Une communication devrait avoir lieu à l'issue d'un conseil des ministres dans les semaines à venir, peut-être même dès ce mercredi. Cette évolution de carrière laisse une place vide bien difficile à combler pour Matignon, dont dépend l'Anssi.

Et pour cause, la nomination du responsable de la cyberdéfense française n'est pas un acte anodin. Si l'on pourrait croire que cette décision est purement technique, elle est en fait très politique et pourrait marquer un tournant radical. Les hauts fonctionnaires qui doivent recommander un nom au conseil des ministres vont devoir jouer finement, afin de ménager les ministères et les acteurs privés. Aujourd'hui, une grande partie des membres de l'Anssi est issue du ministère de la Défense, ce qui énerve vivement le ministère de l'Intérieur, largement concerné par les décisions de l'agence.

### **François Coté pour remplacer Patrick Pailloux ?**

Un nom circule pour remplacer Patrick Pailloux à la tête de l'Anssi : celui de François Coté, ingénieur général de l'armement et actuel directeur technique de la Direction générale de l'armement (DGA). Si le choix se porte - de nouveau - sur un homme issu de la Défense, l'Intérieur pourrait bien user de sa marge de manœuvre et profiter des faibles pouvoirs de sanction de l'agence, pour se désolidariser de l'action de l'Anssi. À l'inverse, si le ministère de la Défense se sent floué, il peut manœuvrer pour étendre les pouvoirs de la DGSE et empiéter sur les plates-bandes de l'Anssi...

Sans compter les acteurs privés, dont l'activité dépend de plus en plus des décisions de l'Anssi, et qui ne manqueront pas d'exprimer discrètement mais fermement leurs avis sur la nouvelle tête. Il ne faudrait pas un homme qui bouleverse les habitudes des géants français de la cyberdéfense, dont Airbus Defense and Space (Cassidian), Thales ou encore le petit nouveau sur ce marché, Orange Cyberdéfense (Atheos). Les choses sont donc loin d'être évidentes pour Matignon, qui prendra peut-être le temps de la réflexion avant d'annoncer une nomination, quitte à laisser le poste vacant quelques semaines.

En tant que nouveau directeur technique de la DGSE, Patrick Pailloux (que nous avons rencontré en 2011) devra superviser les infrastructures de cette agence de renseignement. Parmi ses missions, l'on trouve notamment les actions offensives de cyberguerre, toujours pas assumées par l'État, ou encore les interceptions dites clandestines, que l'on compare parfois avec un peu d'exagération au programme Prism mis en œuvre par l'agence de sécurité nationale américaine, la NSA. Patrick Pailloux remplace à ce poste Bernard Barbier, qui a rejoint il y a peu le privé en signant chez Sogeti, filiale du géant Capgemini.

## **Lille : Jean-Yves Le Drian dévoile un "pacte défense cyber"**

Actualité Chroniques Le Web en lignes de Gueric Poncelet Le Point.fr - Publié le 21/01/2014 à 18:55

Le ministre de la Défense a profité du Forum international de la cybersécurité pour annoncer un plan d'action pour la cyberdéfense française. Détails.



Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, a dévoilé un "pacte défense cyber". © PHILIPPE DESMAZES / AFP

À l'occasion du Forum international de la cybersécurité, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dévoilé un nouveau "pacte défense cyber", un plan d'action destiné à "changer d'échelle" dans la lutte contre les attaques cybernétiques. La cybersécurité "touche à l'autonomie d'appréciation, de décision et d'action, elle touche donc à l'essence même de notre souveraineté", a martelé le ministre. "Nous devons recruter des experts, nous devons former tous nos personnels, depuis nos simples utilisateurs jusqu'aux plus chevronnés, auxquels il faudra offrir des perspectives de carrière", a-t-il ajouté.

Le pacte "formalisera la liste des actions à mener au sein de la défense, et avec les partenaires publics comme privés", a poursuivi Jean-Yves Le Drian. "Ce pacte embrassera tous les aspects de la cyberdéfense et contribuera à mobiliser les énergies de toute la défense", a-t-il encore précisé. Lancé dans les prochaines semaines, ce plan d'action permettra en outre "à chaque acteur, militaire ou civil, public ou privé, d'identifier les meilleures voies de coopération avec le ministère de la Défense".

### **Un pôle d'excellence à Rennes**

"Je souhaite que ce pacte concrétise une avancée majeure dans la posture de sécurité cyber, en appui de l'Anssi", l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, a pris soin de préciser le ministre, pour ne pas froisser le chef d'orchestre de la cybersécurité en France, placé sous l'autorité directe de Matignon.

Concrètement, les mesures seront "appuyées par un renseignement d'intérêt cyber, volontariste", ce qui devrait donner au personnel, dont les effectifs augmenteront largement, des moyens plus vastes pour anticiper et réagir. Un pôle d'excellence sera mis en place à Rennes, "non pas parce que le ministre est breton", a-t-il ironisé, mais parce que la ville accueille déjà l'école des transmissions et pour sa proximité avec l'école spéciale militaire de Saint-Cyr Coëtquidan. La formation, l'entraînement mais aussi la recherche et le développement y prendront place.

## **h) – Forces Prépositionnées**

### **FORCES ARMEES EN GUYANE**

#### **Guyane : arraisonnement d'un navire de pêche illégale**

Mise à jour : 21/01/2014 17:32

Le 16 janvier 2014, le patrouilleur « La Gracieuse » a arraisonné un navire en pleine action de pêche illégale.



Déployé dans le cadre d'une mission de surveillance et de lutte contre la pêche illégale, l'équipage du patrouilleur « La Gracieuse », en patrouille au nord-est de la pointe Béhague, a surpris un navire sans pavillon en pleine action de pêche dans les eaux territoriales françaises.

L'équipe de visite a été envoyée à bord du navire afin de procéder à un contrôle en mer. En conduisant son investigation avec les 3 membres d'équipage du navire, l'équipe de visite du

patrouilleur a constaté la présence de près d'une tonne de poisson dans les cales, en totale infraction avec la réglementation relatives aux pêches.

La direction de la mer a immédiatement ordonné le déroutement du navire vers la base navale de Dégrad-des-Cannes, ainsi que la saisie du matériel et du produit de la pêche.

Il s'agit du 1<sup>er</sup> déroutement de navire de l'année dans le cadre de la lutte contre la pêche illégale.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALEDONIE**

### **Nouvelle-Calédonie : aide humanitaire au Royaume des Tonga**

Mise à jour : 22/01/2014 17:40

Du 17 au 21 janvier 2014, les forces armées de la Nouvelle-Calédonie (FANC) sont intervenues au Royaume des Tonga dans le cadre d'une opération d'aide humanitaire, suite au passage du cyclone Ian.



Le 11 janvier 2014, dans l'archipel des Tonga, le groupe d'îles Ha'apai a été frappé de plein fouet par le cyclone Ian. Ce phénomène météorologique a occasionné d'importants dégâts aux infrastructures (routes, réseaux électrique et téléphonique), aux cultures vivrières et a engendré de graves difficultés dans l'approvisionnement en eau, nourriture et matériel de première nécessité.

Le 17 janvier, vers dix heures du matin, un avion CASA de la base aérienne 186 des FANC a décollé de l'aéroport de Tontouta-Nouméa. Il a embarqué à son bord une équipe de spécialistes militaires (santé, logistique, maintenance et fret aérien) sous le commandement de l'attaché de Défense non résident Fidji/Tonga, et 2,7 tonnes de fret d'urgence composé de bâches, de kits de secours et de jerricans mis à disposition par la Croix Rouge.

La mission du détachement français consistait à transporter cette cargaison, à évaluer la situation sur place et à acheminer, depuis l'aéroport international de Fua'mutu jusqu'à Ha'apai, le fret humanitaire mis en place par la Nouvelle Zélande. En effet, les avions néo-zélandais, notamment des C130-Hercules, ne peuvent pas se poser et décoller sur les courtes pistes d'aviation des petites îles de la région. Dans ces conditions, l'avion CASA a été un complément indispensable pour livrer l'aide humanitaire au plus près des populations. Cette contribution a été particulièrement appréciée de nos partenaires du Pacifique.



Le détachement français est rentré en Nouvelle-Calédonie le 21 janvier en début de matinée. Lors de cette mission, 36 tonnes de fret ont été transportées depuis la capitale tongienne vers la zone sinistrée en sept rotations. Trois évacuations sanitaires (EVASAN) ont été réalisées dont celle d'un enfant en situation critique. Par ailleurs, la moitié du parc de camions TRM 2000, véhicules cédés par la France en 2009 aux Tonga, a été remise à niveau.

Cette intervention a été effectuée en un temps record soit 48 heures après la demande officielle des Tonga.

Les FANC participent aux opérations d'assistance humanitaire en cas de catastrophe naturelle dans la région du Pacifique Sud-ouest dans le cadre de l'accord FRANZ, accord tripartite de coopération signé en 1992 entre la France, l'Australie et la Nouvelle-Zélande visant à rationaliser l'aide civile et militaire aux pays et territoires insulaires du Pacifique victimes de catastrophes naturelles.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **FORCES ARMEES EN POLYNESIE**

### **Polynésie Française : série d'entretiens franco-américains à Hawaï**

Mise à jour : 23/01/2014 18:10

Du 7 au 11 janvier 2014, le contre-amiral Anne Cullerre, commandant la zone de responsabilité permanente Asie-Pacifique (ZRP ALPACI) et commandant supérieur des forces armées en Polynésie française (COMSUP FAPF), s'est rendue à Hawaï, aux Etats-Unis, dans le cadre d'une série d'entretiens de haut niveau et de réunions avec les principaux dirigeants militaires américains de la zone « Asie-Pacifique ».



A cette occasion, elle s'est entretenue avec l'amiral Locklear, commandant interarmées de la zone Pacifique (PACOM), l'amiral Harris, commandant la flotte du Pacifique (PACFLEET), le contre-amiral Thomas, commandant le 14<sup>e</sup> district des garde-côtes américains et le contre-amiral Rendon, commandant de la Task Force inter-agences chargée de la lutte contre les stupéfiants dans le Pacifique (JIATF/W).



Cette rencontre désormais annuelle s'inscrit dans le cadre de la coopération accrue entre les commandements français et américains pour le maintien de la sécurité en zone Asie-Pacifique. Ces entretiens ont confirmé l'importance d'un dialogue régulier avec les deux commandements régionaux américains, à l'occasion de rencontres entre autorités militaires, mais également lors des escales de bâtiments de l'US Navy en Polynésie française.

En temps qu'ALPACI et COMSUP FAPF, l'amiral Cullerre a pour mission de garantir la souveraineté nationale dans les zones maritimes de la Polynésie française et du Pacifique. Sa zone de compétence s'étend sur tout l'océan Pacifique, les détroits indonésiens et du méridien du cap sud de la Tasmanie à l'ouest, à la côte américaine à l'est, à l'exception de la zone entourant la Nouvelle-Calédonie sous la responsabilité du COMSUP Nouméa. ALPACI, au nom du CEMA, participe aux activités de coopération régionale et entretient des relations privilégiées avec l'ensemble des nations présentes sur cette zone.

Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **FORCES ARMEES DANS LA ZONE SUD DE L'OCEAN INDIEN**

### **L'armée de l'air implantée à la Réunion depuis 40 ans**

Mise à jour : 17/01/2014 13:14

Mercredi 8 janvier 2014, 40 ans après la première cérémonie qui marquait officiellement l'implantation de l'armée de l'air à la Réunion, une cérémonie de commémoration a réuni les aviateurs actuellement présents sur le site de Gillot, à Sainte-Marie.



La cérémonie était présidée par le général Jean-François Hogard, commandant supérieur des forces armées dans la zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI). L'occasion de réunir non seulement l'ensemble du personnel du détachement air (DA) 181, mais aussi les aviateurs postés dans les organismes de soutien, les chefs de corps des différentes unités de l'île, des autorités de la gendarmerie nationale, des partenaires de la plateforme aéroportuaire ainsi que des réservistes citoyens des armées.



Les forces françaises, auparavant implantées à Madagascar, ont rejoint la Réunion en 1973, suite à la révision des accords de coopération. En transit quelques mois lors des travaux d'édification des bâtiments de la future base aérienne 181, les aviateurs prennent possession des lieux au début de l'année 1974. Depuis, les liens n'ont cessé de se renforcer avec les acteurs de l'aéronautique, les institutions locales et surtout avec la population réunionnaise. Le DA 181 est

l'un points clés de la présence française dans l'océan Indien et l'escadron de transport 50 « Réunion » l'unique vecteur de projection aérienne de la région.

Droits : © Armée de l'air

## **FORCES FRANCAISES A DJIBOUTI**

### **FFDj : DIO « TP » au profit de l'armée djiboutienne**

Mise à jour : 23/01/2014 17:14

Du 11 au 23 janvier 2014, les FFDj ont réalisé une action d'assistance militaire opérationnelle (AMO) au travers d'un détachement d'instruction opérationnelle (DIO) « Tireur de précision » (TP) sur le camp djiboutien de Myriama.



Les FFDj participent à la formation de bataillons de l'armée djiboutienne dans le cadre de leur mise en condition opérationnelle avant projection en Somalie. Dans ce cadre, 15 stagiaires du 2<sup>e</sup> bataillon « Hiil » des forces armées djiboutiennes ont suivi 2 semaines de formation TP sur le camp de Maryama.

Le programme était très complet, alternant des cours théoriques et pratiques de topographie, camouflage, infiltration/exfiltration, armement, ISTC et 4 jours entiers exclusivement consacrés au tir avec le fusil DRAGUNOV en dotation dans l'armée djiboutienne.

Ce DIO TP venait en complément des formations militaires réalisées en juin et septembre 2013 axées sur les actes réflexe du combattant, utilisation du matériel et de l'armement, secourisme au combat.

Cette formation opérationnelle a été effectuée à la demande des autorités djiboutiennes, dans le cadre du traité de coopération en matière de défense signés en décembre 2011 entre la France et la république de Djibouti.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **FORCES FRANCAISES AU GABON**

### **Gabon : stage d'aguerrissement pour l'armée gabonaise**

Mise à jour : 21/01/2014 15:51

Du 1<sup>er</sup> au 6 janvier 2014, les forces françaises au Gabon (FFG) ont conduit un stage d'aguerrissement en forêt au profit de militaires gabonais.



Après un rappel des fondamentaux sur la topographie, une soixantaine de militaires gabonais répartis en 2 sections, ont approfondi leurs savoir-faire dans différents domaines (topographie, embuscade, gestion d'un blessé, fouille d'un prisonnier, bivouac tactique), en vue de leur prochain engagement opérationnel dans la forêt de Minkebe.

Depuis plusieurs années, le gouvernement gabonais lutte activement contre l'orpaillage clandestin et le braconnage qui se développe dans cette forêt située au Nord-Est du pays. Dans ce cadre et depuis 2013, à la demande des autorités gabonaises, un stage « Minkebe » est organisé par les militaires du centre d'aguerrissement outre-mer et étranger (CAOME) des FFG.

Avec 940 militaires déployés au Gabon, les FFG constituent l'une des cinq bases militaires permanentes prépositionnées en Afrique, avec celles stationnées à Dakar, Djibouti et la Réunion. Elles constituent un réservoir de forces à dominante aéroterrestre, projetable dans la sous-région dans le cadre des opérations conduites par les armées françaises. Actuellement, l'état-major de la force Sangaris est constitué d'éléments de l'état-major des FFG. Enfin, conformément à l'accord de partenariat de défense signé en 2010 avec le Gabon, les FFG assurent des missions de coopération bilatérale avec les forces armées gabonaises.



Sources : EMA Droits : Ministère de la Défense

## **11 – France : Armements & Industries**

### **Arabie saoudite ou Iran : la France a choisi son camp**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 17/01/2014 à 14:44 Par Armin Arefi

Dans la guerre confessionnelle qui oppose les deux puissances du Moyen-Orient, Paris mise sur l'ultraconservateur royaume wahhabite. Un pari très risqué.



Le président François Hollande, aux côtés du roi Abdullah Bin Abdulaziz al-Saoud, à l'occasion de sa visite en Arabie saoudite, le 29 décembre 2013. © HO / SPA/AFP

L'année 2013 a signé le retour de l'Iran. Isolée diplomatiquement sous l'ère Ahmadinejad, la République islamique est revenue sur le devant de la scène internationale par la grande porte. À la faveur de l'élection en juin du président "modéré" Hassan Rohani, Téhéran a changé de ton et a précipité la conclusion d'un accord intermédiaire limitant son programme nucléaire, qui empoisonne ses relations avec l'Occident depuis une décennie. Surtout, les ayatollahs ont entamé en catimini des discussions directes avec les Américains, une première en trente ans.

"Ce rapprochement entre l'Iran et les États-Unis, même s'il est timide, change totalement la donne de la région", souligne Fatiha Dazi-Héni, maître de conférences à l'IEP de Lille et spécialiste des monarchies du Golfe. Une évolution qui pourrait sensiblement modifier les rapports de force dans

la guerre confessionnelle que se livrent musulmans sunnites (pays du Golfe) et musulmans chiites (Iran) et qui trouve actuellement son apogée dans le conflit syrien.

### **L'Iran devenu incontournable**

Or, sur ce dossier aussi, l'Iran demeure en position de force. Plus grand allié de Bachar el-Assad, à qui elle apporte soutien militaire (armes et combattants du Hezbollah chiite) et financier, la République islamique a permis au président syrien de reprendre le dessus sur la rébellion majoritairement sunnite. De fait, Téhéran est un interlocuteur obligé dans tout règlement politique du conflit. Le pourrissement de la situation en Syrie influe sur l'Irak voisin, en proie à un soulèvement des populations sunnites récupéré par al-Qaïda.

Depuis le départ de l'armée américaine en 2011, l'Iran, très proche du pouvoir chiite de Bagdad, apparaît comme le seul pays pouvant éviter au pays de sombrer dans le chaos. Dans ces deux conflits, la République islamique et les États-Unis possèdent un ennemi commun : les djihadistes d'al-Qaïda. "L'Iran va redevenir acteur régional prépondérant, prédit ainsi Fatima Dazi-Héni. C'est la seule puissance assez solide pour assurer la sécurité dans la région après le retrait américain."

### **Fermeté de la France**

Or, à la différence des États-Unis, la France n'a pas rompu avec l'ère Ahmadinejad. Sur le dossier nucléaire, Paris a même fait preuve de plus de fermeté que Washington. "Certains partenaires ont laissé la presse nous attaquer, alors que cette fermeté a finalement payé avec un accord plus précis qui a plu à tout le monde", note un diplomate français. Sur le dossier syrien, la position française est encore plus tranchée.

Paris a été la première capitale occidentale à avoir réclamé le départ de Bachar el-Assad, reconnu l'opposition et proposé d'armer les rebelles. Or, non seulement le président syrien reprend le dessus sur une opposition morcelée, mais il a surtout été remis en selle diplomatiquement par l'accord sur le démantèlement de son arsenal chimique négocié entre Moscou et Washington, au grand dam de Paris. "Nous n'avons rien fait de sérieux pour faire partir Bachar el-Assad", pointe aujourd'hui l'analyste François Nicoulaud, ancien ambassadeur de France en Iran. "Au contraire, nous avons laissé s'affaiblir la branche démocratique de l'opposition, si bien que le piège se referme aujourd'hui sur nous."

### **Les positions risquées de la France**

"La France a pris des risques avec une position forte dès le début", rétorque un diplomate français. "Mais nous nous sommes retrouvés face à l'hésitation d'autres partenaires internationaux, qui nous ont de fait laissés seuls en pointe. Le dossier s'est, dès lors, compliqué et Bachar el-Assad a pu profiter des attermoissements de la communauté internationale pour justifier son discours de rempart contre le chaos djihadiste."

Sur la Syrie, comme sur le nucléaire iranien, la France a épousé les thèses de l'autre grande puissance régionale impliquée dans la guerre sunnite/chiite : l'Arabie saoudite. Opposé à une réhabilitation de l'Iran dans le concert des nations et grand argentier de l'opposition syrienne armée (mais pas des djihadistes), l'ultraconservateur royaume saoud n'a que très moyennement apprécié le rapprochement entre son plus grand allié, les États-Unis, et son ennemi chiite iranien.

### **Coup de froid Washington-Riyad**

"Il existe aujourd'hui une crise de confiance entre les dirigeants saoudiens et leur allié américain, car ils redoutent le *grand marchandage* entre l'Iran et les États-Unis dans la région", explique la spécialiste du Golfe Fatima Dazi-Héni. "L'Arabie saoudite, que l'on présente comme l'avant-garde de la diplomatie arabe, est aujourd'hui en grande difficulté face à la nouvelle donne régionale."

Échaudé par la volte-face américaine sur la Syrie, et encore plus par la conclusion de l'accord sur le nucléaire, le royaume saoud, dont la sécurité est assurée par les États-Unis, a décidé en protestation de refuser d'endosser son poste de nouveau membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Une première. "L'Arabie saoudite joue un rôle important au Moyen-Orient, encore plus avec le contexte actuel d'une Égypte chancelante", souligne un observateur bien au

fait des relations franco-saoudiennes. "Et ce pays, comme les autres monarchies du Golfe, ne trouve pas acceptable l'extension de l'influence iranienne dans la région, via le conflit syrien. Et lorsque l'on voit les implications de l'Iran en Syrie, au Liban où il soutient le Hezbollah, ou le danger lié à la prolifération nucléaire, on peut juger que la République islamique n'aide pas à la stabilité de la région."

### **Sanglante décennie 80**

Une position qui tranche avec la tradition de médiateur de la France au Moyen-Orient, imprimée par le général de Gaulle et suivie jusqu'à Jacques Chirac. Depuis Nicolas Sarkozy, et son rapprochement avec le Qatar, Paris semble placer tous ses œufs dans le même panier sunnite, au risque de se retrouver lésé si le camp chiite venait à l'emporter. "Le logiciel de la diplomatie française, habitué à traiter d'État à État au Moyen-Orient, ne s'est pas adapté aux changements de la région, où le principe d'État-nation est remis en cause par la problématique transfrontalière sunnite-chiite", pointe Karim Sader, politologue et consultant, spécialiste des monarchies du Golfe. À en croire cet expert, la France mènerait depuis l'avènement de la République islamique en 1979 une politique hostile à l'égard de l'Iran.

Bien que l'ayatollah Khomeiny ait été accueilli en France avant la révolution islamique, Paris lui a retiré son soutien dès la proclamation du régime islamique. Durant les huit ans de la guerre Iran-Irak, la France a soutenu sans failles Saddam Hussein, à qui elle a vendu des armes (dont des gaz neurotoxiques). La décennie 80 a également été marquée par les attentats du Drakkar (1983) à Beyrouth, qui a causé la mort de 58 soldats français, la prise en otages de Français au Liban (1985-1988) et des attentats meurtriers à Paris. Dans les trois cas, l'Iran est impliqué par le biais du Hezbollah, mouvement chiite libanais qu'il a créé en 1982.

### **Changement de ligne au Quai d'Orsay**

Si les relations franco-iraniennes se sont quelque peu apaisées durant les mandats des présidents iraniens Rafsandjani (modéré) puis Khatami (réformateur), permettant l'arrivée de nombreuses entreprises françaises en Iran, elles se sont de nouveau assombries avec l'élection à la présidence de l'ultraconservateur Ahmadinejad en 2005, couplée à celle de Nicolas Sarkozy en 2007. "La diplomatie française a alors suivi une ligne plus favorable à l'Amérique et à l'Otan", explique une source bien au fait des arcanes du Quai d'Orsay. "Les tenants de cette ligne considèrent que l'on a plus intérêt à s'ancrer sur les pôles de stabilité et de prospérité de la région, même s'il s'agit de régimes autoritaires et traditionnels, d'autant plus qu'ils sont de gros clients."

Une vision que récuse totalement un diplomate français. "Être ferme contre l'Iran ne signifie pas être opposé à l'Iran", souligne-t-il, non sans rappeler que François Hollande a été le premier chef d'État occidental à rencontrer le nouveau président iranien Hassan Rohani, en septembre dernier à New York. "Le dialogue avec l'Iran s'est beaucoup amélioré, souligne le diplomate. Ce pays doit maintenant être jugé sur ses faits." Pourtant, côté iranien, on admet que la relation franco-iranienne n'est pas au beau fixe, alors qu'elle s'est améliorée avec d'autres alliés de la France. "L'Iran souhaite davantage parler avec les États-Unis, car il estime qu'ils sont le nœud de tous les problèmes, estime l'ancien diplomate François Nicoullaud. Les Français restent, eux, à la marge."

### **Pétrodollars saoudiens**

Un second rôle qui ne semble pourtant pas déranger outre-mesure Paris, qui semble aujourd'hui plus intéressé par les pétrodollars saoudiens que par le potentiel non négligeable d'une société iranienne de 75 millions d'habitants, plus éduquée et consommatrice que son rival sunnite, et que les sanctions ont privée des dernières innovations occidentales. Pour le spécialiste du Golfe Karim Sader, le positionnement de la France s'explique avant tout par le souhait de conforter ses parts de marché dans le Golfe, quitte à se passer du prometteur marché iranien. "Les monarchies du Golfe sont désormais réticentes à toute ouverture de leurs alliés envers l'Iran, souligne-t-il. Dans ce clivage sunnite/chiite, la France a choisi son camp." Paris compte bien s'engouffrer dans la brèche provoquée par le coup de froid entre Riyad et Washington.

"Il est important de montrer à nos alliés que nous les soutenons et ne reculons pas à n'importe quelle occasion", confie un diplomate qui fustige les "godilles" de Barack Obama au Moyen-Orient.

"Le président américain donne aujourd'hui l'impression de vouloir au plus vite se désengager de la région au profit du pivot vers l'Asie. Or, le Moyen-Orient restera une région très sensible avec de nombreux conflits", insiste le diplomate tout en admettant que la "diplomatie économique avec l'Arabie saoudite est particulièrement intéressante compte tenu du potentiel de ce pays".

### **Droits de l'homme**

Le royaume saoud est devenu en 2013 le premier client de la France, avec des échanges qui ont dépassé les huit milliards d'euros en 2013. Au Liban, où l'Arabie saoudite, comme la France, s'inquiète de l'influence grandissante de l'Iran via le Hezbollah, Riyad a versé en décembre à l'armée libanaise trois milliards d'euros pour acheter... des armes françaises. Un "déséquilibre régional" qui inquiète Pouria Amirshahi, député PS de la neuvième circonscription des Français de l'étranger, né en Iran.

"La nature même des régimes royaux que la France soutient dans le Golfe contredit les principes de démocratie que nous défendons. Or, c'est justement la raison pour laquelle l'Iran, au moins aussi fréquentable que l'Arabie saoudite, est mis à l'écart, pointe Pouria Amirshahi. Si l'on veut apaiser les tensions dans la région, il faut discuter avec tous les acteurs de premier plan, dont l'Iran fait partie."

"Nous avons des relations avec des pays même quand nous ne sommes pas d'accord avec eux, rétorque le diplomate français. Nous discutons également des droits de l'homme avec l'Arabie saoudite, y compris son soutien sans faille à l'armée égyptienne [impliquée dans la répression des Frères musulmans], même si nos propos ne sont pas rendus publics." C'est avec l'ambition de renforcer ses échanges avec le royaume saoud que le président François Hollande s'est rendu à la veille du nouvel an à Riyad, dont l'excédent budgétaire s'élève à 55 milliards d'euros. Mais, à la surprise générale, le président français en est reparti bredouille.

## **ARMEMENT-ESPACE : La DGA lance la réalisation du segment sol utilisateur de MUSIS**

<http://www.asafrance.fr/> Jeudi, 23 Janvier 2014 15:47 DGA/COM, Bertrand Guy (bertrand.guy@dga.defense.gouv.fr).



La Direction générale de l'armement (DGA) a notifié fin 2013 à Airbus Defence and Space (anciennement Astrium) le contrat de réalisation du segment sol utilisateur du futur système d'observation spatial militaire français MUSIS (MULTinational Space-based Imaging System for Surveillance, reconnaissance and observation). Ce marché, d'un montant maximum de l'ordre de 300 millions d'euros, comprend également le maintien en condition opérationnelle du segment sol pendant 12 ans.

Le système de satellites développé dans le cadre du programme français MUSIS est appelé à succéder progressivement à partir de 2017 à l'actuel système d'observation optique HELIOS 2. Il permettra l'identification de cibles plus petites, la quantité d'images fournies, en particulier sur les zones de crise, sera accrue et le délai de mise à disposition des images aux décideurs et aux forces sera réduit. Par délégation de la DGA, le CNES a confié en 2010 la réalisation de 2 premiers satellites à une équipe industrielle conduite par Airbus Defence and Space, en partenariat avec Thales Alenia Space.

Le segment sol utilisateur qui vient d'être commandé par la DGA permettra de programmer les missions des satellites optiques de MUSIS et de recevoir, produire, diffuser et archiver les images ainsi acquises. Il pourra aussi fédérer l'accès à d'autres capteurs d'observation satellitaires, français ou étrangers.

MUSIS répond à la priorité accordée au renseignement par la Loi de programmation militaire 2014-2019. Il illustre également l'excellence technologique de l'industrie spatiale française. **12**

## **– Le Monde : Modernisations & Equipements**

### **INFOGRAPHIE. Bruxelles autorise l'exploitation du gaz de schiste**

Actualité International Le Point.fr - Publié le 22/01/2014 à 13:45 Source AFP

La commission européenne a donné son feu vert à l'extraction au grand dam des organisations de défense de l'environnement et de plusieurs États européens.



En Europe, seules la France et la Bulgarie ont interdit l'exploitation du gaz de schiste sur leurs territoires. © Jill Johnson

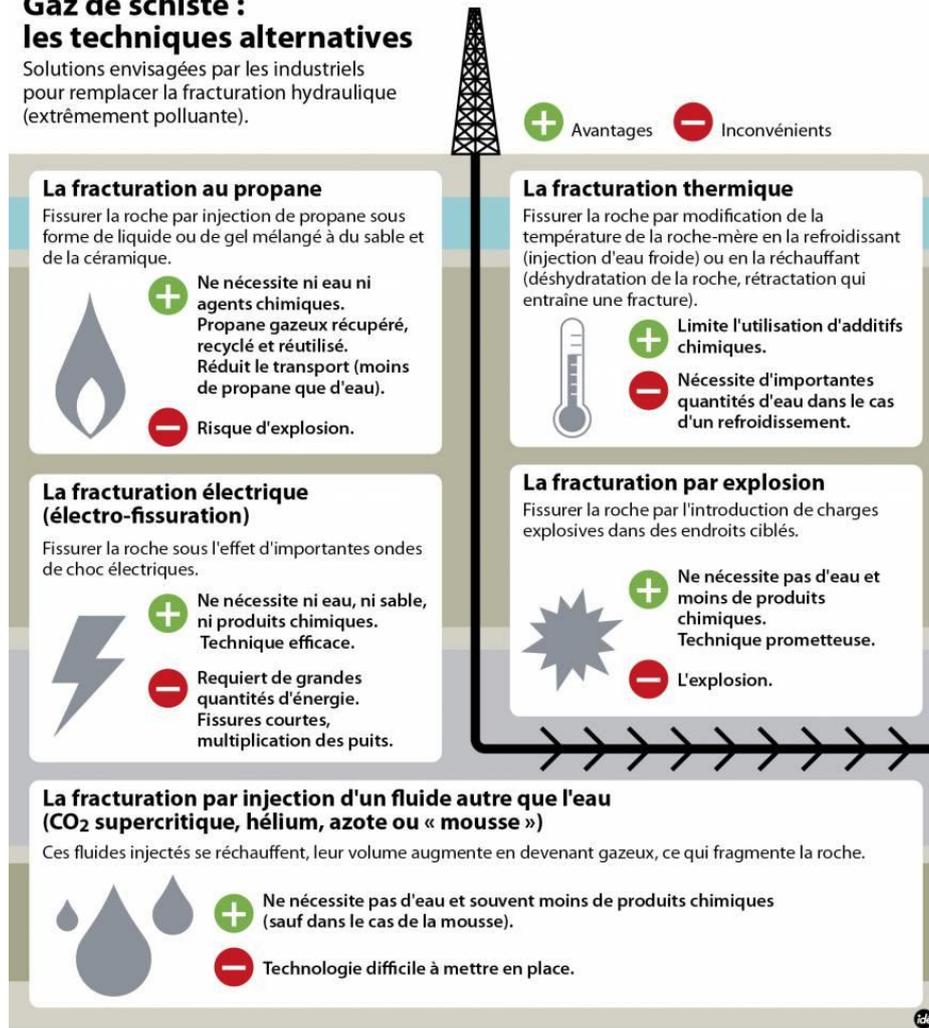
La Commission européenne a adopté mercredi une recommandation qui laisse la voie libre à l'exploitation du gaz de schiste en Europe à condition de respecter des "principes communs" minimaux, notamment sanitaires et environnementaux. "Le gaz de schiste suscite des espoirs dans certaines régions d'Europe, mais également des inquiétudes. La Commission répond aux demandes d'action en formulant des principes minimaux que les États membres sont invités à suivre afin de tenir compte des aspects environnementaux et sanitaires et de donner aux exploitants et aux investisseurs la prévisibilité nécessaire", a expliqué le commissaire chargé de l'Environnement, Janez Potocnik.

Au grand dam des organisations de défense de l'environnement et à l'encontre du souhait du Parlement européen, la Commission européenne a refusé d'imposer des normes juridiques contraignantes concernant l'exploration et l'exploitation de cette source d'énergie. Les recommandations de Bruxelles sont "totalement insuffisantes pour protéger les populations et l'environnement des risques posés par l'extraction de ces hydrocarbures", a estimé l'ONG Les amis de la Terre. Elle a dénoncé dans un communiqué "le manque absolu de courage de l'Union européenne qui, face aux pressions des lobbies, a renoncé à prendre des mesures concrètes dans ce domaine".

**INFOGRAPHIE les techniques alternatives d'extraction du gaz de schiste :**

## Gaz de schiste : les techniques alternatives

Solutions envisagées par les industriels pour remplacer la fracturation hydraulique (extrêmement polluante).



### Des pays européens partagés

"Un site ne pourra être sélectionné que si l'évaluation des risques démontre que la fracturation hydraulique à haut débit n'entraîne la libération directe d'aucun polluant dans les nappes phréatiques", recommande notamment la Commission. Les États devront également s'assurer que les installations pour exploiter le gaz de schiste soient "construites de manière à éviter des fuites à la surface et des déversements dans le sol, l'eau ou l'air". Les évaluations d'impact sur l'environnement devront être menées avec "le maximum de transparence", insiste le texte de la Commission. Les autorités nationales devront ainsi informer le public des produits chimiques utilisés durant la fracturation hydraulique.

Les États membres de l'Union sont simplement invités à appliquer les principes formulés dans un délai de six mois et, à compter de décembre 2014, à informer chaque année la Commission des mesures qu'ils auront mises en place. Le développement du gaz de schiste dans l'UE est controversé. Certains pays (Royaume-Uni, Danemark, Pologne, Roumanie) développent des projets d'exploration, mais la France et la Bulgarie ont interdit l'exploitation. L'Allemagne a banni la fracturation hydraulique dans les zones riches en eau de son territoire.

### INFOGRAPHIE L'Europe divisée sur l'exploitation du gaz de schiste :



En fin d'après-midi, il prend le ferry pour rejoindre Tahiti, à vingt minutes de Moorea, pour arbitrer un match entre deux des meilleures équipes tahitiennes, Tefana et Dragon. A peine arrivé, il est félicité par joueurs et spectateurs. Il sourit, acceptant de bonne grâce quelques accolades. Un jeune joueur le regarde entrer sur le terrain et lâche, admiratif: "Il va mettre des cartons à des joueurs comme Ronaldo ou Ribéry, c'est lui le boss".

Le championnat local équivaut au niveau CFA. Mais ce match de play-off est très engagé entre deux équipes qui visent le titre. Norbert distribuera 5 cartons jaunes. Depuis la table de marque, un homme observe ses décisions. Alain Devienne, le président de la commission fédérale des arbitres en Polynésie, est très fier du choix de la FIFA.

"C'est mérité parce qu'il a l'intelligence du terrain, et aussi la force de s'entraîner seul ou presque : on n'a que 35 arbitres ici, pas beaucoup d'internationaux, on est tout petits", confie-t-il à l'AFP. Sur quoi peut-il progresser ? "Son coup de sifflet, il doit être plus sec".

Sur le terrain, les joueurs tentent à plusieurs reprises de contester ses décisions. Dans le public, une spectatrice chambre un joueur rebelle. "L'arbitre au moins, il va à la Coupe du monde !".

A la fin du match, l'homme en noir sourit de cette "bonne pression". Mais il y avait moins de 300 spectateurs dans le petit stade de Puurai, à Faa'a, au nord de Tahiti. En juin, au Maracana de Rio de Janeiro, ils seront près de 100.000 à crier le nom des stars mondiales du football et à conspuer l'arbitre.

Il lui reste cinq mois pour s'y préparer.

## **XV de France: Dusautoir forfait pour le Tournoi des six nations**

Actualité Sports AFP - Publié le 19/01/2014 à 15:20

Le XV de France a perdu son capitaine dimanche après la blessure à un biceps, en Coupe d'Europe, du troisième ligne Thierry Dusautoir, qui le contraint à renoncer au Tournoi des six nations, a annoncé le manager de Toulouse Guy Novès.

Le joueur de 32 ans (65 sélections) souffre d'une rupture du tendon du biceps droit qui l'éloignera des terrains pendant quatre mois, a précisé Guy Novès à l'AFP.

Thierry Dusautoir, qui sera opéré "mardi ou mercredi", sera donc remplacé dans le groupe de 30 joueurs du XV de France qui se réunit pour un stage dimanche soir à Canet-en-Roussillon (Pyrénées-Orientales). Le nom de son remplaçant sera connu avant la soirée, a-t-on appris dans l'encadrement de la sélection.

Le meilleur joueur de l'année 2011 s'est blessé samedi lors de la dernière rencontre de poule de Coupe d'Europe de Toulouse à Parme (16-6), qu'il a disputée en intégralité.

C'est un coup très dur pour le XV de France qui, après une année 2013 catastrophique, débute le Tournoi des six nations le 1er février contre l'Angleterre et avait bien besoin d'un de ses meilleurs plaqueurs.

C'est également une mauvaise nouvelle pour son club de Toulouse qui s'est qualifié ce week-end pour les quarts de finale de la Coupe d'Europe.

"On craignait une blessure grave. On espérait que l'examen ne confirme pas le premier diagnostic", a expliqué le manager toulousain.

"C'est une accumulation de gros, gros blessés. Ca fait cinq, six joueurs de très haut niveau que nous perdons", a-t-il déploré en allusion aux absences de Luke McAlister, qui a souffert du même type de blessure, Florian Fritz et Grégory Lamboley.

## **Plusieurs comités olympiques menacés**

JO 2014 Lefigaro.fr Par La rédaction, 22-01-2014



Les sites olympiques de Sochi ont été placés sous haute sécurité - Panoramic

### **Plusieurs comités olympiques auraient fait l'objet de menaces terroristes les dissuadant de se rendre aux Jeux olympiques d'hiver de Sochi.**

Zsolt Borkai, le président du Comité olympique hongrois (MOB), a déclaré ce mercredi que son pays avait reçu une «menace terroriste» afin de le dissuader d'envoyer une délégation aux Jeux olympiques d'hiver de Sochi. L'avertissement a été reçu sous la forme d'un courriel intimidant expliquant qu'il «vaudrait mieux que la délégation hongroise reste chez elle.» Selon le dirigeant, de tels messages doivent «être pris au sérieux en tant que menace terroriste.»

### **D'autres comités olympiques ont été contactés**

Le comité olympique hongrois n'a pas été le seul à avoir reçu des messages de menace. Les comités allemand et italien ont aussi confirmé avoir été approchés. «*Nous prenons au sérieux tous les éléments concernant la sécurité et sommes en contact étroit avec les autorités allemandes*», a indiqué Christian Klaus, le porte-parole allemand. Le CIO et le comité d'organisation de Sochi ont réagi à ces annonces en affirmant après analyse du courrier que «*la menace n'était pas réelle et que l'expéditeur avait envoyé ce type de message à de nombreux membres de la famille olympique.*»

A un peu plus de deux semaines de l'ouverture des JO, la Russie a fait de la sécurité un enjeu majeur de l'événement. «*Nous allons tout faire pour assurer la sécurité des participants et des spectateurs de cette fête sportive*», a ainsi rappelé le président Poutine. 37 000 policiers et des unités de l'armée de terre équipées de missiles sont mobilisés pour assurer la sécurité du plus grand événement international en Russie depuis la chute de l'URSS, en 1991.

### **Une vidéo menaçante diffusée lundi ravive les craintes**

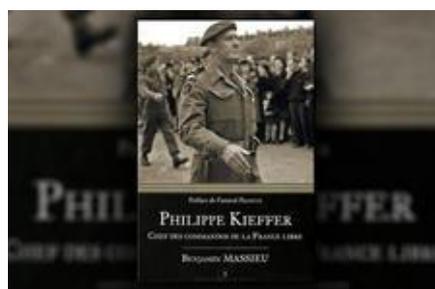
Lundi dernier, dans une vidéo de 49 minutes, des islamistes du Caucase russe menaçaient de commettre des attentats durant les Jeux olympiques qui s'ouvriront le 7 février. «*Si vous organisez les Jeux olympiques, vous recevrez un cadeau de notre part [...] pour vous et pour tous les touristes qui viendront. Ce sera pour tout le sang musulman qui est versé chaque jour à travers le monde, en Afghanistan, Somalie, et Syrie, partout dans le monde. Ce sera notre vengeance*», a notamment déclaré un homme s'exprimant en Russe. Ce message a relancé les craintes après les attentats suicide survenus à Volgograd en décembre dernier ayant fait au moins 34 morts.

## **14 – Livres & Publications**

### **Philippe Kieffer Chef des commandos de la France libre**

Mise à jour : 22/01/2014 10:21 – Auteur : Christiane Boisgelot

Préfacée par l'amiral Christophe Prazuck, cette biographie passionnante est le résultat d'une étude approfondie de plus de 4 000 documents et témoignages. Deux années de recherche pour reconstituer l'épopée fascinante d'un homme légendaire.



Comment Philippe Kieffer, à 40 ans, sans aucune expérience militaire, devint-il le fondateur et le chef de ces troupes d'élite ?

Ce retour, depuis son enfance, sur toutes ses années d'avant-guerre, lève le voile sur la vie ordinaire d'un homme au destin extraordinaire. Des photos ponctuent avec force l'histoire haute en couleurs du « Pacha » qui s'illustra, avec ses commandos, le jour J.

Benjamin Massieu, Éditions Pierre de Taillac

Droits : Armée de Terre 2014

## 15 – Société

### **La suppression des départements nous ferait faire d'énormes économies**

Source : <http://www.capital.fr> article en date du 28/08/2013 à 06:30 republié le 20 janvier 2014



© REA

**Déarrassé de ses milliers de collectivités locales coûteuses, notre pays pourrait enfin être géré avec efficacité.**

Elle avait pourtant tout pour plaire, cette nouvelle collectivité locale alsacienne. En fusionnant les départements du Haut et du Bas-Rhin avec la région, on allait mettre un terme au chassé-croisé insensé des trois pouvoirs locaux sur cette minuscule plaine rhénane. Et permettre enfin de réaliser des économies d'échelle sans altérer le service rendu aux citoyens. Hélas ! Figés dans leurs conservatismes ancestraux, les Alsaciens ont refusé par référendum en avril dernier cette nouvelle organisation. Les habitants de Colmar craignaient d'y perdre leur beffroi et ceux de Mulhouse d'être dominés par les Strasbourgeois ! «C'est un immense gâchis», s'est désolé Philippe Richert, le président de la région, qui défendait ce projet de bon sens.

Allez, ce n'est que partie remise... Car le processus de rationalisation de notre millefeuille territorial, dont tout le monde parle depuis si longtemps, semble désormais inéluctable. Il a d'ailleurs été discrètement engagé ici et là ces derniers mois. En décembre 2012, par exemple, le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon se sont entendus pour se transférer des compétences : à l'avenir, le premier ne conservera la main que sur les cantons ruraux, et la seconde prendra tous les pouvoirs sur les zones urbaines, ce sera plus simple et plus rationnel.

A quelques encablures de là, les départements du Loir-et-Cher, de l'Eure-et-Loir et du Loiret ont décidé pour leur part de mettre plusieurs de leurs services en commun, notamment l'organisation de leurs appels d'offres ou la formation de leurs soldats du feu. Et d'autres projets de rapprochement pourraient rapidement voir le jour. «Dans dix ans, ce mouvement général de regroupement de collectivités aura sans doute bien avancé», pronostique l'ancien ministre des Collectivités locales Daniel Hoeffel, qui connaît le dossier par cœur. Et l'on commencera enfin d'y voir clair dans notre organisation locale.

**Les dépenses des collectivités dépassent désormais 11% du PIB**

Il ne sera que temps ! Avec ses 36.785 communes, ses 101 départements, ses 27 régions, ses 2.809 intercommunalités, ses 19.281 syndicats locaux de gestion des eaux ou des ordures ménagères et ses îles à statut spécifique, la France relève presque du phénomène de foire. Aucun de ses voisins n'aurait l'idée d'entretenir un tel empilement de pouvoirs locaux – le Royaume-Uni n'en abrite que 437, pour un nombre d'habitants équivalent – ils ne sont pas assez fous pour cela. Car cette organisation hypertrophiée génère chaque jour des gaspillages colossaux.

Il suffit de regarder les chiffres pour en prendre la mesure. A compétences inchangées, notre mammoth territorial a fait bondir ses effectifs de 1,2 à 1,6 million entre 1998 et 2010, soit une dérive de 33% ! Et dans certaines collectivités, l'envolée a été carrément démentielle, de 41,5% par exemple à la ville de Paris, prétendument gérée au cordeau par Bertrand Delanoë. Naturellement, les impôts locaux ont suivi le mouvement. Pendant la décennie 2001-2011, ils ont valsé en moyenne de 41% hors inflation dans l'ensemble des collectivités territoriales. Si bien que le budget consolidé des régions, des départements, des intercommunalités et des communes représente désormais plus de 11% du PIB.

Sans doute cette explosion des coûts s'explique-t-elle par la signature d'accords 35 heures hypergénereux, la gestion clientéliste des territoires, la culture de la dépense des fonctionnaires ou la folie des grandeurs immobilière de nos élus locaux... Mais l'empilement des collectivités et l'éclatement des compétences y sont aussi pour beaucoup. Regardons par exemple l'éducation. Les communes – en charge de l'école primaire – les départements – responsables des collèges – et les régions – qui s'occupent des lycées – doivent entretenir trois administrations distinctes pour faire à peu près la même chose. C'est absurde. D'autant que les élus ne se font jamais prier pour charger la barque.

### **Les élus locaux vont tout faire pour essayer de bloquer la réforme**

Ainsi les milliers de municipalités qui ont délégué à une communauté de communes certaines de leurs missions se sont-elles bien gardées d'y transférer les personnels concernés : beaucoup ont - préféré recruter de nouveaux agents. Résultat : en une décennie, les effectifs des intercommunalités ont grimpé de 50.000 à 170.000 agents, alors même que ceux des villes continuaient d'augmenter... Grand pourfendeur des gaspillages, le député apparenté socialiste René Dosière estime au total à 240.000 le nombre d'agents publics en doublon, pour un surcoût de 15 milliards d'euros par an. La remise à plat de notre mille-feuille territorial devrait dégonfler progressivement ces sureffectifs.

Autre bonne nouvelle pour les contribuables, elle permettra aussi de mettre en vente les sièges des pouvoirs locaux qui seront rayés de la carte – à commencer par ceux, souvent somptueux, des conseils généraux. Du reste, l'Etat lui aussi se mettra de la partie en multipliant les fermetures de sous-préfectures, trésoreries générales et d'annexes inutiles de la Banque de France. Au total, cette cure d'amaigrissement pourrait rapporter plusieurs milliards d'euros par an aux finances publiques.

Et les citoyens ne s'en plaindront pas car ce fonctionnement moins dépensier sera aussi plus efficace. Fini, par exemple, l'imbroglie des décisions à plusieurs étages. «Aujourd'hui, convaincre son équipe municipale, les 20 vice-présidents de sa communauté d'agglomération, et enfin son conseil général, réclame énormément d'énergie», soupire Michel Destot, le maire socialiste de Grenoble. Il est vrai que les élus se plaignent souvent de voir leurs projets s'ensabler, victimes de discussions interminables, à l'exemple du canal à grand gabarit Seine-Nord. Non moins démocratique, le processus deviendra plus rapide. Et tout le monde y gagnera.

Reste que le chemin vers ce paradis simplifié ne sera pas pavé de roses. Les réformateurs devront d'abord braver la révolte des élus locaux, pas tellement chauds pour sacrifier leur fauteuil sur l'autel de la rationalisation administrative. Retranchés dans leurs puissants lobbies, comme l'Assemblée des départements de France (ADF) ou l'Association des maires de France (AMF), hyperactifs au Sénat, leur assemblée fétiche, ils sortent les couteaux dès que se profile la moindre velléité de changement. L'an dernier, ils sont ainsi parvenus à faire annuler par le gouvernement fraîchement élu la timide réforme que Nicolas Sarkozy venait de faire voter dans la douleur. Elle prétendait réduire d'un tiers le nombre d'élus des conseils généraux et régionaux, et leur donner le titre unique de «conseiller territorial». Infamant.

Les instigateurs de la modernisation devront aussi affronter les syndicats de salariés, accrochés comme des parapodes au sacro-saint statut de la fonction publique territoriale. Et opposés par nature à toute forme de réduction des effectifs, y compris par le biais du non-remplacement des personnels partis à la retraite. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, il leur faudra aussi

convaincre les électeurs du bien-fondé de ce ratiboisage institutionnel. Les Alsaciens viennent de démontrer que ce n'était pas gagné d'avance...

## La France abrite le plus monstrueux entassement de collectivités locales d'Europe

Avec ses 59.000 collectivités et ses 260.000 élus indemnisés, notre organisation territoriale superpose quatre échelons. Nous avons traduit ce phénomène par une anamorphose, c'est-à-dire une carte déformée en fonction du nombre de collectivités rapporté à la population et à la superficie. Il nous faudra en priorité rationaliser notre mosaïque de 36.785 communes et nos 101 départements, budgétivores et inefficaces.

France :	503 collectivités par millions d'habitants
Suisse :	326 collectivités par millions d'habitants
Pays-Bas :	256 collectivités par millions d'habitants
Luxembourg :	202 collectivités par millions d'habitants
Espagne :	177 collectivités par millions d'habitants
Allemagne :	147 collectivités par millions d'habitants
Belgique :	54 collectivités par millions d'habitants
Pays-Bas :	26 collectivités par millions d'habitants
Royaume-Uni :	7 collectivités par millions d'habitants

Etienne Gingembre

## Fusionner les régions, vraiment ?

Actualité Politique Le Point.fr - Publié le 23/01/2014 à 06:11

Certaines baronnies sont enthousiasmées par l'idée. D'autres, moins. Mais le gouvernement affiche sa volonté de prendre le taureau par les cornes.



La France des régions. © Solsticedhiver / Oeuvre du domaine public, via Wikimedia Commons.

La diminution du nombre des régions programmée par François Hollande, c'est un peu *Les feux de l'amour*. Cette vieille idée récemment remise au goût du jour par le président de la République, et qui implique des regroupements, suscite l'enthousiasme de certains présidents de conseil régional qui se déclarent aujourd'hui prêts à vivre une relation longue.

Ainsi, la Bourgogne et la Franche-Comté, même si cette dernière se fait encore désirer, la Bretagne et les Pays de la Loire, l'Alsace et la Lorraine ont annoncé leur consentement mutuel. La "résonance historique" entre ces couples serait de nature, selon eux, à faciliter la paix des ménages. Mais même s'ils sont bons à marier, les présidents disposés à vivre une relation longue ne sont "ni pressés ni dupes" : ils attendent de savoir "selon quelles modalités et avec quels moyens" le gouvernement compte arranger les unions.

D'autre part, ils se demandent aussi si les partenaires particuliers sont de bons partis. S'ils reconnaissent les avantages de fusionner les pôles de compétences, la plupart mettent en doute l'existence d'un gisement d'économie sous le parterre régional. "Je ne suis pas contre, mais je ne suis pas non plus convaincue que cela sera plus économique et plus efficace", prévient Marie-Guite Dufay, qui préside le conseil régional franc-comtois. "L'ensemble des collectivités locales représente 20 points dans les dépenses publiques. Et les régions, 12% de ces 20 points. Quand on passe à 15 régions, je ne vois pas où est l'économie", s'exclame Claude Gewerc, le président picard.

### "Une région étendue appelée Grande-Bretagne"

D'où la nécessité pour certains, gagnés par la folie des grandeurs, de privilégier un ménage à plusieurs par rapport à un vulgaire rapport monogame. Convaincu par la maxime "fusionner plus pour économiser plus", Philippe Grosvalet souhaite, par exemple, créer "une région étendue

appelée Grande-Bretagne ou Ouest-Atlantique avec huit départements, dont six littoraux". Marie-Guite Dufay ne veut pas non plus "se cantonner à la Bourgogne et à la Franche-Comté", mais réclame "une région du Grand Est".

Mais l'enthousiasme des présidents de région est parfois douché par des résistances persistantes de la part de certaines baronnies, pas pressée de lâcher leur part du gâteau hexagonal. Il y a, par exemple, la Haute-Normandie qui joue les allumeuses face aux avances de la Basse-Normandie en expliquant n'avoir "aucun tabou", mais qui réclame Rouen, "seule métropole du nord-ouest de la France entre Lille et Rennes", comme capitale.

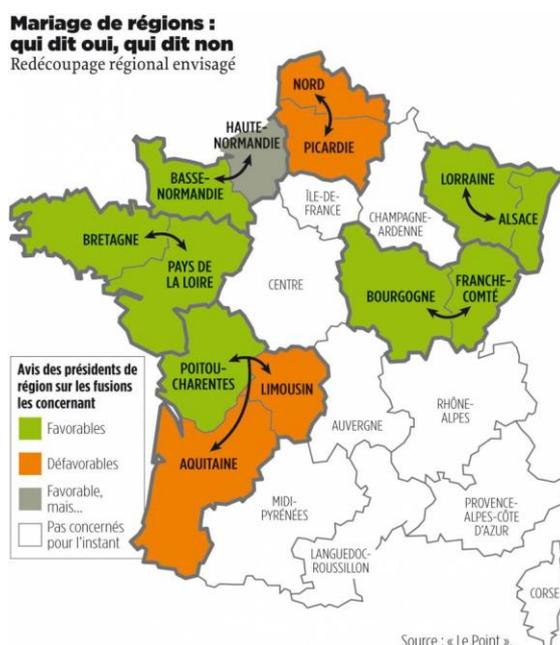
D'autres passent carrément pour des célibataires endurcis. Ces mêmes élus (sur 22 régions, 21 sont socialistes) qui pointaient du doigt une mesure créée pour pénaliser la gauche lorsqu'elle fut portée par l'UMP au pouvoir et la commission Balladur ont retravaillé leurs arguments. "Ce n'est pas une question de taille, mais de compétences", répète en chœur cette horde masculine qui règne presque sans partage sur les conseils régionaux (les seules femmes assurant cette responsabilité sont Marie-Guite Dufay en Franche-Comté et Ségolène Royal dans la région Poitou-Charentes).

### Briser le cœur de Ségolène Royal

Outre la relativisation des économies produites liées au faible nombre d'emplois dans la fonction publique territoriale et le peu d'empressement à se mettre à dos une partie des citoyens attachés à leur identité régionale, ils expliquent tous que "la taille et le nombre d'habitants des régions françaises se situent dans la moyenne européenne". Et que les intercommunalités font le job de manière plus pragmatique, secteur par secteur.

Des arguments avancés par Claude Gewerc et Daniel Percheron, présidents de la Picardie et du Nord-Pas-de-Calais, qui souhaitent continuer à faire chambre à part. Et par Jean-Paul Denanot et Alain Rousset, à la tête du Limousin et de l'Aquitaine, qui n'ont pas peur de briser le cœur de Ségolène Royal. La présidente du Poitou-Charentes était pourtant ouverte à toute proposition. Décidément, le mariage lui échappe !

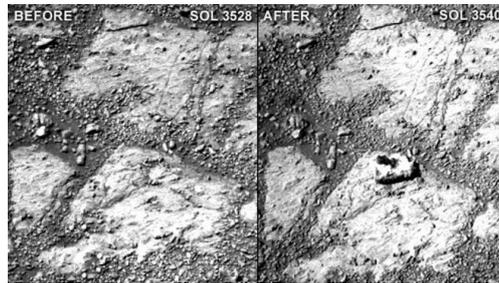
Mais, pour éviter que la grande simplification annoncée depuis la nuit des temps ne se heurte une fois de plus aux réticences des baronnies, Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, a fait savoir que le gouvernement allait enfin passer à l'acte. Elle a annoncé la fin de l'obligation de passer par un référendum avec majorité absolue pour fusionner, actuellement prévue par la loi en vigueur. Elle a également évoqué de nouveaux pouvoirs et des dotations plus importantes aux nouveaux mariés. "L'objectif du président de la République, ce n'est pas d'embêter les régions, c'est de redresser la France", a-t-elle déclaré pour justifier ce passage en force annoncé. La décentralisation serait-elle enfin devenue une affaire d'État ?



## Sciences

Un caillou apparaît mystérieusement sur Mars

Une pierre est apparue à côté du robot Opportunity qui n'a pas bougé pendant plusieurs jours. Les scientifiques de la Nasa sont perplexes.



A quelques jours d'intervalle, une pierre est apparue (à droite), photographiée par le robot Opportunity, sur Mars, le 8 janvier 2014. ( NASA / JPL-CALTECH)

Par Francetv info, publié le 18/01/2014 | 13:55

Il fait *"la taille d'un beignet à la confiture"*. Un caillou est apparu mystérieusement sur Mars, juste à côté du robot explorateur Opportunity, début janvier, raconte le site d'actualité scientifique Discovery News (*en anglais*), vendredi 17 janvier. Les scientifiques, qui pensaient avoir tout vu en 10 ans d'exploration, en restent perplexes.

La découverte a été annoncée par le chef de la mission, Steve Squyres, lors de la soirée d'anniversaire de l'atterrissage d'Opportunity sur la planète rouge, à l'Institut de technologie de Californie (Caltech). *"C'était une surprise totale, nous nous sommes dit 'attendez, elle n'était pas là avant cette pierre, il y a un problème"*, raconte Steve Squyres.

Comment a-t-elle pu arriver jusqu'au pied du robot d'un coup, alors qu'il n'y a pas de vent sur Mars ? Les chercheurs envisagent deux options. Soit Opportunity a déplacé ce caillou qui était coincé dans une de ses roues en manœuvrant, soit le caillou a été jeté là par un impact de météorite. *"Le caillou a été retourné, ce qui veut dire que nous voyons à présent une face qui n'a pas vu l'atmosphère martienne depuis des milliards d'années"*, précise Steve Squyres, qui compte bien étudier ce mystère.

## La Terre face à un mini âge glaciaire ? La NASA détecte une activité solaire particulièrement faible

**Les conditions météorologiques actuelles rappellent celles qui ont précédé l'ère du "minimum de Maunder", entre 1645 et 1715.**

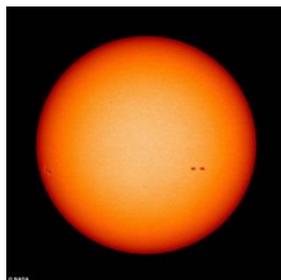
Refroidissement Publié le 19 janvier 2014 Atlantico.fr



Un nouvel âge de glace serait sur le point de se produire Crédit Nasa

Pendant plus de 400 ans, du début du XVe siècle au milieu du XIXe siècle, la Terre a été frappée par un phénomène météorologique peu commun : le petit âge glaciaire. Cette période, qui toucha l'Europe et l'Amérique du Nord, fut marquée par un refroidissement important des hivers et par des étés courts. Et plus particulièrement durant la période appelée "minimum de Maunder" approximativement située entre 1645 et 1715, durant laquelle le nombre de taches solaires était significativement plus faible qu'aujourd'hui. A cette époque, les hivers étaient tellement froids que la Tamise avait gelée. Mais un nouvel âge de glace est-il encore possible ? A en croire les scientifiques de la Nasa, oui. En effet, comme le relaie le Daily Mail, les chercheurs de l'agence

américaine ont observé que l'activité solaire est à l'heure actuelle à son plus bas niveau depuis près d'un siècle.



Ces mêmes scientifiques assurent aussi avoir constaté que le Soleil se retrouvait dans des conditions assez similaires que lors de la période du minimum de Maunder. Ainsi, s'ils affirment que 2013 a été l'année du « maximum solaire » ils établissent à 20% la probabilité que les températures évoluent vers « des modifications majeures ». C'est le cas de Richard Harrison du Rutherford Appleton Laboratory, qui a assuré à la BBC « n'avoir jamais rien vu de tel en trente ans ». « Nous allons tout droit vers des hivers très rudes, vers un mini âge de glace » certifie ce scientifique.

Concrètement le nombre de taches solaires est en forte diminution depuis 2011 et les éruptions solaires sont de moins en moins importantes et de plus en plus rares. Ce qui fait dire à Mike Lockwood de l'Université de Reading que « d'ici à 40 ans, il y a une probabilité de 10 à 20% de retraverser un âge glaciaire tel que durant la période du minimum de Maunder ». L'an dernier déjà la NASA mettait en garde sur le fait « quelque chose d'inattendu » qui se passe sur le Soleil ».



Ce n'est pas la première fois que l'hypothèse d'un nouvel âge de glace est évoquée. Déjà en 2011 le site The Register titrait : "La Terre se dirige peut-être vers un mini-âge glaciaire". Dans l'article, il était écrit : "Des scientifiques National Solar Observatory (NSO) et de US Air Force Research Laboratory et l'US Air Force Research Laboratory analysent le comportement récent du Soleil, et tout indique qu'une période d'activité solaire inhabituellement basse peut être sur le point de commencer." De quoi réjouir les ours polaires...

## Océan Indien

### **Les sinistrés ont 10 jours pour contacter leur assureur : 16 communes en état de catastrophe naturelle**

Réunion Source : [www.ipreunion.com](http://www.ipreunion.com) - Publié le 18/01/2014 à 13h43



Cyclone Bejisa

**Le gouvernement a signé le vendredi 17 janvier 2014 l'arrêté de catastrophe naturelle. Le préfecture annonce que le texte sera publié dans le journal officiel de ce samedi. La commission interministérielle a reconnu l'état de catastrophe naturelle pour 16 communes : Les Avirons, Cilaos, L'Entre-Deux, L'Étang-Salé, Petite-Île, La Plaine-des-**

**Palmistes, Le Port, La Possession, Saint-Joseph, Saint-Leu, Saint-Louis, Saint-Paul, Saint-Pierre, Salazie, Le Tampon, Trois-Bassins.**

Les personnes et sociétés concernées disposent à présent d'un délai de 10 jours pour "faire parvenir à leur compagnie d'assurance un état de leurs pertes afin de bénéficier des dispositions de la loi du 13 juillet 1982." L'assureur doit alors indemniser les sinistrés dans un délai de trois mois. La préfecture précise que "pour les biens non assurés, la procédure relative au fonds de secours pour l'Outre-mer se poursuit."

Suite à l'annonce des communes concernées par le premier ministre, Nassimah Dindar a déclaré qu'avec "cet arrêté partiel, les Réunionnais sont à nouveau trompés par les promesses de ce gouvernement." La présidente du conseil général ajoute que "lors de sa visite dans l'île, jamais le ministre Lurel n'a laissé entendre que l'arrêté de catastrophe naturelle ne concernerait pas toute l'île." Celle qui dirige le département demande "au gouvernement de revoir cet arrêté dans les meilleurs délais afin que toute La Réunion soit concernée par l'état de catastrophe naturelle."

Dans un communiqué, Jean-Marc Ayrault indique que "cette première liste de communes sera complétée d'ici la fin du mois de janvier, afin de prendre en compte la situation de communes, touchées par ces épisodes d'intempéries, dont les dossiers de demandes ne sont pas encore parvenus dans les services."

## **Mayotte - Profanation de la mosquée de Dzaoudzi-Labattoir Affaire de la tête de cochon : un officier blâmé en attendant le procès**

Réunion Source : [www.ipreunion.com](http://www.ipreunion.com) - Publié le 24/01/2014 à 09h39



Mayotte

**En attendant le procès - le 26 février - des trois personnes mises en cause dans l'affaire de la tête de cochon déposée devant la mosquée de Dzaoudzi-Labattoir le 1er janvier dernier, l'officier supérieur dont dépendait le légionnaire organisateur de la soirée aurait "reçu un blâme et c'est tout", selon l'avocat Mansour Kamardine, cité par France Mayotte Matin. Pour l'homme de loi, "c'est une nouvelle insulte qui est faite aujourd'hui aux Mahorais".**

D'après France Mayotte Matin, c'est lors d'un réveillon de la Saint-Sylvestre "très arrosé" organisé dans la maison d'un légionnaire que se sont produits les faits. Selon le quotidien mahorais, ce serait ainsi l'épouse de l'hôte légionnaire qui aurait remis la tête d'un cochon à la femme d'un gendarme, le couple étant ensuite parti en voiture déposer cette fameuse tête devant la mosquée de Dzaoudzi-Labattoir. Trois personnes sont donc pour l'heure mises en cause : la femme du légionnaire, la femme du gendarme et le gendarme lui-même, ces deux derniers ayant été "éloignés de Mayotte, les autorités craignant pour leur sécurité", écrit France Mayotte Matin.

Alors que "différents médias ont fait état de sanctions administratives disciplinaires (...), il n'en serait rien, en tout cas pour les prévenus", poursuit le quotidien mahorais, indiquant que "le gendarme mis en cause n'aurait fait l'objet d'aucune mesure interne".

En revanche, selon l'avocat Mansour Kamardine, les militaires auraient été sanctionnés. "L'officier supérieur dont dépendait le légionnaire organisateur de la soirée a reçu un blâme et c'est tout ! C'est une nouvelle insulte qui est faite aujourd'hui aux Mahorais (...). Comment peut-on imaginer que la complicité à un acte aussi odieux ne puisse être sanctionnée que par un simple blâme ? ! C'est proprement scandaleux !"

Le légionnaire organisateur de la soirée et son officier supérieur ne sont toutefois pas mis en cause dans cette affaire et ne devraient donc pas être appelés à la barre du tribunal. Mais d'après France Mayotte Matin, ils pourraient l'être car "l'association gérant la mosquée s'est constituée partie civile et ses avocats (...) ont bien expliqué que toutes les personnes impliquées de près ou de loin (...) étaient susceptibles d'être appelées ou entendues".

Selon le journal mahorais, "le haut gradé pourrait très bien être accusé d'obstruction à une enquête judiciaire ou de complicité dans la dissimulation des faits alors que la situation aurait pu tourner au vinaigre".

## Insolite

### **Le froid gèle un banc de poissons en Norvège**

Les températures ne sont pas extrêmes mais les animaux ont été piégés dans une zone peu profonde.



Le Norvégien Ingolf Kristiansen a posté sur Facebook un banc de poisson gelé sur l'île de Lovund, en Norvège, le 12 janvier 2014. (INGOLF KRISTIANSEN / FACEBOOK)

Par Francetv info, publié le 19/01/2014 | 17:10

En Norvège, un banc de poissons a été totalement gelé par le froid. C'est ce qu'ont rapporté les médias norvégiens, indique *Le Monde*, le 17 janvier. Le Norvégien Ingolf Kristiansen a posté sur Facebook une photo montrant la scène insolite, sur une plage de l'île de Lovund. "*Je n'ai jamais rien vu de tel. Cela n'est jamais arrivé ici, aussi loin que je me souviens*", a-t-il déclaré à la NRK, une chaîne de télévision norvégienne, a rapporté *The Independent (en anglais)*.

Ce phénomène n'est pas dû à des températures extrêmement froides. Le mercure n'est descendu qu'à -7°C ou -8°C, ce qui est plutôt clément pour la saison et la région. Les poissons, des lieux noirs, ont été piégés dans une zone peu profonde.

Aril Slotten, du groupe de recherche sur les poissons pélagiques à l'Institut de recherche marine de Bergen, a avancé une explication : "*Les lieux noirs évoluent en banc quand ils sont jeunes. Ils se sont très certainement réfugiés dans cette baie, effrayés par des cormorans. A marée haute, l'eau rentre dans la baie, mais pas à marée basse. Les poissons se sont alors retrouvés piégés.*"

### **Découvrez l'histoire d'Amoo Hadji, l'homme qui ne s'est pas lavé depuis 60 ans**

<http://www.gentside.com/> Publié par Pierre Auchapt, le 10 janvier 2014



Un ermite iranien fait actuellement beaucoup parler de lui sur la toile. Nommé Amoo Hadji, l'homme a l'air de sortir tout droit de Bilbo le Hobbit ou du Seigneur des Anneaux. Mais son apparence est en fait due à un choix : ne pas se laver, et ce depuis 60 ans.

La ville de Dezagah, dans la province de Fars en Iran, n'a pas souvent l'occasion de faire parler d'elle dans les médias étrangers. Mais un de ces habitants est actuellement en train de se faire

une petite réputation sur la Toile. Pourquoi ? Cet homme, nommé Amoo Hadji, ne se serait tout simplement pas lavé depuis 60 ans. Et au vu des images fournies par l'agence IRNA, on a envie de le croire.

Avec sa barbe et son visage buriné, Amoo Hadji a l'apparence d'un vieil ermite. Enfin, un vieil ermite avec une couche de crasse en guise de seconde peau. Il affirme en effet n'avoir pas pris un seul bain lors des 60 dernières années. Une performance qui pourrait peut-être entrer dans le livre des records si l'on se penchait sur la question. Vu l'odeur qui doit émaner de sa personne, c'est sans surprise que l'on constate qu'il vit en dehors de la ville, seul.

### **Une bicoque et une pipe**

Si visiblement l'hygiène corporelle ne fait pas partie de ses centres d'intérêt, Amoo Hadji ne se montre pas non plus très intéressé par les possessions matérielles. En fait, il n'en a que deux : une bicoque (vétuste et entourée de déchets) et une pipe en pierre. Un maigre patrimoine, qui suffit cependant à satisfaire Amoo Hadji. L'homme a des goûts simples, et passerait le plus clair de son temps à errer dans la nature.

C'est en matière de fumée que les goûts d'Amoo Hadji sont un peu plus surprenants. Il ne remplit pas sa pipe avec du tabac, de l'opium ou du cannabis mais avec des déjections animales qu'il collecte lors de ses promenades. Un choix déconcertant, mais visiblement pas si nocif que ça puisqu'en dépit de son hygiène corporelle inexistante, l'homme a dépassé les 80 ans. Si on se doute qu'Amoo Hadji est de bonne constitution, pour avoir survécu dans ses conditions, on ne sait en revanche toujours pas pourquoi il a choisi ce mode de vie.